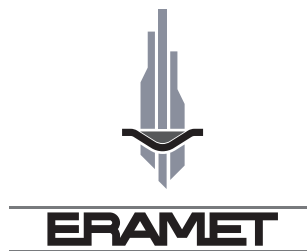


# DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2005



ERAMET



Société anonyme au capital de 78 659 115,70 euros  
Siège social : Tour Maine Montparnasse – 33, avenue du Maine – 75 015 Paris  
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris  
sous le numéro 632 045 381

#### DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2005

Document établi conformément aux articles 211-1 à 211-42 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).  
Le présent document, établi sur la base des comptes de l'exercice 2005, incorpore les informations significatives postérieures à l'approbation de ces comptes à la date de son enregistrement.

#### Enregistrement par l'Autorité des Marchés Financiers – AMF

En application de son règlement général, notamment de l'article 212-13, l'Autorité des Marchés Financiers a enregistré le présent document de référence le 11 mai 2006 sous le numéro R.06-056. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés.

## SOMMAIRE

<b>1. Personne responsable du document de référence</b>	<b>7</b>
1.1. Nom et qualité du responsable	7
1.2. Attestation du responsable du document de référence	7
<b>2. Contrôle légal des comptes – Dénomination des Commissaires aux comptes</b>	<b>7</b>
2.1. Commissaires aux comptes titulaires	7
2.2. Commissaires aux comptes suppléants	7
<b>3. Informations financières sélectionnées – chiffres clés de l'activité</b>	<b>8</b>
3.1. Informations historiques sélectionnées	8
3.2. Chiffres clés de l'activité	8
3.3. Marché des titres de la société	9
3.3.1. Place de cotation	9
3.3.2. Évolution du cours	9
3.3.3. Service du titre	11
<b>4. Facteurs de risques</b>	<b>12</b>
4.1. Risques de marché	12
4.1.1. Risque de change	12
4.1.2. Risque de taux	14
4.1.3. Risque de liquidité	15
4.1.4. Covenants	15
4.1.5. Risque de contrepartie	15
4.1.6. Principaux engagements hors bilan	15
4.1.7. Risque actions	16
4.2. Risques juridiques/Litiges	16
4.2.1. Dépendance du groupe vis-à-vis de l'environnement législatif et réglementaire	16
4.2.2. Risques résultant d'engagements conventionnels avec des tiers	16
4.2.3. Litiges significatifs	17
4.2.3.1. Branche Nickel	17
4.2.3.2. Branche Manganèse	18
4.3. Risques industriels	18
4.3.1. Une activité industrielle inscrite dans une logique de développement durable	18
4.3.2. Renforcement de la politique du groupe en matière d'environnement	18
4.3.2.1. Amélioration de la qualité de l'air	18
4.3.2.2. Gestion de la pollution historique des sites et actions de réhabilitation	19
4.3.2.3. Se doter de nouveaux moyens pour piloter et communiquer	19
4.3.2.4. Vers la certification ISO 14 000 des sites industriels	19
4.3.3. Gestion de la fermeture du site de Boulogne-sur-Mer (Comilog France)	19
4.3.4. Une attention particulière portée au suivi des substances dangereuses	20
4.3.5. Contribution à la politique de réduction des gaz à effet de serre	20
4.3.6. Mise en place d'une politique de prévention des risques industriels	21
4.4. Assurance/Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par l'émetteur	21
4.4.1. Politique générale de couverture du groupe/Stratégie de couverture des risques	21
4.4.2. Différentes catégories de police d'assurance souscrites	21
4.5. Autres risques particuliers	22

4.5.1.	Risques spécifiques liés aux transports	22
4.5.2.	Risques liés à l'énergie	23
4.5.3.	Risques associés à des facteurs politiques	23
4.5.4.	Risque amiante	23
4.6.	Relations spécifiques avec les tiers	23
<b>5.</b>	<b>Informations concernant l'émetteur</b>	<b>24</b>
5.1.	Renseignements concernant la société	24
5.1.1.	Raison sociale (article 2 des statuts)	24
5.1.2.	Numéro d'enregistrement de la société	24
5.1.2.1.	Registre du commerce de la société/SIRET	24
5.1.2.2.	Code NAF et dénomination du secteur d'activité	24
5.1.3.	Date de constitution et durée de la société (article 5 des statuts)	24
5.1.4.	Siège social (article 4 des statuts)	24
5.1.5.	Histoire et évolution de la société	24
5.2.	Investissements	26
5.2.1.	Objectifs poursuivis	26
5.2.2.	Principaux investissements	26
5.2.2.1.	Montant total des investissements	26
5.2.2.2.	Détail des investissements par branche et nature des principaux projets	26
<b>6.</b>	<b>Aperçu des activités</b>	<b>28</b>
6.1.	La branche Nickel	28
6.1.1.	Le marché du nickel	28
6.1.1.1.	La demande de nickel	28
6.1.1.2.	L'offre de nickel	29
6.1.1.3.	Les producteurs de nickel	31
6.1.1.4.	Les prix du nickel	31
6.1.1.5.	Situation récente du marché du nickel et perspectives	32
6.1.2.	Présentation de la branche Nickel d'Eramet	32
6.1.2.1.	Points clés de la branche Nickel	32
6.1.2.2.	Structure de la branche Nickel	32
6.1.2.3.	La branche Nickel en 2005	36
6.2.	La branche Manganèse	37
6.2.1.	Le marché du manganèse	37
6.2.1.1.	La demande de manganèse	37
6.2.1.2.	L'offre de manganèse	39
6.2.1.3.	Prix du manganèse	39
6.2.1.4.	Situation récente du marché et perspectives	40
6.2.2.	Présentation de la branche Manganèse d'Eramet	41
6.2.2.1.	Points clés de la branche Manganèse	41
6.2.2.2.	Historique de la branche Manganèse	41
6.2.2.3.	Structure de la branche Manganèse	42
6.2.2.4.	La branche Manganèse en 2005	44
6.3.	La branche Alliages	45
6.3.1.	Les métiers de la branche Alliages	45
6.3.2.	Les marchés de la branche Alliages	45
6.3.2.1.	Les aciers rapides	45
6.3.2.2.	Les aciers à outils	45

6.3.2.3.	Les alliages base nickel	46
6.3.3.	Procédés de production des alliages	46
6.3.3.1.	élaboration des alliages	46
6.3.3.2.	La mise en forme des alliages	47
6.3.4.	Les producteurs d'alliages	47
6.3.5.	Structure de la branche Alliages	48
6.3.5.1.	Points clés de la branche Alliages	48
6.3.5.2.	Historique de la branche Alliages	48
6.3.5.3.	Structure organisationnelle de la branche Alliages	49
6.3.5.4.	La production de la branche Alliages	49
6.3.5.5.	La politique commerciale et les produits	51
6.3.5.6.	La recherche et développement de la branche Alliages	52
6.3.5.7.	La branche Alliages en 2005	52
<b>7.</b>	<b>Organigramme</b>	<b>53</b>
7.1.	Organigramme du contrôle	53
7.2.	Organigramme du groupe au 31 décembre 2005	53
<b>8.</b>	<b>Propriétés immobilières du groupe, usines et équipements</b>	<b>54</b>
<b>9.</b>	<b>Examen de la situation financière et de résultat</b>	<b>55</b>
9.1.	Chiffres clés de l'activité	55
9.1.1.	Éléments d'activité (données consolidées en millions d'euros)	55
9.1.2.	Comptes consolidés	55
9.1.2.1.	Compte de résultat	55
9.1.2.2.	Bilan consolidé	56
<b>10.</b>	<b>Trésorerie et capitaux – risque de marché</b>	<b>56</b>
10.1.	Informations sur les capitaux propres du groupe	56
10.1.1.	Fonds de roulement d'exploitation	56
10.1.2.	Trésorerie nette consolidée (1)	56
10.1.3.	Provisions	57
10.1.4.	Autres dettes non courantes	57
10.1.5.	Capitaux propres	57
10.2.	Financement et ressources de liquidités	57
10.2.1.	Litiges de crédit renouvelable	57
10.2.2.	Billets de trésorerie	57
<b>11.</b>	<b>Recherche et développement</b>	<b>58</b>
11.1.	Une organisation spécifique au service des branches	58
11.2.	Exploitation de gisements/réserves et ressources minérales	59
11.2.1.	Généralités	59
11.2.1.1.	Localisation	59
11.2.1.2.	Titres juridiques	59
11.2.1.3.	Estimations	59
11.2.1.4.	Définitions	60
11.2.2.	Réserves et ressources de Comilog S.A.	60
11.2.2.1.	Ressources minérales	60
11.2.2.2.	Ressources minérales récupérables et réserves	61
11.2.3.	Réserves et ressources de la société Le Nickel-SLN	62
11.2.3.1.	Ressources minérales en saprolites pour pyrometallurgie	63

11.2.3.2.	Ressources minérales récupérables et réserves pour pyrométallurgie	63
11.2.3.3.	Autres ressources	63
<b>12.</b>	<b>Informations sur les tendances</b>	<b>63</b>
12.1.	Évolution récente et perspectives	63
12.1.1.	Information jusqu'à la date du conseil d'administration	63
12.1.2.	Chiffre d'affaires – premier semestre 2006	63
12.1.3.	Tendances 2006	63
12.1.4.	Développement récent : offre d'achat de la société Weda Bay Minerals	64
<b>13.</b>	<b>Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	<b>65</b>
<b>14.</b>	<b>Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>	<b>65</b>
14.1.	Présentation des organes de direction et d'administration de la société et du groupe	65
14.1.1.	Présentation de la direction générale	65
14.1.1.1.	Mode de direction de la société (article 15 des statuts)	65
14.1.1.2.	Composition	66
14.1.1.3.	Organigramme	66
14.1.2.	Présentation du conseil d'administration	67
14.1.2.1.	Règles de nomination	67
14.1.2.2.	Composition	67
14.2.	Situation personnelle des dirigeants	68
<b>15.</b>	<b>Rémunération totale et avantages des mandataires sociaux et Comex</b>	<b>73</b>
<b>16.</b>	<b>Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>	<b>75</b>
16.1.	Mode de fonctionnement	75
16.2.	Règles d'organisation du conseil d'administration	75
<b>17.</b>	<b>Salariés</b>	<b>77</b>
17.1.	Ressources humaines	77
17.2.	Projet Leaders : améliorer les performances	77
17.3.	Effectifs	78
17.4.	Organisation du travail et rémunération	82
17.5.	Relations professionnelles	83
17.6.	Formation	83
17.7.	Hygiène, sécurité et santé	83
17.7.1.	Sécurité	83
17.7.2.	Audits sécurité	85
17.7.3.	Hygiène et Santé	85
17.8.	Intérêts capitalistiques des dirigeants	85
17.8.1.	Intérêts indirects	85
17.8.2.	Intérêts capitalistiques directs au 31 décembre 2005	86
17.8.3.	Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	86
17.9.	Schémas d'intéressement du personnel	86
17.9.1.	Contrats d'intéressement et de participation	86
17.9.2.	Plans de souscription et/ou d'achat d'actions	87
<b>18.</b>	<b>Principaux actionnaires</b>	<b>88</b>

<b>19. Opérations avec les apparentés</b>	<b>88</b>
<b>20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>	<b>89</b>
20.1. Comptes consolidés de l'exercice 2005	89
20.1.1. Bilans, compte de résultat, annexes 2005 en normes IFRS	89
20.1.2. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2005 – Exercice clos au 31 décembre 2005	143
20.2. Comptes sociaux de l'exercice 2005	144
20.2.1. Commentaires sur les comptes sociaux	144
20.2.2. Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux 2005 – Exercice clos au 31 décembre 2005	160
20.2.3. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées 2005 – Exercice clos au 31 décembre 2005	161
20.2.4. Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices	162
20.3. Comptes consolidés des exercices 2004 et 2003	162
20.4. Assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006 – Texte des résolutions	162
20.5. Politique de distribution des dividendes	164
20.5.1. Modalités de paiement de dividendes	164
20.5.2. Affectation et répartition des résultats/Modalités de paiement des dividendes (article 25 des statuts)	164
20.5.3. Politique de distribution de dividendes	164
20.5.3.1. Politique suivie	164
20.5.3.2. Dividendes versés sur les derniers exercices	164
20.5.3.3. Perspectives	164
20.6. Honoraires des Commissaires aux comptes	165
20.6.1. Organisation de contrôle interne	165
20.6.2. Honoraires versés aux différents auditeurs	165
<b>21. Informations complémentaires</b>	<b>166</b>
21.1. Capital social	166
21.1.1. Capital souscrit	166
21.1.2. Titres non représentatifs du capital	166
21.1.2.1. Parts de fondateurs, certificats de droit de vote	166
21.1.2.2. Autres titres	166
21.1.3. Évolution du capital social	167
21.1.4. Évolution de la répartition au cours des trois dernières années	167
21.1.5. Dernière répartition connue du capital	167
21.1.6. Plan d'options	169
21.1.6.1. Autorisations conférées au conseil d'administration	169
21.1.6.2. Possibilité d'utiliser les autorisations en période d'offre publique	169
21.1.6.3. Plans d'options effectivement consenties	169
21.1.6.4. Dilution potentielle résultant de la levée de la totalité des options émises et non encore levées	170
21.1.7. Tableau récapitulatif des autorisations financières	170
21.1.8. Descriptif du programme de rachat d'actions	171
21.1.8.1. Bilan du programme de rachat 2005	171
21.1.8.2. Finalités du programme de rachat 2006	171
21.2. Actes constitutif des statuts	172
21.2.1. Objet social (article 3 des statuts)	172

21.2.2.	Exercice social (article 24 des statuts)	173
21.2.3.	Assemblée générale	173
21.2.3.1.	Modes de convocation et conditions d'admission (Articles 21, 22 et 23 des statuts)	173
21.2.3.2.	Conditions d'exercice du droit de vote (articles 8 et 21 des statuts)	173
21.2.4.	Transmissions des actions	173
21.2.5.	Identification des actionnaires	174
21.2.5.1.	Franchissement des seuils/Déclaration d'intention	174
21.2.5.2.	Titres au porteur identifiables	174
21.2.6.	Titres au porteur	174
21.2.7.	Synthèse des conventions rendues publiques	175
21.3.	Modifications du capital social	175
<b>22.</b>	<b>Contrats importants</b>	<b>177</b>
<b>23.</b>	<b>Informations provenant des tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	<b>178</b>
<b>24.</b>	<b>Documents accessibles au public</b>	<b>178</b>
24.1.	Politique de l'information	178
24.1.1.	Nom du responsable de l'information	178
24.1.2.	Modalité de la communication	178
24.1.3.	Calendrier : dates clés de l'exercice 2006	178
24.2.	Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société	178
24.2.1.	Liste des communiqués de presse	178
24.2.1.1.	Année 2006	178
24.2.1.2.	Année 2005	179
24.2.2.	Liste des publications au B.A.L.O.	179
<b>25.</b>	<b>Informations sur les participations</b>	<b>179</b>
<b>26.</b>	<b>Liste des rapports</b>	<b>180</b>
26.1.	Rapports internes à la société	180
26.2.	Rapports externes à la société	180
<b>27.</b>	<b>Rapport du Président du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes – Exercice 2005</b>	<b>180</b>
27.1.	Rapport du président du conseil d'administration – exercice clos au 31 décembre 2005	180
27.2.	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil d'administration – Exercice clos au 31 décembre 2005	184
<b>28.</b>	<b>Liste et adresses des filiales consolidées au 31 décembre 2005</b>	<b>185</b>
<b>29.</b>	<b>Charte de l'Environnement</b>	<b>191</b>
<b>30.</b>	<b>Données environnementales</b>	<b>191</b>

# 1. Personne responsable du document de référence

## 1.1 Nom et qualité du responsable

Monsieur Jacques BACARDATS  
Président-Directeur général d'Eramet.

## 1.2 Attestation du responsable du document de référence

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant au chapitre 19 dudit document.

Le rapport général sur les comptes annuels contient une observation ayant trait au changement de méthode résultant de la première application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, des règlements CRC n°2002-10 et n° 2004-06 relatifs aux actifs. »

Nom	Jacques BACARDATS
Fonction	Président-directeur général
Signature	Fait à Paris, le 11 mai 2006

# 2. Contrôles légaux des comptes – Dénomination des Commissaires aux comptes

Le contrôle des comptes sociaux et consolidés des trois derniers exercices a été assuré par les Commissaires aux comptes dont la liste suit.

## 2.1. Commissaires aux comptes titulaires

**A. Ernst & Young Audit**

Société par actions simplifiée à capital variable.

Appartenant au groupe Ernst & Young.

Adresse : Tour Ernst & Young, 11, allée de l'Arche – Paris – La Défense Cedex.

Représentée par Monsieur François Carrega.

Associé responsable du contrôle : François Carrega.

Nommé pour la première fois par l'assemblée générale ordinaire réunie le 21 juin 1985, renouvelé en cette qualité par l'assemblée réunie le 28 juin 1991, puis à nouveau par celle réunie le 31 juillet 1997, et enfin par l'assemblée réunie le 21 mai 2003, pour une nouvelle durée de six exercices.

Date de fin de mandat : assemblée appelée à statuer en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008.

**B. Deloitte & Associés**

Société anonyme au capital de 1 723 040 euros.

Adresse : 185, avenue Charles-de-Gaulle, 92254 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Représentée par Monsieur Nicholas L.E. Rolt.

Associé responsable du contrôle : Nicholas L.E. Rolt.

Nommé pour la première fois par l'assemblée générale ordinaire réunie le 31 juillet 1997, et renouvelé en cette qualité par l'assemblée réunie le 21 mai 2003, pour une nouvelle durée de six exercices.

Il est précisé que, du fait de la fusion intervenue en 2004 par voie d'absorption de la société Deloitte Touche Tohmatsu (Commissaire aux comptes titulaire) par la société Deloitte Touche Tohmatsu Audit (Commissaire aux comptes suppléant), le mandat de Commissaire aux comptes titulaire est poursuivi par la société Deloitte Touche Tohmatsu Audit, laquelle a changé de dénomination pour adopter celle de Deloitte & Associés.

Date de fin de mandat : assemblée appelée à statuer en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008.

## 2.2. Commissaires aux comptes suppléants

**A. Jean-Marc Montserrat**

Adresse : Tour Ernst & Young,  
11, allée de l'Arche – Paris – La Défense Cedex.

Nommé pour la première fois par l'assemblée générale ordinaire réunie le 21 juin 1985, renouvelé en cette qualité par l'assemblée réunie le 28 juin 1991, puis à nouveau par celle réunie le 31 juillet 1997, et enfin par l'assemblée réunie le 21 mai 2003, pour une nouvelle durée de six exercices.

Date de fin de mandat : assemblée appelée à statuer en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008.

**B. Cabinet BEAS (Bureau d'Études Administratives Sociales et Comptables).**

Société anonyme au capital de 8 000 euros.

Adresse : 7-9, Villa Houssay 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex.  
Représentée par Alain Pons.

Il est précisé que, du fait de la fusion évoquée ci-dessus, la démission de son mandat de Commissaire aux comptes suppléant de la société Deloitte Touche Tohmatsu Audit (dorénavant dénommée Deloitte & Associés) a conduit à proposer à l'assemblée générale du 11 mai 2005 la nomination, en remplacement, du Bureau d'Études Administratives Sociales et Comptables – BEAS.

Date de fin de mandat : assemblée appelée à statuer en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008.

### 3. Informations financières sélectionnées – Chiffres clés de l'activité

#### 3.1. Informations historiques sélectionnées

Le groupe Eramet est un groupe minier et métallurgique français qui détient des positions mondiales de premier plan dans chacune de ses activités.

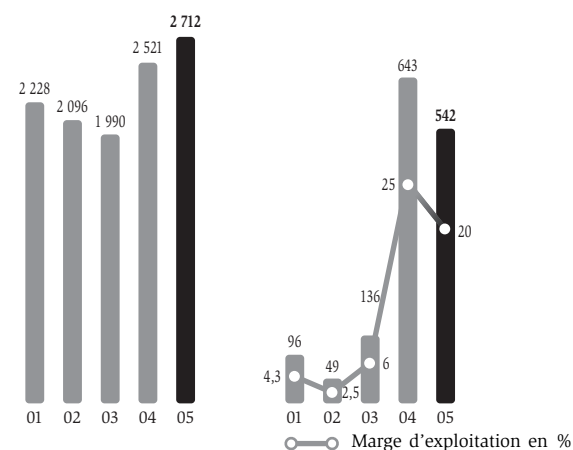
Le groupe, qui a employé en 2005 environ 14 000 personnes dans près de 20 pays, a réalisé sur cet exercice un chiffre d'affaires de 2,7 milliards d'euros dont plus de 80 % hors de France.

Le groupe est présent dans trois métiers cycliques, dont les cycles sont décalés les uns par rapport aux autres. Les trois métiers sont en croissance sur le long terme.

La branche Nickel détient des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie et transforme elle-même la quasi-totalité de son minerai. Cinquième producteur mondial de nickel, le groupe est le premier producteur mondial de ferronickel, un des trois producteurs mondiaux de nickel de haute pureté, ainsi que le leader mondial du chlorure de nickel.

La branche Manganèse est le deuxième producteur mondial d'alliages de manganèse, le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse, grâce à sa mine à haute teneur de Moanda (Gabon), et le premier producteur mondial de dérivés chimiques du manganèse.

#### 3.2. Chiffres clés de l'activité



**Chiffre d'affaires**  
(en millions d'euros).  
Le chiffre d'affaires progresse de 8 % avec une forte croissance de la branche Alliages.

**Résultat d'exploitation / Résultat opérationnel courant\***  
(en millions d'euros). Le résultat opérationnel courant reste très élevé. La marge opérationnelle est de 20 % du chiffre d'affaires.

La branche Alliages est le premier producteur mondial d'aciers rapides, le deuxième producteur mondial de pièces matricées pour l'aéronautique et l'énergie.

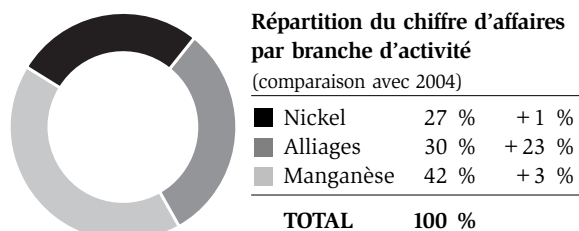
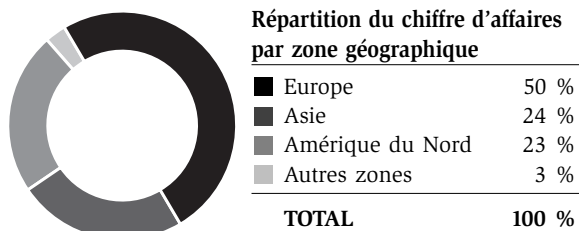
Le groupe dispose d'avantages compétitifs majeurs :

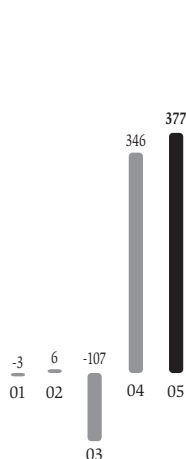
- des réserves minières de qualité tant en termes de richesse (teneur des minerais) que de durée de vie,
- de fortes compétences technologiques dans les domaines de la mine, de la métallurgie, du forgeage matriçage, de la chimie des métaux et de l'hydrométallurgie.

La stratégie du groupe vise à renforcer durablement ses positions et sa rentabilité dans chacun de ses métiers, sur des marchés en croissance sur le long terme :

- par des extensions de capacité compétitives dans le nickel et le manganèse, qui valorisent au mieux ses importantes ressources minières tout en accompagnant la croissance de ses grands clients mondiaux,
- par le maintien permanent de ses activités au meilleur niveau de compétitivité internationale,
- par une présence mondiale, grâce à son réseau de vente Eramet International et à des investissements stratégiques, notamment en Chine,
- par une politique de recherche et de développement dynamiques, tant sur le plan des procédés que des produits,
- par une gestion prudente permettant au groupe de traverser les périodes plus difficiles liées aux cycles de ses marchés et d'être capable d'investir à contre-cycle afin de tirer le meilleur parti des périodes les plus dynamiques.

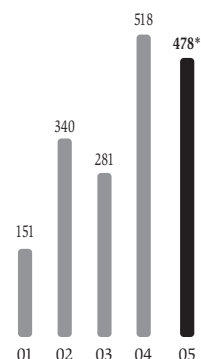
Le développement du groupe s'inscrit dans le long terme. Le groupe agit de façon responsable vis-à-vis de son environnement, de ses employés et de ses actionnaires.





#### Résultat net part du groupe

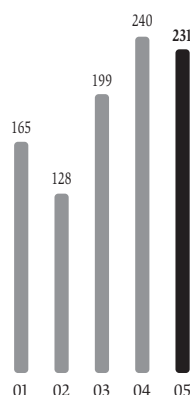
(en millions d'euros).  
Résultat net part du groupe en hausse de 9 %, y compris un profit exceptionnel part du groupe de 77 M€ liés au dénouement des accords de Bercy.



#### Flux de trésorerie d'exploitation

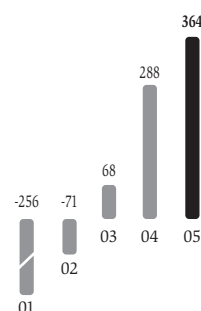
(en millions d'euros).  
Forte génération de trésorerie dans un contexte de croissance rapide de l'activité de la branche Alliages.

\* Y compris 122 M€ sans incidence sur la trésorerie nette du groupe, liés au dénouement des accords de Bercy.



#### Investissements industriels

(en millions d'euros).  
Une année de forts investissements, avec déploiement de grands programmes.



#### Trésorerie nette (endettement net)

(en millions d'euros).  
La trésorerie nette se renforce encore et permet la poursuite de la stratégie de croissance.

## 3.3. Marché des titres de la société

### 3.3.1. Place de cotation

L'action de la société a été introduite (au cours de 310 francs, soit 47,26 euros environ) le 29 septembre 1994 – après une division par cinq du titre décidée par l'assemblée générale mixte du 15 juin 1994 – sur le Second Marché de la Bourse de Paris.

À compter du 26 juin 1995, les actions ont été transférées à la Cote Officielle (compartiment du règlement mensuel).

Par suite de la réforme de la Bourse de Paris, les titres de la société sont négociés sur le Premier Marché d'Euronext Paris SA (code ISIN : FR 0000131757).

Il est rappelé que l'entreprise de marché a regroupé l'ensemble des titres cotés sur une cote unique « Eurolist » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Eramet fait partie du compartiment A de la liste unique d'Euronext.

La valeur est intégrée dans l'indice SBF 250 d'Euronext. Aucun titre d'une autre société du groupe n'est admis aux négociations d'une autre bourse de valeurs. Depuis janvier 2005, la valeur est intégrée dans l'indice CAC Mid-100.

Euronext Paris a annoncé début 2006 le passage de l'action Eramet au SRD (Service à Règlement Différé) à compter du 28 mars 2006.

### 3.3.2. Évolution du cours

#### Poursuite de la forte progression du cours de l'action Eramet en 2005 : + 22 %

Le cours de l'action Eramet a connu une année de forte croissance en 2005 (+ 22 %), faisant suite à une année 2004 également en très forte croissance (+ 73 %).

Le cours a atteint un plus haut de 94,90 euros le 1<sup>er</sup> août et il a terminé l'année à 81,00 euros.

Cette progression est du même ordre que celle de l'indice CAC 40 (+ 23 %).

La capitalisation boursière d'Eramet a atteint 2,089 milliards d'euros au 31 décembre 2005, positionnant Eramet approximativement à la quatre-vingtième position parmi les sociétés cotées à la Bourse de Paris.

Compte tenu des levées d'options de souscription d'actions nouvelles exercées par les salariés, le nombre total d'actions émises au 31 décembre 2005 était de 25 789 874 contre 25 744 944 au 31 décembre 2004.

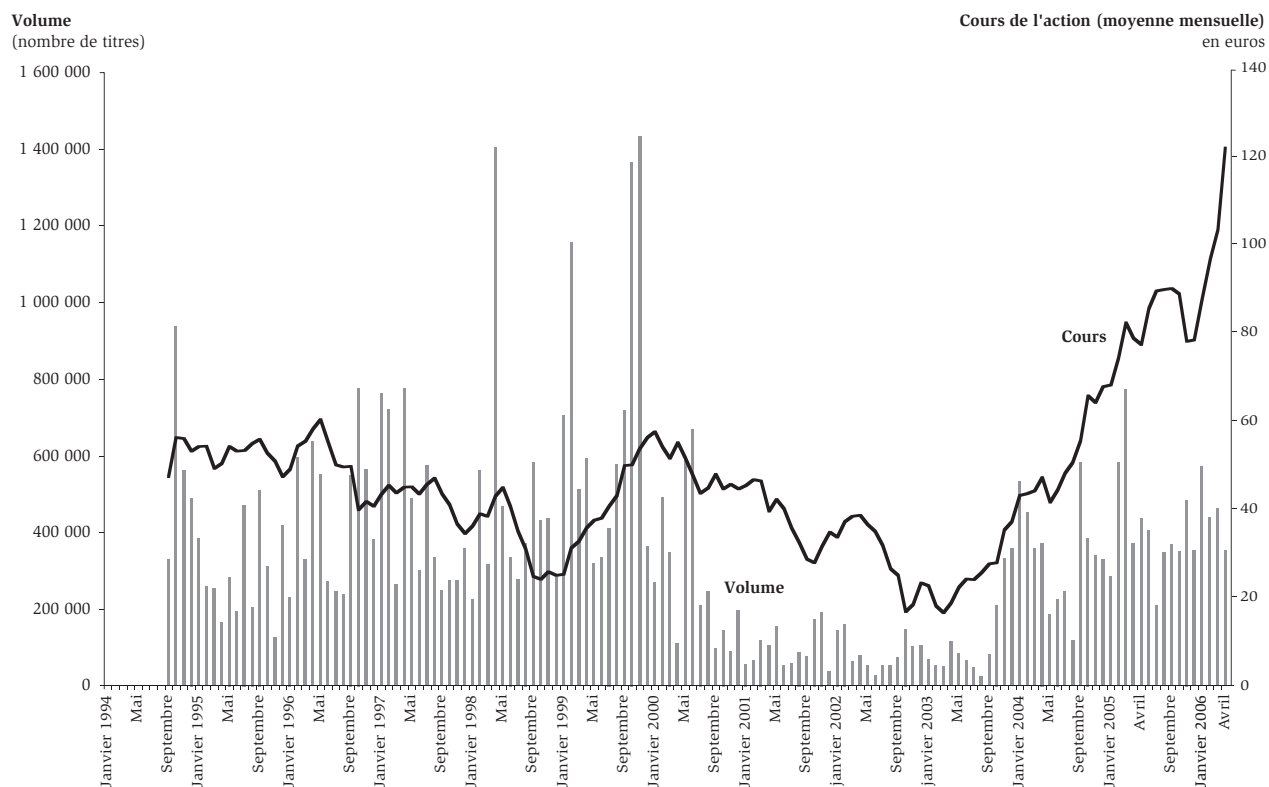
#### Forte augmentation des volumes de transactions

Le volume des transactions sur l'action Eramet a augmenté de 20 % par rapport à 2004.

#### Passage au SRD en 2006

Grâce à cette nouvelle amélioration de la liquidité du titre, Euronext Paris a annoncé début 2006 le passage de l'action Eramet au SRD à compter du 28 mars 2006.

– Illustration des évolutions



– Données boursières

	Cours en euros			Capitalisation boursière	
	plus haut	plus bas	au 31 décembre	(en millions d'euros)	Volume (moy./jour)
1994*	57,90	47,20	52,59	771	37 385
1995*	58,30	41,30	48,70	743	15 673
1996*	61,80	34,90	41,40	643	23 981
1997*	53,20	33,00	34,70	542	22 172
1998	47,70	22,10	25,60	399	24 176
1999	58,70	23,10	57,00	1 393	33 810
2000	61,70	41,90	43,50	1 076	14 100
2001	47,80	22,00	34,60	855	4 664
2002	39,80	13,90	21,00	527	4 928
2003	38,60	14,50	38,50	985	5 834
2004	72,90	36,70	66,20	1 704	15 951
2005	94,90	66,10	81,00	2 089	19 319

\* Recalculé en millions d'euros.

	Cours en euros		Volume	
	plus bas	plus haut	moyen	(moy./mois)
<b>2006</b>				
Avril	107,10	147,50	120,90	350 107
Mars	97,15	114,70	104,69	461 964
Février	88,20	103,70	96,24	438 666
Janvier	79,00	91,40	87,53	571 899
<b>2005</b>				
Décembre	73,00	81,35	78,17	353 520
Novembre	72,80	86,50	77,88	484 605
Octobre	81,35	94,90	88,61	349 955
Septembre	86,55	93,40	89,85	369 765
Août	85,40	94,90	89,60	345 990
Juillet	82,85	94,00	89,32	209 221
Juin	79,00	90,50	85,26	404 855
Mai	71,65	83,40	77,15	435 244
Avril	70,15	83,50	78,59	371 411
Mars	75,20	93,30	82,15	772 307
Février	68,25	82,50	74,07	582 074
Janvier	66,10	70,95	68,06	286 137
<b>2004</b>				
Décembre	65,3	72,9	67,64	330 325
Novembre	59,10	69,90	64,05	338 692
Octobre	59,20	70,95	65,61	385 688
Septembre	49,05	66,0	55,39	583 787
Août	47,35	52,35	50,43	117 227
Juillet	44,00	51,05	48,05	247 091
Juin	40,10	47,80	44,27	226 240
Mai	36,70	45,62	41,43	185 776
Avril	40,20	49,75	47,08	372 391
Mars	41,21	45,81	44,08	358 740
Février	40,80	44,85	43,46	452 151
Janvier	38,50	44,85	43,03	533 841

Source : Euronext.

### 3.3.3. Service du titre

La tenue du registre des titres de la société est assurée par :

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

GCT – Services aux émetteurs

Immeuble Tolbiac

75450 Paris Cedex 09

Tél. 0826.109.119.

La mise en œuvre du contrat de liquidité a été confiée à EXANE BNP PARIBAS.

## 4. Facteurs de risques

### 4.1. Risques de marché

#### 4.1.1. Risque de change

##### Actions entreprises en 2005

Le groupe a maintenu en 2005 le cadre fixé fin 2003 :

- centralisation du suivi et de la couverture des expositions de change nées dans les sociétés du groupe,

- gestion du risque de change dans le cadre d'une politique pluriannuelle et de procédures approuvées par le Comité exécutif,
- reportings mensuels à destination des membres du Comité exécutif.

##### Risque de change transactionnel

Le groupe est exposé au risque de change né de l'activité commerciale, dans la mesure où les coûts de production sont principalement libellés en euros, alors que 50 % environ du chiffre d'affaires est encaissé en devises, et notamment en dollars américains. L'exposition nette est établie à partir de prévisions de facturations. Cette exposition est alors gérée sur un horizon annuel ou pluriannuel, à l'aide de contrats à terme et d'options.

##### Encours des contrats de change au 31 décembre 2005

(montants notionnels en millions de devises)

Devise contre EUR	Ventes à terme	Achats à terme	Options d'achat	Options de vente
USD	473	4	433	309
JPY	369		450	245
GBP	3		2	1
SEK	36	37		

Devise contre NOK	Ventes à terme	Achats à terme	Options d'achat	Options de vente
EUR	85		16	8
USD	14	3		

Devise contre SEK	Ventes à terme	Achats à terme	Options d'achat	Options de vente
GBP	7	1	3	2
JPY	237		295	135
USD	7			
EUR	26	4	17	11

Devise contre GBP	Ventes à terme	Achats à terme	Options d'achat	Options de vente
USD	5	1	3	2
EUR	1		2	1

## Sensibilité et juste valeur

La politique du groupe est de couvrir au moins un an de chiffre d'affaires net. Les couvertures ci-dessous ont été réalisées par la trésorerie centrale pour le compte des différentes sociétés opérationnelles.

### Couvertures de change au 31 décembre 2005

(en millions de devises)	Chiffre d'affaires 2005			Chiffre d'affaires 2006			Chiffre d'affaires 2007 et plus		
	Montants	Devises	Cours	Montants	Devises	Cours	Montants	Devises	Cours
<b>Couvertures commerciales</b>									
Eur / Usd	187	Usd	1,2172	555	Usd	1,2620	13	Usd	1,0497
Usd / Nok	14	Usd	6,6129	3	Usd	6,5152	-	-	-
Eur / Nok	3	Eur	7,8373	90	Eur	8,2232	-	-	-
Eur / Gbp	3	Gbp	0,6921	3	Gbp	0,6876	-	-	-
	1	Eur	0,6899	3	Eur	0,7016	-	-	-
Gbp / Usd	3	Usd	1,7923	4	Usd	1,7608	-	-	-
Gbp / Sek	4	Gbp	13,3176	4	Gbp	13,6011	-	-	-
Jpy / Sek	79	Jpy	0,0686	293	Jpy	0,0690	-	-	-
Eur / Sek	81	Eur	9,1802	26	Eur	9,4079	-	-	-
	25	Sek	9,2021	-	-	-	-	-	-
Usd / Sek	10	Usd	7,4477	3	Usd	7,6769	-	-	-
Eur / Jpy	145	Jpy	138,7172	505	Jpy	133,9093	-	-	-
<b>Couvertures financières</b>									
Eur / Sek	37	Sek	9,4345	-	-	-	-	-	-

Sur la base de ces encours, la valorisation des opérations de change au cours de marché faisait apparaître une perte latente de 23 millions d'euros au 31 décembre 2005. La position en dollars USD du groupe Eramet représentait à elle seule une perte latente de 19 millions d'euros.

Une variation contraire de 10 % des cours de chacune des devises d'exposition aurait un impact sur le résultat opérationnel 2005 du groupe limité à 5 millions d'euros, soit 0,50 % de l'exposition globale.

### Comptabilisation

La conversion des ventes/achats en devises (factures émises, factures reçues, encaissements, paiements) s'effectue à un cours mensuel représentant une approximation fiable du cours de change du marché. Chaque fin de mois, les créances/dettes/comptes bancaires sont revalorisés au cours de couverture indiqué par la trésorerie groupe.

Les écarts entre :

- le **cours mensuel** de comptabilisation ventes et encaissements/achats et paiements, et
- le **cours contractuel** de dénouement des opérations de couverture est comptabilisé par chaque société en résultat d'ex-

ploitation attaché au chiffre d'affaires ou aux achats : compte « Chiffre d'affaires - écart de change »/compte « Achat - écart de change ».

### Risque de change bilantiel

Lorsque l'exposition née des financements contractés par les sociétés du groupe dans des devises autres que leurs devises de compte n'est pas compensée par des recettes dans ces devises, le groupe peut être ainsi amené à effectuer une couverture de change. En 2004 et 2005, cette option n'a pas été adoptée. L'emprunt souscrit en devise étrangère par Comilog n'a pas fait l'objet d'une couverture de change (montant au 31 décembre 2004 : 9,3 millions USD et au 31 décembre 2005 : 7,8 millions USD). Il n'y a pas d'autres emprunts concernés. Les variations contraires de 10 % du cours du dollar n'ont pas d'impact significatif sur le résultat financier.

#### 4.1.2. Risque de taux

##### Politique de gestion

Le groupe décide de l'opportunité de réaliser ou non des couvertures de taux en fonction de la situation et de la dette et de l'évolution des marchés. Les opérations de couverture sont réalisées par la trésorerie groupe.

##### Structure de la dette financière au 31 décembre 2004 et 2005 (en millions d'euros)

	2005	2004
<b>Par devise</b>	<b>159</b>	<b>149</b>
Euro	110	104
Dollar américain	16	22
Franc CFA	12	9
Livre sterling	1	2
Autres devises	20	12
<b>Par taux d'intérêt</b>	<b>159</b>	<b>149</b>
Dette à taux fixe	25	55
Dette à taux variable	134	94
<b>Par échéance</b>	<b>159</b>	<b>149</b>
Moins de 1 an	110	89
1 à 5 ans	33	41
Plus de 5 ans	16	19

##### Gestion du risque de taux

En fonction des conditions de marché, ainsi que des prévisions de l'évolution de la situation financière, la trésorerie du groupe, en relation avec la direction financière, contrôle la répartition, entre taux fixe et taux variable, de la dette ainsi que des placements de trésorerie. Les instruments financiers utilisés sont des swaps de taux d'intérêt, caps ou floors.

Les opérations de couvertures de taux existantes au 31 décembre 2005 ont été mises en place à la fin de l'exercice 2002. Elles correspondent à l'exposition au risque de taux existante à cette date.

La position nette emprunteuse au 31 décembre 2002 a été inversée en 2003.

##### Échéancier des actifs et dettes financières

	< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes financières taux variables	88	30	16	134
Actifs financiers taux variables	(488)	0	0	(488)
Position avant gestion	(400)	30	16	(354)
Couverture de taux	(20)	(20)	0	(40)
Position nette après gestion	(420)	10	16	(394)

Le groupe a décidé de placer la trésorerie excédentaire à court terme et se trouve donc exposé à une baisse des taux. Une baisse de 10 % des taux d'intérêt (soit 10 points de base) aurait un impact d'environ 400 milliers d'euros sur le résultat financier.

##### Juste valeur (en milliers d'euros)

Opérations de couverture de taux	Valeur au bilan incluant les coupons courus	Valeur de marché incluant les coupons courus
Couvertures à taux fixe	20 000	19 835
Couvertures à taux capés	20 000	19 635

#### 4.1.3. Risque de liquidité

Le groupe gère le montant de ses ressources financières, et notamment les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme accordées par des banques de premier plan et non utilisées.

Au total, les lignes confirmées s'élèvent à 631,9 millions d'euros au 31 décembre 2005, dont 600 millions d'euros non utilisés permettant au groupe de refinancer à plus d'un an ses dettes à court terme.

L'échéancier des lignes confirmées est le suivant :

	< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Taux variables	10,7	617,0	0	627,7
Taux fixes	0,8	3,4	0	4,2
<b>TOTAL</b>	<b>11,5</b>	<b>620,4</b>	<b>0</b>	<b>631,9</b>

#### 4.1.4. Covenants

Les principaux covenants au niveau du groupe sont décrits dans le tableau ci-dessous. Concernant Eramet, les covenants s'appliquent également aux lignes non utilisées, décrites dans le chapitre 1.1.3.

Société	Crédit / Concours bancaires	Ratios		Montants en millions d'euros
Eramet	Prêt syndiqué	Endettement financier net / Capitaux propres de l'ensemble	< 1	600
Comilog	Prêt financement Complexe industriel Moanda	Capitaux propres consolidés /Dettes moyen/long terme	> 1,2	24
Erachem	Divers concours	Dettes financières/EBITDA	< 2,5	
Comilog Inc	bancaires	Total dettes/ Capitaux propres	< 1,75	5
		EBITDA/Passifs exigibles à moins d'un an	> 1,5	

Ces différents covenants sont respectés au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005. En cas de non-respect, tout ou partie des prêts doit être remboursé.

#### 4.1.5. Risque de contrepartie

Les opérations de couvertures tant de taux que de change sont négociées sur les marchés de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang.

#### 4.1.6. Principaux engagements hors bilan

Les principaux engagements hors bilan au niveau du groupe Eramet et indiqués dans l'annexe des comptes au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005, s'analysent par nature selon le tableau suivant :

Détail par nature des engagements hors bilan	31 déc. 03	31 déc. 04	31 déc. 05
Cautions bancaires	33 003	20 328	19 088
Cautions fournisseurs	11 022	7 739	432
Cautions douanières et fiscales	6 115	10 727	12 429
Cautions filiales	71 571	0	0
Cautions autres	1 759	1 661	2 071
<b>Total cautions</b>	<b>123 470</b>	<b>40 455</b>	<b>34 020</b>
Sûretés immobilisations sur prêts bancaires	138 025	127 666	100 649
Sûretés stocks sur prêts bancaires	13 043	33 754	13 369
Sûretés autres sur prêts bancaires	0	2 308	2 308
<b>Total sûretés réelles sur actifs</b>	<b>151 068</b>	<b>163 728</b>	<b>116 326</b>
<b>TOTAL ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS</b>	<b>274 538</b>	<b>204 183</b>	<b>150 346</b>

Détail par nature des engagements hors bilan reçus	31 déc. 03	31 déc. 04	31 déc. 05
Cautions fournisseurs	10 308	5 666	8 306
Autres	178	9 939	12 658
<b>TOTAL ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS</b>	<b>10 486</b>	<b>15 605</b>	<b>20 964</b>

Il n'existe pas d'autres engagements significatifs donnés ou reçus, autres que ceux indiqués au chapitre 4.2.2. – Options d'échange.

La diminution des engagements hors bilan s'explique essentiellement par l'organisation du financement du groupe et son désendettement.

En effet, plusieurs emprunts hors groupe sont venus à échéance et/ou ont été substitués par les lignes de financement au niveau du groupe.

#### 4.1.7. Risque actions

Les actions d'Eramet contrôlées en autodétention représentent un montant de 6,5 millions d'euros au 31 décembre 2005, (14,2 millions d'euros au 31 décembre 2004). Le montant net de la valeur de ces actions est annulé des capitaux propres dans les comptes consolidés. Il subsiste néanmoins un risque action dans la mesure où le prix de cession serait inférieur à la dernière valeur nette comptable. À titre d'information, la plus-value, par rapport à la valeur de marché du portefeuille autodétenu au 31 décembre 2005, se monte à 6,8 millions d'euros.

### 4.2. Risques juridiques/litiges

#### 4.2.1. Dépendance du groupe vis-à-vis de l'environnement législatif et réglementaire

Réglementations spécifiques

L'exploitation minière est soumise à des réglementations spécifiques suivant les activités et les sites d'extraction. Ces réglementations concernent principalement :

- les régimes miniers des permis et des concessions,
- les obligations spécifiques propres à l'exploitation,
- les limitations et contrôles relatifs à la protection de l'environnement,
- la remise en état au terme de l'exploitation.

Depuis novembre 2005, l'exploitation du chemin de fer au Gabon est soumise à un contrat de concession.

Fiscalités spécifiques

Par ailleurs, l'activité est soumise, pour partie, à une fiscalité (redevances, taxes ou impôts) qui lui est propre. Les sociétés et établissements du groupe situés en France métropolitaine sont soumis à la fiscalité française de droit commun, le taux de l'imposition sur les bénéfices étant actuellement de 33,33 % hors contributions additionnelles de 1,5 % et de 3,3 %.

Il est précisé qu'Eramet est la société mère d'un groupe d'intégration fiscale, qui comporte vingt-trois sociétés au 31 décembre 2005 (vingt sociétés au 31 décembre 2004).

Pour les filiales, hors métropole ou à l'étranger, il convient de souligner que :

- la société Le Nickel-SLN est redevable de l'impôt sur les sociétés minières et métallurgiques en Nouvelle-Calédonie, au taux de 35 %. Cette société bénéficie, depuis 1975, d'un régime de stabilisation fiscale qui a fait l'objet de renouvellements successifs – en dernier lieu pour une durée de quinze ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 – en vertu d'un arrêté local en date du 13 juin 2002. Certains des investissements de cette filiale en Nouvelle-Calédonie bénéficient, par ailleurs, des mesures de défiscalisation instaurées par les lois Paul et Girardin et des avantages accordés par le code des impôts de Nouvelle-Calédonie aux investissements dans la métallurgie.
- de son côté, la filiale Comilog est soumise à un impôt sur les sociétés au taux de 35 %, à des droits de sortie et à une redevance minière représentant environ 6 % de la valeur carreau mine des produits extraits (valeur proche de la valeur FOB) ainsi qu'à un impôt sur dividendes de 15 %. Cette fiscalité est stabilisée jusqu'en 2032 dans le cadre d'une convention minière signée en octobre 2004 et qui a été ratifiée par le Parlement gabonais en 2005.
- d'une façon générale, les filiales implantées à l'étranger (Norvège, Suède, États-Unis, Chine...) sont soumises à la fiscalité locale de droit commun. Les dividendes versés par celles-ci à la maison mère sont dans certains cas soumis à une retenue à la source.

#### 4.2.2. Risques résultant d'engagements conventionnels avec des tiers

Contrats d'approvisionnement ou de commercialisation

Le groupe maîtrise dans l'ensemble les contrats d'approvisionnement et de commercialisation du minerai et de ses sous-produits, dès lors que ces contrats sont conclus avec les sociétés qu'il contrôle (contrat d'approvisionnement et de commercialisation entre Eramet et Le Nickel-SLN ; approvisionnement des usines de la branche Manganèse par Comilog).

Les autres accords commerciaux relevant des opérations courantes ne présentent pas de risques ou d'engagements particuliers par le groupe. Il s'agit notamment des achats de matières premières (électricité, coke, alliages spéciaux), de frets (maritimes, terrestres). Comme indiqué dans le paragraphe 4.1, une partie de ces achats fait l'objet de couverture, le plus généralement sur une base annuelle.

## Dossier minier calédonien

### • *Rappel des faits*

Ce dossier trouvait son origine dans la revendication de la SMSP, exploitant minier calédonien contrôlé par la Province du Nord, associée au producteur de nickel canadien Falconbridge, l'un des principaux concurrents mondiaux d'Eramet, sur une partie des réserves minières de la société Le Nickel-SLN afin d'assurer l'approvisionnement d'une nouvelle usine à construire dans la Province du Nord.

L'accord trouvé en février 1998 avec les pouvoirs publics prévoyait un échange de droits miniers en cas de construction effective de l'usine du Nord, la SMSP recevant le massif de Koniambo, beaucoup plus riche, qui appartenait à la société Le Nickel-SLN et cette dernière celui, plus pauvre, de Poum, propriété de la SMSP.

Cet échange s'accompagnait d'une indemnité versée par l'État et destinée à compenser l'incidence de la différence de réserves entre les deux gisements sur l'activité de la société Le Nickel-SLN et d'Eramet.

### • *Première étape*

Au second semestre 1998, la société Le Nickel-SLN et la SMSP ont cédé leurs droits miniers sur Koniambo et Poum respectivement à l'entité indépendante, la SAS Poum-Koniambo, chargée de les détenir jusqu'à leur dévolution définitive. S'agissant de la cession de Koniambo, dont le prix de vente brut s'élève à 8 millions d'euros, l'opération a été enregistrée dans le résultat exceptionnel de l'exercice 1998.

L'indemnité, fixée après évaluation par les banques-conseils du groupe et de l'État, à

152 millions d'euros (125 millions d'euros pour la société Le Nickel-SLN et 27 millions d'euros pour Eramet) nets d'impôts, a été versée aux deux sociétés.

### • *Seconde étape*

La seconde étape devait intervenir dès que la construction de l'usine du Nord aurait été engagée par les promoteurs pour autant que cela ait lieu avant janvier 2006. Suite à l'assignation d'Eramet devant la justice française en décembre 2005, le juge a clairement acté le 28 décembre 2005 les engagements irrévocables de la société Falconbridge de construire l'usine du Nord et a autorisé la dévolution des titres miniers Koniambo. Parallèlement, Le Nickel-SLN a acquis auprès de la SAS Poum-Koniambo la société Poum SAS détenant le massif de Poum pour un montant contractuel de 6 millions d'euros. Le paiement doit intervenir en 2006 dès que toutes les conditions seront réunies.

### • *Comptabilisation des opérations*

Conformément aux accords de 1998, la totalité de l'indemnité est définitivement acquise et été comptabilisée en autres produits et charges opérationnels pour un montant de 99,7 millions d'euros plus les intérêts provisionnés les années antérieures pour un montant de 24,2 millions d'euros.

### • *Évolution de la situation*

L'État français est le garant de la bonne application des accords de Bercy. Eramet/Le Nickel-SLN resteront très vigi-

lants quant au bon déroulement de la situation et veilleront au respect des engagements de Falconbridge et à ce que le transfert des titres miniers soit effectivement lié à la construction d'une usine dans le nord de la Nouvelle-Calédonie. Dans le cas contraire, Eramet/Le Nickel-SLN restent prêts à réaliser cette usine dans le nord de la Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec la Province Nord.

## Option d'échange entre des actions de la société et des actions d'une filiale

Un pacte conclu entre la société et la société STCPI offre à cette dernière la possibilité, jusqu'au 30 juin 2007, d'acquiescer auprès d'Eramet un complément de titres lui permettant d'accroître sa participation de 30 % à 34 % dans la filiale Le Nickel-SLN. La réalisation de cette option d'achat, qui serait rémunérée par la remise d'une partie (1 %) des actions Eramet, détenues par STCPI, suppose une décision unanime des actionnaires de cette société (Les trois Provinces de Nouvelle-Calédonie).

### 4.2.3. Litiges significatifs

Les litiges significatifs concernent les branches Nickel et Manganèse.

#### 4.2.3.1. Branche Nickel

##### *Litiges pollution terrain*

Deux litiges perdurent en Nouvelle-Calédonie entre la filiale Le Nickel-SLN et respectivement deux propriétaires éleveurs, Messieurs Gauzère (en Province Nord) et Newland (en Province Sud), qui ont engagé des actions en réparation de prétendus préjudices résultant de la pollution de leur propriété par des travaux miniers.

L'affaire Gauzère a donné lieu à une décision défavorable pour la société Le Nickel-SLN en première instance en mai 1999 mais la cour d'appel a ordonné le 15 juin 2000 une nouvelle mesure d'instruction.

L'affaire Newland a également fait l'objet d'une même mesure d'instruction. Le rapport d'expertise étend la responsabilité du litige aux collectivités, ce qui aura pour effet de retarder l'issue du dossier.

L'enjeu de ces deux litiges, provisionnés à hauteur de 1,4 million d'euros au 31 décembre 2004, résidait principalement dans le risque d'effet d'entraînement que pourrait représenter le succès des plaignants auprès des autres riverains de massifs miniers. L'année 2005 a vu se dénouer l'un des deux litiges opposant en Nouvelle-Calédonie la filiale Le Nickel-SLN à des propriétaires éleveurs. Par un arrêt du 1<sup>er</sup> septembre 2005, la cour d'appel de Nouméa déboutait pour l'essentiel Monsieur Gauzère de sa demande, infirmant le jugement de première instance de mai 1999, en reprenant les conclusions de rapport de l'expert. Dans le litige opposant la société Le Nickel-SLN à Monsieur Newland, le dépôt du rapport de l'expert est prévu pour fin 2006, la mise en cause des collectivités publiques ayant eu pour effet de retarder le déroulement de l'expertise. Les provisions constituées à hauteur de 1,4 million d'euros ont été conservées.

### *Litiges fournisseurs*

Dans le cadre de l'investissement 75 000 tonnes en Nouvelle-Calédonie, la société Le Nickel-SLN a conclu un contrat de type « clefs en main » à prix global et forfaitaire d'un montant total fixé à 24,6 millions d'euros avec la société Barclay-Mowlem Nouvelle-Calédonie pour la construction d'une installation de stockage et de chargement en mer destinée à la mine de Tiébaghi. L'installation a été réalisée avec un retard significatif et Barclay-Mowlem Nouvelle-Calédonie a soumis à la société Le Nickel-SLN une réclamation à titre d'augmentation de prix et/ou dommages et intérêts qui, en l'espace d'une année, est passée de 7 à 20 millions d'euros. Cette réclamation ayant été refusée par requête en date du 6 février 2006, Barclay-Mowlem Nouvelle-Calédonie a déposé une demande d'arbitrage devant la Chambre de Commerce Internationale. De son côté, la société Le Nickel-SLN estime avoir subi un préjudice dont elle entend être indemnisée et provisoirement évalué à la somme de 5,3 millions d'euros. Bien qu'au 31 décembre 2005, la procédure d'arbitrage n'était pas formellement engagée, une somme d'un million d'euros a été provisionnée.

#### **4.2.3.2. Branche Manganèse**

Un premier litige aux États-Unis opposait en Pennsylvanie (devant le tribunal du comté d'Allegheny) Eramet North America, Eramet Comilog North America et Eramet Marietta à la société CII, sur l'inexécution d'un contrat de développement d'un procédé d'agglomération signé en 1997 avec cette société. Une demande reconventionnelle avait été engagée pour manquement par CII à ses obligations aux termes de ce même contrat, dans le cadre de vente de fines de manganèse et d'achat de briquettes. L'action engagée en octobre 2000 avait donné lieu à une procédure de « discovery », achevée en mai 2003. Le litige s'est achevé à l'issue d'une longue bataille de procédures, par une transaction à l'avantage des filiales d'Eramet.

Un second litige opposait Eramet Marietta Inc. à l'EPA (Environmental Protection Agency) depuis septembre 2000 : des rejets de produits chimiques de l'usine de Marietta auraient, d'après l'EPA, provoqué la disparition de poissons, de moules et d'escargots dans l'Ohio River. Une procédure de « discovery » a été engagée en décembre 2003 et s'est poursuivie au cours de l'année 2005. Au terme de la négociation, une solution transactionnelle a été trouvée sur la base de la dernière proposition de l'EPA pour un montant de 3,7 millions de dollars. Ce montant, après les formalités de publications, sera payé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006. La provision constituée a été entièrement reprise.

Par ailleurs, un certain nombre de procédures continuent à opposer en France, en Italie et au Gabon le groupe Carlo Tassara (Monsieur Zaleski) à Comilog et à certaines de ses filiales. Les principaux litiges portent sur le paiement du prix des actions de Comilog France (anciennement SFPO) rachetées en 1994 et les conséquences de l'annulation du contrat d'agent commercial ayant existé à cette époque entre Parofer (société actuellement en liquidation du groupe Carlo Tassara), et Comilog France (remboursement des commissions trop versées à cet agent). Une action pénale au Gabon contre Monsieur Zaleski, après un premier jugement rendu, favorable

à Comilog, qui s'était portée partie civile a donné lieu à recours. Une audience s'est tenue devant la cour d'appel de Franceville le 29 juillet 2005. L'arrêt a été mis en délibéré. Mais suite à une décision de réouverture des débats prise par la cour d'appel le 9 décembre 2005, une nouvelle audience s'est tenue le 27 février 2006. La cour d'appel, dans sa décision du 7 avril 2006, a prononcé la relaxe de Monsieur Zaleski. Un pourvoi en cassation a été formé par Comilog. Des saisies pratiquées en France et au Gabon bloquent, pour l'instant, tout règlement financier. Ces différents litiges sont provisionnés à hauteur de 12 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Eramet estime qu'il n'existe pas d'autre procédure judiciaire ou arbitrage, qui prise isolement ou avec les autres, pourrait avoir des conséquences défavorables significatives sur son activité, sa situation financière ou son résultat, autre que celles détaillées ci-dessus.

## **4.3. Risques industriels**

### **4.3.1. Une activité industrielle inscrite dans une logique de développement durable**

Compte tenu de la spécificité unique des métaux d'être recyclables pratiquement à l'infini, les activités du groupe s'inscrivent naturellement dans une logique de développement durable, dans un contexte mondial de rareté, et donc de valorisation et d'optimisation maximum des ressources naturelles. Cependant, ces produits durables et recyclables peuvent, à certaines étapes de leur transformation ou de leur usage, présenter des dangers ou des risques. L'enjeu est donc tout à la fois pour le groupe d'identifier ces dangers potentiels de façon exhaustive et de prévenir et maîtriser sur ces sites, et vis-à-vis de son environnement extérieur, les risques qui en découlent, tout en contribuant à la pérennité et au développement de son activité.

### **4.3.2. Renforcement de la politique du groupe en matière d'environnement**

Le groupe s'est doté en juillet 2002 d'une Charte Environnement (cf. annexe) avant de créer, en juin 2003, une Direction dédiée à l'Environnement et aux Risques Industriels (« DERI »).

Le groupe a développé ces dernières années des actions de progrès dans le domaine de l'environnement. Outre la préservation de la qualité de l'air et la gestion des pollutions historiques des sites, la mise en place de systèmes de management de l'environnement figure parmi ses priorités. À titre d'illustration, certaines actions entreprises dans le domaine de l'amélioration de la qualité de l'air et de la réhabilitation des sites sont présentées dans les deux paragraphes ci-dessous. Une actualisation au 15 mars 2006 est intégrée.

#### **4.3.2.1. Amélioration de la qualité de l'air**

##### *Dans la branche Nickel*

L'impact environnemental de l'usine de Doniambo, située dans la zone urbaine de Nouméa, présente aujourd'hui deux

points sensibles. Des actions correctrices ont été engagées, dans le cadre de sa politique environnement par la société Le Nickel-SLN, comportant la diminution des quantités de poussières rejetées par le procédé et la gestion des pics de pollution de soufre issus de la centrale électrique au fuel.

Les résultats des actions de fond engagées depuis quelques années sont en nette progression. Ainsi, la quantité de rejets canalisés a baissé en 2005 de 35 % par rapport à la moyenne des 4 années précédentes.

Les rejets atmosphériques liés à la centrale électrique font également l'objet d'un suivi. Afin de limiter, et si possible à terme de supprimer, les pics de pollution au soufre constatés, un système de basculement automatique en fuel bas soufre a été mis en place, fondé sur les mesures en temps réel de trois stations de suivi de la qualité de l'air situées à proximité du site. Les résultats déjà positifs obtenus ces dernières années par ce système ont été nettement améliorés en 2005 par l'utilisation lors des périodes de basculement d'un fuel de substitution à très basse teneur en soufre et par l'intégration, dans le dispositif de déclenchement, de données météorologiques permettant l'anticipation d'impacts défavorables.

Ces mesures seront de nature à répondre aux attentes exprimées par les élus locaux et les riverains du site.

#### *Dans la branche Alliages*

Un programme important de captage et de dépoussiérage des émissions de fumées des fours électriques S40 et S60 a été initié en août 2005 sur le site des Ancizes et sera opérationnel dès novembre 2006. Cet investissement réduira considérablement les émissions atmosphériques issues des activités de l'aciérie conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2004.

#### **4.3.2.2. Gestion de la pollution historique des sites et actions de réhabilitation**

Né de regroupement d'entreprises anciennes et diverses, le groupe exerce ses activités dans des régions et pays aux cadres réglementaires variés, dans un contexte d'exigences accrues en matière d'environnement. Le groupe s'est fixé comme objectif de gérer de manière responsable et industriellement raisonnable l'héritage de périodes d'activité antérieures souvent marquées par l'existence de pollutions historiques. Il s'attache également à assumer l'ensemble des responsabilités attachées dans ces domaines aux processus de cession et cessation d'activités.

La première étape dans laquelle s'est engagé le groupe consiste à effectuer un inventaire des différentes situations, à les évaluer au regard des textes réglementaires applicables, et à engager des plans d'action chiffrés adaptés, liés en particulier, pour les zones à réhabiliter, aux usages futurs des sites et espaces concernés. Cette démarche d'inventaire est en cours.

Le groupe intègre dans sa démarche la réhabilitation des sites miniers. Au cours des années 2004 et 2005, une revue importante des données et des estimations de réhabilitation des domaines miniers au Gabon et en Nouvelle-Calédonie a été menée, afin de tenir compte des derniers investissements réalisés. Cette évaluation a été également effectuée en application

des nouvelles normes comptables IFRS, qui intègrent notamment la constatation d'un actif de démantèlement et de l'actualisation de la provision (taux d'actualisation utilisé : 4,75 %). Au Gabon, l'investissement « 3 millions de tonnes » a conduit à revoir la durée du plateau Bangombe. La provision s'établit à 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2005 (5,2 millions d'euros au 31 décembre 2004). En Nouvelle-Calédonie, la montée en puissance de la mine de Tiébaghi, ainsi que la construction des équipements de bord de mer, ont contribué à augmenter les provisions pour réhabilitation des sites. Le montant au 31 décembre 2005 s'établit à 54,4 millions d'euros (47,6 millions d'euros au 31 décembre 2004).

#### **4.3.2.3. Se doter de nouveaux moyens pour piloter et communiquer**

Les années 2004 et 2005 ont été également marquées par le déploiement progressif sur les sites industriels français d'un système d'information environnemental appelé EraGreen dont l'objectif est tout à la fois :

- d'assurer la traçabilité et la consolidation des données environnementales des sites dans les domaines de l'air, de l'eau, des déchets, de l'énergie ou de la gestion des substances,
- d'organiser et de faciliter les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les sites,
- de développer la veille réglementaire et technique sur les sujets d'intérêt pour le groupe.

L'ensemble des sites français ainsi que le site de Tertre (branche Manganèse) disposaient de cet outil fin 2005.

#### **4.3.2.4. Vers la certification ISO 14000 des sites industriels**

Des progrès significatifs ont été enregistrés en 2005 au regard de l'objectif d'engagement dans des démarches SME (Systèmes de Management de l'Environnement), fixé par la Charte de 2002.

En effet, après la certification ISO 14001 en décembre 2004 du site de Commentry, certification confirmée par un premier audit de suivi satisfaisant fin 2005, l'année 2005 a été marquée par la certification des deux usines norvégiennes d'Eramet Norway en juin et les engagements formels de Sandouville et Pamiers dans le processus de certification.

La mise à jour des permis d'exploitation des sites, parallèle à l'engagement dans des démarches de progrès, a été également poursuivie avec succès. Elle concerne notamment les sites de Grenoble, Isoire, Interforge, Le Nickel-SLN, Champagnole et Gennevilliers.

Un travail de refonte du référentiel d'audit interne environnement du groupe a été engagé afin de faire évoluer l'outil existant qui, au-delà de sa fonction initiale de diagnostic, deviendra dès 2006 un véritable instrument d'accompagnement et d'évaluation des démarches engagées.

#### **4.3.3. Gestion de la fermeture du site de Boulogne-sur-Mer (Comilog France)**

La cessation d'activités du site Comilog France de Boulogne-sur-Mer – intervenue fin 2003 – s'est traduite, sur le plan

environnemental, par la réalisation d'études préalables visant à évaluer la nature et l'étendue des obligations réglementaires en matière de démolition et de réhabilitation du site.

Ces études ont conduit le groupe à provisionner une enveloppe de 60 millions d'euros (solde de 25,8 millions d'euros au 31 décembre 2005), correspondant, outre le volet social de la fermeture, aux trois principaux volets du processus de remise en état : les opérations de démolition, les opérations de réhabilitation et la fermeture du centre de stockage de Manihen. L'étude initiale réalisée par le cabinet indépendant URS en 2004 a conclu au classement du site en catégorie 2 « à surveiller » dès lors que les zones limitées et identifiées comme « hot spots » étaient traitées, conformément aux exigences réglementaires.

L'arrêté préfectoral de remise en état du site en date du 22 novembre 2004 a précisé les objectifs des travaux de réhabilitation à conduire dans la perspective d'un usage futur industriel. Des actions de surveillance des eaux et de l'air seront conduites. Un délai de 32 mois est prescrit pour la réalisation des travaux qui seront conduits dans le strict respect des obligations de prévention et de protection de l'environnement. Un dossier de servitude d'utilité publique sera déposé.

Le marché de travaux a été passé en mars 2005 et le chantier ouvert le 6 avril 2005. Les travaux se sont poursuivis tout au long de l'année, conformément à l'échéancier prévu.

L'état actuel de connaissances sur ce dossier amène Comilog France à considérer qu'il ne présente pas de risque financier particulier supérieur aux estimations provisionnées.

#### 4.3.4. Une attention particulière portée au suivi des substances dangereuses

Conformément aux principes de sa Charte Environnement, le groupe porte – à travers plusieurs types d'actions – une attention particulière au suivi des substances produites ou utilisées sur les sites :

- participation active, en relation avec les organisations professionnelles et les réseaux d'experts indépendants compétents, aux travaux d'évaluation et de gestion des risques

conduits dans le cadre de processus réglementaires du type « Risk Assessment », notamment, pour le nickel métal et ses composés,

- contribution au programme de recherche sur la santé et le manganèse développé dans le cadre de l'Institut International du Manganèse,
- suivi et mise à jour régulière des Fiches de Données de Sécurité attachées aux substances dangereuses,
- lancement d'actions d'information et de sensibilisation des salariés, clients et parties prenantes, en relation avec la Coordination Santé-Sécurité du groupe, rattachée à la Direction des Ressources Humaines, et les médecins du travail.

Ces actions ont également pour objectif de préparer le groupe à répondre aux exigences du futur règlement REACH (nouvelle politique européenne des produits chimiques). Le groupe, tout en soutenant les principes qui sous-tendent ce projet, participe activement aux actions de la profession tendant à faire reconnaître et admettre par les pouvoirs publics une spécificité de l'évaluation des métaux, dans le but de préserver la compétitivité de cette industrie.

#### 4.3.5. Contribution à la politique de réduction des gaz à effet de serre

La transcription en droit français de la Directive européenne 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système de permis d'émission de gaz à effet de serre, concerne en France les trois aciéries du groupe (Aubert & Duval – Les Ancizes, Aubert & Duval – Firminy et Erasteel – Commentry).

Les émissions de CO<sub>2</sub> sont liées essentiellement à la consommation de gaz naturel dans les fours de réchauffage ou de traitement thermique, qui utilisent les « meilleures techniques disponibles » en termes d'économie d'énergie. Les émissions de CO<sub>2</sub> sont donc directement liées au volume de production.

Les quotas attribués aux trois sites pour 2005 ont été légèrement dépassés pour les sites des Ancizes et de Commentry suite à des augmentations de production. La situation est satisfaisante à Firminy.

### Bilan émissions CO<sub>2</sub>

Activité en tonnes de lingots - sortie aciérie		Alloué par an	2005	
Sites			Validé	Écart
Aubert & Duval Les Ancizes	t CO <sub>2</sub>	43 336	45 591	(2 255)
Aubert & Duval Firminy	t CO <sub>2</sub>	25 934	20 725	5 209
Erasteel Commentry	t CO <sub>2</sub>	26 203	27 791	(1 588)
Erasteel Kloster	t CO <sub>2</sub>	3 182	2 342	840
Total Eramet	t CO <sub>2</sub>	98 655	96 449	2 206

Les déclarations d'émission des sites concernés par le PNAQ en France et en Suède ont été réalisées par des experts indépendants du collège des Commissaires aux comptes. Au titre de l'année 2005, le groupe présente un excédent de quotas de 2 206 tonnes de CO<sub>2</sub>. Au cours du mois d'avril 2006, une réallocation des quotas est intervenue entre les sites excédentaires et déficitaires. Ces transactions ont été effectuées sur la base des valeurs de marché à la date de transaction. Ces opérations internes sont sans impact sur la situation financière du groupe.

#### 4.3.6. Mise en place d'une politique de prévention des risques industriels

En matière de maîtrise des risques industriels, la politique s'articule autour des points suivants :

- **La finalisation en 2005 de procédures de gestion de crise** qui vont être mises en œuvre dans tous les sites du groupe en 2006. Elles définissent la communication et les bonnes pratiques pour 3 situations :
  - **Prévention des situations de crise** : identification de l'environnement local et national (autorités, élus, médias...), plan de contacts, identification des signaux faibles, reporting groupe, exercices de simulation.
  - **Gestion des incidents sérieux** : définition d'un incident sérieux, reporting groupe, retour d'expérience, communication.
  - **Lors d'une crise** : critères d'identification d'une situation de crise, reporting groupe, organisation en temps de crise (direction des opérations, communication, expertise, cellule de crise), retour d'expérience.
- **Une assistance méthodologique dans l'analyse des risques** effectuée sur les sites, dans le cadre de leurs études de dangers. Cette analyse permet d'identifier, de façon exhaustive, les scénarios d'accidents majeurs, leurs causes et leurs conséquences, et débouche sur la mise en place de barrières de prévention et/ou de protection (éléments importants pour la sécurité) qui réduisent la probabilité ou la gravité d'un événement.
- **Dans le cadre d'une nouvelle police d'assurance dommages globale** pour le groupe en 2005, Eramet a renforcé sa campagne de visites annuelles ou bisannuelles d'ingénierie (audits) de tous ses sites industriels. Un nouveau programme d'audits est en cours de définition pour 2006/2007. Ces visites de prévention sont essentiellement axées sur les risques incendie, bris de machine, catastrophes naturelles et les pertes d'exploitation correspondantes. Des tableaux de suivi des recommandations assurance sont mis à jour trimestriellement et diffusés aux entités concernées et donnent lieu à une synthèse qui permet au groupe une vision globale sur la progression des actions. Une forte implication des équipes ingénierie de l'assureur principal dans tous les projets d'investissement, permet de protéger de façon optimale les nouvelles installations.

#### 4.4. Assurance/couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par l'émetteur

##### 4.4.1. Politique générale de couverture du groupe/Stratégie de couverture des risques

###### Organisation du groupe

La direction assurances groupe a été créée en 2003 avec pour mission de développer la mise en place de programmes groupe, le suivi de la politique de prévention en liaison avec la DERI

et la recherche de solutions optimales risque-primés-rétention incluant l'intervention de la captive de réassurance du groupe.

###### Identification et maîtrise des risques

Le groupe a élaboré un programme d'audit des risques majeurs, afin d'en établir la cartographie précise, de déterminer les impacts éventuels pouvant résulter de leur survenance, et, enfin, de mettre en place le dispositif approprié en vue de prévenir leur réalisation et de limiter leur impact.

###### Recours au marché de l'assurance

Les risques étant identifiés et leurs impacts maîtrisés, le groupe recherche sur le marché de l'assurance les solutions les plus adaptées, offrant le meilleur équilibre entre le coût et l'étendue des couvertures proposées.

Ainsi, le groupe a mis en place par l'intermédiaire de courtiers des programmes mondiaux d'assurance souscrits auprès de pools d'assureurs de réputation et de solidité financière internationalement reconnues.

Le groupe recourt également au marché, pour la couverture des risques spécifiques à certaines activités ou les opérations ponctuelles de ses filiales, ainsi que dans les cas où les assurances sont rendues obligatoires par la réglementation locale.

###### Réassurance

Par ailleurs, le groupe dispose d'une société captive de réassurance (dénommée ERAS), ce qui lui permet d'intervenir en première ligne sur certains programmes de réassurance.

Il est ainsi à même à la fois de mieux gérer le montant des primes par le mécanisme de rétrocession, et d'adapter le niveau de rétention ; par voie de conséquence, les branches se trouvent incitées à développer leur programme de prévention.

###### Niveau des couvertures

Le groupe estime avoir mis en place des couvertures adéquates, tant dans leur étendue qu'en termes de montants assurés ou de limites de garanties, pour les principaux risques liés à son activité dans le monde.

#### 4.4.2. Différentes catégories de police d'assurance souscrites

Les trois principaux programmes d'assurance couvrent les risques de responsabilité civile, de dommages et pertes d'exploitation et de transport maritime.

###### Assurance responsabilité civile

Ce programme couvre la responsabilité civile légale encourue par le groupe en raison des dommages causés aux tiers dans le cadre de ses activités ou du fait de ses produits, à savoir : la responsabilité générale, d'exploitation, les biens confiés, la responsabilité produits, la responsabilité civile professionnelle (sauf États-Unis et Canada), la pollution soudaine et accidentelle (sauf États-Unis et Canada), l'*employers liability* (en excess), l'*automobile liability* (en excess). La garantie s'exerce sous une forme « tout sauf », ce qui signifie que ce qui n'est pas exclu est couvert, les exclusions étant celles communé-

ment admises pour ce type de risques. La garantie s'applique sur une base « réclamation », ce qui signifie qu'elle s'applique à toute réclamation formulée pendant la période d'assurance (y compris la période subséquente de cinq ans, conformément à la réglementation française). Pour toutes réclamations reçues, le programme intervient depuis la France. Le cas échéant il intervient au-delà des polices locales en différence de conditions et/ou de limites, partout dans le monde.

Les sociétés intégrées dans le programme sont toutes les sociétés et les bureaux implantés dans la Communauté Européenne et la Norvège ainsi que toutes les sociétés de représentation ou de commercialisation dans le monde entier hors États-Unis.

Les sociétés aux États-Unis et Canada ainsi qu'au Gabon et en Nouvelle-Calédonie sont couvertes par des polices locales et le programme intervient au-delà des montants accordés par ces polices locales en DIC/DIL.

Pour les sociétés non encore intégrées dans le programme la police intervient en DIC/DIL après application d'une franchise spécifique

Au-delà des polices locales, ce programme repose sur une première ligne de 50 millions d'euros appelée police « Master » émise en France et sur une ligne supplémentaire de 50 millions d'euros dite « Excess » complétant la police « Master » offrant ainsi une couverture totale de 100 millions d'euros ; les franchises applicables pouvant varier suivant les polices locales, sont en général de l'ordre de 15 000 euros par sinistre. Ces polices complémentaires interviennent également au-delà des plafonds et des garanties de plusieurs sous-programmes spécifiques, notamment : en Amérique du Nord, pour couvrir la responsabilité civile automobile et employeur, et au Royaume-Uni, en complément d'assurances obligatoires comme la responsabilité civile employeur.

L'échéance de renouvellement annuelle de ce programme est fixée au 1<sup>er</sup> juillet.

Ce programme, mis en place au 1<sup>er</sup> juillet 2004 au niveau du groupe par AXA Corporate Solutions, a été renouvelé et amélioré au 1<sup>er</sup> juillet 2005 sans augmentation du montant des primes forfaitaires.

### **Assurance dommages matériels et pertes d'exploitation**

Ce programme mondial couvre les dommages matériels directs d'origine soudaine et accidentelle atteignant les biens assurés y compris le risque de bris de machine, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives de toutes les entités du groupe. La garantie s'exerce sous une forme « tous risques sauf », ce qui signifie que tout ce qui n'est pas exclu est couvert, les exclusions étant celles communément admises pour ce type de risques.

Ce programme s'articule autour d'une police mère émise en France qui couvre directement les pays suivants : France, Belgique, Italie, Norvège, Royaume-Uni et Suède et intervient en différence de conditions et/ou de limites ( DIC/DIL) des polices locales des sociétés intégrées au programme ainsi que des polices non intégrées au programme.

Ce programme a été souscrit auprès d'un pool d'assureurs, dont la compagnie AXA Corporate Solutions est apériteur, et mis en place avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour un montant de garantie maximum de 250 millions d'euros sous réserve des sous-limites appliquées à certains événements et des exclusions communément admises.

Malgré une sinistralité relativement importante en 2005, il a été renouvelé le 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour une durée de deux ans avec des améliorations très significatives telles que le doublement du plafond de la garantie bris de machine, passant ainsi de 50 à 100 millions d'euros et l'abaissement de la franchise en perte d'exploitation pour les activités de mine de 20 à 10 jours à des conditions de primes quasi identiques. Car la gestion de la couverture de ces risques donne lieu à des visites préalables des sites industriels débouchant sur des recommandations, ce qui permet de personnaliser le programme de prévention.

### **Assurance transport maritime**

Les branches Nickel et Manganèse bénéficient chacune d'un programme d'assurance transport maritime pour le fret des minerais et des produits entre les sites industriels et vers les clients.

Plusieurs polices offrent à chacune de ces branches (sous réserve des exclusions communément pratiquées et des sous-limites appliquées à certains événements dénommés), des garanties à hauteur de 2 à 6 millions d'euros par expédition pour la branche Manganèse et de 15 à 25 millions d'euros par expédition pour la branche Nickel.

Les programmes actuels sont souscrits auprès d'un pool d'assureurs conduit par la compagnie Generali en qualité d'apériteur. Les échéances de renouvellement sont fixées au 1<sup>er</sup> janvier.

L'absence de sinistralité significative et la politique de partenariat de longue date avec les assureurs dans ce domaine ont permis de maintenir des niveaux de primes raisonnables.

## **4.5. Autres risques particuliers**

### **4.5.1. Risques spécifiques liés aux transports**

#### **Fret maritime**

Le groupe a largement recours à la voie maritime pour l'acheminement des produits, d'abord, aux différents stades, sur les sites de production, ensuite pour leur livraison aux clients, en raison de l'éloignement, d'une part, entre les mines d'extraction de la matière première et les sites de traitement, d'autre part, entre lesdits sites et les marchés.

Aussi, pour se protéger contre d'éventuelles hausses brutales de prix du fret, le groupe s'efforce-t-il de conclure des contrats à long terme à des conditions prédéfinies, et de procéder à des réservations à long terme de certains navires.

Le risque dommages est par ailleurs couvert par des assurances spécifiques (cf. ci-dessus).

## Transports ferroviaires

Le groupe a obtenu la concession du train Transgabonais pour une durée de trente ans. Outre les missions de service public et le transport de marchandises diverses, celui-ci assure l'acheminement du minerai de manganèse entre la mine de Moanda et le port d'embarquement d'Owendo.

Une interruption des transports maritimes ou ferroviaires, ou une forte hausse des prix de transport, en dépit des contrats à long terme, aurait néanmoins une incidence négative sur les résultats.

### 4.5.2. Risques liés à l'énergie

L'énergie représentant une part non négligeable des coûts de production, le groupe a adopté, pour se protéger contre la hausse de ces coûts, une politique de diversification des sources d'énergie (électricité, fuel, charbon et gaz), n'excluant pas la conclusion de contrats de couverture chaque fois que cela est possible.

Une variation significative du prix de la ressource pourrait, toutefois, et en dépit des mesures prises, avoir dans le futur une incidence négative sur le résultat du groupe.

### 4.5.3. Risques associés à des facteurs politiques

Certaines activités du groupe s'exercent dans des pays dont l'évolution politique peut engendrer des modifications réglementaires.

En particulier, le groupe élabore et/ou commercialise ses produits dans des pays hors de la zone OCDE, dont certains peuvent être analysés comme des pays dans lesquels la situation politique et économique n'est pas pérenne.

Tout en faisant en sorte de prendre les mesures appropriées pour éviter ces risques, les changements politiques et/ou économiques pourraient avoir des conséquences significatives pour l'activité du groupe.

### 4.5.4. Risque amiante

En 2004, des employés de la société Aubert & Duval ont revendiqué auprès de la CPAM (Caisse Primaire d'Assurances Maladie), une prise en charge au titre des maladies professionnelles pour exposition au risque de l'inhalation des fibres d'amiante. Le nombre de cas reconnus et imputables au groupe est limité.

Le risque financier en résultant apparaît comme faible et est couvert par une provision évaluée sur la base des informations disponibles à la clôture. En effet, la société est en mesure de démontrer qu'elle n'a jamais produit ou transformé l'amiante ; matériau qui n'a jamais été, pour elle, une matière première, mais seulement un composant des matériaux de protection de son personnel et, plus généralement, de l'isolation thermique.

D'anciens employés de la société Comilog France (Boulogne-sur-Mer) Comilog Dunkerque et d'Eramet (Sandouville) ont également revendiqué le même type de prise en charge. Les dossiers sont en cours d'instruction et aucun dossier n'a été jugé sur le fond.

Certaines de ces demandes, dès lors que le caractère professionnel de la maladie est reconnu, tentent de faire améliorer les prestations en se plaçant sur le terrain de la faute inexcusable.

## 4.6. Relations spécifiques avec les tiers

### Dans la branche Nickel

- *Contrat d'approvisionnement avec Nisshin-Steel*

Nisshin-Steel, producteur japonais d'acier inoxydable, est actionnaire de la société Le Nickel-SLN depuis 1991 (10 % du capital de la société Le Nickel-SLN à ce jour. Cf. chapitre 4.2.2.2.).

Depuis 1991, Eramet et Nisshin-Steel ont un accord d'approvisionnement en ferronickel. Nisshin-Steel est un des principaux clients et représente environ 10 % du chiffre d'affaires de l'activité Nickel. Cet accord a été renouvelé en 2001 et vise à garantir les livraisons de ferronickel sur plusieurs années ainsi qu'à lisser les prix du nickel.

- *Relation avec la STCPI et la Nouvelle-Calédonie*

La société Le Nickel-SLN, filiale à 60 % d'Eramet, a depuis septembre 2000, comme actionnaire à hauteur de 30 % : la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle – STCPI. Cette société représente les trois provinces de Nouvelle-Calédonie que sont la Province du Sud, d'un côté (de population en majorité d'origine européenne) et les Provinces du Nord et des Îles (à majorité mélanésienne), de l'autre.

Cette participation de 30 %, transférée par l'État français lors de la privatisation d'Eramet, a une valeur politique, financière et stratégique, puisqu'elle associe les intérêts publics locaux aux intérêts miniers et industriels du groupe en Nouvelle-Calédonie. Elle pourrait être portée à 34 % en application du Pacte d'actionnaires des 12 et 13 septembre 2000. La STCPI est une SAS qui a pour seul objet de détenir les actions de la société Le Nickel-SLN et d'Eramet (5 % environ). Quatre administrateurs sur treize, plus un censeur, la représentent au conseil d'administration de la société Le Nickel-SLN, tandis que deux autres sur quinze la représentent au conseil d'Eramet. Le choix de ces administrateurs et du censeur assure aux Provinces une représentation équilibrée entre le Nord et les Îles, d'un côté, le Sud, de l'autre.

### Dans la branche Manganèse

- *Avec l'État gabonais*

Depuis sa création, Comilog entretient des relations privilégiées avec l'État gabonais. Celui-ci est présent au capital depuis 1973 (participation supérieure à 25 %) et dispose de quatre administrateurs au conseil d'administration. Depuis l'origine, l'État soutient Comilog, sur le plan fiscal (convention minière et convention fiscale particulière pour le financement du complexe d'agglomération), sur le plan industriel (partenaire de Comilog pour la construction du port d'Owendo) ; plus récemment encore, en accordant la concession du chemin de fer à la Setrag dont Comilog est le partenaire de référence, à côté d'autres actionnaires gabonais.

Même si la fermeture de l'usine de Boulogne (Comilog France) en 2003 et les discussions serrées concernant la fiscalité et la convention minière ont mis en évidence quelques divergences, les relations de confiance et la conscience des intérêts communs permettent de travailler sur des bases constructives. Le projet de 3,5 millions de tonnes participe au développement social et économique, dans une période où les recettes pétrolières sont en baisse. De plus, Comilog appuie l'État dans les projets de développement comme le minéral de fer ou le nobium.

- *Avec le groupe Carlo Tassara*

La société Carlo Tassara International (appartenant à Monsieur Zaleski) est actionnaire d'Eramet à hauteur de 13,68 % à ce jour et s'est substituée, le 20 décembre 2004, à la société Maaldrift BV (selon déclaration d'intention AMF n°204C1559 – chapitre 20.2.7). Par ailleurs, les sociétés Formang et Maaldrift BV (appartenant également à Monsieur Zaleski) sont actionnaires de la société Comilog ; ces sociétés sont en litige (cf. chapitre 4.2.3.) avec celle-ci depuis plusieurs années suite au rachat par Comilog de SFPO (devenue Comilog France). Plusieurs tentatives d'accords transactionnels n'ont pas abouti jusqu'à maintenant.

## 5. Informations concernant l'émetteur

### 5.1. Renseignements concernant la société

#### 5.1.1. Raison sociale (article 2 des statuts)

Eramet. Dans le présent document, la société est dénommée « la société » ou « l'émetteur » ; le groupe constitué par Eramet et ses filiales est désigné par « le groupe ».

#### 5.1.2. Numéro d'enregistrement de la société

##### 5.1.2.1. Registre du commerce de la société/SIRET

La société est inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro

B 632 045 381.

##### 5.1.2.2. Code NAF et dénomination du secteur d'activité

- Code NAF : 515 C.
- Secteur d'activité : recherche et exploitation de gisements miniers de toute nature, métallurgie de tous métaux et alliages, et leur négoce.

#### 5.1.3. Date de constitution et durée de la société (article 5 des statuts)

La société a été constituée pour une durée de 99 ans à compter du 23 septembre 1963 venant à expiration le 23 septembre 2062, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

#### 5.1.4. Siège social (article 4 des statuts)

Tour Maine Montparnasse

33, avenue du Maine

75 015 Paris

Téléphone : 01 45 38 42 42

Télécopie : 01 45 38 41 28

[www.eramet.fr](http://www.eramet.fr)

#### Forme juridique et législation applicable

Eramet est une société anonyme de droit français, à conseil d'administration, régie par les dispositions des articles L. 225-17 et suivants du Code de Commerce, du décret modifié n°67-236 du 22 mars 1967, ainsi que par les dispositions de ses statuts.

#### Contrôle légal de la société (article 20 des statuts)

Conformément à la loi, le contrôle légal de la société est assuré par deux Commissaires aux comptes titulaires, et deux Commissaires aux comptes suppléants.

Selon l'article 20 des statuts, les Commissaires aux comptes doivent jouir de la nationalité de l'un des États de l'Union européenne.

#### 5.1.5. Histoire et évolution de la société

La société a été créée sous le nom de Le Nickel, en 1880, pour l'exploitation, à l'origine, de mines de nickel en Nouvelle-Calédonie.

Contrôlée majoritairement depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par la famille Rothschild, elle devient, à la fin des années soixante, la société mère de l'ensemble des filiales minières du groupe Rothschild (groupe Le Nickel-Penarroya-Mokta). Ultérieurement, les principales dates qui ont marqué la vie de la société et du groupe sont les suivantes :

**1974** : L'activité Nickel est filialisée sous le nom de Société Métallurgique Le Nickel-SLN : Elf Aquitaine prend une participation de 50 % dans cette nouvelle société. L'ancienne société Le Nickel change de nom en devenant Imétal et détient les 50 % restants de la société Métallurgique Le Nickel-SLN.

**1983** : Dans le cadre d'une restructuration industrielle, actionnariale et financière, ERAP, une société publique française, entre à hauteur de 70 % dans le capital de la société. Les participations d'Imétal et d'Elf Aquitaine sont réduites à 15 % chacune.

**1985** : Les actifs localisés en Nouvelle-Calédonie sont regroupés dans la Société Métallurgique Le Nickel-SLN, filiale à 100 % d'une nouvelle société mère, dénommée Eramet-SLN, dont l'actionnariat demeure à 70 % ERAP, 15 % Imétal, 15 % Elf Aquitaine.

À partir de 1989 et afin d'atténuer les effets des cycles du nickel, la société adopte une stratégie de diversification dans des activités complémentaires, avec l'objectif de détenir de fortes positions mondiales sur ses marchés principaux.

**1989-1991** : Acquisition de la société française La Commen-trienne et de la société suédoise Kloster Speedsteel, respectivement troisième et premier producteurs mondiaux d'aciers rapides. Ces deux sociétés sont regroupées en 1992 au sein d'une nouvelle société dénommée Erasteel, intégralement détenue par Eramet-SLN, qui devient ainsi le leader mondial du secteur avec plus de 25 % de parts de marché.

**1991** : Accord de partenariat commercial et financier à long terme avec le sidérurgiste japonais Nisshin Steel (un des principaux producteurs japonais d'aciers inoxydables) qui se traduit par une prise de participation progressive dans le capital de la Société Métallurgique Le Nickel-SLN. La participation de Nisshin Steel a atteint son niveau définitif de 10 % fin octobre 1994.

**1992** : La Société Métallurgique Le Nickel-SLN et Eramet-SLN prennent leur dénomination actuelle de Le Nickel-SLN et Eramet respectivement.

**1994** : Acquisition de 51 % d'Eurotungstène, producteur de poudres de cobalt et de tungstène.

Placement privé suivi d'une introduction d'Eramet au Second Marché de la Bourse de Paris, à hauteur de 30 % du capital, par cession par l'ERAP, Elf et Imétal.

**1994** : Apport à Eramet par le groupe BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières, société publique française) de sa filiale Cofremmi, détentrice de réserves minières de nickel en Nouvelle-Calédonie, en échange de l'octroi d'actions représentant 2,34 % du capital nouveau d'Eramet.

**1995** : Transfert de l'action Eramet au Premier Marché de la Bourse de Paris (compartiment du Règlement Mensuel).

**1995-1996** : Prise de participation, par Eramet, à hauteur de 46 % dans le capital de Comilog (Gabon), le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse à haute teneur et également l'un des premiers producteurs mondiaux de ferromanganèse pour la sidérurgie et de produits chimiques à base de manganèse.

**1997** : Accord avec Gengabon (groupe Gencor) aux termes duquel ce dernier cède à Eramet 15 % du capital de Comilog. Eramet détient désormais 61 % du capital de Comilog.

**1998** : Accord sur l'échange de titres miniers Poum/Koniambo en Nouvelle-Calédonie.

**1999** : Plusieurs opérations majeures sont réalisées, qui conduisent à la structure actuelle du capital et à la configuration actuelle du groupe en termes d'activités :

- intégration au sein du groupe de la société Sima (famille Duval), un des premiers producteurs et transformateurs mondiaux d'aciers spéciaux à hautes performances et d'alliages de nickel,
- cession de 30 % du capital de la société Le Nickel-SLN dans le cadre d'un échange avec l'ERAP contre des actions Eramet ; l'ERAP transfère ensuite cette participation à une structure publique de Nouvelle-Calédonie, la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI). L'État français transfère la participation restante de l'ERAP à

Cogema, par la suite elle-même intégrée au sein du groupe Areva,

- acquisition des activités Manganèse du groupe norvégien Elkem, grâce à laquelle Eramet devient le premier producteur mondial d'alliages de manganèse et complète sa gamme de produits avec des alliages à forte valeur ajoutée, les alliages affinés.

Au terme de ces opérations, le groupe Eramet est profondément transformé. Ses activités sont réparties en trois branches, Nickel, Manganèse et Alliages, d'importance voisine et le capital du groupe se trouve majoritairement détenu par des actionnaires privés, l'État français conservant une participation minoritaire.

**2000** : Acquisition de la société mexicaine Sulfamex, producteur de produits agrochimiques à base de manganèse.

Inauguration du complexe industriel de Moanda (Gabon) : cette nouvelle usine d'enrichissement et d'agglomération du minerai de manganèse renforce la gamme de produits de Comilog et permet de rallonger la durée de vie des réserves.

**2001** : Lancement du programme d'augmentation de 25 % de la capacité de production de nickel (programme 75 000 tonnes) en Nouvelle-Calédonie.

Lancement de l'investissement dans une nouvelle usine de forgeage-matriçage en France comprenant une presse de 40 000 tonnes.

Fermetures d'un haut-fourneau de ferromanganèse à Boulogne-sur-Mer et d'un four électrique produisant du silicomanganèse en Italie.

**2002** : Acquisition de l'usine d'alliages de manganèse de Guilin (Chine).

Prise de contrôle à 78 % de la société Peter Stubs (Royaume-Uni) par Erasteel.

**2003** : Lancement d'un programme de restructurations dans les branches Alliages et Manganèse, confrontées à des pertes importantes :

- fermeture de l'usine de ferromanganèse de Boulogne-sur-Mer et de l'usine d'alliages de manganèse de Shaoxing (Chine),
- cession par Comilog de Sadaci (grillage de molybdène) et de l'activité Noir de Carbone, toutes deux basées en Belgique,
- prise de contrôle à 100 % du Centre de Recherche de Trappes,
- prise de contrôle à 100 % d'Eurotungstène,
- lancement du programme d'investissement dans une nouvelle usine d'aciers rapides en Chine, en joint-venture avec la société chinoise Tiangong.

**2004** : Programme 75 000 tonnes en Nouvelle-Calédonie : démarrage du nouveau four et début de la montée en puissance.

Lancement de l'investissement dans une augmentation de 50 % de la production de minerai de manganèse de Comilog.

Lancement de l'investissement en Chine dans une nouvelle usine de dérivés du manganèse destinés au marché des piles alcalines.

Rachat des participations minoritaires détenues par le groupe Areva dans la branche Manganèse.

Rachat à Comilog de 80 % de Comilog Asia, société détenant les joint-ventures en Chine (Guilin et Guangxi).

**2005** : Décision de porter la capacité de production de mine-  
rai de Comilog à 3,5 millions de tonnes à l'horizon 2008.  
Eramet renforce son activité de recyclage des catalyseurs  
pétroliers grâce à deux investissements de sa filiale Gulf  
Chemical et Metallurgical Corporation (GCMC). Prise de par-  
ticipation à 100 % dans Bear Metallurgical et lancement de  
la construction d'une nouvelle unité de recyclage de cataly-  
seurs pétroliers au Canada.

En novembre 2005, Eramet obtient la concession du train  
transgabonais pour trente ans.

Erasteel : Arrêt de la joint-venture avec la société chinoise  
Tiangong.

Aubert & Duval : Lancement de la construction d'un centre  
de distribution à Wuxi (Chine).

## 5.2. Investissements

### 5.2.1. Objectifs poursuivis

Le groupe poursuit depuis de nombreuses années une politi-  
que régulière d'investissement. La finalité poursuivie est tout  
à la fois le renforcement de la compétitivité et le développe-  
ment de l'activité des trois branches stratégiques (Nickel,  
Manganèse et Alliages) ; la politique repose sur la recherche  
de la différenciation des produits, focalisée sur des marchés  
structurellement en croissance sur le moyen-long terme.

#### 5.2.2.2. Détail des investissements par branche et nature des principaux projets

##### *Branche Nickel*

<b>Branche Nickel</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Investissements comptabilisés	104 M€	139 M€	68 M€
Dont :			
- « Projet 75 000 tonnes »	61 M€	94 M€	20 M€
- Engins mobiles			18 M€

Le projet d'augmentation de capacité de la filiale le Nickel-  
SLN, dit « Projet 75 000 tonnes », représente un investisse-  
ment de 290 millions d'euros sur la période 2002-2007.

Ce projet comprend les deux ensembles essentiels suivants :

- la réfection, déjà réalisée, d'un four électrique à l'usine de  
Doniambo à Nouméa,
- le développement de la mine de Tiébaghi en Nouvelle-  
Calédonie avec, entre autres installations, une usine d'en-  
richissement des minerais extraits. Cette dernière est en  
cours de réalisation et devrait être opérationnelle au cours  
du 2<sup>e</sup> trimestre 2007.

##### *Branche Manganèse*

<b>Branche Manganèse</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Investissements comptabilisés	35 M€	39 M€	94 M€
« Projet 3,5 MT »	-	1	24 M€
« Projet EMD »	-	-	6 M€

### 5.2.2. Principaux investissements

#### 5.2.2.1. Montant total des investissements

Les investissements corporels comptabilisés au niveau du  
groupe se sont élevés à 188 millions en 2003, 225 millions en  
2004 et 231 millions en 2005. Le mode de financement des  
grands projets est différent en fonction de chaque investisse-  
ment. Le programme 75 milliers de tonnes dans la branche  
Nickel est financé par des fonds propres et une partie par une  
opération de défiscalisation dans le cadre de la loi Girardin.  
La presse 40 000 tonnes dans la branche Alliages est finan-  
cée en partie par un crédit-bail. Le projet 3,5 millions de  
tonnes est également financé sur fonds propres.

Les investissements courants sont généralement financés sur  
fonds propres. Les investissements financiers à caractère  
industriel représentent un montant de 32,3 millions d'euros  
en 2005 contre 75,3 millions d'euros en 2004 (essentiellement  
composé de l'achat des 30 % d'Eramet Manganèse Alliages  
à Areva pour 66 millions d'euros).

En 2005, les acquisitions sont constituées de l'achat des  
minoritaires de Bear Chemicals, filiale de GCMC pour  
10,3 millions d'euros, de l'augmentation de capital de Setrag  
(concessionnaire du Transgabonais) pour 12,7 millions d'eu-  
ros, et de 6,1 millions d'euros de la SAS Poum, dans le cadre  
des accords de Bercy (cf. chapitre 4.2.2.).

Pour conforter le niveau de production visé, un important  
programme de mise à niveau de l'outil de production à  
Doniambo et sur mines a parallèlement été mis en place en  
Nouvelle-Calédonie.

Afin de tirer pleinement partie des synergies à l'intérieur de  
la branche Nickel grâce à une intégration totale de la pro-  
duction depuis l'extraction minière jusqu'au produit fini,  
deux investissements de production de nouveaux produits  
ont été lancés à la raffinerie du Havre Sandouville et à  
Eurotungstène à Grenoble. Ces deux nouvelles installations  
devraient être complètement opérationnelles dès 2006.

**Projet « 3,5 MT ».** Ce projet est le principal projet en cours de la branche Manganèse. Initialement calibré à 3 millions de tonnes, il a vu son objectif augmenter en cours d'année et porte désormais sur un accroissement de la capacité de production à Moanda à 3,5 millions de tonnes par an de manganèse. Mené au sein de Comilog SA, ce projet « 3,5 MT » représente un investissement total de 61 millions d'euros sur la période 2004-2008. Il couvre l'ensemble de la chaîne minérale (extraction, enrichissement, agglomération, transport et chargement du minerai) depuis la mine de Moanda jusqu'à l'expédition au port d'Owendo.

Fin 2005 un rythme de production équivalent à 2,9 millions de tonnes annuels a été atteint, en avance sur le calendrier fixé.

**Projet « Electrolytic Manganese Dioxide » (« EMD ») Chine.** Le projet d'implantation en Chine d'une unité de production de dioxyde de manganèse électrolytique (« Electrolytic Manganese Dioxide »), représente un investissement d'environ 27 millions d'euros sur la période 2004-2006.

Les principaux éléments du projet sont :

- la pénétration du marché chinois de l'EMD et l'accompagnement de la politique de globalisation des clients producteurs de piles alcalines,
- l'implantation d'une unité de production à Chongzuo (province du Guangxi), avec une capacité de l'ordre de 10 000 tpa,

### Branche Alliages

	2003	2004	2005
Investissements comptabilisés	60 M€	60 M€	66 M€
Dont :			
– Projet 40kt	30 M€	33 M€	21 M€
– Projet JV Tiangong Erasteel	1 M€ *	7 M€ *	–

\* Il s'agit d'investissement financier.

**Projet « 40 000 tonnes ».** Le projet 40 000 tonnes, mené au sein de la filiale Aubert & Duval/Airforge, représente un investissement de 102 millions d'euros sur la période 2002-2006. Il consiste en la réalisation d'un atelier de matriçage autour d'une presse de 40 000 tonnes.

Ses principaux éléments sont :

- l'implantation à Pamiers (Ariège) d'un atelier intégré de production autour d'une nouvelle presse de 40 000 tonnes et d'équipements associés: l'augmentation de capacité et l'optimisation de la gamme de moyens de matriçage disponibles au sein d'Aubert & Duval (dorénavant 65 000, 40 000, 22 000, 20 000, 10 000, 4 600 tonnes) permettra de répondre à la croissance du marché des pièces aéronautiques (pièces de structure et disques de moteur).
- une organisation industrielle optimisée permettant une réduction drastique des temps de cycle (réduction par deux du cycle de matriçage), une amélioration de la réactivité face au marché et une fiabilisation des taux de services.
- une amélioration de la productivité et de la qualité par une standardisation des procédés et par une automatisation de certaines étapes critiques.

susceptible d'être doublée deux ans après le démarrage, pour un coût d'investissement marginal.

- Il a vu son intérêt conforté en cours d'année avec notamment des prix de marché supérieurs à ceux prévus lors de la décision d'investissement.

Deux autres projets majeurs ont été engagés au cours de l'année, et verront leurs principales réalisations à partir de 2006. Il s'agit de :

**Projet « Canadian Calciner ».** Le projet d'expansion au Canada de Gulf Chemical & Metallurgical Corporation (GCMC) porte sur la construction de deux fours pour un budget de 28 millions d'euros sur la période 2006 - 2007. Il vise à :

- sécuriser les contrats canadiens actuels et l'utilisation des capacités aval de GCMC à Freeport,
- répondre à l'augmentation du marché lié au développement des sables bitumineux au Canada,

**Projet « Setrag ».** Le projet de rénovation des voies et infrastructures fait suite à la signature du contrat de concession de l'exploitation ferroviaire du Transgabonais par Setrag, filiale de Comilog SA. D'un montant de 75 millions d'euros sur cinq ans, ce projet porte sur la remise à niveau et la modernisation de la voie, des installations ferroviaires et du matériel roulant. Il pérennise le débouché du minerai de Comilog SA tout en améliorant le service aux autres clients du Transgabonais.

Outre les éléments de rentabilité obtenus par l'optimisation des procédés et de la productivité, la rentabilité de ce projet repose sur un développement significatif des parts de marché sur le segment des disques moteurs, conduisant à un triplement du chiffre d'affaires sur ce marché à l'horizon de 2008.

L'ensemble des installations rentrera en production au 3<sup>e</sup> trimestre 2006.

**Projet « JV Tiangong Erasteel Co Ltd ».** Le projet initial, mené par la filiale Erasteel, de joint-venture avec l'entreprise Tiangong Toolsteel (JV Tiangong Erasteel Co Ltd) visait notamment à consolider la position de leader mondial des aciers rapides tant en parts de marché qu'en qualité de produits et de services.

Les conditions techniques et commerciales d'un partenariat durable et solide n'étant pas réunies, il a été décidé de ne pas poursuivre le projet à travers ce partenariat. Erasteel a récupéré 80 % de son investissement initial et les équipes dédiées à ce projet ont rejoint le groupe, notamment en Chine, afin de poursuivre le développement de ces activités.

## 6. Aperçu des activités

### 6.1. La branche Nickel

#### 6.1.1. Le marché du nickel

##### 6.1.1.1. La demande de nickel

###### *Propriétés du nickel*

Le nickel est un métal peu connu du grand public, car il est généralement utilisé en combinaison avec d'autres produits. Le nickel est pourtant un métal doté d'une riche combinaison de propriétés, qui en font un élément indispensable à la vie moderne, compte tenu de son caractère recyclable.

Le nickel est un élément d'alliage essentiel qui apporte, selon les nuances d'acier :

- résistance à la corrosion atmosphérique, en combinaison avec le chrome,
- résistance à la haute température tout en conservant de bonnes propriétés mécaniques,
- ductilité (facilité de transformation),
- résistance mécanique,
- résistivité électrique,
- propriétés magnétiques.

Il possède des propriétés électrochimiques : il peut être déposé par électrochimie sous forme d'un dépôt mince et il est utilisé dans les batteries rechargeables. Le nickel possède également des propriétés catalytiques.

Le symbole du nickel dans la table des éléments est « Ni », généralement utilisé comme abréviation pour désigner le nickel.

###### *Utilisations du nickel*

L'acier inoxydable est de très loin le premier secteur consommateur de nickel dans le monde. La consommation mondiale de nickel est répartie comme suit :

Acier inoxydable (8 à 12 % de nickel)	: 69 %
Alliages base nickel (25 % à 100 % de nickel)	: 9 %
Galvanoplastie (nickelage)	: 8 %
Aciers alliés et fonderie (moins de 4 % de nickel)	: 7 %
Batteries rechargeables	: 3 %
Monnaie	: 2 %
Autres (dont catalyse)	: 2 %

Sources : estimations Eramet

###### *Usages finaux du nickel*

Les usages finaux sont très variés et essentiels à la vie moderne. Le nickel est difficilement remplaçable dans ses différents usages.

- **Acier inoxydable (« inox »)**
  - Sécurité alimentaire et hygiène

C'est une des utilisations importantes de l'acier inoxydable. L'acier inoxydable est un matériau qui présente d'excellentes

propriétés d'hygiène, indispensables pour garantir la sécurité des consommateurs, notamment sous les formes suivantes : les équipements ménagers (évier, couverts, casseroles, plats...) ; l'électroménager (machines à laver, fours à micro-ondes, cuisines pour restauration) ; les outils de production de l'industrie agroalimentaire et également pharmaceutique ; le matériel chirurgical... Pour ces propriétés, l'usage de l'acier inoxydable est souvent imposé par les législations dans les pays développés.

– Industries de base

Chimie, pétrochimie, papier, production d'énergie.

– Bâtiment, construction

Ascenseurs, rampes, mobilier urbain, citernes d'eau, décoration et accessoires des bâtiments. L'usage de l'inox est retenu pour ses propriétés esthétiques, son faible coût d'entretien, ainsi que pour sa durée de vie.

– Transport

Trains (carrosserie et aménagements intérieurs), marine, camions-citernes, aéronautique, pots catalytiques des automobiles.

###### • **Alliages base nickel**

– Superalliages

Le développement de l'aviation moderne (réacteurs) s'est largement appuyé sur le développement des superalliages, qui utilisent des teneurs en nickel élevées (supérieures à 45 %) en association avec d'autres métaux (notamment le cobalt et le chrome). Les superalliages ont la capacité de conserver des propriétés mécaniques élevées malgré les températures de plus en plus élevées de fonctionnement des réacteurs. Ces superalliages sont également utilisés pour les turbines à gaz servant à produire de l'énergie, ainsi que dans certaines applications de la production pétrolière.

– Alliages nickel/fer

La production et le transport des gaz industriels, ainsi que du gaz naturel liquéfié, à de très basses températures rendent indispensable l'usage de certains alliages nickel/fer. D'autres alliages nickel/fer sont utilisés dans les appareils de mesure, les écrans de téléviseurs, les semi-conducteurs.

– Alliages à base de nickel résistant à la corrosion

Ces alliages sont utilisés dans les industries chimiques et dans les installations de protection de l'environnement (traitement des fumées et des gaz, traitement des eaux...).

###### • **Galvanoplastie (revêtement de métal pur)**

Le nickel procure un aspect brillant et une résistance à la corrosion atmosphérique (robinetterie, quincaillerie, tubes...).

###### • **Aciers alliés et fonderie**

Automobiles et constructions mécaniques.

###### • **Batteries rechargeables**

Batteries de secours, téléphones, ordinateurs portables.

###### • **Monnaies**

Dans de nombreux pays, il existe des pièces de monnaie soit en nickel pur (cas du franc français jusqu'à l'introduction de l'euro), soit en alliages cuivreux contenant du nickel (pièces de 1 et 2 euros).

- **Autres**

Catalyse (pétrochimie, production de margarine, colorants...).

### *Développement durable et nickel*

Le nickel confère dans toutes ses applications une longue durée de vie aux composants dans lesquels il est incorporé. Ainsi, outre ses qualités intrinsèques, la justification économique de l'usage du nickel par rapport à d'autres matériaux se retrouve pleinement dans une analyse du cycle de vie des composants.

Le nickel est recyclable à l'infini et sa valeur économique élevée rend sa collecte et son recyclage rentables. Ainsi, la structure de l'industrie du recyclage du nickel est largement établie depuis de nombreuses années : la collecte des produits à recycler (chutes industrielles ainsi que produits issus de la démolition d'appareils et d'équipements) est généralement le fait de sociétés de petite taille, qui vont elles-mêmes vendre les produits collectés aux grands industriels du recyclage du nickel. Ces derniers assemblent les différents alliages contenant du nickel (acier inoxydable, superalliages, aciers alliés, etc.) dans des proportions soigneusement définies, pour en faire un nouveau produit parfaitement utilisable par leurs clients : les producteurs d'aciers inoxydables. En 2004, le nickel issu du recyclage représentait environ 45 % du nickel consommé pour la production d'acier inoxydable dans le monde.

Le nickel est utilisé dans un grand nombre d'usages liés à la protection de l'environnement (traitement des gaz, des effluents...).

### *Marché du nickel*

Grâce à ses nombreuses applications en forte progression, le nickel a connu un taux de croissance moyen historique de 4 % par an depuis 1950, qui se compare très favorablement à celui d'autres produits industriels. L'acier inoxydable, premier usage du nickel, a progressé lui-même à un taux moyen de 5 % par an.

L'accession d'une frange croissante des populations des pays dits « nouvellement industrialisés » à un niveau de vie plus élevé s'est accompagnée d'une très forte accélération de la demande de nickel de la part de ces pays. Historiquement, le Japon, puis les « dragons » asiatiques ont validé cette observation. Le nouveau pôle de développement est aujourd'hui la Chine, où une classe moyenne d'environ 300 millions de personnes est en train d'émerger.

#### **6.1.1.2. L'offre de nickel**

##### *Les trois types de minerais de nickel*

L'accès à des réserves minières de qualité (richesse du minerai, caractéristiques chimiques, taille des gisements) est un facteur déterminant dans l'industrie du nickel. Les teneurs en nickel des minerais exploités aujourd'hui sont typiquement comprises entre 1 % et 3 % pour les plus riches.

Il existe trois familles de minerais :

- les minerais sulfurés,
- les minerais oxydés latéritiques (limonites),
- les minerais oxydés garniériques (sapolites).

Les différentes familles de minerais ont des caractéristiques propres, qui différencient leurs modes d'exploitation et la structure de leurs coûts de production.

**Minerais sulfurés.** Les mines de minerais sulfurés sont généralement souterraines. Elles sont situées géographiquement plutôt au Nord (Canada, Sibérie...) ou au Sud (Afrique du Sud, Australie...). Le nickel est associé dans ces minerais à plusieurs autres métaux : le cuivre, le cobalt, l'or, l'argent et souvent des platinoïdes.

Le minerai peut être concentré par voie physique, permettant d'accroître la teneur à environ 10 à 20 %. Le concentré qui en résulte est traité par un procédé pyrométallurgique (fours) pour donner un produit intermédiaire, la matte. Des procédés de raffinage chimique complexes permettent de récupérer et valoriser les différents métaux contenus. Le procédé se termine en général par une phase de réduction (production de poudres et de briquettes) ou par une électrolyse (nickel électrolytique). Le procédé carbonyle (vapométallurgie) permet également de produire du nickel métal (poudres et billes de nickel carbonyle).

**Minerais oxydés : les latérites, partie supérieure du profil minier.** Les mines sont à ciel ouvert. Elles sont situées en général dans les zones à climat tropical (Nouvelle-Calédonie, Indonésie, Philippines, Cuba...). Les teneurs en nickel sont faibles, autour de 1 % en général. Les minerais oxydés contiennent du cobalt.

Ces minerais ne sont généralement pas enrichissables. Ils sont traités par des procédés hydrométallurgiques (dissolution par l'ammoniac ou l'acide sulfurique), afin de séparer le nickel et récupérer le cobalt contenu.

**Minerais oxydés : les garniériques, partie inférieure du profil minier.** Les mines sont à ciel ouvert, situées en général dans les zones à climat tropical (Nouvelle-Calédonie, Indonésie, Philippines, Colombie, République dominicaine...). Les garniériques sont situées sous les latérites. Les teneurs sont plus élevées, de l'ordre de 1,5 à 3 %. Ces minerais sont peu ou pas enrichissables.

Le minerai est traité par un procédé pyrométallurgique (four électrique), qui donne généralement un produit fini, le ferro-nickel (utilisé pour l'élaboration des aciers inoxydables) ou, plus rarement, un produit intermédiaire, la matte (sulfure de nickel), destinée à être raffinée pour produire du nickel métal.

#### *Répartition de la production mondiale par type de minerais en 2004 (estimations Eramet)*

Sulfurés	: 58 %
Garniériques	: 28 %
Latérites	: 14 %

Les principaux concurrents d'Eramet Nickel sont classiquement les grands producteurs (Norilsk, Inco, Falconbridge, BHP-Billiton...).

### *Répartition géographique de la production minière par pays en 2005*

Production minière 2005 en milliers de tonnes de nickel contenu

Russie	270,0	20%
Australie	206,4	15%
Canada	179,0	13%
Indonésie	150,0	11%
Nouvelle-Calédonie	120,0	9%
Cuba	78,0	6%
Colombie	75,0	5%
Chine	60,0	4%
Afrique du Sud	44,0	3%
Brésil	40,0	3%
Botswana	30,0	2%
République dominicaine	29,0	2%
Philippines	25,0	2%
Grèce	22,5	2%
Venezuela	17,0	1%
Zimbabwe	7,5	1%
Macédoine	6,8	0%
Ukraine	6,0	0%
Finlande	3,4	0%
Norvège	0,4	0%
Turquie	0,0	0%
<b>MONDE</b>	<b>1 370,0</b>	<b>100%</b>

Source : International Nickel Study Group, INSG

### *Coûts d'investissement dans la branche Nickel*

Les coûts d'investissement sont particulièrement élevés dans l'industrie du nickel. Pour un nouveau projet comportant une nouvelle mine et une nouvelle usine intégrée d'une capacité de 50 à 60 000 tonnes par an (soit environ 4 % de l'offre mondiale), il faut investir environ 2 milliards de dollars (USD). Ceci correspond à un coût de l'ordre de 15 à 16 USD par livre (soit 33 000 à 35 000 USD/tonne) de capacité annuelle, alors que le cours moyen historique du nickel au LME de 1979 à 2005 est de 3,29 USD/livre (USD/lb), soit 7 484 USD/tonne.

De ce fait, le mode de développement privilégié par les producteurs existants est celui des extensions de capacité, dont le coût d'investissement est la moitié seulement de celui d'une nouvelle usine, soit 7 à 8 USD/lb (15 000 à 17 000 USD/tonne) de capacité annuelle.

En raison de ces coûts très élevés, les décisions d'investissement sont souvent prises par les producteurs en période de pics de prix du nickel.

De ce fait l'offre de nickel tend à arriver sur le marché par « vagues » successives de projets, ce qui accentue le caractère cyclique du marché.

### *Délais de développement des projets intégrés dans l'industrie du nickel*

Dès lors, le temps de développement d'un nouveau projet intégré (mine + usine) est long.

Plusieurs étapes sont indispensables :

- études géologiques : 2 à 5 ans,
- étude de préfaisabilité : 1 an,
- pilote en cas de procédé nouveau : 2 ans,
- étude de faisabilité bancaire : 2 ans,
- construction (mine et usine) : 2 à 3 ans.

La durée minimum est ainsi de neuf à treize ans, mais elle peut être prolongée parfois de plusieurs années en cas de difficultés dans les négociations des conditions fiscales, environnementales et dans l'obtention des financements nécessaires.

### *Procédés de traitement du nickel*

Compte tenu de l'épuisement graduel des gisements les plus riches, les minerais oxydés, essentiellement sous forme de latérites, représentent la principale ressource de nickel pour le futur (environ 70 à 80 % des ressources mondiales).

La lixiviation (mise en solution) acide est aujourd'hui la voie privilégiée pour exploiter ces minerais. Cette technologie reste relativement récente. Trois projets australiens avaient été développés vers 1998 sur la base de cette technologie.

Deux grands projets utilisant eux aussi ces technologies, Goro (Inco) et Ravensthorpe (BHP Billiton), sont en cours de réalisation avec un démarrage attendu vers fin 2007. Afin de limiter les risques, ces deux projets ont fait l'objet de dépenses importantes en recherche et en pilotage industriel. De plus, le procédé traitera dans les deux cas des minerais significativement plus riches que ceux exploités par leurs trois prédécesseurs.

La technologie par lixiviation acide apparaît ainsi aujourd'hui comme un relais indispensable pour apporter au marché les quantités de nickel dont il a besoin.

### 6.1.1.3. Les producteurs de nickel

milliers de tonnes de nickel contenu

Année 2005		Production métallurgique Produits finis	
Norilsk	Russie	243,0	19 %
Inco	Canada	220,7	17 %
BHP Billiton/WMC	Australie/Colombie	145,7	11 %
Falconbridge	Canada	113,6	9 %
Jinchuan	Chine	92,9	7 %
Eramet	France (Nouvelle-Calédonie)	59,3	5 %
Sumitomo Metal Mining	Japon	51,3	4 %
Cubaniquel	Cuba	42,4	3 %
Pamco	Japon	41,6	3 %
OMG	Finlande	36,0	3 %
Sherritt	Cuba/États-Unis	31,9	2 %
Autres		200,8	16 %
<b>TOTAL</b>		<b>1 279,2</b>	<b>100 %</b>

Sources : INSG (International Nickel Study Group) – Producteurs – Estimation Eramet.

\* Eramet : garniérite pour l'usine de Doniambo (Nouvelle-Calédonie).

### 6.1.1.4. Les prix du nickel

Avant 1979, le prix du nickel était fixé par les principaux producteurs de nickel. Depuis 1979, le nickel est coté au London Metal Exchange (« LME »), sur lequel les intervenants peuvent prendre des positions à terme et réaliser des couvertures. Tous les échanges sur le LME peuvent théoriquement être dénoués par une livraison physique de métal. Mais en pratique seule une petite fraction des échanges se traduit par une livraison physique. Les volumes traités annuellement sur le nickel au LME représentent entre quinze et trente fois la demande physique mondiale.

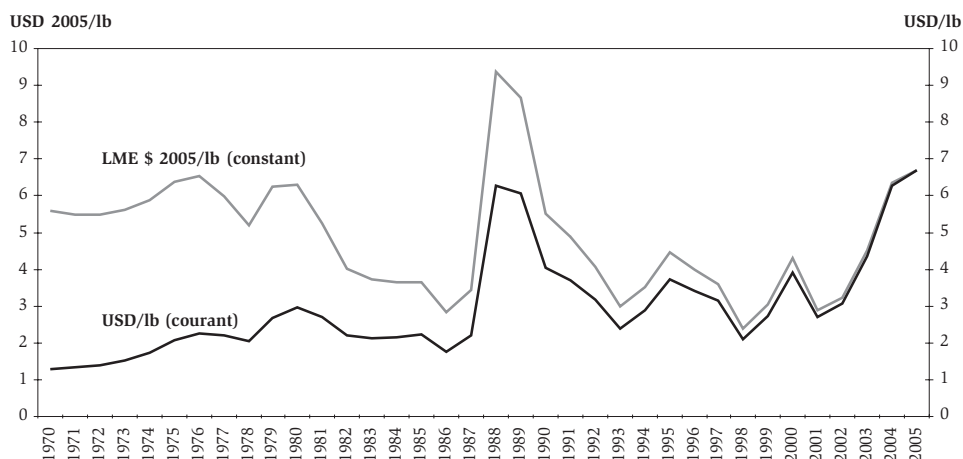
Le poids considérable des intervenants financiers sur le LME se traduit par une forte volatilité à court terme et des effets d'anticipation par rapport aux perspectives d'évolution du marché physique. Le graphique ci-joint illustre la variation historique des cours (en monnaie courante USD/livre et en monnaie constante USD 2005/livre) :

Sur le long terme, le marché physique reste néanmoins le principal paramètre qui encadre les fluctuations des cours du nickel.

Quand les cours du nickel passent en dessous des seuils critiques de rentabilité, les producteurs de nickel les moins compétitifs sont contraints de réduire leur production. À l'inverse, des cours du nickel élevés stimulent la réouverture d'anciennes mines moins compétitives, ainsi que l'exploration et le financement de nouveaux projets.

À court terme, il existe un lien historiquement vérifiable entre les cours du nickel et le niveau des stocks mondiaux, exprimés en semaines de consommation, comme c'est le cas pour l'ensemble des matières premières.

Le cours moyen historique du nickel au LME entre 1979 et 2005 est de 3,39 USD/lb, soit 7 484 dollars par tonne.



Source : London Metal Exchange

#### 6.1.1.5. Situation récente du marché du nickel et perspectives

Le marché du nickel a été tendu en 2003 et 2004. Le niveau des stocks mondiaux est tombé à 7,4 semaines de consommation fin 2004, soit le niveau le plus bas depuis 1990.

Dans ce contexte, les cours du nickel ont fortement progressé. L'année 2005 a vu le retour vers un léger excédent de l'offre, en raison d'un fort mouvement de déstockage qui a affecté le marché de l'acier inoxydable.

#### *Offre – Demande de nickel*

(en milliers de tonnes)	2000	2001	2002	2003	2004	2005E
Production d'inox	19 273	18 655	19 835	21 917	23 712	23 916
Production d'inox austénitique	14 634	14 343	15 454	17 180	18 243	17 630
Nickel vierge %	52,4 %	54,1 %	56,5 %	56,4 %	54,3 %	52,2 %
Nickel vierge dans l'inox tonnes	677,8	681,6	767,4	842,1	842,0	810,0
Nickel autres secteurs	440,8	415,0	386,8	405,9	415,0	442,0
Consommation apparente de nickel	1 118,6	1 096,6	1 154,2	1 248,0	1 257,0	1 252,0
Offre de nickel	1 095,1	1 143,1	1 177,3	1 196,0	1 259,2	1 280,0
Balance	(23,5)	46,5	23,2	(52)	2,0	28,0
Stocks en semaines de consommation (fin d'année)	9,0	12,9	10,5	7,6	7,4	8,9

Sources : INSG – Producteurs – Estimations Eramet.

Le marché du nickel a pris conscience du manque actuel de projets de dimension mondiale en mesure de démarrer dans la période 2004-2007, et en conséquence du risque potentiel de pénurie.

Les investissements dans l'industrie du nickel ont en effet été freinés par plusieurs phénomènes au cours des dernières années :

- l'effondrement du système soviétique, qui a provoqué un afflux de nickel russe sur les marchés occidentaux à partir de 1989,
- au début des années 1990, l'annonce du développement du projet canadien Voisey's Bay, avec un objectif de capacité de production de 120 000 tonnes par an, des coûts de production visés très compétitifs et un démarrage prévu en 1999,
- au milieu des années 1990, l'annonce d'une « vague » de nouveaux projets utilisant des procédés hydrométallurgiques nouveaux, présentés comme une véritable rupture technologique et économique. Ces projets, grâce à leurs coûts d'investissement et de production qui devaient être extrêmement compétitifs, devaient donner l'accès à des gisements de latérites, très abondants mais considérés jusqu'alors comme non économiques à exploiter.

Mais ces projets ne se sont pas réalisés, du moins aux conditions annoncées :

- la mine de Voisey's Bay a démarré fin 2005 seulement, avec une taille réduite à 55 000 tonnes par an,
- les trois usines australiennes lancées sur des procédés utilisant la lixiviation acide des latérites ont connu de graves difficultés techniques et financières en raison d'études techniques insuffisantes et d'investissements mal adaptés et n'ont jamais atteint les objectifs de production visés à l'origine.

L'offre de nickel supplémentaire en 2006 et 2007 viendra principalement d'une série d'extensions de capacités et de la réactivation par des mineurs indépendants de mines

anciennes fermées autrefois pour des raisons économiques. Cependant, ces mines ont une capacité de production limitée et une durée de vie résiduelle assez courte. Les grands projets entièrement nouveaux « greenfield », visant le développement de nouveaux sites intégrés (combinant une nouvelle mine et une nouvelle usine) et à longue durée de vie, commenceront à apporter des capacités, au mieux, à partir de fin 2007.

#### 6.1.2. Présentation de la branche Nickel d'Eramet

##### 6.1.2.1. Points clés de la branche Nickel

- Eramet dispose d'une présence très ancienne (1880) et solide en Nouvelle-Calédonie.
- Eramet est le cinquième producteur mondial de nickel.
- les mines exploitées par Eramet sont de haute qualité (teneur et réserves).
- toute la production métallurgique d'Eramet est réalisée à partir de minerai de ses propres usines.
- Eramet est le leader mondial du ferronickel, destiné au marché de l'acier inoxydable.
- Eramet a développé une politique d'extensions graduelles rendues possibles par l'amélioration constante des procédés.
- Eramet réalise actuellement une extension de 25 % de la capacité de production (programme 75 000 tonnes).

##### 6.1.2.2. Structure de la branche Nickel

#### *Structure juridique*

La branche Nickel du groupe, dénommée « Eramet Nickel » est organisée aujourd'hui autour de trois sociétés : Le Nickel-SLN, Eramet et Eurotungstène Poudres.

#### • Le Nickel-SLN

La société Le Nickel-SLN, créée en 1880, exploite de manière continue depuis plus de cent vingt ans des gisements de nickel en Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui, elle exploite des mines et une usine métallurgique en Nouvelle-Calédonie.

#### • Eramet

Eramet possède et exploite une raffinerie de nickel à Sandouville, en France métropolitaine, et commercialise tous les produits de la société Le Nickel-SLN, à l'exception des ventes de minerai qui sont réalisées par la société Le Nickel-SLN. De plus, Eramet apporte une assistance technique à la société Le Nickel-SLN dans de nombreux domaines, en particulier pour la gestion des achats, la recherche, l'ingénierie, le juridique et le financier.

Eramet est donc ainsi tout à la fois l'actionnaire majoritaire, et l'opérateur industriel et commercial de la société Le Nickel-SLN.

La totalité de la production métallurgique de Doniambo est vendue par Le Nickel-SLN à Eramet. Le prix de vente du fer-nickel à Eramet est fonction du prix de vente moyen d'Eramet à ses clients après déduction des frais de commercialisation et d'une marge commerciale pour Eramet. Le prix de vente de la matte est fonction du prix de vente moyen d'Eramet à ses clients pour les produits de Sandouville après déduction des frais de commercialisation et des frais de raffinage.

La société Le Nickel-SLN est détenue à 60 % par Eramet, à 30 % par la STCPI (Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle qui est codétenue par les trois Provinces de Nouvelle-Calédonie) et à 10 % par Nisshin Steel (Japon), à la suite des opérations suivantes :

**1991 :** Eramet a conclu avec le producteur japonais d'acier inoxydable Nisshin Steel un accord de coopération de long terme qui s'est traduit par :

- une prise de participation de Nisshin Steel dans le capital de Le Nickel-SLN : la participation initiale de 5 % (résultant d'une augmentation de capital réservée) a été portée à 6 % en 1992, à 8 % en 1993, et a atteint son niveau définitif de 10 % fin 1994 à la suite de cessions d'actions par Eramet,
- la signature d'un contrat d'approvisionnement en fer-nickel de Nisshin Steel par le groupe Eramet. L'accord, conclu en 1991 et renouvelé en 2001, prévoit des livraisons de fer-nickel sur plusieurs années.

**1999 :** Le groupe Eramet a réalisé - parallèlement à l'opération d'apport d'actions Sima -, une réorganisation du capital de la société Le Nickel-SLN, aboutissant à sa détention - à hauteur de 30 % des titres - par une structure publique de Nouvelle-Calédonie spécialement créée à cet effet, la STCPI. La STCPI recevait, simultanément, une participation de 5,1 % du capital d'Eramet.

#### • Eurotungstène Poudres

Eramet détient également - depuis le 21 août 2003 - 100 % de la société Eurotungstène Poudres SA, située à Grenoble (Eramet détenait depuis juillet 1994 une participation de 51 % dans cette société).

Eurotungstène est spécialisée dans la production de poudres de cobalt extrafines et de poudres de tungstène. Ces poudres

sont utilisées notamment pour la fabrication des carbures cémentés employés dans l'usinage des métaux et pour les outils diamantés, utilisés pour découper la pierre et les matériaux de construction.

Les recherches effectuées pendant plusieurs années par cette société ont permis la mise au point de nouvelles lignes de produits (les gammes de poudres polymétalliques Next® et Keen®). Ces nouveaux produits, où le cobalt est partiellement remplacé par des métaux moins coûteux, présentent des propriétés spécifiques qui ont permis leur fort développement par rapport aux liants traditionnels au cobalt.

Eurotungstène a la possibilité de s'approvisionner en cobalt en utilisant le chlorure de cobalt fourni par l'usine Eramet de Sandouville.

#### *Les mines et l'outil industriel*

Le groupe est un producteur de nickel intégré, de la mine au produit commercialisable.

Il a engagé un programme d'investissement visant à accroître sa capacité de production de 25 % entre 2003 et 2008 (« programme 75 000 tonnes »).

#### • Les mines de nickel

Les mines de la branche Nickel bénéficient :

- de réserves importantes en garniérites,
- de teneurs en nickel élevées (2,8 % en moyenne) après enrichissement,
- d'une connaissance approfondie de la géologie et des méthodes d'exploitation mises au point par Le Nickel-SLN,
- de techniques d'exploitation permettant la préservation de l'environnement.

Par ailleurs, le groupe a développé sa propre technique d'enrichissement des minerais oxydés calédoniens. Cette technologie a été mise en œuvre, avec l'usine d'enrichissement de Népoui et sera utilisée également pour valoriser au mieux le gisement de Tiébaghi, dans le cadre du programme d'extension de capacité à 75 000 tonnes.

#### • Les réserves minières de nickel

Cf. chapitre 11.2.3.

#### • Exploitation des mines de nickel

Les gisements de minerais oxydés (garniérites) de la société Le Nickel-SLN sont exploités à ciel ouvert. Ils se situent en général entre 500 et 1 000 mètres d'altitude. Aujourd'hui, la société Le Nickel-SLN dispose de cinq mines en activité.

Quatre d'entre elles sont exploitées directement par la société :

- Thio, exploitée depuis 1875,
- Kouaoua, exploitée depuis 1960, réouverte en 1977,
- Népoui Kopéto, exploitée entre 1970 et 1982, réouverte en 1994,
- Tiébaghi, exploitée depuis 1997.

La cinquième, Étoile du Nord, est exploitée depuis 1988 par un sous-traitant, la société Minière Georges Montagnat.

Dans le cadre du programme 75 000 tonnes, la capacité de la mine de Tiébaghi a été progressivement portée en 2004 et 2005 à 1,2 million de tonnes humides. En outre, la société

Le Nickel-SLN devait disposer d'un autre gisement important (soit celui de Koniambo, soit celui de Poum), au plus tard début 2006, à l'issue de l'opération d'échange de titres miniers, objet de l'accord de février 1998 avec l'État français (cf. note « Dossier minier calédonien » en annexe des comptes consolidés 2005).

La société Le Nickel-SLN dispose d'une grande expérience de l'exploitation minière des gisements de Nouvelle-Calédonie. Les gisements sont définis par des études géologiques, géochimiques et géophysiques et les structures géologiques font l'objet de modélisations. L'extraction est guidée par la géologie de planification minière et elle est effectuée par des pelles hydrauliques. Le transport du minerai est effectué par camions ayant une charge utile de 50 tonnes à 100 tonnes selon les modèles.

La production minière est principalement expédiée vers l'usine de Doniambo. La production est acheminée de la mine vers le bord de mer, soit par camions, soit, à Kouaoua,

par un convoyeur de onze kilomètres de long. En bord de mer, le minerai est stocké et homogénéisé avant d'être chargé sur des navires pour expédition à l'usine de Doniambo.

Les techniques minières prennent en compte les nécessités de la préservation de l'environnement : stockage des stériles en verses stabilisées, contrôle de l'écoulement des eaux, et revégétalisation.

#### • L'usine d'enrichissement de Népoui

À Népoui, le minerai fait l'objet d'une évacuation hydraulique par un tuyau de sept kilomètres vers l'usine d'enrichissement. Cette dernière, inaugurée en 1994, utilise une technologie innovante, qui permet par tri granulométrique et densimétrique d'accroître la teneur des minerais. Ceci permet d'exploiter une portion plus large du gisement (en incluant des minerais à plus basse teneur) et d'augmenter ainsi la durée de vie des réserves.

La production minière globale de la société Le Nickel-SLN pour ces trois dernières années a été la suivante :

(milliers de tonnes humides)	2005	2004	2003
Production directe	2 546	2 598	2 640
Production sous-traitée	492	444	554
Total	3 038	3 042	3 194
Latérites achetées à des contracteurs	399	365	404

#### • L'usine métallurgique de Doniambo

L'usine de Doniambo produit du ferronickel (approximativement 80 % de sa production), directement commercialisable, et de la matte de nickel (20 % de la production), qui est utilisée en totalité par l'usine de Sandouville.

Le minerai reçu des mines est homogénéisé, puis séché. Il est ensuite calciné dans cinq fours rotatifs, après ajout d'un réducteur. L'étape suivante est la fusion, dans trois fours électriques Demag. Le produit résultant est transformé, soit par affinage en poche puis grenailage, en ferronickel commercialisable (SLN 25), soit en matte de nickel, par ajout de soufre et affinage dans un four Bessemer.

L'usine de Doniambo est la plus importante unité de production de ferronickel au monde et un effort d'investissement soutenu a permis de faire régulièrement évoluer les technologies et les équipements qui y sont utilisés. Sa situation à proximité du port de Nouméa permet également à l'usine de bénéficier d'un accès direct pour les minéraliers et les navires cargo.

Avec la mise en fonction du cinquième tube de calcination à l'usine de Doniambo à la fin de 1998, la capacité de production métallurgique a été portée à 60 000 tonnes par an.

Le programme 75 000 tonnes a compris notamment la démolition et la reconstruction d'un des trois fours électriques, afin d'accroître considérablement sa puissance. D'autres investissements importants ont été réalisés simultanément à l'usine de Doniambo afin d'adapter la capacité de réception du minerai et la capacité d'affinage.

#### Production métallurgique (ferronickel + matte) de l'usine de Doniambo en tonnes de nickel contenu

1993	47 733
1994	50 129
1995	52 343
1996	53 413
1997	54 892
1998	56 502
1999	56 642
2000	57 463
2001	58 973
2002	59 867
2003	61 523
2004	55 180
2005	59 576

#### • La raffinerie de Sandouville

La raffinerie de Sandouville-Le Havre utilise un procédé hydrométallurgique très performant spécialement développé par les équipes de recherche d'Eramet. L'approvisionnement en mattes à 75 % de nickel est assuré en totalité par l'usine métallurgique de Le Nickel-SLN à Doniambo en Nouvelle-Calédonie.

La matte est broyée puis attaquée par une solution de chlorure ferrique en présence de chlore. Plusieurs étapes successives d'extraction dans des mélangeurs-décanteurs permettent d'extraire le fer, sous forme de chlorure ferrique et le cobalt, sous forme de chlorure de cobalt. Les diverses impuretés restantes sont ensuite éliminées. La solution de chlorure de nickel restante est pour la plus grande part envoyée dans une série de cuves d'électrolyse. On obtient ainsi une cathode de nickel très pur, qui est généralement découpée et mise en fût. Une partie du chlorure de nickel est commercialisée sous forme liquide, pour des applications liées à la chimie, et le solde est cristallisé et vendu en sacs.

La raffinerie produit du nickel de haute pureté (plus de 99,97 % de nickel contenu) sous forme de nickel métal (nickel électrolytique) ainsi que du chlorure de nickel, du chlorure de cobalt et du chlorure ferrique.

### *Politique commerciale et produits de la branche Nickel*

Le groupe dispose d'un réseau commercial mondial, Eramet International, qui assure l'essentiel de la commercialisation du nickel. Le minerai est vendu directement par la société Le Nickel-SLN.

La stratégie commerciale de la branche Nickel repose sur une gamme de produits à forte valeur ajoutée, développés spécifiquement pour répondre aux besoins techniques de leurs utilisateurs. Le groupe détient des positions mondiales de premier plan sur ses principaux produits.

Le groupe apporte un accompagnement technico-commercial important à ses clients, afin de les aider à valoriser pleinement ses produits dans leur propre procédé de production. Le groupe entretient des relations de partenariat de long terme avec ses clients. Les ventes de ferronickel sont réalisées généralement dans le cadre de contrats pluriannuels, qui se traduisent par des engagements de tonnages.

Les prix de vente utilisent comme référence le cours du nickel au LME, auquel sont ajoutées des « primes » significatives

traduisant notamment la valeur d'usage de ces produits. Les primes font l'objet de négociations annuelles ou trimestrielles.

#### • Ferronickel : premier producteur mondial

La totalité de la production de ferronickel du groupe est vendue à des producteurs d'aciers inoxydables. Le ferronickel est un alliage de nickel (environ 29 %) et de fer. Le ferronickel SLN 25 apporte aux producteurs d'acier inoxydable non seulement du nickel, mais aussi du fer d'excellente qualité. Utilisé par l'aciériste dans un convertisseur, grâce à sa forme en grenailles, il permet des gains de productivité importants. Le groupe est le premier producteur mondial de ferronickel ; la plupart des grands producteurs d'aciers inoxydables sont clients du groupe.

Le groupe a conclu, avec certains clients japonais et européens, des contrats à long ou moyen terme, prévoyant des engagements en volume sous réserve de prix à négocier périodiquement. Ces contrats assurent à Eramet une relative régularité des livraisons. Ils représentent la plus grande part des livraisons de ferronickel du groupe.

• Nickel pur et produits associés : un des trois seuls producteurs de nickel de haute pureté au monde

– Nickel Métal (Nickel HP) : les cathodes de nickel sont principalement vendues à des fabricants d'alliages de nickel (superalliages pour l'aéronautique et le nucléaire, alliages fer-nickel pour l'électronique...) et à des ateliers de traitement de surface par galvanoplastie (nickelage).

– Chlorure de nickel (SELNIC) : Eramet est le premier producteur mondial de chlorure de nickel, produit utilisé pour le nickelage et dans l'industrie chimique (catalyseurs).

– Chlorure de cobalt : il est utilisé dans l'industrie des pneumatiques, dans l'industrie chimique (catalyseurs) et par la filiale Eurotungstène.

• Minerai

Le minerai est vendu essentiellement au Japon à des producteurs de ferronickel.

La répartition par produits des ventes consolidées de l'activité nickel hors Eurotungstène est la suivante :

En %	2005	2004	2002
Ferronickel	75	77	78
Nickel pur et produits associés <sup>(1)</sup>	23	20	20
Minerais	2	3	2
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(1) Nickel métal et sels de nickel.

Le groupe est présent sur tous les grands marchés de consommation de nickel. La répartition géographique des ventes hors Eurotungstène est la suivante :

En %	2005	2004	2003
Europe de l'Ouest hors France	35	31	34
Amérique du Nord	4	4	5
Asie et autres zones	61	65	61
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### *Politique de recherche et développement de la branche Nickel*

La politique recherche et développement de la branche Nickel a permis des développements importants depuis 30 ans. Le groupe dispose de moyens de recherche avec le Centre de Recherche de Trappes. (cf. chapitre 4.7.3. – Recherche et développement)

Les travaux ont permis le développement :

- du procédé hydrométallurgique de l'usine de Sandouville en 1976,
- des grenailles de ferronickel en 1978,
- des procédés d'enrichissement des minerais pour les usines de Népoui (1991) et bientôt de Tiébaghi (2006),
- des techniques de géologie minière.

Par ailleurs, l'amélioration des procédés obtenue par la recherche et le développement a rendu possible l'accroissement progressif et fiable de la capacité des trois fours Demag, ce qui a permis à la production de passer de 40 000 à 61 500 tonnes entre 1990 et 2003. Le programme d'extension en cours vise à porter la capacité à 75 000 tonnes à l'horizon 2008, pour des montants d'investissements modérés pour l'industrie du nickel.

### *Rentabilité des capitaux employés de la branche Nickel*

ROCE : Résultat exploitation retraité\* / Capitaux employés\*\*

\* Résultat d'exploitation – amortissement des écarts acquisitions nets des tests de juste valeur.

\*\* Capitaux propres de la branche, plus l'endettement financier net, plus l'indemnité minière Poum/Koniombo, plus les provisions pour grands contentieux, plans sociaux et restructurations, moins les immobilisations financières.

#### *ROCE Nickel*

En %	1999 (1)	2000	2001	2002	2003	2004*	2005*
Nickel	6	47	15	28	64,2	93,5	58,6

(1) 1999 : calculé avec le RE pro forma et les capitaux de fin d'année.

\* normes IFRS.

### **6.1.2.3. La branche Nickel en 2005**

#### *Chiffres clés branche Nickel*

(en normes IFRS et en millions d'euros)	2005	2004
Chiffre d'affaires	774	765
Résultat opérationnel courant	243	309
Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle	321	279
Capitaux employés	487	415
Investissements industriels	68	139
Effectif moyen	2 551	2 484

Le marché du nickel a connu une deuxième année consécutive de prix très élevés en 2005. Ces derniers se sont établis au London Metal Exchange (LME) au niveau le plus élevé depuis 1988, à 6,69 USD/lb en moyenne, soit une hausse de près de 7 % par rapport à 2004.

Le marché physique du nickel a cependant été en léger excédent en 2005. En effet, la consommation apparente mondiale de nickel a été plus faible que ce qui était attendu et serait restée stable au niveau de 2004, en raison du ralentissement de la consommation du secteur de l'acier inoxydable. Les autres secteurs consommateurs de nickel, tels que les superalliages pour l'industrie aéronautique et les batteries au nickel ont été en forte croissance, mais ceci n'a que partiellement compensé la relative faiblesse de l'acier inoxydable, qui représente plus des deux tiers de la demande totale de nickel.

Ce dernier a été affecté par une accumulation excessive de stocks au 1<sup>er</sup> semestre, tant chez les consommateurs que chez les producteurs, et par le développement rapide d'importantes capacités de production, principalement en Chine. Afin d'assainir le marché et de freiner l'érosion de leurs marges, les principaux producteurs mondiaux ont été contraints de réduire fortement leur production au 2<sup>e</sup> semestre.

Dans ce contexte difficile, les cours élevés du nickel ont ajouté à la pression pesant sur les producteurs d'acier inoxydable, qui ont réagi en poussant la promotion des nuances à bas nickel (« séries 200 ») et ferritiques (sans nickel). Ces nuances sont loin de posséder les propriétés des inox au nickel traditionnels (les inox austénitiques, contenant en moyenne 8 % de nickel), mais elles peuvent être utilisées dans certains usages à bas coût, où les propriétés de résistance à la corrosion et la durée de vie des produits ne sont pas critiques. On peut y voir aussi dans certains cas une exploitation de la méconnaissance de consommateurs sur de nouveaux marchés tels que la Chine. Cette substitution a, elle aussi, contribué à limiter la croissance de la demande de nickel en 2005.

Enfin, les prix élevés du nickel ont stimulé la collecte et le recyclage de chutes d'aciers et d'alliages contenant du nickel, ce qui a contribué à freiner la consommation de nickel primaire.

On notera que ces deux phénomènes, substitution et forte part du recyclage, sont typiques des périodes de prix élevés mais sont, à l'inverse, susceptibles de jouer en soutien à la consommation lorsque les prix du nickel sont plus bas, jouant ainsi un rôle stabilisateur sur le marché.

L'offre mondiale de nickel n'a progressé que de 2 % environ en 2005. Le démarrage de nouvelles capacités de production apportées par des grands projets n'est attendu que vers fin 2007. Dans l'intervalle, la croissance de la production mondiale de nickel sera relativement limitée et viendra d'extensions de capacités chez des producteurs existants ainsi que du développement de petits gisements.

L'activité industrielle d'Eramet Nickel a été fortement perturbée en 2005 par des mouvements sociaux en Nouvelle-Calédonie, notamment un blocage prolongé des mines et de l'usine de Doniambo au 4<sup>e</sup> trimestre. La production métallurgique de l'usine de Doniambo a été limitée à 59 576 tonnes sur l'année. Les livraisons de ferronickel ont ainsi reculé de 7 % en 2005, à 44 848 tonnes, principalement en raison des restrictions de production et d'expédition liées aux mouvements sociaux, dans un contexte de marché plus difficile au 2<sup>e</sup> semestre.

L'usine de Sandouville a amélioré son offre avec une part toujours plus importante des produits de spécialité pour la galvanoplastie, la catalyse et l'électronique. Ses livraisons de nickel ont progressé de 5 % à 12 375 tonnes, dans un contexte de forte demande pour ses produits.

Les livraisons totales de nickel d'Eramet Nickel sont en baisse de 4,7 % à 57 223 tonnes. Malgré cela, grâce à la hausse des cours du nickel, le chiffre d'affaires d'Eramet Nickel a progressé de 1 % en 2005, à 774 millions d'euros.

Eramet Nickel a poursuivi en 2005 la mise en œuvre de son programme 75 000 tonnes, qui vise à accroître de 25 % sa capacité de production de nickel. Après la construction du nouveau four à l'usine de Doniambo et le développement de la mine de Tiébaghi, située dans le nord de la Nouvelle-Calédonie, Eramet Nickel a engagé en 2005 les travaux de construction de la future usine d'enrichissement du minerai de Tiébaghi.

Eurotungstène continue de recueillir les fruits de sa stratégie d'innovation. Sa gamme de poudres Next®, lancée en 2003, rencontre un grand succès et la société a présenté fin 2005 une nouvelle gamme, Keen®, qui lui ouvrira l'accès à de nouveaux segments de marchés.

## 6.2. La branche Manganèse

### 6.2.1. Le marché du manganèse

#### 6.2.1.1. La demande de manganèse

##### 6.2.1.1.1. Principales applications

###### L'acier

Plus de 90 % du manganèse dans le monde est utilisé pour la production d'acier. Tous les producteurs d'aciers utilisent du manganèse dans leur processus de production ; en moyenne, 6 à 7 kg de manganèse sont utilisés par tonne d'acier. Le manganèse représente une part très faible du coût de production de l'acier.

Dans l'acier, le manganèse sert principalement comme élément d'alliage, pour améliorer la dureté, la résistance à l'abrasion, l'élasticité, l'état de surface au laminage. Il est également utilisé pour la désoxydation / désulfuration lors de l'élaboration. Il est consommé sous forme d'alliages de manganèse (ferromanganèse, silicomanganèse).

###### Autres applications

- piles et batteries : il s'agit principalement des piles alcalines. Une consommation moins importante subsiste en outre dans les piles salines, dont les performances sont inférieures. On trouve des dérivés du manganèse également dans les batteries rechargeables au lithium,
- ferrites : utilisées dans les circuits électroniques,
- agriculture : engrais et alimentation animale,
- divers chimie : pigments, chimie fine,
- autre usage dans la métallurgie : principalement comme agent durcisseur pour l'aluminium (cannettes pour boissons).

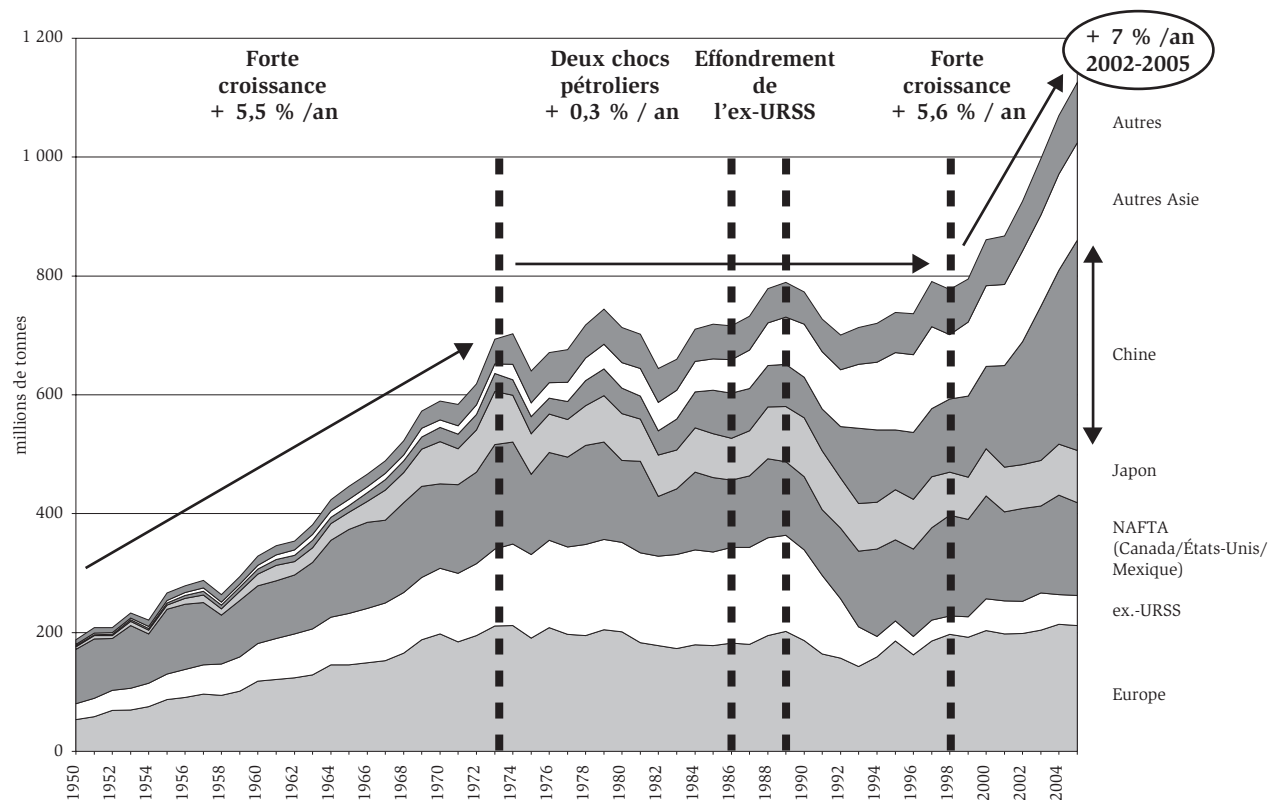
##### 6.2.1.1.2. Évolution historique de la consommation et perspectives

La demande de manganèse est influencée principalement par l'évolution de la production mondiale d'acier au carbone. Cette dernière a longtemps été considérée comme stagnante ou en très légère croissance.

Depuis 1998, on constate une forte croissance moyenne de la consommation mondiale d'acier au carbone (près de 5 % par an). Ceci s'explique par la fin de la baisse de la consommation d'acier de l'ancien bloc soviétique, la reprise d'une légère croissance de la demande dans les zones traditionnelles et surtout par la forte accélération de la demande chinoise.

Sur les années 2002 à 2005, la croissance de la demande mondiale a même progressé de près de 7 % par an, tirée notamment par la croissance de la demande chinoise, qui a augmenté de plus de 20 % par an.

Graphique de la consommation apparente d'acier au carbone par zone géographique\*



\* 2005 : Estimations.

Source : Eramet et IISI.

#### Répartition de la production mondiale d'aciers carbone

Millions de tonnes	2003	En %	2004	En %	2005	En %
Europe	194,5	20,1 %	204,3	19,2 %	204,3	18,1 %
Ex.-URSS	108,0	11,1 %	112,3	10,5 %	112,3	9,9 %
NAFTA (Canada/États-Unis/Mexique)	124,8	12,9 %	132,7	12,4 %	125,8	11,2 %
Japon	110,5	11,4 %	112,7	10,6 %	112,5	10,0 %
Chine	222,4	22,9 %	280,5	26,3 %	349,4	30,9 %
Asie	109,5	11,3 %	115,5	10,8 %	122,0	10,8 %
Autres	99,4	10,3 %	108,5	10,2 %	103,1	9,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>969,1</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 066,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 129,4</b>	<b>100,0 %</b>

Source : International Iron and Steel Institute (IISI).

### 6.2.1.2. L'offre de manganèse

#### *Le minerai de manganèse*

La production mondiale de minerai était évaluée en 2005 à 11 millions de tonnes de manganèse contenu. La production de minerai vient principalement de sept pays : la Chine, l'Afrique du Sud, le Gabon, l'Australie, le Brésil, l'Ukraine et l'Inde.

#### **Production de minerai de manganèse en 2005**

(en milliers de tonnes de manganèse contenu)

Chine*	2 095
Afrique du Sud	1 774
Australie	1 674
Brésil	1 600
Gabon	1 342
Inde*	559
Ukraine*	553
Ghana*	495
Kazakhstan*	456
Mexique*	122
Myanmar*	105
Autres *	273
<b>Monde</b>	<b>11 048</b>

\* Minerai à faible teneur.

Sources : International Manganese Institute et estimations Eramet.

Les principaux producteurs de minerai de manganèse sont les sociétés BHP Billiton, Comilog (Eramet), CVRD et Assmang.

#### *Les alliages de manganèse*

Les alliages de manganèse sont produits par réduction du minerai de manganèse, à une température d'environ 1 600 °C. Cette opération est réalisée par ajout de coke dans des fours qui peuvent être :

- des fours électriques : c'est le principal procédé utilisé aujourd'hui dans le monde. La compétitivité relative des producteurs dépend pour une forte part de la disponibilité et du coût de leur approvisionnement en électricité ;
- des hauts-fourneaux : la plupart des producteurs utilisant ce procédé sont basés en Chine, en raison de la disponibilité locale de coke. En dehors de la Chine, les hauts-fourneaux sont situés uniquement au Japon et en Europe de l'Est.

Trois familles de produits sont distinguées :

- le ferromanganèse haut carbone (HC FeMn) : il contient 65 à 79 % de manganèse et 6 à 8 % de carbone et peut être produit par les deux types de procédés, four électrique ou haut-fourneau ;
- le silicomanganèse (SiMn) : il contient 60 à 77 % de manganèse. Il ne peut être produit que par four électrique en utilisant soit du laitier de ferromanganèse, soit du minerai ;
- le ferromanganèse affiné (MC FeMn...) : c'est un produit à plus forte valeur ajoutée, contenant moins de carbone. Il est produit en transférant l'alliage de HC FeMn fondu dans un convertisseur à oxygène, qui réduit la teneur en carbone au niveau souhaité. On distingue le ferromanganèse moyen carbone (1,5 % de carbone) et le ferromanga-

nèse bas carbone (0,5 % de carbone.) Il est utilisé surtout pour la production d'acier sous forme de produits plats et d'aciers spéciaux.

Eramet Manganèse est parmi les premiers producteurs mondiaux d'alliages affinés

#### *Répartition de la production mondiale d'alliages de manganèse en 2005*

Silicomanganèse :	57 %
Ferromanganèse haut carbone :	32 %
Ferromanganèse affiné :	11 %

Sources : estimations Eramet.

#### **Production mondiale d'alliages de manganèse en 2005**

(en milliers de tonnes d'alliages)

Europe	1 283
CIS	1 662
Amérique du Nord	161
Asie	6 082
Autres	1 393
<b>TOTAL MONDE</b>	<b>10 581</b>

Sources : estimations Eramet.

L'industrie des alliages de manganèse est très fragmentée. Les producteurs se trouvent dans un grand nombre de pays, même si la Chine apparaît dominante. Il n'existe pas de barrière technologique importante pour les produits standards que sont le ferromanganèse haut carbone et le silicomanganèse ; les coûts d'investissements dans l'industrie sont modérés, notamment en Chine.

Les principaux producteurs d'alliages de manganèse sont les sociétés Nikopol, BHP Billiton, Eramet, Privat Bank et CVRD.

### 6.2.1.3. Prix du manganèse

#### *Alliages de manganèse*

Il n'existe pas de marché à terme pour les alliages de manganèse. Les prix sont négociés directement entre les producteurs et leurs clients. En ce qui concerne les ventes programmées, les prix des alliages sont souvent négociés suivant une fréquence trimestrielle. Les ventes non programmées sont négociées sur la base de prix ponctuels (« spot »).

Le marché du manganèse est avant tout un marché mondial, extrêmement concurrentiel. Il peut cependant parfois exister des écarts de prix entre les grandes zones géographiques (Europe, Amérique du Nord, Asie) du fait de l'évolution des parités monétaires ou des décalages de cycles économiques. Ces écarts ne sont, en général, que temporaires.

Par ailleurs, il existe également des écarts de situation entre les différentes familles d'alliages liées aux écarts de valeur d'usage. Les alliages affinés notamment ont un prix de vente plus élevé que les alliages standards.

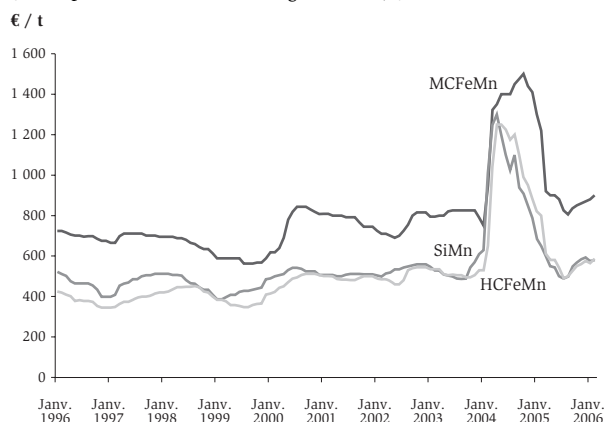
Hors Europe, les prix des alliages de manganèse sont essentiellement fixés en dollars américains USD. En Europe, ils se traitent essentiellement en euros. Les prix sont fixés par tonnes brutes d'alliages et non en manganèse contenu.

Cependant, la qualité du produit et notamment sa teneur en manganèse sont prises en compte lors de la négociation.

Il existe plusieurs publications spécialisées dans les métaux qui suivent l'évolution des prix du manganèse par le biais d'enquêtes mensuelles sur les prix *spot*. La courbe ci-dessous est établie à partir des données de la publication du CRU (Londres).

### Prix des alliages de manganèse en Europe

(euros par tonnes brutes d'alliages : euros/t)



Sources : CRU.

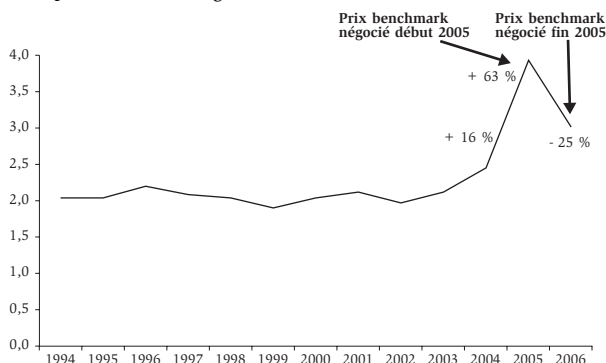
La volatilité des prix des alliages de manganèse est historiquement moins forte que celle des métaux cotés au LME.

### Prix du minerai de manganèse

Le prix de vente du minerai de manganèse, comme celui des alliages, résulte de négociations directes entre acheteurs et vendeurs. Le prix de vente est généralement exprimé en dollars USD. Il est directement proportionnel à la teneur en manganèse contenu dans le minerai (exemple : 2,5 USD par point de pourcentage de manganèse contenu dans une tonne, soit 120 USD/tonne pour un minerai à 48 % de manganèse). Les prix de vente du minerai sont généralement fixés pour un an. La courbe ci-dessous indique l'évolution historique des cours du minerai de manganèse résultant des négociations entre BHP Billiton et les consommateurs japonais (source : publications japonaises spécialisées).

### Prix contractuel du minerai de manganèse exporté au Japon pour usage métallurgique

USD pour 1 % de manganèse contenu – FOB Australie



Source : Tex Report (Japon).

### 6.2.1.4. Situation récente du marché et perspectives

Sur les années 2002 à 2005, la production mondiale d'aciers au carbone a progressé en moyenne de près de 7 % par an. Ce rythme nettement supérieur à la tendance historique s'explique tout d'abord par la consommation chinoise, elle-même en croissance de plus de 20 % par an entre 2000 et 2005.

D'autres facteurs de moindre importance viennent renforcer cette tendance : la vigueur de l'économie aux États-Unis, dans les pays d'Asie et d'Amérique latine, et la reprise d'une croissance soutenue en Russie et dans les pays d'Europe centrale. Les producteurs de manganèse ne s'étaient pas préparés à répondre à une telle croissance. En particulier, la situation de surcapacité qui a longtemps prévalu sur le marché du manganèse a contribué à maintenir les prix à des niveaux qui décourageaient l'investissement.

Les limitations sur l'offre ont été renforcées par des goulets d'étranglement sur l'approvisionnement en électricité et en coke, ainsi que par des difficultés logistiques dans l'acheminement du minerai de manganèse (fret ferroviaire en Chine).

Les prix *spot* des alliages de manganèse ont quasiment doublé en moyenne en 2004. Le minerai de manganèse a connu lui aussi une forte hausse. Le prix négocié entre BHP Billiton et les fondeurs japonais a progressé de 16 % en 2004 et la négociation pour 2005 a abouti à une nouvelle hausse de 63 %.

Mais ces prix élevés ont attiré un excédent de l'offre à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2004. L'année 2005 a vu une forte chute des prix, qui a poussé les producteurs les moins compétitifs à réduire leur production.

À moyen terme, la demande de manganèse reste principalement dépendante de l'évolution de la production mondiale d'acier au carbone. Cette dernière, qui reste fluctuante, pourrait progresser d'environ 4 % par an sur les prochaines années, même en prenant en compte un ralentissement de la croissance de la demande chinoise à 5 % à l'horizon 2008. Ceci se traduirait par une augmentation de la demande d'alliages de manganèse d'environ 450 000 tonnes par an et de la demande de minerai riche de manganèse de l'ordre de 900 000 tonnes par an.

L'évolution de l'offre d'alliages de manganèse paraît en mesure, à moyen terme, de suivre celle de la demande, notamment grâce à la réactivité et aux faibles coûts d'investissement des producteurs chinois et de la CEI. Cependant, une partie de la demande de minerai devra être satisfaite par le développement de nouvelles mines ou par l'extension des mines existantes. Afin d'attirer les capitaux nécessaires à ces investissements, il est vraisemblable que les cours du minerai devraient être soutenus au cours des prochaines années.

## 6.2.2. Présentation de la branche Manganèse d'Eramet

### 6.2.2.1. Points clés de la branche Manganèse

Le groupe est le deuxième producteur mondial de minerai et d'alliages de manganèse, ainsi que le premier producteur mondial de dérivés chimiques du manganèse ; il bénéficie d'une présence ancienne au Gabon avec des mines de haute qualité (teneurs et réserves).

Un programme d'extension de la capacité de production de minerai de manganèse a été engagé par le groupe, afin de porter cette dernière à 3 millions de tonnes en 2006, puis 3,5 millions de tonnes en 2008.

### 6.2.2.2. Historique de la branche Manganèse

**1957** : Création de Comilog.

**1962** : Début de l'exploitation du gisement de Moanda au Gabon.

**1986** : Démarrage du chemin de fer transgabonais, qui permet d'acheminer le minerai de la mine de Moanda jusqu'au port d'Owendo, proche de Libreville.

**1991-1994** : Comilog fait l'acquisition de Sadacem (chimie du manganèse), de SFPO (production de ferromanganèse par haut-fourneau à Boulogne-sur-Mer), de DEM (production d'alliage par four électrique à Dunkerque).

**1995** : Acquisition par Comilog des usines d'alliages de manganèse de Guangxi et Shaoxing (Chine).

**1996-1997** : Eramet devient le principal actionnaire de Comilog.

**1999** : Eramet réalise l'acquisition des activités manganèse du groupe Elkem, regroupées dans la société Eramet Manganèse Alliages.

**2000** :

- Acquisition de la société mexicaine Sulfamex, producteur de produits agrochimiques à base de manganèse.
- Inauguration du Complexe Industriel de Moanda (Gabon), nouvelle usine d'enrichissement et d'agglomération du minerai de manganèse, qui renforce la gamme de produits de Comilog et permet de rallonger la durée de vie des réserves.

**2001** : Fermeture d'un haut-fourneau de ferromanganèse à Boulogne-sur-Mer et d'un four électrique produisant du silicomanganèse en Italie.

**2002** : Acquisition de l'usine d'alliages de manganèse de Guilin (Chine).

**2003** : Mise en œuvre d'un programme de restructurations dans la branche Manganèse :

- fermeture de l'usine de ferromanganèse de Boulogne-sur-Mer et de l'usine d'alliages de manganèse de Shaoxing (Chine). Réductions d'effectifs sur la plupart des autres sites d'Eramet Manganèse,
- cession par Comilog de Sadaci (grillage de molybdène) et de l'activité Noir de Carbone, toutes deux basées en Belgique,
- mandat de gestion provisoire du train transgabonais confié à Comilog par le gouvernement gabonais.

**2004** : Lancement de l'investissement visant une augmentation de 50 % de la production de minerai de manganèse de Comilog à Moanda, à 3 millions de tonnes.

Lancement de l'investissement en Chine pour une nouvelle usine de dérivés du manganèse destinés au marché des piles alcalines.

Le groupe a procédé, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2004, à l'acquisition de la participation de 30 % détenue par Cogema (groupe Areva) dans Eramet Manganèse Alliages et de la participation de 7 % détenue par Cogema (groupe Areva) dans la société Comilog. À la suite de cette opération, les activités d'Eramet Manganèse Alliages ont été scindées en deux sociétés : Eramet Norway et Marietta.

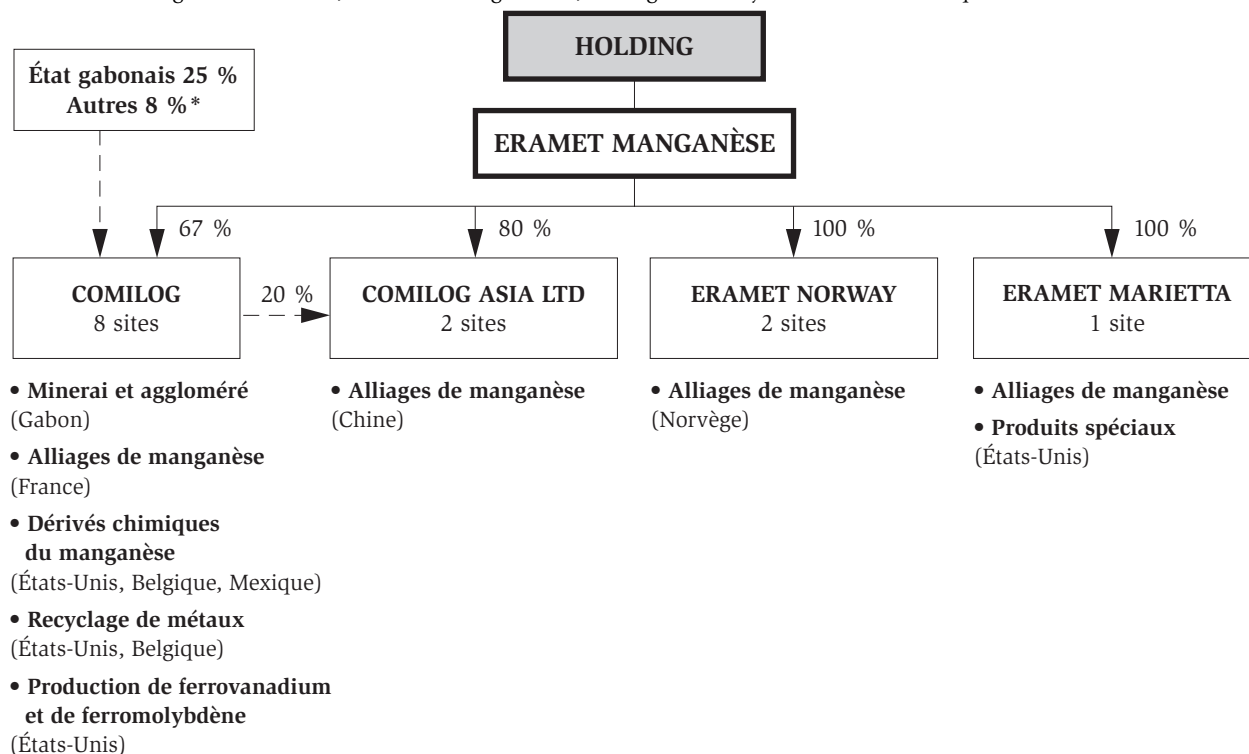
**2005** : Décision de porter la capacité de production de minerai de Comilog à 3,5 millions de tonnes à l'horizon 2008. Eramet renforce son activité de recyclage des catalyseurs pétroliers grâce à deux investissements de sa filiale Gulf Chemical et Metallurgical Corporation (GCMC). Prise de participation à 100 % dans Bear Metallurgical et lancement de la construction d'une nouvelle unité de recyclage de catalyseurs pétroliers au Canada.

En novembre 2005, Eramet obtient la concession du train transgabonais pour 30 ans.

### 6.2.2.3. Structure de la branche Manganèse

#### Structure organisationnelle au 31 décembre 2005

La branche Manganèse d'Eramet, « Eramet Manganèse », est organisée aujourd'hui autour de quatre sociétés :



– Dont 7,04 % société Formang appartenant au groupe de Monsieur Romain Zaleski.  
(cf. chapitre 21.1.5. – Dernière répartition connue du capital).

- Comilog est une société de droit gabonais détenue à 67 % par Eramet. Ses activités comprennent :
  - l'exploitation de la mine de manganèse de Moanda,
  - la production d'alliages de manganèse à Dunkerque (France),
  - la production de dérivés chimiques à base de manganèse,
  - le recyclage de métaux contenus dans les catalyseurs et de produits issus de l'électronique (cuivre),
  - la production de ferrovanadium et de ferromolybdène.
- Comilog Asia comprend les deux usines d'alliages de manganèse de Guilin et Guangxi.
- Eramet Norway comprend les deux usines d'alliages norvégiennes de Porsgrunn et Sauda.
- Eramet Marietta (États-Unis) réalise, d'une part, la production d'alliages de manganèse et, d'autre part, la production de durcisseurs à base de manganèse pour l'aluminium et de chrome de haute pureté.

#### La mine et l'outil industriel

- La mine de Moanda

La mine de Moanda exploite un des plus riches gisements de minerai de manganèse au monde. La teneur du minerai, comprise entre 44 et 52 %, est en moyenne de l'ordre de 48 %. Les réserves minières sont traitées dans le chapitre 11.2.2.

L'exploitation est réalisée à ciel ouvert. La couche de stériles recouvrant le minerai représente quatre à cinq mètres d'épaisseur. Elle est extraite par des draglines. Le minerai « tout venant » est extrait avec des pelles hydrauliques et chargé sur des camions de cent dix tonnes. Le minerai est traité à l'usine d'enrichissement. Le minerai enrichi sortant est expédié par convoyeur jusqu'à la gare de Moanda.

Les fines de minerai, non commercialisables, qui étaient mises en terril précédemment, sont désormais expédiées au complexe industriel de Moanda. Elles y sont tout d'abord enrichies par milieu dense, pour passer de 43 % à un concentré à 52 %. Ce dernier est ensuite mélangé à du coke et aggloméré dans un four à une température de 1 300 degrés Celsius pour obtenir un produit à environ 58 % de manganèse. Ce dernier est expédié par convoyeur pour chargement des wagons à la gare de Moanda. L'usine d'agglomération a une capacité de production de 600 000 tonnes par an.

Le chemin de fer transgabonais achemine, entre Franceville et Libreville, sur une distance de plus de six cents kilomètres, outre le minerai de manganèse de Comilog, le bois et les marchandises diverses et transporte des passagers. Comilog possède ses propres locomotives et ses propres wagons.

Par ailleurs, en mai 2003, Comilog s'est vu confier un mandat de gestion provisoire du Transgabonais par le gouvernement gabonais, par suite de la déchéance de la concession

accordée à l'opérateur. Ceci a permis d'améliorer considérablement la maintenance et la fiabilité du trafic, permettant ainsi l'écoulement de quantités plus importantes de minerai de manganèse.

Ce mandat de gestion a été prolongé en février 2004 par le gouvernement gabonais pour une durée de dix-huit mois.

Enfin, à compter de novembre 2005, Comilog a obtenu la concession du train transgabonais pour une durée de trente ans. Ceci lui permettra de sécuriser ses liaisons et d'assurer l'expédition de quantités de minerai en forte croissance.

Comilog dispose de son propre port minéralier, le port d'Owendo, avec une capacité de stockage correspondant à environ trois mois de production. Le port peut accueillir des bateaux de 45 000 tonnes et les charger en deux jours.

### *Production d'alliages de manganèse pour la sidérurgie*

(en milliers de tonnes)	2005	2004	2003	2002
Ferromanganèse haut carbone (y compris Chine)	290	295	402	370
Silicomanganèse	185	202	225	224
Alliages affinés (FeMn moyen et bas carbone)	252	233	247	205

### *Sites de production d'alliages de manganèse*

Sites	Pays	Capacité de production	Type de four	Produits
Dunkerque	France	70 kt	Four électrique	SiMn
Sauda	Norvège	180 kt	Four électrique	HC, MC, LC FeMn, SiMn
Porsgrunn	Norvège	150 kt	Four électrique	HC, MC, LC FeMn, SiMn, LC SiMn
Marietta	États-Unis	180 kt	Four électrique	HC, MC, LC FeMn, SiMn
Guangxi PROV.	Chine	80 kt	Hauts-fourneaux	HC FeMn
Guilin	Chine	140 kt	Hauts-fourneaux et fours électriques	HC FeMn, SiMn

En Europe, deux usines d'alliages sont situées en Norvège, où elles bénéficient d'un approvisionnement en électricité à un prix concurrentiel sur la base de contrats à long terme. La troisième usine est en France (Dunkerque).

En Chine, les deux usines d'alliages de Guilin et Shaoxing sont situées dans la province du Guangxi, à proximité de mines locales de manganèse, ce qui leur permet d'optimiser leur approvisionnement entre minerai Comilog et minerai local. Par ailleurs, ces deux sites produisent à partir de hauts-fourneaux et sont en position favorable pour s'approvisionner en coke, dont la Chine est le principal fournisseur mondial.

Aux États-Unis, Eramet Marietta est le principal producteur d'alliages de manganèse.

L'usine de Marietta (Ohio) est par ailleurs un producteur de durcisseurs pour l'aluminium, et le seul producteur de chrome métal électrolytique et de chrome métal dégazé sous vide en Amérique du Nord. Le chrome métal est destiné principalement à l'industrie des superalliages.

### • La production d'alliages de manganèse

Le groupe est le deuxième producteur mondial d'alliages de manganèse et parmi les premiers producteurs mondiaux d'alliages affinés, produits à plus forte valeur ajoutée. Le groupe, qui possède six usines d'alliages de manganèse, est le seul producteur d'alliages disposant d'usines dans les trois grandes zones de consommation : Europe, États-Unis, Asie, ce qui lui permet d'assurer un meilleur service à ses clients, tout en lui apportant une meilleure résistance contre les fluctuations des parités monétaires. Il est le seul producteur étranger à disposer de ses propres usines en Chine.

La gamme d'alliages produits par le groupe est très large : ferromanganèse haut carbone, silicomanganèse, ferromanganèse moyen et bas carbone, silicomanganèse bas carbone.

### • Les dérivés chimiques du manganèse et le recyclage

Le groupe est le leader mondial des dérivés chimiques du manganèse. L'activité chimie du manganèse, regroupée au sein d'Erachem Comilog, est réalisée à partir de quatre usines :

Localisation	Produits
Tertre (Belgique)	Sels et oxydes de manganèse
Baltimore (États-Unis)	Sels et oxydes de manganèse
New Johnsonville (États-Unis)	EMD (bioxyde de manganèse électrolytique)
Tampico (Mexique)	Sulfate de manganèse

Eramet Manganèse a engagé mi-2004 un programme d'investissement pour la production de bioxyde de manganèse électrolytique (EMD) dans une nouvelle usine située à Chongzuo en Chine (province du Guangxi). Le démarrage est projeté pour l'année 2006.

Les principaux marchés visés par les dérivés chimiques du manganèse sont :

- l'énergie portable (piles et batteries rechargeables),
- les ferrites (industrie électronique),
- l'agriculture (engrais et alimentation animale),
- la chimie fine.

L'activité recyclage est réalisée sur trois sites :

- Tertre (Belgique) : recyclage de piles et de solutions de cuivre,
- Freeport (États-Unis) : recyclage de catalyseurs pétroliers, pour récupération des métaux contenus (vanadium, molybdène...),
- Butler (États-Unis) : production de ferromolybdène et de ferrovanadium.

#### *Politique commerciale de la branche Manganèse*

Grâce à son implantation industrielle et à sa très large gamme de produits, la branche Manganèse est en mesure d'apporter une offre complète et une réponse flexible aux différents besoins de ses clients en matière de manganèse.

Le groupe entretient des relations de partenariat avec ses clients, avec un accompagnement technico-commercial important, afin de les aider à valoriser pleinement ses produits dans leur propre procédé de production. Il dispose d'un réseau commercial mondial, Eramet International, qui assure

#### *ROCE Manganèse*

En %	1999 <sup>(1)</sup>	2000	2001	2002	2003 <sup>(2)</sup>	2004 <sup>(2)*</sup>	2005*
Manganèse	4	11	0	-3	1,2	77,0	65,6

(1) 1999 : calculé avec le RE pro forma et les capitaux de fin d'année.

(2) hors provisions pour restructurations.

\* normes IFRS.

### **6.2.2.4. La branche Manganèse en 2005**

#### *Chiffres clés branche Manganèse*

(en normes IFRS et en millions d'euros)

	2005	2004
Chiffre d'affaires	1 135	1 103
Résultat opérationnel courant	264	326
Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle	184	261
Capitaux employés	524	393
Investissements industriels	94	39
Effectif moyen	5 147	5 361

La consommation réelle d'alliages de manganèse est restée forte en 2005, tirée par la forte croissance de la production mondiale d'acier, en hausse de 6 %. Cette progression est venue essentiellement de la Chine, où de nouvelles capacités ont été développées à un rythme extrêmement rapide.

Cependant, le marché des alliages de manganèse a été pénalisé par le développement excessif de la production mondiale fin 2004 et début 2005, stimulé par des prix très élevés, avec un fort développement de l'Ukraine et de la Chine. Des stocks excédentaires ont été accumulés, tant chez les producteurs que chez les consommateurs.

En 2005, les prix ont poursuivi la chute rapide entamée fin 2004, contraignant les producteurs d'alliages de manganèse à réduire

l'essentiel de la commercialisation des produits de la branche Manganèse. Dans les pays où Eramet International n'est pas présent, le groupe est représenté par des agents.

#### *Importance de la recherche et du développement de la branche Manganèse*

Le groupe dispose de moyens importants en matière de recherche et développement avec le Centre de Recherche de Trappes qui ont permis notamment le développement et la mise au point du procédé de l'usine d'agglomération des fines de manganèse à Moanda (Gabon).

Les activités liées à la chimie du manganèse dépendent pour une part importante du développement de nouveaux produits conjointement avec les clients, notamment dans le domaine de l'électronique (cf. chapitre 4.7.).

#### *Rentabilité des capitaux employés par la branche Manganèse*

ROCE : Résultat exploitation retraité\* / Capitaux employés\*\*

\* Résultat d'exploitation – amortissement des écarts acquisitions nets des tests de juste valeur.

\*\* Capitaux propres de l'ensemble, plus l'endettement financier net, plus les provisions grands contentieux, plans sociaux et restructurations, moins les immobilisations financières.

leur production vers le début du 2<sup>e</sup> semestre pour assainir le marché. Ces efforts prolongés, ainsi qu'une nouvelle accélération de la production mondiale d'acier, n'ont permis de stabiliser les prix qu'à la fin de l'année 2005, à des niveaux très bas. Le marché du minerai de manganèse a été entraîné à la hausse comme à la baisse par l'évolution contrastée de la production d'alliages de manganèse. La demande mondiale de minerai a été affectée par les baisses de production des producteurs d'alliages au 2<sup>e</sup> semestre 2005, tandis que des producteurs de minerai à faible teneur, moins compétitifs, avaient développé leur production fin 2004 pour profiter des prix élevés. Les prix *spot* du minerai ont été orientés à la baisse au 2<sup>e</sup> semestre 2005 par rapport au niveau historiquement élevé du début de l'année.

Dans cette période difficile, Eramet Manganèse bénéficie des efforts de restructuration et d'investissements conduits depuis quelques années qui ont placé ses unités de production d'alliages et de dérivés chimiques du manganèse aux meilleurs niveaux internationaux de compétitivité.

De même, pour être en mesure de continuer à suivre la croissance structurelle de ses marchés, Eramet poursuit son programme d'augmentation de capacité sur la mine de Moanda au Gabon dont la production transportée est passée à 2,9 millions de tonnes en 2005. Ce programme conduira la mine à une capacité de 3,5 millions de tonnes en 2008. En 2005, Eramet a également sécurisé la voie d'évacuation de son minerai, le gouvernement gabonais lui ayant accordé la pleine concession pour 30 ans de la gestion du Transgabonais.

Dans l'activité chimie du manganèse, le groupe développe sa base industrielle en Chine avec la construction d'une nouvelle usine qui produira du bioxyde de manganèse électrolytique (EMD) utilisé pour la production de piles alcalines. Cette nouvelle unité a vocation à répondre aux besoins de ses grands clients producteurs de piles, qui s'implantent en Chine, comme aux besoins d'une industrie locale en forte croissance.

L'activité recyclage de catalyseurs pétroliers (GCMC, États-Unis) a tiré profit des cours très élevés atteints en 2005 par le molybdène et le vanadium grâce à ses performances industrielles. Face au développement de ce marché, le groupe a décidé d'investir dans la construction d'une nouvelle unité de recyclage de catalyseurs au Canada, en Alberta, où le raffinage des sables bitumeux entre dans une phase de forte croissance.

En 2005, la branche a réalisé un résultat opérationnel courant à nouveau très élevé, à 264 millions d'euros, pour une marge opérationnelle de 23 %. La forte chute des prix des alliages de manganèse a été compensée en partie par la performance très solide de l'activité de recyclage des catalyseurs pétroliers.

## 6.3. La branche Alliages

### 6.3.1. Les métiers de la branche Alliages

La branche Alliages élabore des aciers spéciaux, des aciers d'outillage, des aciers rapides et des superalliages et les transforme par forgeage et laminage. Elle a développé une forte activité dans le domaine spécifique du matriçage. Le matriçage est un type de forgeage où le métal est mis en forme à chaud au moyen d'une presse ou d'un pilon en utilisant un outillage spécifique pour chaque pièce à fabriquer.

À travers sa filiale Erasteel, le groupe est le leader mondial des aciers rapides, et par sa filiale Aubert & Duval le groupe est le deuxième producteur mondial de pièces matriçées et l'un des principaux fournisseurs d'aciers spéciaux pour applications de haute technologie.

Les principaux clients représentant plus de 5 % du chiffre d'affaires sont peu nombreux. Il s'agit essentiellement d'Airbus, de General Electric, de la Snecma, de Sandvik.

### 6.3.2. Les marchés de la branche Alliages

Les matériaux et les produits commercialisés par la branche Alliages sont des produits à prix beaucoup plus élevés que ceux de l'acier au carbone ou même que ceux de l'acier inoxydable. La taille des marchés est également bien plus limitée en volumes.

#### Estimation de la production mondiale

Acier au carbone	1 milliard de tonnes
Acier inoxydable	25 millions de tonnes
Aciers à outils	1 million de tonnes
Aciers rapides	100 000 tonnes
Superalliages	60 000 tonnes

Sources : estimations Eramet.

#### 6.3.2.1. Les aciers rapides

Les aciers rapides sont des aciers à haute teneur en carbone contenant du tungstène, du molybdène, du vanadium, du chrome, et parfois du cobalt. Ils ne contiennent pas de nickel. Après traitement thermique, ces aciers sont extrêmement résistants à l'usure et sont utilisés de ce fait principalement pour la fabrication d'outils de coupe.

Les produits longs représentent la plus grande partie du marché total et servent à la fabrication de forets, tarauds, fraises, alésoirs... Les produits plats sont utilisés pour la fabrication de lames de scies, de disques de coupe et de couteaux de découpe industrielle.

En dehors du marché des outils de coupe, il existe quelques autres applications des aciers rapides, notamment dans le domaine de la mise en forme des métaux, des pièces d'usure (aiguilles de pompes d'injection...).

La consommation occidentale d'aciers rapides a été affectée par la concurrence avec le carbure de tungstène. Par ailleurs, depuis quelques années, les industries consommatrices d'aciers rapides tendent à se délocaliser, notamment vers des pays tels que la Chine et dans une moindre mesure le Brésil, en particulier pour les applications de technicité moindre. Ainsi, le marché occidental de l'acier rapide a suivi une tendance légèrement baissière depuis le début des années quatre-vingt.

Cependant, on observe en Chine une forte croissance de la demande d'outils contenant des aciers rapides, en raison du rapide développement économique et industriel de ce pays (production d'automobile, etc.).

#### 6.3.2.2. Les aciers à outils

Les aciers à outils sont des aciers alliés contenant de l'ordre de 5 à 15 % d'éléments d'alliages. Ces derniers sont principalement le vanadium, le chrome, le nickel, le tungstène, le cobalt et le molybdène.

Les aciers à outils sont utilisés pour la production d'outils servant à la mise en forme des métaux, des plastiques, et du verre. Les utilisateurs de ces outils sont généralement des sous-traitants de l'industrie automobile, de l'électroménager, de l'électronique, etc.

Leurs caractéristiques principales sont la dureté, permettant une grande résistance aux déformations lors du travail par

enfoncement, pénétration ou cisailage, la résistance à l'usure, la ténacité (possibilité de supporter des contraintes élevées sans rupture brutale) caractéristique souvent complétée par une bonne résistance aux sollicitations répétées (fatigue).

La demande des aciers à outils est principalement influencée par le renouvellement des modèles (d'automobile, d'appareils électroménagers, etc.), qui implique la création de nouveaux outillages. Le marché des aciers à outils est jugé moins cyclique que celui des autres types d'aciers.

On distingue trois groupes d'applications :

- le travail à froid (fabrication d'outillage pour le découpage et l'emboutissage),
- le travail à chaud (fabrication d'outillage pour l'estampage, le filage, l'injection d'alliages légers),
- les moules pour l'injection des plastiques.

### 6.3.2.3. Les alliages base nickel

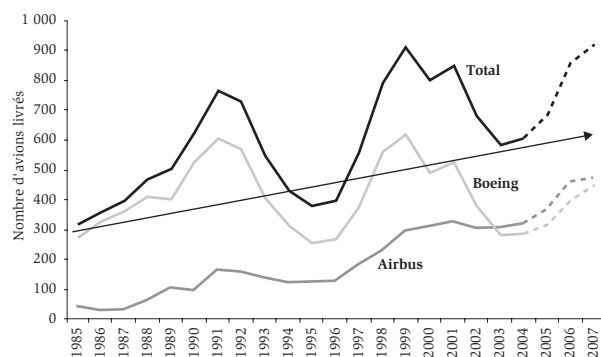
Il existe plusieurs types d'alliages au nickel, que l'on peut regrouper par type de propriétés recherchées :

- les alliages à propriétés physiques spéciales : alliages à faible dilatation, alliages à propriétés magnétiques, principalement destinés aux industries électroniques, résistances électriques (pour chauffage industriel et appareils domestiques), alliages pour le transport du gaz naturel liquéfié,
- les alliages pour résistance à la corrosion (chimie, agroalimentaire, plates-formes off shore, nucléaire, environnement),
- les alliages à résistance mécanique élevée à haute température (superalliages).

Les superalliages comprennent 40 à 75 % de nickel. Ce dernier y est allié au chrome (15 à 30 %) ainsi que, selon les nuances recherchées, au cobalt, au molybdène, au titane, à l'aluminium, au niobium. Ils se caractérisent par leurs propriétés mécaniques élevées à haute température. Leur débouché principal est l'aéronautique (moteurs). Le secteur des turbines à gaz est également un débouché important de superalliages. L'automobile constitue un troisième secteur de moindre importance.

La demande de superalliages est principalement tirée par l'activité aéronautique, dont le taux de croissance moyen à long terme est généralement évalué à 5 % par an. Cette activité connaît toutefois des cycles marqués. L'activité des moteurs neufs est complétée par une activité liée à l'entretien des moteurs existants.

### Marché de l'aéronautique : forte croissance

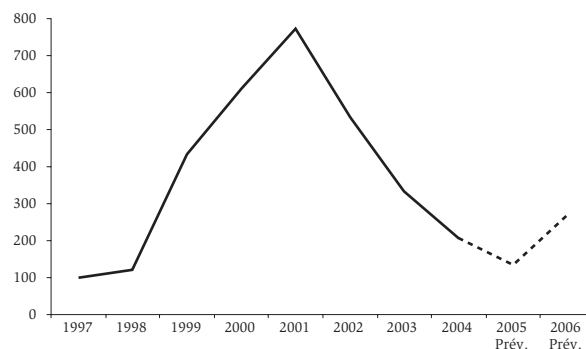


Source : Airbus – Boeing

### Marché des turbines à gaz : début de reprise en 2006

#### Évolution des livraisons de jeux de turbines par Aubert & Duval General Electric Power System

Nombre de jeux de turbines  
(base 100 = 1997)



Le secteur des turbines à gaz est actuellement déprimé ; après un pic d'activité correspondant à la « bulle » Enron au cours des années 1999 à 2001, la demande de ce secteur s'est brutalement retournée. Cependant la tendance à long terme, liée à la demande d'énergie en général et de gaz naturel en particulier, reste positive.

### 6.3.3. Procédés de production des alliages

#### 6.3.3.1. Élaboration des alliages

L'élaboration des alliages consiste à produire par fusion dans un four électrique un alliage de composition parfaitement maîtrisée à partir de chutes d'alliages recyclés et de métaux primaires. Plusieurs types de procédés sont utilisés selon les produits :

##### Métallurgie à l'air

La fusion est réalisée dans un four à arc. Elle est suivie par un traitement métallurgique au convertisseur AOD ou dans un four poche, afin de réaliser les additions de métaux d'alliages, d'éliminer les impuretés (inclusions et gaz) et d'obtenir l'analyse chimique souhaitée.

Deux voies de solidification sont classiquement utilisées : la coulée en lingots, procédé plus adapté aux petites quantités et aux fabrications à caractéristiques particulières, et la coulée continue, procédé adapté aux grandes quantités.

##### Métallurgie sous vide

Réalisée pour des alliages supportant des contraintes plus élevées (teneur en azote, éléments d'alliages réactifs à l'oxygène...). Celle-ci est réalisée dans des fours à induction sous vide de type VIM (vacuum induction melting).

##### Refusion

L'opération de refusion est effectuée sous laitier (four ESR Electro Slag Remelting) ou sous vide (VAR Vacuum Arc Remelting). Pour certains types d'alliages pour l'aéronautique, les deux traitements sont réalisés successivement.

La refusion permet une meilleure maîtrise des ségrégations et de la morphologie inclusionnaire, et d'abaisser la teneur en gaz. Ainsi les caractéristiques et la fiabilité mécanique des matériaux

sont significativement améliorées. La refusion est nécessaire pour certaines pièces critiques destinées aux secteurs de l'aéronautique, de la production d'énergie et de l'outillage.

### Métallurgie des poudres

Après une fusion du métal au four électrique, ce procédé consiste à atomiser un jet de métal liquide sous forme de fines gouttelettes qui en refroidissant forment une poudre qui sera compactée en un matériau parfaitement dense par compaction isostatique à chaud. Ce procédé est adapté pour les nuances très fortement alliées et à très hautes caractéristiques.

### 6.3.3.2. La mise en forme des alliages

Après l'élaboration, différentes techniques sont utilisées pour mettre en forme la matière par des moyens mécaniques, généralement à chaud. Au-delà de la mise en forme, ces opérations permettent également d'optimiser les caractéristiques mécaniques du matériau par écrouissage (modification de la microstructure de la matière sous l'effet de la déformation et de la température).

- Le laminage consiste à mettre en forme et écrouir la matière sous forme de tôles, barres (typiquement 20 à 100 mm de diamètre) ou fil (5 à 20 mm de diamètre) de façon à garantir une géométrie (section), un état de surface et des caractéristiques d'emploi. Cette opération est réalisée par une série de passages entre des cylindres de laminage.

- Le forgeage consiste à mettre en forme des barres (typiquement de diamètre 200 à 600 mm) ou des ébauches de forme simple de façon à garantir une géométrie et des caractéristiques. Cette opération est réalisée à chaud sous une presse, sous machine à forger, voire sous pilon, par une séquence de pressages successifs entre des outils simples.
- Le matriçage consiste à mettre en forme et à écrouir la matière sous forme d'ébauches matricées par pressage à chaud entre des moules appelés matrices. Le matriçage est réalisé sous une presse ou un pilon. Il est généralement suivi par des opérations d'usinage et de finition.

### 6.3.4. Les producteurs d'alliages

Le tableau ci-dessous indique les principaux producteurs dans les différentes activités de la branche Alliages. Il met en évidence la spécificité de la branche Alliages d'Eramet qui possède l'avantage d'être présente sur tous les segments d'activités à forte valeur ajoutée.

Cette spécificité repose sur :

- sa maîtrise du matriçage dans les quatre grandes familles de matériaux : aluminium, titane, aciers, superalliages,
- une intégration vers l'amont (élaboration) dans le domaine des aciers et des superalliages.

Sociétés	Élaboration				Matriçage de grande puissance			
	Aciers Rapides	Aciers à outils	Aciers spéciaux de hautes performances	Super-alliages	Aciers spéciaux de hautes performances	Super-alliages	Aluminium	Titane
Alcoa (États-Unis)						✓	✓	✓
Allvac (États-Unis)		✓		✓				
Boehler-Uddeholm (BUAG) (Autriche)	✓	✓	✓		✓	✓		✓
Bosch Gothard & Hüttel (RFA)	✓	✓	✓					
Carpenter (États-Unis)		✓	✓	✓				
Cogne (Italie)		✓	✓					
Crucible (États-Unis)	✓	✓	✓					
<b>Eramet Alliages</b>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Hitachi Tooling (Japon)	✓	✓	✓					
Ladish (États-Unis)					✓	✓		✓
Latrobe Steel (États-Unis)	✓	✓	✓					
Nachi Fujikochi (Japon)	✓	✓						
Otto Fuchs (RFA)/Weber (États-Unis)						✓	✓	✓
Schultz (États-Unis)					✓	✓		✓
Shanghai 5 Baosteel (Chine)	✓	✓	✓					
SMC (États-Unis)				✓				
Snecma (France)						✓		✓
Thyssen EWK (Allemagne)	✓	✓	✓					
Valbruna (Italie)		✓	✓					
VSMPO (Russie)					✓	✓	✓	✓
Wyman Gordon (États-Unis)				✓	✓	✓		✓

Source : Eramet. Présent sur le segment d'activité.

## 6.3.5. Structure de la branche Alliages

### 6.3.5.1. Points clés de la branche Alliages

Les points clés de la branche Alliages sont les suivants :

- des positions de leadership mondial : premier producteur mondial d'aciers rapides (Erasteel), deuxième producteur mondial de pièces matricées (Aubert & Duval),
- une stratégie de maîtrise technologique et de marchés de niche,
- un contexte de marchés très difficiles en 2002 et 2003,
- une importante restructuration réalisée en 2004,
- une amélioration progressive des perspectives,
- le démarrage en 2005 d'une nouvelle usines de matriçage.

### 6.3.5.2. Historique de la branche Alliages

Au sein du groupe, le développement de la branche Alliages a commencé tout d'abord par la constitution d'Erasteel entre 1990 et 1992. Puis en 1999, les différentes sociétés apportées par le groupe Sima, dont l'essentiel est aujourd'hui regroupé dans la société Aubert & Duval, ont donné à la branche Alliages sa dimension actuelle.

#### *Historique de la société Erasteel*

**1676** : La production métallurgique sur le site suédois de Söderfors remonte à 1676 (production d'ancres).

**1846** : La production métallurgique sur le site de Commentry remonte à 1846 (production de rails).

**1956** : Création de la société Commentryenne des Aciers Fins Vanadium Alloys

**1982** : Création de Kloster Speedsteel en Suède par regroupement des divisions aciers rapides d'Üddeholm et Fagersta.

**1983** : Acquisition par Kloster Speedsteel du site français de production d'aciers rapides, les Aciers de Champagnole (créé en 1916).

**1990** : Acquisition par Eramet de la société commentryenne des Aciers Fins Vanadium Alloys, 3<sup>e</sup> producteur mondial d'aciers rapides.

**1991** : Acquisition par Eramet de la société Kloster Speedsteel, premier producteur mondial d'aciers rapides.

**1992** : Création d'Erasteel par Eramet, société regroupant la Commentryenne et Kloster Speedsteel ; réorganisation industrielle et intégration commerciale.

#### *Historique de la société Aubert & Duval*

**1907** : Création d'Aubert & Duval, société spécialisée dans la vente et le traitement des aciers spéciaux. À cette date, les aciers spéciaux sont très peu connus en France, alors que les aciéries anglaises bénéficient d'une avance technique importante.

**1920/1939** : Le développement des aciers spéciaux permet à la société de prendre un essor considérable. Ouverture des usines des Ancizes et de Gennevilliers. Aubert & Duval participe à l'essor de la construction automobile (moteur, boîte de transmission) et des moteurs d'avion, qui comportent de plus en plus d'aciers spéciaux.

**1945/1960** : Le groupe se positionne sur les secteurs de pointe, dont le développement joue un rôle important dans la reconstruction de la France, tels que l'aéronautique et le nucléaire, qui exigent des aciers et des alliages de haute qualité. Aubert &

Duval est une des premières entreprises européennes à développer les élaborations sous vide et les refusions par électrode consommable, destinées en particulier au marché des moteurs à réaction pour avions.

**1970-1980** : Aubert & Duval résiste à la crise du secteur sidérurgique (liée aux baisses des commandes de l'automobile, des travaux publics et du bâtiment) grâce à sa politique de spécialités destinées pour une large part aux secteurs à hautes technologies.

**1977** : Création d'Interforge (avec une participation d'Aubert & Duval : 13 %).

**1984** : Transformation d'Aubert & Duval en une holding de même nom et création d'une société d'exploitation, Acières Aubert & Duval, contrôlée à 100 %.

**1987** : Prise de participation dans Special Metals Corporation (SMC).

**1989** : La holding Aubert & Duval est renommée Sima.

**1991** : La société d'exploitation Acières Aubert & Duval est renommée Aubert & Duval.

**1994** : Accord entre Sima et Usinor pour la création, par apport d'actifs, d'une holding intermédiaire, CIRAM, détenue à 55 % par Sima et à 45 % par Usinor : CIRAM constitue un groupe de cinq entreprises complémentaires : Aubert & Duval, Fortech, Tecphy, Interforge (94 %) et Dembiermont.

**1997** : Dilution de la participation de Sima dans SMC de 48 % à 38,5 % à la suite de l'introduction en bourse (sur le NASDAQ) de SMC par augmentation de capital. Usinor cède 40 % du capital de CIRAM à Sima, qui en détient désormais 95 %. La société FISID, holding de Tecphy et Fortech, est rebaptisée HTM.

**1998** : SMC réalise l'acquisition de la division Inco Alloy International d'Inco Ltd.

**1999** : Intégration des activités de Sima au sein du groupe Eramet, dont les actionnaires de Sima deviennent le premier actionnaire. La branche Alliages, regroupant Erasteel et les sociétés apportées par Sima, est formée.

**2001** : Lancement de l'investissement dans une nouvelle usine de forgeage-matriçage comprenant une presse de 40 000 tonnes à Pamiers.

SMC : la participation du groupe dans SMC est intégralement dépréciée.

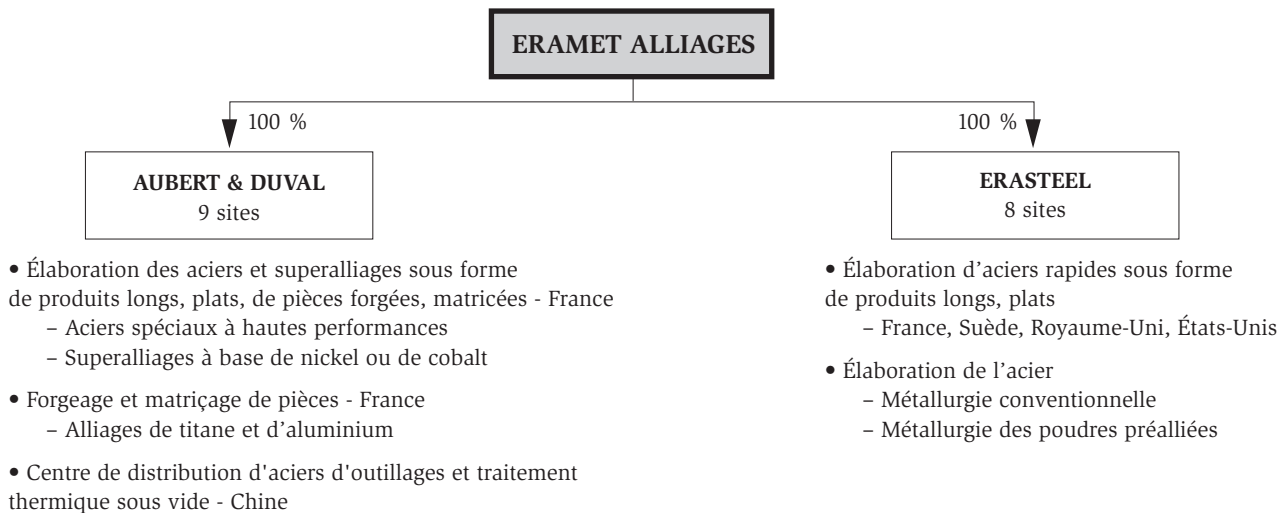
**2002** : Prise de contrôle à 78 % de la société Peter Stubs (Royaume-Uni) par Erasteel.

**2003** : Annonce d'un important programme de restructurations chez Aubert & Duval. Lancement du programme d'investissement par Erasteel dans une nouvelle usine d'aciers rapides en Chine, en joint-venture avec la société chinoise Tiangong.

**2004** : Participation dans Peter Stubs portée à 100 %. Mise en œuvre de la restructuration et de la réorganisation industrielle chez Aubert & Duval. La fusion des sociétés Aubert & Duval Holding, Fortech et Tecphy dans une seule société Aubert & Duval a été réalisée au 1<sup>er</sup> juillet 2004 avec effet rétroactif le 1<sup>er</sup> janvier 2004 (Fusion sous le régime de faveur article 210 A et B du CGI).

**2005** : Arrêt de la joint-venture avec la société chinoise Tiangong. Lancement de la construction d'un centre de distribution à Wuxi (Chine).

### 6.3.5.3. Structure organisationnelle de la branche Alliages



### 6.3.5.4. La production de la branche Alliages

#### 6.3.5.4.1. Erasteel

##### La production d'Erasteel

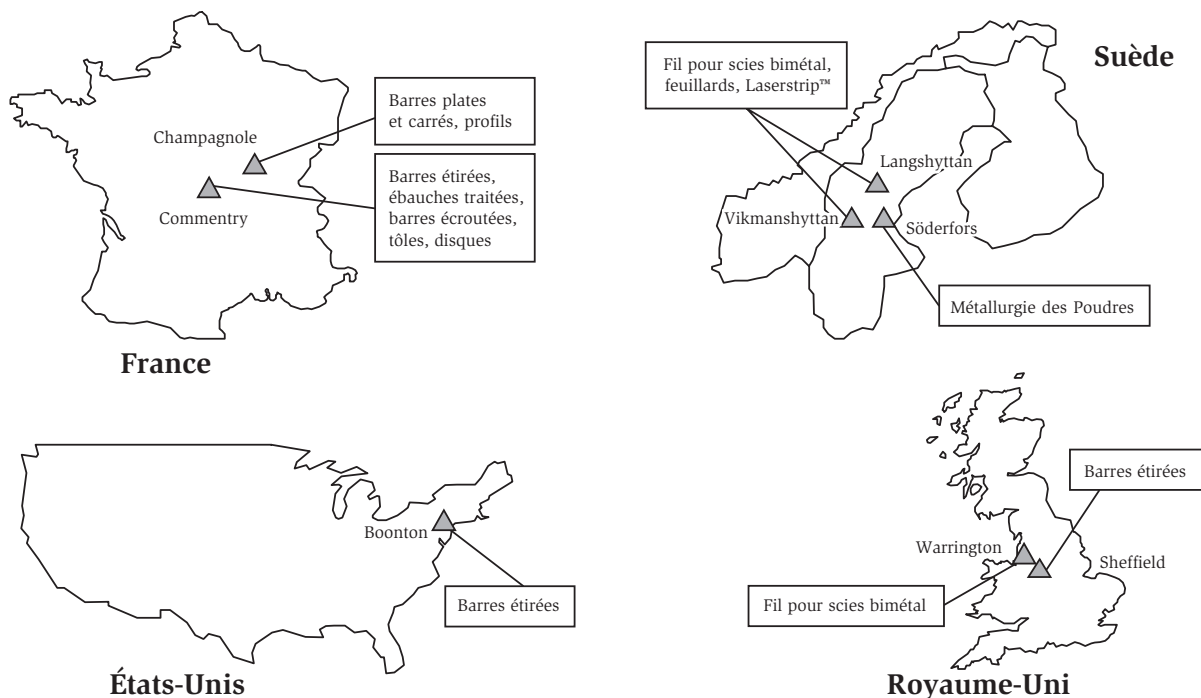
Erasteel, qui est la seule société spécialisée dans les aciers rapides, est leader mondial sur ce marché. Ses concurrents sont des sociétés généralistes : Boehler-Uddeholm (Autriche), Latrobe (États-Unis), Hitachi (Japon).

Cette spécialisation donne à Erasteel une grande maîtrise de la qualité de sa production et lui permet d'optimiser ses procédés. Son catalogue de produits recouvre l'ensemble des nuances et des dimensions demandées par les clients du secteur. Erasteel est enfin l'un des seuls producteurs à être présent sur l'ensemble des marchés mondiaux.

##### L'organisation industrielle d'Erasteel

L'activité industrielle du groupe Erasteel est aujourd'hui organisée autour de cinq sites de production en France et en Suède.

##### Erasteel : sites industriels



#### 6.3.5.4.2. Aubert & Duval

Aubert & Duval a toujours développé une stratégie de produits de spécialités intégrant une forte technicité et destinés à une clientèle recherchant une grande reproductibilité et fiabilité dans la qualité des produits. Dans le cadre de sa stratégie de spécialités à forte valeur ajoutée, Aubert & Duval s'est doté d'un outil industriel très complet lui permettant de répondre à des besoins exigeants et très diversifiés.

L'activité d'Aubert & Duval peut être segmentée en quatre pôles :

- le matriçage,
- les produits longs,
- l'outillage, pôle commun avec Erasteel,
- les pièces forgées unitaires et autres spécialités.

Ces quatre pôles se renforcent mutuellement par la mise en œuvre de moyens d'élaboration et de refusion partagés, par le partage des techniques et des savoir-faire et par l'accès aux grands donneurs d'ordres.

#### *Le pôle matriçage d'Aubert & Duval*

Le pôle matriçage est le segment principal en termes de chiffre d'affaires au sein d'Aubert & Duval. Aubert & Duval est le deuxième matricier au plan mondial, avec une spécialisation sur les grandes pièces et les fortes puissances de matriçage, supérieures à 12 000 tonnes.

Aubert & Duval est un des seuls producteurs à matricer les quatre types de matériaux : aciers, superalliages, aluminium, titane. Les aciers et une partie des superalliages sont élaborés en interne chez Aubert & Duval. Les alliages d'aluminium et le titane sont achetés à des fournisseurs externes.

Le matriçage est réalisé sur les deux sites d'Issoire et sur celui de Pamiers. À Pamiers, Aubert & Duval a engagé un programme d'investissement pour construire une nouvelle usine de matriçage comprenant une presse de 40 000 tonnes.

#### • L'outil industriel du pôle matriçage

Ce pôle comporte les outils suivants :

- des presses à matricer de 4,5 kt, 10 kt, 20 kt, 22 kt et 65 kt,
- des pilons de 1 à 16 tonnes,
- diverses installations de parachèvement (meulage), de traitement thermique, de contrôles non destructifs et d'usinage (tours, fraiseuses).

Dans le cadre du plan de restructuration d'Aubert & Duval, le site d'Issoire a été spécialisé sur le matriçage des alliages d'aluminium, tandis que les sites de Pamiers traitent du matriçage des aciers, du titane et des superalliages.

#### • La presse d'Interforge

La société Interforge, située à Issoire, a été constituée en 1977 autour d'une presse de 65 000 tonnes, la plus puissante dans le monde occidental ; elle réalise de la sous-traitance de matriçage exclusivement au profit de ses actionnaires, au prorata de leur participation (soit 94 % pour Aubert & Duval et 6 % pour Snecma).

Cette presse constitue un atout stratégique de premier ordre, car elle place le groupe Aubert & Duval dans une situation favorable face à la concurrence mondiale et en particulier américaine :

- sa capacité lui permet de fabriquer des pièces difficilement réalisables avec des presses concurrentes, limitées à 40 000/50 000 tonnes. Seuls trois producteurs occidentaux, hors Aubert & Duval, possèdent des outils de capacité de plus de 30 000 tonnes,
- deux presses de 75 000 tonnes existent en Russie (Russal, producteur d'aluminium et VSMPO, producteur de titane).

#### • Les marchés du matriçage

Dans le segment des grandes pièces (force de matriçage supérieure à 12 000 tonnes), les principaux marchés sont :

- l'industrie aéronautique : ce marché se divise lui-même en deux segments, celui des pièces pour moteurs (clients tels que General Electric, Snecma, Pratt et Whitney, Rolls Royce...) et celui des pièces de structures et d'équipements (Airbus, Boeing, BAE, Dassault Aviation, Messier Dowty...),
- l'industrie des turbines à gaz : producteurs de turbines tels que General Electric Power Systems, Siemens, Alstom.

Aubert & Duval exploite des logiciels de CAO/DAO associés à des logiciels de simulation, qui permettent, en liaison directe avec le client, d'optimiser les caractéristiques et les coûts des pièces. Les cycles d'étude, mise au point et production s'en trouvent grandement réduits.

Au cours des années récentes, Aubert & Duval a développé sa position stratégique dans le segment du matriçage par :

- une politique de recherche et développement innovante sur le plan des produits : nouvelles nuances d'aciers et de superalliages, maîtrise des pièces de grandes dimensions liées à la taille croissante des équipements (avions de grande capacité, turbines à gaz de forte puissance...),
- une politique de recherche et développement innovante sur le plan des procédés : matriçage près des cotes finales pour optimiser la mise en œuvre de la matière, usinage à grande vitesse,
- une optimisation de la performance industrielle, tant sur le plan des coûts de production que de la qualité des produits et de la fiabilisation du service (spécialisation des unités de production, déploiement d'un outil ERP...).

L'activité dans le domaine du matriçage sera renforcée avec le démarrage envisagé en 2006 d'une nouvelle usine de matriçage, comportant notamment une presse de 40 000 tonnes, implantée à Pamiers.

Le projet 40 000 tonnes vise à permettre le développement stratégique dans le domaine des pièces moteurs aéronautiques. Sur le nouveau site, Aubert & Duval disposera d'ateliers automatisés et d'un outil aux temps de cycles fortement réduits, ce qui le mettra en position favorable pour répondre aux exigences croissantes de ses clients.

Par ailleurs, Aubert & Duval développe son rôle dans la chaîne de valeur en capitalisant sur sa capacité d'intégration amont (élaboration + matriçage) et en se développant vers l'aval dans les fonctions usinage.

#### • Les concurrents du pôle matriçage

Dans le domaine de l'acier de hautes performances et des superalliages, les principaux concurrents d'Aubert & Duval sont les groupes américains Wyman Gordon, Schultz et Ladish.

Pour le matriçage d'aluminium, les deux principaux concurrents sont Alcoa (États-Unis) et Otto Fuchs (Allemagne).

Enfin, dans le domaine du matriçage du titane les principaux concurrents sont les groupes Wyman Gordon et Ladish.

#### • Les autres pôles d'activité d'Aubert & Duval

L'outil industriel comporte pour ces autres pôles :

- des fours à arc jusqu'à 60 tonnes associés à des outils de métallurgie en poche (four poche, AOD ou VOD),
- des fours VIM jusqu'à 10 tonnes pour l'élaboration sous vide,
- des fours de refusion sous vide ou sous laitier jusqu'à 30 tonnes de capacité,
- des trains de laminage permettant de réaliser des produits longs de 5,5 mm à 200 mm de diamètre,
- des équipements de tréfilage permettant de réaliser du fil de diamètre inférieur à 5,5 mm,
- des presses à forger et machines à forger jusqu'à 4 500 tonnes de force,
- des unités de production par métallurgie des poudres,
- des enceintes de compaction à chaud au travers de la filiale TCS (dont la plus importante de diamètre utile 1 200 mm),
- des machines d'usinage par fraisage, tournage, alésage ou forage et des équipements de finition (rodage, écroutage, dressage...),
- des équipements de traitement de surface par cémentation ou par nitruration,
- des équipements de traitement thermique, y compris pour des pièces jusqu'à 50 tonnes ou jusqu'à 20 m de longueur,
- des équipements de contrôle non destructifs (ressuage, ultrasons, rayons X, magnétoscopie, etc.).

L'ensemble de ces outils intègrent des moyens de pilotage et de supervision informatisés et sont qualifiés en accord avec les exigences des marchés de haute technologie : aéronautique, énergie, armement, automobile, médical, etc.

#### • Le pôle produits longs

Ce sont des demi-produits de hautes caractéristiques destinés à être transformés. Aubert & Duval vise des applications critiques : aéronautique, médical, automobile (soupapes...).

Le nombre de clients est limité. La vente se caractérise par des contrats réguliers et par un grand nombre de nuances commercialisées, souvent par petites quantités.

Les principaux concurrents sont les groupes Carpenter (États-Unis), Latrobe (États-Unis), Allvac (États-Unis), Corus (Royaume-Uni), Böhler Uddeholm (Autriche), qui sont plutôt positionnés sur des produits plus standardisés et obtenus par coulée continue.

#### • Le pôle outillage

Les produits de ce pôle sont des gros blocs forgés, éventuellement préusinés et des produits longs, généralement de section importante. Les marchés visés sont les marchés traditionnels des aciers à outils : le travail à chaud, le travail à froid et les moules pour injection des plastiques. Le marché est fragmenté (grand nombre de clients) et régional. De ce fait, la distribution joue un rôle important. Les principaux

acteurs sur le marché des aciers à outils sont les groupes Böhler Uddeholm, Thyssen, Hitachi et Daido.

Aubert & Duval se positionne spécifiquement sur le haut de gamme, avec un fort contenu de conseil technique. Par ailleurs, Aubert et Duval vise à développer cette activité sur le plan géographique par le renforcement de sa distribution, notamment en Chine, avec le centre de distribution d'aciers d'outillage de Wuxi, inauguré le 23 mars 2006.

#### • Le pôle pièces forgées unitaires et spécialités

Ce pôle regroupe plusieurs activités correspondant à des outils et des compétences très particulières :

- pièces forgées unitaires : il s'agit de pièces réalisées en petites séries pour les secteurs de la défense, du forage pétrolier, de la marine, de la pascalisation,
- pièces de fonderie : destinées aux outillages de grande dimension pour l'aéronautique,
- alliages pour refusion,
- métallurgie des poudres : demi-produits pour matriçage de disques de turbines, poudres de rechargement.

### 6.3.5.5. La politique commerciale et les produits

#### *La politique commerciale et produits d'Erasteel*

Erasteel travaille en partenariat étroit avec ses clients sur le long terme. Erasteel dispose de ses propres filiales commerciales dans les principaux pays occidentaux consommateurs d'aciers rapides. Ces dernières apportent une large gamme de services, y compris le stockage. Ailleurs, Erasteel est adossé au réseau de vente Eramet International, là où ce dernier est implanté.

Dans les autres pays, les ventes sont organisées par des commerciaux d'Erasteel basés à Paris ou par des agents locaux. Pour apporter un support à ce réseau de vente, des chefs de produits, généralement basés sur les sites de production, assurent la promotion technique et commerciale de la ligne de produits dont ils sont responsables. Erasteel dispose de la gamme de produits la plus complète.

#### *La politique commerciale d'Aubert & Duval : des relations étroites avec les donneurs d'ordres*

Les contrats pluriannuels (classiquement trois à cinq ans) avec les donneurs d'ordres dans l'aéronautique spécifient en général les parts de marché qui seront commandées chaque année. Les livraisons effectuées sont ainsi liées au rythme de production d'avions et donc à la situation du marché aéronautique. Les variations de prix des achats de matières premières (cobalt, nickel, chrome, molybdène, ferraille...) sont en général répercutées sur les prix de vente.

Les outillages spécifiques à une pièce (cas du matriçage) sont en général financés par les clients. Cette situation constitue un frein à l'entrée de nouveaux concurrents une fois que le marché initial a été attribué.

L'intégration forte dès la conception de la pièce avec les bureaux d'études des donneurs d'ordres est une nécessité essentielle de ce métier : les ingénieurs technico-commerciaux d'Aubert & Duval coopèrent étroitement avec ces bureaux d'études.

### 6.3.5.6. La recherche et développement de la branche Alliages

La branche Alliages développe une forte activité dans le domaine de la recherche et développement. Cette activité se déroule principalement dans les deux centres de recherche de Södefors (Suède) et Les Ancizes (France). Ces deux derniers

s'appuient également sur le Centre de Recherche du groupe à Trappes (France).

La branche Alliages consacre environ 2 % de son chiffre d'affaires à la recherche et développement. Les travaux concernent tant l'amélioration des procédés que le développement de nouveaux alliages et de nouveaux produits (cf. chapitre 4.6).

#### ROCE Alliages

En %	1999 <sup>(1)</sup>	2000	2001	2002	2003 <sup>(2)</sup>	2004*	2005*
Alliages	14	16	12	0	-4,7	3	7,9

(1) 1999 : calculé avec le RE pro forma et les capitaux de fin d'année.

(2) Hors provisions pour restructurations.

\* Normes IFRS.

### 6.3.5.7. La branche Alliages en 2005

#### Chiffres clés branche Alliages

(en normes IFRS et en millions d'euros)

	2005	2004
Chiffre d'affaires	811	659
Résultat opérationnel courant	47	16
Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle	(24)	(24)
Capitaux employés	664	562
Investissements industriels	66	60
Effectif moyen	4 555	4 961

Le marché de l'aéronautique, qui avait amorcé un redressement au 2<sup>e</sup> semestre 2004, a vu sa reprise se confirmer en 2005. Les livraisons d'avions de Boeing et d'Airbus ont ensemble progressé de près de 11 % et les carnets de commandes des deux grands constructeurs ont atteint des niveaux historiques. Ces derniers tablaient pour 2006 sur une croissance de plus de 25 % de leurs livraisons, entraînant pour leurs fournisseurs, tels qu'Aubert & Duval, une très forte croissance de leur activité dès 2005.

La demande d'avions est tirée par la reprise du trafic aérien mondial, mais aussi par la nécessité pour les compagnies aériennes de disposer d'avions et de moteurs de type récent afin de réduire leur consommation de carburant et mieux résister ainsi aux prix élevés des produits pétroliers.

L'année 2005 a aussi été marquée par le premier vol de l'Airbus A 380 pour lequel Eramet Alliages fabriquera plusieurs pièces importantes.

En 2005, Aubert & Duval a bénéficié des efforts entrepris en 2004 pour améliorer son efficacité industrielle, notamment par la spécialisation de ses sites industriels et une organisation clarifiée par filières. Quatre pôles d'excellence (élaboration, laminage, forgeage et matriçage) sont désormais opérationnels chez Aubert & Duval, qui a également engagé des programmes ambitieux de progrès pour augmenter le taux d'utilisation de ses outils et mieux répondre à la croissance du marché.

Eramet Alliages a poursuivi le déploiement de l'investissement pour sa nouvelle usine de matriçage à Pamiers, unité de production complète qui comportera autour de la nouvelle presse de matriçage de 40 000 tonnes d'autres équipements

clés (traitement thermique, laminage...), implantés de façon à réduire considérablement les temps de cycle.

Dans un contexte de hausse rapide des prix des matières premières (notamment le molybdène et le vanadium) et de l'énergie, Eramet Alliages a mis en œuvre de façon croissante des mécanismes visant à répercuter ces hausses de prix vers ses différents types de clients. Eramet Alliages a également été confronté à des problèmes d'approvisionnements en composants, notamment les lingots d'alliages de titane.

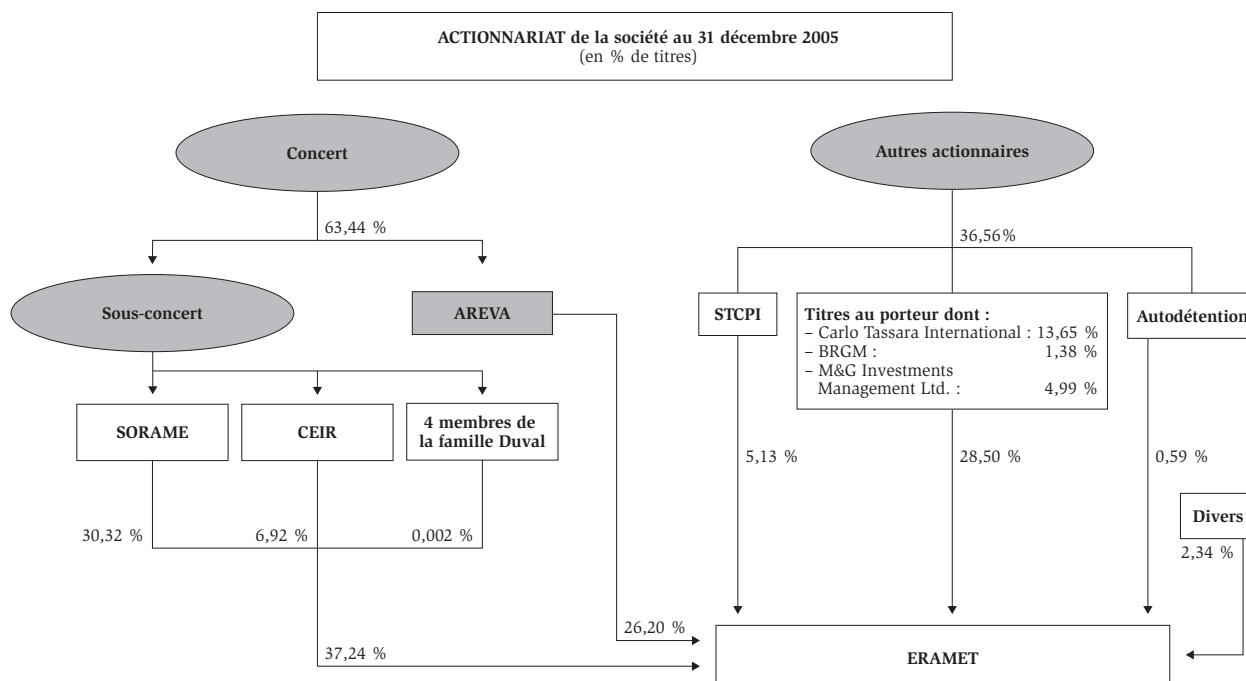
L'activité de la branche Alliages vers le secteur de l'outillage a connu une légère croissance, tant pour les aciers rapides d'Erasteel, grâce au dynamisme des exportations vers l'Asie, que pour Aubert & Duval, qui a relancé son développement vers ce secteur. Pour suivre ces marchés, Eramet a investi dans un nouveau centre de distribution d'aciers pour outillage à Wuxi, en Chine, ouvert au début de l'année 2006. Cette unité qui offrira également un service d'assistance technique, confirme la stratégie de développement d'Eramet Alliages en Asie, malgré l'abandon du projet de construction d'une usine d'aciers rapides à Tiangong.

L'activité du secteur de l'énergie a vu une stabilisation se dessiner en fin d'année, grâce à une politique commerciale diversifiée vers les marchés des turbines à gaz, du pétrole et du nucléaire, où l'on observe la reprise de plusieurs programmes.

Ainsi, grâce à la reprise de ses marchés, mais aussi aux efforts importants réalisés sur le plan industriel et commercial, Eramet Alliages a vu son résultat opérationnel commencer à se redresser significativement en 2005, à 47 millions d'euros contre seulement 16 millions d'euros en 2004.

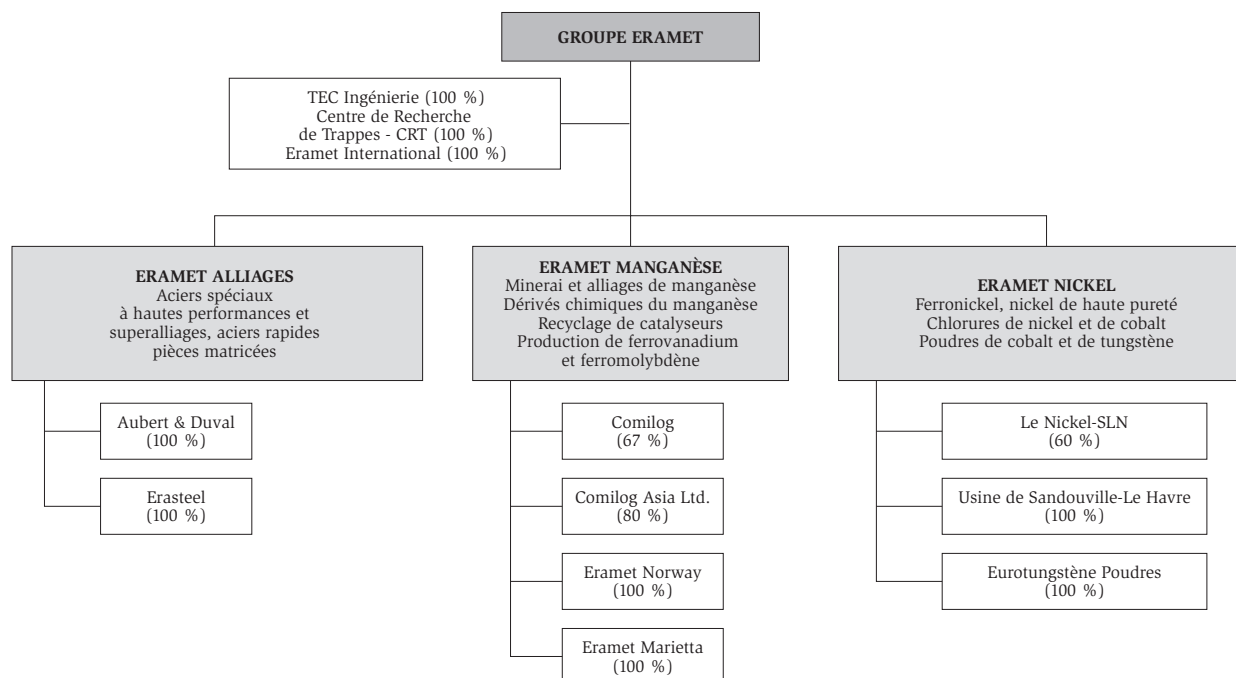
## 7. Organigramme

### 7.1. Organigramme du contrôle



En vertu d'un pacte d'actionnaires ayant fait l'objet d'un avis du CMF le 18 mai 1999 sous le numéro 199CO577.

### 7.2. Organigramme du groupe au 31 décembre 2005



## 8. Propriétés immobilières du groupe, usines et équipements

Le groupe est généralement propriétaire des sites et de leurs différents équipements. Certains gros équipements sont financés par crédit-bail (presse 40 000 tonnes dans la branche Alliages, four 75 000 tonnes dans la branche Nickel) et sont retraités au niveau des comptes consolidés.

La répartition des immobilisations corporelles par branche et par unité est présentée ci-dessous ; 80 % de la valeur des immobilisations appartenant à une dizaine de sites industriels :

Millions d'euros	Valeur brute	%	Valeur nette	%
Le Nickel-SLN (Nouvelle-Calédonie)	1 067	35,3	423	35,4
Autres	83		22	
<b>Branche Nickel</b>	<b>1 150</b>	<b>38</b>	<b>445</b>	<b>37,2</b>
Comilog SA (Gabon)	367	12,14	158	12,38
Eramet Norway (Norvège)	126	4,17	77	6,46
Eramet Marietta (États-Unis)	98	3,24	37	3,10
GCMC (États-Unis)	76	2,53	42	3,54
Autres	403		94	
<b>Branche Manganèse</b>	<b>1 070</b>	<b>35,35</b>	<b>408</b>	<b>34,20</b>
Aubert & Duval (France)	388	12,80	144	12,10
Airforge (France)	91	3,01	89	7,49
Erasteel Kloster (Suède)	113	3,76	36	3,03
Erasteel Commentry (France)	87	2,88	17	1,46
Autres	109		43	
<b>Branche Alliages</b>	<b>788</b>		<b>329</b>	
<b>Holding</b>	<b>18</b>		<b>11</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>3 026</b>		<b>1 193</b>	

Les principaux sites industriels et les engagements majeurs sont présentés dans le chapitre 6 « Aperçu des activités ».

Les biens d'équipements loués (hors crédit-bail) sont peu significatifs (ils représentent une charge annuelle d'environ 30 millions d'euros). Les principales locations sont constituées :

- Branche Nickel : location de navires affrétant le transport du minerai jusqu'à l'usine de Doniambo (environ 13 millions d'euros) et location d'engins et de matériel industriel.
- Branche Manganèse : location de matériel d'entretien de la voie de chemin de fer et location d'engins et de matériel industriel.
- Branche Alliages : les contrats de location ont été conclus dans le cadre des affaires courantes (matériel industriel) et sont renouvelés généralement sur une base annuelle.

## 9. Examen de la situation financière et de résultat

Toutes les données 2005 et 2004 sont établies selon le référentiel IFRS et les données des exercices précédents, le cas échéant, établies selon le référentiel français.

### 9.1. Chiffres clés de l'activité

#### 9.1.1. Éléments d'activité (données consolidées en millions d'euros)

	2005	2004	2003	2002
<b>Chiffre d'affaires par branche</b>				
– Nickel	774	765	610	501
– Alliages	811	659	616	720
– Manganèse	1 135	1 103	769	879
– Holding et divers	(8)	(6)	(5)	(4)
<b>TOTAL</b>	<b>2 712</b>	<b>2 521</b>	<b>1 990</b>	<b>2 096</b>
<b>Chiffre d'affaires par zone géographique</b>				
– Europe	1 358	1 251	991	1 091
– Amérique du Nord	614	500	407	526
– Asie	666	673	500	412
– Autres zones	74	97	92	67
<b>TOTAL</b>	<b>2 712</b>	<b>2 521</b>	<b>1 990</b>	<b>2 096</b>

#### 9.1.2. Comptes consolidés

(en norme IFRS et en millions d'euros)	2005	2004
Chiffre d'affaires	2 712	2 521
Résultat opérationnel courant	542	643
Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle	478 *	518
Capitaux employés	1 664	1 379
Investissements industriels	231	240
Effectif moyen	12 348	12 898

\* Dont 124 millions d'euros sans incidence sur la trésorerie du groupe, effet sur les comptes 2005 du dénouement des accords de Bercy.

Eramet a bénéficié en 2005 du niveau très élevé des cours des matières premières et a ainsi réalisé une excellente performance (marge opérationnelle courante de 20 % chiffre d'affaires), malgré d'importantes difficultés de production en Nouvelle-Calédonie liées à des conflits sociaux et à la baisse des prix du minerai et des alliages de manganèse au 2<sup>e</sup> semestre.

La trésorerie nette d'Eramet s'est encore améliorée en 2005 (364 millions d'euros par rapport à 288 millions d'euros à fin 2004), après financement d'un important programme d'investissements industriels (231 millions d'euros), principalement de croissance.

Le résultat du groupe intègre également le dénouement des accords de Bercy en Nouvelle-Calédonie. Le solde de l'indemnité minière a été intégralement comptabilisé en résultat.

L'impact net au niveau du résultat part du groupe se monte à 77 millions d'euros.

##### 9.1.2.1. Compte de résultat

###### *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est de 2 712 millions d'euros pour 2 521 millions d'euros en 2004, progressant de 8 %.

Le chiffre d'affaires de la branche Nickel s'établit à 774 millions d'euros et augmente faiblement (1 %) par rapport à 2004 sous l'effet positif de l'augmentation des prix du nickel (LME à 6,69 USD/Lb par rapport à 6,27 en 2004), compensé partiellement par une baisse des ventes (57 milliers de tonnes pour 60 milliers de tonnes) et un léger affaiblissement du dollar.

Le chiffre d'affaires de la branche Manganèse s'établit à 1 135 millions d'euros, soit une augmentation de 3 %, avec un net contraste entre une augmentation de 19 % au 1<sup>er</sup> semestre 2005 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2004 du fait de la forte hausse des prix du minerai de manganèse, du molybdène et du vanadium (sous-produits de l'activité de recyclage des catalyseurs pétroliers) et une baisse de 11 % au 2<sup>e</sup> semestre par rapport au semestre correspondant de 2004 causée par une forte baisse des prix des alliages de manganèse.

Le chiffre d'affaires de la branche Alliages augmente de 23 % (811 millions d'euros contre 659 millions d'euros en 2004) du fait de la répercussion sur les clients de la hausse des matières premières consommées et du redressement de la demande aéronautique chez Aubert & Duval.

#### *Résultat opérationnel courant*

Le résultat opérationnel courant s'établit à 542 millions d'euros contre 643 millions d'euros en 2004.

Cette variation négative est due pour l'essentiel, d'une part, aux conséquences négatives sur la production et les ventes de la société Le Nickel-SLN de mouvements sociaux sporadiques tout au long de l'année et d'une grève de plusieurs semaines en fin d'année, d'autre part, à la baisse du dollar (position couverte à 1,26 USD/ euros en 2005 contre 1,18 en 2004).

Le ciseau de prix de vente/coûts matière et inflation est légèrement négatif, les effets cumulés positifs de la hausse des prix de vente dans la branche Nickel et la branche Alliages et de la baisse des prix des alliages de manganèse, ne couvrant pas les fortes hausses des matières premières consommées et des coûts de l'énergie et du fret.

L'activité progresse dans les trois branches :

- production de nickel en hausse de 9 % (60 milliers de tonnes contre 55 milliers de tonnes en 2005).
- activités minières (2,9 millions de tonnes transportées contre 2,3 en 2004), chimique et de recyclage dans la branche Manganèse, la vente d'alliages de manganèse étant en retrait de 6 %.
- augmentation des ventes d'Aubert & Duval sur ses principaux marchés (aéronautique et énergie) mais une légère baisse dans les aciers rapides traditionnels d'Erasteel sur les marchés d'Europe et des États-Unis.

#### *Résultat opérationnel*

Il s'élève à 654 millions d'euros contre 616 millions d'euros mais inclut au poste « Autres produits et charges opérationnels » un profit exceptionnel de 126 millions d'euros comprenant, d'une part, 124\* millions d'euros, montant en principal et intérêts de l'indemnité Poum/Koniombo acquise par Eramet, d'autre part, 2 millions d'euros de badwill sur l'acquisition des droits miniers de Poum, comme conséquences du dénouement au 31 décembre 2005 des accords de Bercy.

\* Ce montant précédemment comptabilisé en « Autres dettes », a été repris en résultat conformément aux accords de Bercy qui considèrent la soule comme définitivement acquise.

#### *Résultat net*

Il s'établit à 518 millions d'euros pour 478 millions d'euros en 2004, après prise en compte d'un impôt sur les résultats de 126 millions d'euros, soit un taux effectif de 20 % (21 % en

2004), taux réduit résultant en 2005 pour l'essentiel de différences permanentes entre les résultats comptables et taxables et d'actifs d'impôts non reconnus antérieurement.

#### *Résultat net part du groupe*

Le résultat net après intérêts minoritaires est de 377 millions d'euros, contre 346 millions d'euros en 2004, cette progression tenant compte du profit exceptionnel (cf. paragraphe précédent) dont le montant net après impôts et intérêts minoritaires est de 77 millions d'euros ; le résultat par action de base s'élève à 14,76 euros et à 11,75 euros hors le profit exceptionnel pour 13,75 euros en 2004.

#### **9.1.2.2. Bilan consolidé**

Le total du bilan consolidé du groupe s'établit au 31 décembre 2005 à 3 416 millions d'euros par rapport à 2 948 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Les actifs non courants s'élèvent à 1 500 millions d'euros contre 1 350 millions d'euros, représentant 56 % du chiffre d'affaires, contre 54 % du chiffre d'affaires en 2004.

Le besoin en fonds de roulement simplifié (stocks, clients, fournisseurs d'exploitation) est de 942 millions d'euros au 31 décembre 2005 (127 jours de chiffre d'affaires) contre 808 millions d'euros au 31 décembre 2004 (117 jours de chiffre d'affaires).

Les capitaux propres sont en forte augmentation : 1 985 millions d'euros à fin 2005 contre 1 502 millions d'euros à fin 2004.

## **10. Trésorerie et capitaux – Risque de marché**

### **10.1. Informations sur les capitaux propres du groupe**

Ce paragraphe présente une analyse du bilan consolidé au 31 décembre 2005 comparé au 31 décembre 2004.

#### **10.1.1. Fonds de roulement d'exploitation**

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (stocks + clients – fournisseurs) était de 942 millions d'euros au 31 décembre 2005 par rapport à 808 millions d'euros au 31 décembre 2004. Le ratio de besoin en fonds de roulement d'exploitation sur le chiffre d'affaires était de 34,7 % à fin 2005 contre 32 % à fin 2004, s'expliquant notamment par la hausse des stocks de la branche Alliages suite à la reprise de l'aéronautique.

#### **10.1.2. Trésorerie nette consolidée <sup>(1)</sup>**

##### **Financement**

La trésorerie nette du groupe s'élève à 364 millions d'euros au 31 décembre 2005, soit une amélioration de 76 millions d'euros\* par rapport à fin 2004.

(1) Définie comme la trésorerie et équivalent de trésorerie moins les emprunts et la portion des emprunts à moins d'un an.

\* Variation du tableau de flux de l'endettement.

Cette amélioration substantielle est la résultante des flux suivants :

- 478 millions d'euros de flux net de trésorerie lié généré par l'activité (518 millions d'euros en 2004), compte tenu d'un EBITDA de 694 millions d'euros (contre 778 millions d'euros en 2004) et de l'effet sur la marge brute d'autofinancement du profit exceptionnel et après :
- décaissement de 123 millions d'euros d'impôts sur le résultat et de 30 millions d'euros de charges liées aux restructurations dans les branches Manganèse et Alliages provisionnées en 2003,
- une augmentation du besoin net en fonds de roulement de 150 millions d'euros due principalement à l'impact de la forte progression du chiffre d'affaires de la branche Alliages.
- 334 millions d'euros de flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements, dont pour l'essentiel 231 millions d'euros (8 % chiffre d'affaires) en investissements industriels et l'effet de l'annulation de la dette vis-à-vis de l'État correspondant à l'indemnité Poum/Koniambo pour 124 millions d'euros.
- 71 millions d'euros de flux net de trésorerie lié aux opérations sur fonds propres, dont 51 millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires d'Eramet et 21 millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

### 10.1.3. Provisions

Les provisions s'établissent à 352 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 344 millions d'euros au 31 décembre 2004 et s'analysent en deux grandes catégories.

#### Engagements vis-à-vis du personnel

Les obligations du personnel au 31 décembre 2005 ont été évaluées conformément à l'IAS 19. Les engagements de retraites ont pour nature le versement d'indemnités de départ à la retraite, des compléments de retraites.

Les autres avantages accordés au personnel sont composés des médailles du travail et autres avantages accordés au personnel, notamment en Nouvelle-Calédonie.

Les engagements intègrent également les restructurations et plans et plans sociaux actuellement en cours, notamment en France (branches Alliages et Manganèse), en Norvège et en Belgique pour la branche Manganèse.

Le total non courant des engagements vis-à-vis du personnel s'établit à 178 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 170 millions d'euros au 31 décembre 2004.

#### Remise en état des sites et risques environnementaux

Comme indiqué au chapitre 4.3., Eramet constitue des provisions pour remise en état des sites miniers en Nouvelle-Calédonie et au Gabon, en fonction des coûts estimés et actualisés (taux 4,75 % en Nouvelle-Calédonie et 6,5 % au Gabon) de démantèlement des installations et de revégétalisation. Ces coûts sont revus périodiquement pour tenir compte des tonnages extraits et des coûts effectivement engagés. Le montant de la provision au 31 décembre 2005 est de

80 millions d'euros contre 83 millions d'euros au 31 décembre 2004 (Cf note 15.5 des comptes consolidés en chapitre 20.1). Les autres provisions environnementales intègrent les engagements nés des litiges ou des contraintes réglementaires. Le montant s'établit à 47 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 36 millions d'euros au 31 décembre 2004.

### 10.1.4. Autres dettes non courantes

Les autres dettes non courantes s'élèvent à 11 millions d'euros et correspondent à la dette de Setrag SA, payable à l'État gabonais sur une période de vingt-cinq ans suite à l'achat de biens propres, et à une partie du stock de pièces détachées.

### 10.1.5. Capitaux propres

Les capitaux propres de l'ensemble sont de 1 985 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 1 502 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Les variations de l'exercice s'expliquent essentiellement par le résultat de l'année et les dividendes versés. L'impact de l'application de la norme IAS 39 est peu significatif à fin décembre 2005.

## 10.2. Financement et ressources de liquidités

### 10.2.1. Lignes de crédit renouvelable

Le 24 mai 2005, Eramet a conclu avec un groupe restreint de banques une ligne de crédit revolving syndiquée multidevise, d'un montant de 600 millions d'euros (Multicurrency revolving credit facility agreement) à échéance du 24 mai 2010. L'émetteur a la faculté de demander aux prêteurs, en 2006 et en 2007, l'extension d'un an de la durée. Cette nouvelle ligne de crédit syndiquée vient en remplacement d'un autre « Multicurrency revolving credit facility agreement » de 280 millions d'euros mis en place le 13 août 2003. Le taux d'intérêt applicable aux sommes empruntées correspond au taux de référence, selon la devise de l'emprunt, majoré de la marge applicable. La marge est dégressive en fonction du ratio financier mesurant l'endettement net consolidé rapporté aux capitaux propres. Eramet verse, en outre, une commission d'engagement de 30 à 32,5 % de la marge applicable. Eramet a consenti un seul covenant (endettement financier net/capitaux propres de l'ensemble) détaillé au chapitre 4.1.4.

### 10.2.2. Billets de trésorerie

En 2005, Eramet a mis en place un programme de 400 millions d'euros de billets de trésorerie. En raison de la situation excédentaire de trésorerie, il a été décidé d'émettre l'encours minimum nécessaire à l'animation du marché. Au 31 décembre 2005, le montant des billets de trésorerie en circulation d'Eramet s'élevait à 55 millions d'euros.

## 11. Recherche et développement

L'innovation dans les procédés et le développement de nouveaux matériaux constituent un facteur de différenciation et de compétitivité ainsi qu'un accélérateur de croissance pour le groupe.

### 11.1. Une organisation spécifique au service des branches

Cette organisation repose sur :

- un centre de recherche dédié (filiale d'Eramet à 100 % depuis 2003), localisé à Trappes, le CRT employant une soixantaine de chercheurs, ingénieurs ou techniciens, et doté d'un budget annuel de l'ordre de 7 millions d'euros en 2005,
- des effectifs complémentaires (90 personnes environ) au sein des branches prenant en compte des sujets plus spécifiques, et certaines phases d'étude projet ou d'industrialisation,
- des moyens significatifs représentant environ 1 % du chiffre d'affaires pour les branches Nickel et Manganèse et 2 % pour la branche Alliages (soit un budget total de l'ordre de 30 millions d'euros en 2005),
- une coordination centrale visant à développer les synergies de compétence via le CRT et la cohérence vis-à-vis des projets d'investissement et de développement du groupe.

En 2005, Eramet a accentué régulièrement son effort de recherche et développement pour répondre aux exigences de ses clients industriels, améliorer sa compétitivité et offrir de nouveaux services. Le souci environnemental est constamment présent dans le développement de nouveaux procédés. La diminution des rejets est désormais l'un des enjeux clés dans le choix d'un nouveau procédé.

#### *Gérer l'efficacité de la recherche & développement*

Eramet déploie ses efforts de recherche au plus près des besoins des clients. Pour les superalliages (aux Ancizes), le traitement de surface (à Gennevilliers), la métallurgie des poudres (à Söderfors), les pièces matricées (à Pamiers), les poudres de cobalt (à Grenoble), etc., les équipes de recherche sont basées sur les sites de production.

Le Centre de Recherche de Trappes (CRT), au service des trois branches, rassemble 70 chercheurs, ingénieurs et techniciens. Eramet y centralise les compétences et outils transversaux dans le domaine des procédés (minéralurgie, hydrométallurgie, calcination, fours électriques, élaboration des alliages, transformation...). Les équipes, souvent sur le terrain, assurent en collaboration étroite avec les industriels les développements des procédés et de nouveaux produits, à l'écoute des clients. Depuis quelques années, Eramet relie l'ensemble de ses équipes de recherche en réseau de façon que chacun puisse s'appuyer sur les compétences existantes dans le groupe.

En 2005, par exemple, dans la branche Alliages, quelques programmes de recherche et développement ont été conduits de façon commune entre Erasteel et Aubert & Duval, sur la métal-

lurgie des poudres notamment. Un projet impliquant les laboratoires de Söderfors, du CRT et les moyens d'essai des Ancizes a abouti au lancement de la nouvelle nuance d'acier Grindamax 3VTM, qui permet aux industriels de gagner en compétitivité par la réduction des coûts de rectification des outils.

Pour accumuler les connaissances et anticiper les développements à venir, Eramet, et plus particulièrement la branche Alliages, entretient plusieurs partenariats de recherche avec des universités ou des laboratoires spécialisés. Eramet finance la conduite de thèses et collabore notamment avec les Écoles des mines d'Albi (outillage), de Nancy (traitement de surface, élaboration et métallurgie), le centre de l'École des mines de Sophia-Antipolis (compétences en simulation numérique de la transformation). Eramet Alliages a démarré cette année une collaboration avec l'École centrale dans le domaine de la microstructure des superalliages.

La collaboration de longue date d'Eramet Norway avec l'université de Trondheim, maintenant partagée avec le CRT, permettra de développer en 2006 un nouveau dispositif expérimental pilote pour l'analyse de la réduction pyrométallurgique des minerais de nickel et de niobium.

Les recherches sur les nuances d'alliages exigent des travaux longs, de l'ordre de dix à quinze ans, avant toute application industrielle. C'est l'une des forces des équipes de recherche d'Aubert & Duval. Les nouvelles nuances inoxydables pour l'aéronautique, celles adoptées par l'armée américaine pour l'armement, ou le nouvel acier d'outillage à 5 % de chrome, témoignent de la vitalité et de l'efficacité de cette recherche, qui s'applique également aux procédés de production. En amont également, Aubert & Duval prépare les prochains programmes aéronautiques de Boeing, Snecma ou Airbus, et travaille déjà avec ces industriels sur les matériaux et les pièces des avions du futur.

#### *Une recherche active en soutien des investissements*

La recherche d'Eramet soutient le déploiement des investissements en cours, notamment sur la montée en puissance des fours électriques en Nouvelle-Calédonie dans le cadre du programme de 75 000 tonnes. Les recherches se poursuivent également pour préciser le procédé d'enrichissement du minerai de nickel à Tiébaghi.

À Sandouville, les équipes optimisent les process pour augmenter la capacité de production (15 000 tonnes de nickel, et 300 tonnes de cobalt en métal contenu) tout en diminuant les rejets organiques. L'unité de production d'aggloméré de manganèse du Gabon fait l'objet de deux programmes, l'un sur la montée en puissance de la production, l'autre sur une amélioration permanente de la qualité de l'aggloméré.

Eramet a lancé en 2005 l'étude pour exploiter et valoriser un minerai de niobium au Gabon. Le niobium est un durcisseur utilisé pour les aciers et superalliages ; c'est également un affineur de structures. Il s'agit, en s'appuyant sur l'analyse minéralogique du minerai, de définir un procédé d'exploitation pour extraire et valoriser le niobium contenu.

#### *Programmes pour une meilleure compétitivité*

Une étude sur la refonte du process de tréfilage de Commentry a débuté en 2005 dans le but de réduire très fortement, à la

fois les délais de livraison des produits, les stocks et les coûts, pour atteindre une meilleure compétitivité (service, productivité) que celle des pays à bas coûts de production. Pour cela, Eramet étudie la faisabilité d'un process totalement en ligne. Le groupe veut proposer à ses clients une qualité de service qui transformera leur façon de gérer les stocks et d'anticiper les demandes, et qui limitera leurs prises de risques.

L'usine de Söderfors stocke depuis une quarantaine d'années les déchets de ses productions, des oxydes extrêmement riches en métaux. En 2005, Eramet s'est engagé dans une étude pour recycler ces battitures et valoriser les éléments riches qu'elles contiennent, par exemple le vanadium ou le molybdène. À partir d'une technique classique, la réduction d'oxyde en four à arc, Eramet a développé un procédé qui permet de réaliser cette extraction avec les équipements mêmes de Söderfors. Le test pilote conduit en novembre 2005 a montré l'efficacité du nouveau procédé, et le groupe conduira les premiers essais industriels en janvier 2006 pour un démarrage du recyclage effectif en 2006. Celui-ci permettra de produire un métal riche en composants (vanadium, cobalt, tungstène et molybdène) qui sera utilisé comme matière première pour la fabrication d'aciers rapides, à Söderfors et Commentry. Le groupe devrait rentabiliser très vite cet investissement, le prix du vanadium étant passé de quatre dollars le kilo à quarante dollars, après un pic à 120 en juillet, et celui du molybdène se situant actuellement autour de 65 dollars le kilo, après une longue période au-dessus de 80.

## **11.2. Exploitation de gisements / Réserves et ressources minérales**

### **11.2.1. Généralités**

#### **11.2.1.1. Localisation**

Le groupe, à travers ses filiales, la société Le Nickel-SLN en Nouvelle-Calédonie et Comilog S.A. au Gabon, exploite, respectivement, des gisements de nickel et de manganèse.

En Nouvelle-Calédonie, Le Nickel-SLN exploite à ciel ouvert des gisements de nickel oxydés, formés par altération superficielle de roches ultrabasiques. À l'heure actuelle, l'exploitation et le traitement sont concentrés sur la partie saprolitique du profil d'altération.

Au Gabon, Comilog S.A. exploite à ciel ouvert un gisement tabulaire de manganèse à haute teneur, situé sous faible recouvrement et formé par altération superficielle de roches volcano-sédimentaires.

#### **11.2.1.2. Titres juridiques**

Les réserves et ressources sont présentes sur des titres miniers pour lesquels le groupe dispose de droits à long terme : essentiellement des concessions perpétuelles et des droits concédés sur une période de 75 ans renouvelables dans la branche Nickel et d'une concession de 75 ans renouvelable dans la branche Manganèse. Les valeurs comptables des réserves sont inscrites au coût historique pour les titres achetés et les

concessions accordées ne sont pas valorisées. La valeur au bilan ne reflète pas nécessairement la valeur de marché.

### **11.2.1.3. Estimations**

Les estimations ont été établies par des professionnels salariés à temps complet du groupe, avec des méthodes de calcul conventionnel ou géostatistique. Sur les deux sites, la reconnaissance géologique, l'estimation des ressources et des réserves, la planification des exploitations et l'extraction minière sont consolidées par plus de 40 années de pratique à l'échelle industrielle. Les méthodes utilisées évoluent toutefois constamment de façon à tirer profit des avancées techniques dans ces différents domaines.

#### *Base des estimations*

Les estimations sont basées sur des échantillonnages qui peuvent ne pas être totalement représentatifs des gisements complets. Au fur et à mesure de l'exploration et/ou de l'exploitation de ceux-ci, les estimations peuvent donc évoluer soit positivement, soit négativement, en fonction de l'amélioration de la connaissance des amas.

#### *Méthodologie des estimations*

Compte tenu de la présence du groupe en Nouvelle-Calédonie, l'estimation des réserves et des ressources minérales du groupe, telle que présentée, a été établie conformément au « JORC Code » (Australian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves), édition 2004, pour tout ce qui est relatif aux méthodes d'estimation et aux niveaux de classification.

#### *Ressources minérales*

Les ressources minérales sont établies aux mêmes teneurs de coupure que les réserves (sauf lorsque spécifié autrement de façon explicite), mais sans garantie que ces ressources minérales soient intégralement converties en réserves à l'issue de compléments d'études technico-économiques et commerciales.

Un sondage et/ou un intercept est retenu :

- s'il contient au moins 2m de minerai à une teneur supérieure à la teneur de coupure,
- s'il n'est pas isolé.

L'amas défini par les sondages ainsi retenus est intégré aux ressources minérales si son positionnement et ses caractéristiques géométriques et chimiques sont tels que les perspectives d'une éventuelle exploitation économique sont raisonnables.

#### *Ressources minérales récupérables*

Les ressources récupérables correspondent aux ressources minérales auxquelles ont été appliqués des facteurs de récupération minière et de préparation des minerais tirés de l'expérience acquise sur les 2 sites. Il s'agit donc de ressources dites « récupérables » (recoverable) et les tonnages nickel ou manganèse fournis correspondent à la quantité de métal présent dans les minerais à la sortie des unités minières lors de leur expédition à des usines de traitement métallurgique ou chimique. Les abattements miniers de dilution et pertes, ceux relatifs à la préparation des minerais, ont été établis à partir des exploitations actuelles et de prévisions réalistes.

### Résultats d'exploration

Les résultats d'exploration sont fournis selon la même logique que pour les ressources.

### Réserves minérales

L'estimation des réserves est basée sur des conditions économiques moyen-long terme (prix du fuel, du charbon, du coke, de l'électricité, cours des métaux, taux de change...), des contraintes commerciales (qualités, clients...) et sur des procédés techniques d'exploitation et de traitement actuels ou prévus. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la récupération totale des réserves annoncées, dans la mesure où des fluctuations de marchés ou des changements techniques peuvent rendre économique ou non la récupération de certains gisements ou parties de ceux-ci.

Les chiffres de ressources et de réserves s'additionnent.

### Présentation des estimations

Les chiffres de ressources et de réserves ont été regroupés par grands domaines techniques ou géographiques. Pour les ressources récupérables et les réserves, seules sont données les tonnes métal, les résultats peuvent aussi être comparés aux niveaux de production, ce qui donne une indication de la durée de vie résiduelle des exploitations.

#### 11.2.1.4. Définitions

Une **Ressource Minérale** est la concentration ou l'occurrence de matières économiquement intéressantes dans ou sur la surface de la terre, en quantité et qualité telles que les perspectives d'une éventuelle exploitation économique sont raisonnables. L'emplacement, la quantité, la qualité, la continuité du gisement et les caractéristiques géologiques de ces ressources sont connus, estimés ou interprétés sur la base de preuves et de connaissances géologiques spécifiques. Les ressources minérales sont classées par ordre croissant de degré de confiance géologique en ressources « supposées », « indiquées » et « mesurées ».

Une **Ressource Minérale Supposée** est la partie d'une Ressource Minérale pour laquelle la quantité et la qualité peuvent être estimées à l'aide de preuves géologiques, avec un très bas niveau de confiance. La continuité géologique de la minéralisation et de sa qualité est supposée mais non vérifiée. L'estimation est basée sur des informations limitées ou d'une qualité et fiabilité incertaines, obtenues par des techniques appropriées sur des emplacements comme des affleurements, des tranchées, des puits, des carrières et des sondages.

Une **Ressource Minérale Indiquée** est la partie d'une Ressource Minérale pour laquelle les tonnages, la densité, la forme, les caractéristiques physiques, la qualité et les teneurs peuvent être estimés avec un taux de confiance raisonnable. L'estimation est basée sur des données d'exploration, d'échantillonnage et des résultats d'essais obtenus par des techniques appropriées sur des emplacements comme des affleurements, des tranchées, des puits, des carrières et des sondages. Les emplacements sont trop éloignés les uns des autres ou espacés d'une manière trop inadéquate pour confirmer la continuité géologique de la minéralisation et/ou de sa

qualité, mais sont assez proches pour envisager raisonnablement une telle continuité.

Une **Ressource Minérale Mesurée** est la partie d'une Ressource Minérale pour laquelle les tonnages, la densité, la forme, les caractéristiques physiques, la qualité et les teneurs peuvent être estimés avec un taux de confiance élevé. L'estimation est basée sur des données d'exploration, d'échantillonnage et des résultats d'essais obtenus par des techniques appropriées sur des emplacements comme des affleurements, des tranchées, des puits, des carrières et des sondages. Les emplacements sont assez proches les uns des autres pour confirmer la continuité géologique de la minéralisation et/ou de sa qualité.

### Définitions des réserves

Une **Réserve Minérale** est la partie économiquement exploitable des ressources « mesurées » ou « indiquées » d'un gisement. L'estimation de réserves est établie sur la base d'une étude de pré-faisabilité ou de faisabilité (projet minier au sens large) qui intègre des contraintes techniques (dilutions et pertes minières fonction des méthodes d'exploitation retenues, rendement des installations), économiques, commerciales, légales, environnementales, sociales et gouvernementales, existantes ou prévisibles au moment de l'estimation. La pré-faisabilité ou la faisabilité démontrent au moment du reporting que l'exploitation est justifiée. Les réserves minérales sont classées par ordre croissant de degré de confiance en réserves minérales « probables » et « prouvées ».

Une **Réserve Minérale Probable** est la partie économiquement exploitable d'une ressource « indiquée », et dans certaines circonstances, « mesurée » tandis qu'une **Réserve Minérale Prouvée** est la partie économiquement exploitable d'une ressource « mesurée ».

### Résultats d'Exploration

Les **Résultats d'Exploration** correspondent aux mêmes matières économiquement intéressantes que celles évaluées pour les ressources et réserves. Les prospections réalisées permettent d'envisager la mise en évidence d'une zone minéralisée, mais les informations de reconnaissance disponibles sont très ténues.

#### 11.2.2. Réserves et ressources de Comilog S.A.

##### 11.2.2.1. Ressources minérales

Le tableau ci-dessous regroupe les chiffres des ressources minérales au 1<sup>er</sup> janvier 2006 de Comilog S.A. Les chiffres sont établis en tenant compte des paramètres suivants :

- une teneur de coupure de 42 % Mn pour les plateaux de Bangombé et Okouma pour les ressources mesurées et indiquées et de 32 % à 38 % pour les ressources supposées.
- la concession minière de Comilog SA couvre également d'autres plateaux dans la région de Moanda : Bafoula, Massengo et Yéyé. Les travaux de reconnaissance effectués sur Bafoula et Massengo indiquent l'existence d'amas minéralisés. La qualité et la quantité des informations disponibles sont suffisantes pour établir une estimation de ressources supposées. Les travaux de reconnaissance effectués sur Yéyé indiquent l'existence d'amas minéralisés. La qualité et la

quantité des informations disponibles sont insuffisantes pour établir une estimation de ressources supposées.

- les tonnages et teneurs inscrits caractérisent la totalité de la couche porteuse de la minéralisation (sans sélection verticale).

- les tonnages de manganèse contenus sont calculés avec une humidité de 9 % pour les minerais rocheux et 12 % pour les minerais fins (chiffres donnés en millions de « Dry Metric Ton Unit » : « millions de DMTU Mn » – 1 DMTU = 10 kg de manganèse).

#### Ressources minérales en minerais de manganèse rocheux et fins au 1<sup>er</sup> janvier 2006

Domaine	Mesurées			Indiquées			Supposées			Total		
	kTs	% Mn	DMTU	kTs	% Mn	DMTU	kTs	% Mn	DMTU	kTs	% Mn	DMTU
<b>Rocheux &gt; 10 mm</b>												
Bangombé	21 200	47,4	1 010				3 700	38,9	140	24 900	46,2	1 150
Okouma	20 000	49,0	980	31 900	47,9	1 530	3 800	40,3	150	55 700	47,8	2 660
Bafoula							23 000	34,0	780	23 000	34,0	780
Massengo							12 000	40,0	480	12 000	40,0	480
<b>TOTAL</b>	<b>41 200</b>	<b>48,2</b>	<b>1 990</b>	<b>31 900</b>	<b>47,9</b>	<b>1 530</b>	<b>42 500</b>	<b>36,7</b>	<b>1 550</b>	<b>115 600</b>	<b>43,9</b>	<b>5 070</b>
<b>Fines 2 -10 mm</b>												
Bangombé	17 400	46,0	800				3 100	37,6	120	20 500	44,7	920
Okouma				50 200	45,6	2 290	3 500	38,9	140	53 700	45,2	2 430
Bafoula							15 000	32,4	490	15 000	32,4	490
Massengo							7 900	38,1	300	7 900	38,1	300
<b>TOTAL</b>	<b>17 400</b>	<b>46,0</b>	<b>800</b>	<b>50 200</b>	<b>47,9</b>	<b>2 290</b>	<b>29 500</b>	<b>35,2</b>	<b>1 050</b>	<b>97 100</b>	<b>42,5</b>	<b>4 140</b>

#### 11.2.2.2. Ressources minérales récupérables et réserves

Le tableau ci-dessous regroupe les chiffres des ressources récupérables et des réserves des plateaux de Bangombé et Okouma au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Ces derniers incluent le terril constitué de fines excédentaires non commercialisées dans le passé.

Ces chiffres sont basés sur :

- une teneur de coupure de 42 % manganèse (Mn),
- un traitement similaire à celui actuellement en vigueur pour les minerais du Plateau de Bangombé : à partir d'un tout-venant, élaboration d'un minerai rocheux 10-80:mm et de fines 1-10 mm,
- les spécifications commerciales en vigueur à ce jour.

Ces chiffres tiennent compte de l'évolution du procédé de traitement de minerai, dont les travaux sont en cours de réalisation, et qui permettent une meilleure récupération des fines.

#### Réserves et ressources récupérables en minerai de manganèse - Au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (en millions de DMTU Mn)

Domaine		Réserves		Ress. récupérables		Total	Production 2005
		Prouvées	Probables	Mesurées	Indiquées		
Bangombé	> 10 mm	860				860	
Okouma	> 10 mm				2 000	2 000	
<b>TOTAL ROCHEUX</b>		<b>860</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>2 000</b>	<b>2 860</b>	<b>72</b>
Bangombé	1-10 mm		400		200	600	
Okouma	1-10 mm				1 500	1 500	
Terril	1-10 mm	100				100	
<b>TOTAL FINES ET AGGLOMÉRÉ</b>		<b>100</b>	<b>400</b>	<b>–</b>	<b>1 700</b>	<b>2 200</b>	<b>54</b>

Compte tenu des incertitudes portant sur les facteurs de récupération minière et de préparation des minerais pouvant s'appliquer aux ressources minérales supposées, il n'a pas été calculé de ressources récupérables sur les amas minéralisés de Bafoula et Massengo.

### 11.2.3. Réserves et ressources de la société Le Nickel-SLN

#### 11.2.3.1. Ressources minérales en saprolites pour pyrométallurgie

Les ressources minérales fournies ci-dessous ont été regroupées par grandes unités géomorphologiques. Conformément au système de description des données de sondages, les tonnages et teneurs donnés correspondent uniquement à la phase altérée des saprolites, porteuse de la minéralisation, et non à l'ensemble de la colonne saprolitique. Les humidités varient de 22 à 38 % suivant les amas considérés.

*Ressources minérales en saprolites pour usine pyrométallurgique de Doniambo au 1<sup>er</sup> janvier 2006*

Unités géomorphologiques	Mesurées			Indiquées			Supposées			Total		
	Kts	%Ni	KtNi	Kts	%Ni	KtNi	Kts	%Ni	KtNi	KTs	%Ni	KTNi
Monéo Nord							2 143	2,80	60,1	2 143	2,80	60,0
Monéo Centre							5 036	2,55	128,4	5 036	2,55	128,4
Kouaoua	5 024	2,59	130,3	8 696	2,50	217,4	1 478	2,65	39,2	15 198	2,55	386,8
Poro	2 927	2,78	81,4				1 184	2,55	30,2	4 111	2,71	111,6
Nakety							270	2,73	7,4	270	2,73	7,4
Dothio*	5 909	2,88	170,2	1 419	2,77	39,3	1 269	2,78	35,3	8 597	2,85	244,8
Thio	108	3,03	3,3	633	3,13	19,8	404	3,10	12,5	1 145	3,11	35,6
Ouenghi				38	2,93	1,1				38	2,93	1,1
Port-Bouquet							20	3,22	0,6			
Kombwi N'Goye	352	2,92	10,3	810	2,84	23,0	150	2,78	4,2	1 311	2,86	37,5
Tontouta	234	3,09	7,2	773	2,92	22,6				1 007	2,96	29,8
Me Adeo	131	3,74	4,9				75	2,42	1,8	206	3,26	6,7
Me Maoya				263	2,60	6,8	450	3,07	13,8	713	2,90	20,6
Kopéto – Boulinda	5 641	2,16	121,8	6 940	2,26	156,8	4 838	2,24	108,4	17 419	2,22	387,1
Kaala	919	2,91	26,7							919	2,91	26,7
Tiébaghi	13 447	2,56	344,4	25 074	2,47	618,8	165	2,61	4,3	38 686	2,50	967,5
Poum	9 988	2,65	264,7							9 988	2,65	264,7
<b>TOTAL</b>	<b>44 680</b>	<b>2,61</b>	<b>1 165</b>	<b>44 643</b>	<b>2,48</b>	<b>1 106</b>	<b>17 482</b>	<b>2,55</b>	<b>446</b>	<b>106 785</b>	<b>2,54</b>	<b>2 716</b>

\*L'unité géomorphologique de Dothio englobe le Plateau de Thio.

Ces chiffres ont été établis avec :

- une teneur de coupure de 1,7 à 2,0 % de nickel pour les centres de Tiébaghi et Népoui Kopeto avec un traitement minéralurgique du tout-venant,
- une teneur de coupure de 2,2 à 2,4 % de nickel pour tous les autres sites avec un traitement traditionnel.

Les résultats d'exploration donnés ci-dessous correspondent aussi à la phase altérée des saprolites, avec une humidité de 25 %.

Unités géomorphologiques	Résultats d'exploration		
	Kts	%Ni	KtNi
Monéo Centre	1 500	2,51	38
Kouaoua	399	2,67	11
Bel Air	1 875	2,63	49
Porro	375	2,58	10
Boakaine	113	2,75	3
Mara	600	2,50	15
Nakety	110	2,88	3
Thio	756	2,92	22
Ouenghi	9	2,93	0,3
Port Bouquet	40	2,78	1
Kombwi N'Goye	454	3,00	14
Mont Do	1 500	2,78	42
Me Adeo	516	3,07	16
Me Maoya	38	2,50	1
Kopéto – Boulinda	1 313	2,70	35
Tchingou	1 575	3,06	48
Tiébaghi	268	2,80	8
Poum	188	2,63	5
<b>TOTAL</b>	<b>11 628</b>	<b>2,75</b>	<b>320</b>

### 11.2.3.2. Ressources minérales récupérables et réserves pour pyrométallurgie

Le tableau ci-dessous regroupe les chiffres de réserves et ressources récupérables en saprolites pour l'usine pyrométallurgique de Doniambo au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Les données correspondent aux milliers de tonnes de nickel contenus dans les minerais expédiés, calculés avec des humidités constatées sur les productions en cours ou estimées. Ces chiffres proviennent des ressources minérales données ci-dessus, et prennent en compte :

- un traitement traditionnel du tout-venant similaire à celui en vigueur sur les sites de la société Le Nickel-SLN et/ou sous-traités : criblage à 80 mm environ avec récupération ou non d'une partie des fractions plus grossières selon la minéralisation,
- un traitement minéralurgique à Népoui Kopéto (existant) et à Tiébaghi (en étude pour réalisation),
- les projets miniers dans le cas de réserves.

*Réserves et ressources récupérables en saprolites pour usine pyrométallurgique de Doniambo au 1<sup>er</sup> janvier 2006*

(En milliers de tonnes de nickel)

	Réserves	Ressources mesurées et indiquées	Ressources supposées	Production 2005
<b>TOTAL</b>	<b>932,3</b>	<b>567,7</b>	<b>257,3</b>	<b>63,0</b>

La production donnée ci-dessus correspond aux tonnages de nickel (exprimés en milliers de tonnes de nickel : kt Ni) contenus dans les minerais évacués vers les différents sites bord

de mer (wharf ou chargements mécanisés). Elle intègre donc les faibles tonnages de nickel correspondant aux minerais saprolitiques exportés (environ 2 kt Ni/an actuellement).

La reconnaissance de gisements en 2005 a permis de reclasser une partie des ressources récupérables supposées en ressources récupérables mesurées et indiquées. Le taux de reconstitution des réserves et ressources récupérables en saprolites pour pyrométallurgie a été de 61 %.

Au-delà des réserves et ressources ci-dessus mentionnées et avec les mêmes conditions de calcul, les résultats d'exploration sur diverses zones du domaine de la société Le Nickel-SLN considéré dans ce document, permettent d'envisager la récupération supplémentaire d'environ 200 kt de nickel contenues dans des saprolites pour l'usine pyrométallurgique.

### 11.2.3.3. Autres ressources

À la teneur de coupure 1,8 % de nickel et en dehors des centres avec traitement minéralurgique, les résultats d'exploration préliminaire sur des zones saprolitiques à basse teneur, actuellement non économiques pour un traitement pyrométallurgique, laissent envisager la présence complémentaire de 2 000 kt de nickel.

D'autre part, sur l'ensemble du domaine minier de la société Le Nickel-SLN et à teneur de coupure de 1,0 % Ni, les ressources allant de supposées à mesurées en latérites sont actuellement estimées à 8 000 kt Ni, sans préjuger de leur caractère accessible ou économique.

## 12. Informations sur les tendances

### 12.1. Évolution récente et perspectives

#### 12.1.1. Information jusqu'à la date du conseil d'administration

Il n'y a pas d'événement significatif intervenu jusqu'à la date du conseil d'administration.

#### 12.1.2. Chiffre d'affaires – premier semestre 2006

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> trimestre		Variation
	2006	2005	
Eramet Nickel	224	184	+ 22,0 %
Eramet Manganèse	265	311	- 14,9 %
Eramet Alliages	229	194	-
Holding & éliminations	(1)	(2)	+ 17,9 %
<b>Groupe Eramet</b>	<b>717</b>	<b>687</b>	<b>+ 4,4 %</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Eramet a progressé de 4,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 par rapport au niveau élevé du 1<sup>er</sup> trimestre 2005. La branche Nickel et la branche Alliages sont en forte hausse, tandis que le chiffre d'affaires d'Eramet Manganèse est en baisse. Le chiffre d'affaires

d'Eramet Manganèse bénéficie par ailleurs d'un effet de périmètre favorable de 12,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, avec l'intégration de Bear Metallurgical et de Setrag, filiale de Comilog concessionnaire du train Transgabonais.

**Eramet Nickel :** le chiffre d'affaires d'Eramet Nickel est en hausse de 22 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Les cours du nickel au LME ont commencé à se redresser au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, à 6,72 USD/livre, mais sont néanmoins restés inférieurs au niveau moyen du 1<sup>er</sup> trimestre 2005 (6,96 USD/livre). Cependant, convertis en euros, ils sont en hausse de plus de 5 %. La production métallurgique de l'usine de Doniambo (Nouvelle-Calédonie) a atteint 17 045 tonnes (+ 7,9 %). Les livraisons de nickel d'Eramet Nickel ont atteint 16 716 tonnes, en progression de 14,4 % par rapport à celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

**Eramet Manganèse :** le chiffre d'affaires d'Eramet Manganèse a baissé de 14,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Hors intégration de Bear Metallurgical (1<sup>er</sup> producteur nord-américain de ferrovanadium et de ferromolybdène) et de Setrag (filiale de Comilog, concessionnaire du train transgabonais), le chiffre d'affaires d'Eramet Manganèse au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 ressort en baisse de -19 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. La production mondiale d'aciers au carbone a progressé de 5,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Les prix spot des alliages de manganèse ont poursuivi, à l'exception du marché domestique chinois, leur redressement progressif par rapport aux niveaux du 4<sup>e</sup> trimestre 2005, mais ils sont restés inférieurs à ceux du 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Les livraisons d'alliages de manganèse d'Eramet Manganèse sont en baisse de 2,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. La production de minerai et d'aggloméré de manganèse de Comilog à Moanda (Gabon) est restée stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005, à 647 000 tonnes. La production a été limitée sur ce trimestre par les travaux de modernisation de la laverie du minerai réalisés dans le cadre du programme d'augmentation de capacité. Les prix de vente du minerai de manganèse restent sensiblement inférieurs à ceux du début de l'année 2005. Le chiffre d'affaires de GCMC (recyclage des catalyseurs pétroliers) reste élevé. Il est en progression par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005, mais enregistre cependant une baisse par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2005, en raison de l'ajustement des cours du vanadium et du molybdène.

**Eramet Alliages :** le chiffre d'affaires de la branche Alliages est en hausse de près de 18 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Le chiffre d'affaires d'Aubert & Duval a progressé de 21 %. Le secteur de l'aéronautique est en très forte croissance. Le secteur de l'énergie se redresse lui aussi. Par ailleurs, Aubert & Duval a inauguré au 1<sup>er</sup> trimestre son nouveau centre de distribution d'aciers à outils en Chine, situé à Wuxi.

Le chiffre d'affaires d'Eramet a quant à lui progressé de 12,7 %, malgré une légère baisse des livraisons. Cette hausse traduit principalement la politique de répercussion de la hausse du coût des matières premières sur les prix de vente, mais aussi la part croissante des produits à forte valeur ajoutée, notamment les poudres.

### 12.1.3. Tendances 2006

Les cours du nickel au LME se situent depuis le début de l'année à des niveaux supérieurs à la moyenne déjà très élevée de 2005. Plus récemment, ils ont atteint 9 USD/livre. Cependant, malgré la reprise de la demande consécutive à la fin du déstockage qui avait affecté le marché de l'acier inoxydable en 2005, le marché physique du nickel pourrait être en léger excédent en 2006, ce qui pourrait provoquer un ajustement des cours du nickel au cours des mois à venir. Grâce à l'acquis des premiers mois de l'année et à l'environnement économique général, les cours du nickel devraient néanmoins se situer, en moyenne sur l'année 2006, à un niveau toujours élevé.

Dans le cadre de son programme d'augmentation de capacité, Eramet Nickel vise en 2006 une production en hausse de près de 15 % à 68 000 tonnes. Par ailleurs, la construction de l'usine d'enrichissement du minerai de Tiébaghi (Nouvelle-Calédonie) se poursuit de façon satisfaisante.

La croissance de la demande de manganèse devrait rester soutenue en 2006 grâce à la poursuite de la croissance de la production mondiale d'acier au carbone. Les prix des alliages de manganèse continuent à se redresser graduellement par rapport au point bas du 2<sup>e</sup> semestre 2005. Les prix du minerai de manganèse, qui sont généralement négociés de façon annuelle, sont attendus en baisse en 2006.

Cependant, Eramet Manganèse sera en mesure de livrer en 2006 des quantités de minerai de manganèse en progression, grâce à la réduction de ses stocks et à l'accroissement de sa capacité installée à 3 millions de tonnes.

Les prix du molybdène et du vanadium commercialisés par GCMC, issus du recyclage des catalyseurs, devraient s'établir en baisse sensible par rapport à la moyenne de l'année 2005.

La branche Alliages continue à bénéficier de la forte croissance de ses ventes au secteur de l'aéronautique, mais aussi d'une amélioration des marchés liés au secteur de l'énergie. Eramet Alliages concentre ses efforts sur la réduction de son BFR et sur la poursuite des hausses de prix visant à compenser le coût des matières premières et de l'énergie.

Le résultat opérationnel courant du groupe au 1<sup>er</sup> semestre 2006 devrait être légèrement supérieur à celui du 2<sup>e</sup> semestre 2005. Cette tendance repose sur des hypothèses qui peuvent fortement varier notamment en fonction des prix très volatiles du nickel. Dans un contexte globalement porteur pour les branches Nickel et Alliages, et du fait de l'évolution défavorable des prix des produits vendus par la branche Manganèse, les résultats de l'année 2006 devraient demeurer à un niveau élevé, bien que probablement en baisse par rapport à ceux excellents de l'année 2005.

### 12.1.4. Développement récent : offre d'achat de la société Weda Bay Minerals

Le 15 mars 2006 – Eramet S.A. et Weda Bay Minerals Inc. ont annoncé aujourd'hui être parvenus à un accord portant sur l'acquisition de la totalité du capital de Weda Bay Minerals Inc. par Eramet S.A. pour un prix de 2,70 Cdn \$ par action

en numéraire. Cette offre d'Eramet est entièrement financée par des fonds disponibles et survient à la suite d'un processus mené par le conseil d'administration de Weda Bay visant à nouer un partenariat stratégique avec un acteur industriel de premier plan pour développer le gisement de Halmahera en Indonésie et accroître la création de valeur pour les actionnaires. L'offre d'Eramet conforte la stratégie de développement poursuivie pour sa branche Nickel. Le développement du gisement de Halmahera offre d'importantes perspectives pour la production de nickel et notamment pour l'approvisionnement du marché asiatique, qui est dans une phase de croissance soutenue. Le choix d'Eramet de réaliser cette transaction a également été motivé par un environnement économique en amélioration en Indonésie et par le soutien de la population locale au projet. Le conseil d'administration de Weda Bay, après recommandation d'un comité spécial formé d'administrateurs, a approuvé à l'unanimité l'offre en numéraire d'Eramet et la convention de soutien, et recommande aux actionnaires de Weda Bay d'apporter leurs titres à l'offre. Tous les administrateurs et les dirigeants de Weda Bay se sont par ailleurs engagés à apporter leurs titres à l'offre.

Le 28 mars 2006 – Eramet S.A. et Weda Bay Minerals Inc. ont annoncé avoir procédé à un envoi conjoint aux actionnaires de Weda Bay d'une offre d'achat par Eramet, et des documents s'y rapportant, accompagnés d'une circulaire du conseil d'administration soutenant l'offre. L'offre d'Eramet est soumise à des conditions usuelles, parmi lesquelles l'acceptation de l'offre par les actionnaires de Weda Bay représentant au minimum 75 % du capital (sur une base diluée) et l'accord des autorités de régulation concernées. L'offre pourra être acceptée jusqu'au 1er mai 2006, 23 h 59, heure de Toronto, à moins qu'elle ne soit prolongée ou révoquée.

Le 2 mai 2006, Eramet S.A. et Weda Bay Minerals Inc. ont annoncé que 91 596 890 actions ordinaires de Weda Bay, représentant 95,48 % des actions ordinaires de Weda Bay sur une base diluée, ont été déposées à l'offre conjointe faite par Eramet et sa filiale à part entière 3132752 Nova Scotia Limited, expirant le 1<sup>er</sup> mai 2006.

Toutes les conditions de l'offre ayant été remplies ou levées, Eramet et 3132752 Nova Scotia Limited ont pris livraison de toutes les actions ordinaires de Weda Bay déposées à l'offre.

Afin de donner aux actionnaires de Weda Bay qui n'ont pas encore accepté l'offre un délai supplémentaire pour le faire, Eramet et 3132752 Nova Scotia Limited ont reporté le moment d'expiration de l'offre à 17 h 00, le 31 mai 2006.

L'acquisition de Weda Bay permettra, à terme, de doubler sa production de nickel grâce à la construction d'une usine. Cette usine fera appel à un procédé hydrométallurgique étudié au centre de recherche d'Eramet. Ce procédé permettra d'exploiter le gisement mixte de Halmahera composé à parts équivalentes de garniérites et de latérites. De plus, Eramet pourra s'appuyer sur l'excellent environnement dont jouit Weda Bay : des équipes d'encadrement de premier plan, un partenariat solide avec la société P.T. Antam, partenaire d'Eramet en Indonésie qui détient 10 % de Weda Bay.

Le projet de Weda Bay est porteur de synergies fortes avec la Nouvelle-Calédonie et la société Le Nickel-SLN qui y est installée depuis plus d'un siècle. Les connaissances géologiques que le groupe y a acquises sur les garniérites et latérites contribueront à une gestion optimale de la ressource minière. Les projets métallurgiques sur des minerais de même nature permettront de coordonner et d'enrichir les programmes de recherche et le développement parallèle de technologies adaptées. Sur le plan humain, l'appartenance à la même zone géographique de l'Asie Pacifique devrait permettre des échanges fructueux entre les deux opérations et un partage d'expérience qui bénéficiera à tous.

## 13. Prévisions ou estimations du bénéfice

NA.

## 14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale

### 14.1. Présentation des organes de direction et d'administration de la société et du groupe

#### 14.1.1. Présentation de la direction générale

##### 14.1.1.1. Mode de direction de la société (article 15 des statuts)

Le conseil d'administration de la société, composé de quinze membres depuis l'assemblée du 21 juillet 1999, a adopté, conformément à la délibération de l'assemblée du 23 mai 2002 en application des dispositions de la loi NRE et en sa séance du 26 mars 2003, une organisation classique de direction de la société par un Président-directeur général assumant tout à la fois la direction générale de la société et la présidence du conseil d'administration (fonctions confiées à Monsieur Jacques Bacardats).

Dans les deux cas, le conseil peut, sur proposition de la personne assurant la direction générale de la société, procéder à la nomination de cinq directeurs généraux délégués au plus, aux fins de l'assister. Le directeur général et les directeurs généraux délégués de la société doivent jouir de la nationalité de l'un des États de l'Union européenne et ne peuvent exercer leurs fonctions au-delà de soixante-dix ans.

Le conseil peut également, conformément à l'article 19 des statuts, s'adjoindre le concours de quatre censeurs au plus, qui n'ont pas voix délibérative. Les censeurs peuvent être choisis parmi les salariés de l'entreprise.

#### 14.1.1.2. Composition

La direction générale de la société et du groupe est organisée comme suit :

Président-directeur général : Jacques Bacardats (depuis le 21 mai 2003) :

Le conseil d'administration du 21 mai 2003, qui a procédé à la fusion des fonctions de Président du conseil d'administration et de directeur général de la société, a confié à Monsieur Bacardats tous les pouvoirs dévolus par la loi au Président-directeur général d'une société anonyme.

Le conseil a accordé, dans les mêmes conditions, la faculté de substituer et de déléguer, sous sa responsabilité, à telles personnes qu'il avisera, avec faculté de subdéléguer, telle partie de ses pouvoirs qu'il jugera opportun, par mandat spécial et pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président exerce tous les pouvoirs sous réserve, conformément à ce qui est indiqué à l'article 14, alinéa 3 des sta-

tuts, du principe selon lequel « aucune décision relative aux grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques ne peut intervenir sans que le conseil en ait préalablement délibéré ».

Conformément à l'article 14 alinéa 4 des statuts, « les actes concernant la société sont signés soit par le directeur général, soit par le directeur général délégué, soit par tout fondé de pouvoirs spécial ».

#### *Directeurs généraux délégués :*

Conformément à l'article 17.2, le directeur général de la société, peut proposer au conseil d'administration la nomination d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués, dont le nombre ne peut excéder cinq (5).

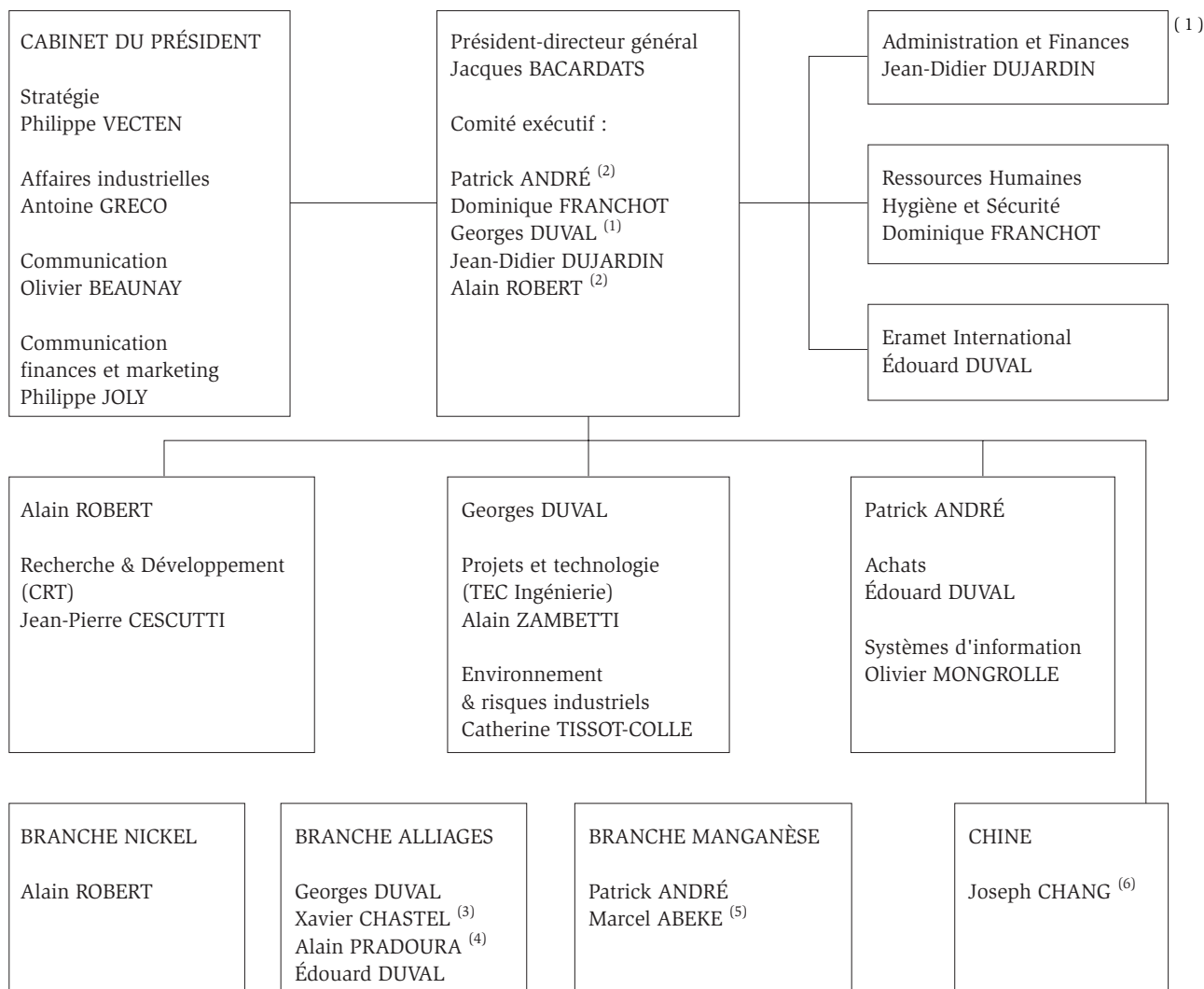
Ont été nommés en cette qualité :

Georges Duval (conseil du 23 mai 2002),

Patrick André (conseil du 17 septembre 2003),

Alain Robert (conseil du 17 septembre 2003).

#### 14.1.1.3. Organigramme



Vice-président, directeur général délégué.

(2) Directeur général délégué.

(3) Directeur général Erasteel.

(4) Directeur général Aubert & Duval.

(5) Directeur général Comilog.

(6) Directeur Chine.

#### 14.1.2. Présentation du conseil d'administration

Eramet adhère aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées issus des rapports Vienot de juillet 1995 et de juillet 1999 ainsi que du rapport Bouton de septembre 2002.

##### 14.1.2.1. Règles de nomination

Conformément au pacte d'actionnaires du 17 juin 1999, et en application de l'article 11 des statuts, les administrateurs ne peuvent être âgés de plus de soixante-dix (70) ans, et sont nommés pour une durée de quatre (4) ans. Ils sont au nombre de quinze (15).

Conformément aux dispositions de l'article 11.3, la majorité des membres du conseil d'administration (y compris les personnes morales et leurs représentants permanents) doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'Union européenne. Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins.

En application du pacte d'actionnaires, ils sont nommés :

- à raison de cinq administrateurs, par le concert Sorame-CEIR,
- à raison de trois administrateurs, par Areva,
- à raison de deux administrateurs, par STCPI,
- enfin, à hauteur de quatre « personnes qualifiées », à raison de deux par le concert Sorame CEIR, et deux par Areva, « en considération de leur compétence et de leur indépendance vis-à-vis de la partie qui la propose et de la société elle-même, en harmonie avec les recommandations préconisées par le rapport Viénot ».

La mission et les obligations des administrateurs sont développées dans le cadre de la charte des administrateurs, prévue à l'article 12-5 des statuts, l'article 13 alinéa 5 rappelant que « la mission des administrateurs est de défendre en toutes circonstances les intérêts de la société Eramet, et ils doivent s'interdire, dans l'exercice de leurs fonctions, toutes actions ou inactions susceptibles d'y porter préjudice ».

##### 14.1.2.2. Composition

Président d'honneur : Yves Rambaud.

La composition actuelle du conseil d'administration est la suivante :

Président du conseil d'administration : Jacques Bacardats (depuis mars 2003)

Vice-présidents : 2

Le conseil du 13 septembre 2000 a décidé de procéder à la nomination de deux vice-présidents, représentant les deux actionnaires les plus importants. Ont été nommés en cette qualité :

- Georges Duval, au titre de la société Sorame (depuis le 13 septembre 2000),
- Gilbert Lehmann, au titre de la société Areva (depuis le 13 décembre 2005, en remplacement de Jean-Lucien Lamy).

Administrateurs :

Rémy Autebert,  
Cyrille Duval,  
Édouard Duval,  
Georges Duval,  
Patrick Duval,  
Pierre-Noël Giraud (administrateur indépendant),  
François Henrot (administrateur indépendant),  
Gilbert Lehmann,  
Louis Mapou,  
Harold Martin  
Jacques Rossignol (administrateur indépendant),  
Michel Somnolet (administrateur indépendant),  
Antoine Treuille (administrateur indépendant),  
Areva, représentée par Frédéric Tona.

- Autres participants au conseil d'administration.

**Censeurs** : Le conseil d'administration du 12 avril 2000, faisant usage de la possibilité offerte à l'article 19 des statuts, a décidé d'offrir deux postes de censeurs à des salariés du groupe, en sus des représentants du comité d'entreprise. Dans la pratique, la nomination des deux censeurs se fait, sur proposition du comité d'entreprise européen. Celui-ci a proposé de désigner : Mats Nilsson (salarié d'Erasteel Söderfors), et Daniel Signoret (salarié d'Erasteel Commentry), nommés comme censeurs par le conseil du 13 septembre 2000 pour une durée de quatre ans. Mats Nilsson, démissionnaire, a été remplacé le 11 septembre 2002 par Jean Claude Dumontet (salarié Erasteel Commentry). Les censeurs ont été renouvelés dans leurs fonctions par le conseil du 12 mai 2004.

**Délégués du comité central d'entreprise** : Claudine Grossin, Didier Jacq, Christian Detreille, Yann Perrigault.

## 14.2. Situation personnelle des dirigeants

*Autres mandats dans le groupe et hors groupe au cours des cinq derniers exercices*

Membres du conseil d'administration et de la direction générale de la société au 28 février 2006

Source : rapport de gestion 2005

Nom, prénom ou dénomination sociale / Principale fonction Lien familial	Date de première nomination	Date du dernier renouvellement et date d'échéance du mandat	Autres fonctions exercées
<b>BACARDATS Jacques</b> <b>Président-directeur général</b> Né le 21 octobre 1947 Adresse professionnelle : Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris	Directeur général non administrateur conseil : 23 mai 2002 Administrateur cooptation conseil : 26 mars 2003 Président-directeur général : conseil du 21 mai 2003	Ratification cooptation et renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003 Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés du groupe</b> – Président-directeur général de la société Le Nickel-SLN – Administrateur de : Comilog ; Erasteel Kloster
<b>AUTEBERT Rémy</b> <b>Administrateur</b> Né le 20 juillet 1953 Adresse professionnelle : Cogema 2, rue Paul Dautier 78141 Velizy Cedex	Assemblée générale du 21 mai 2003	Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Directeur du secteur Mines – Chimie – Enrichissement de Cogema (depuis juin 2004) – Directeur de la Business Unit Mines à Cogema (juillet 2000 à mai 2004) – Président-directeur général de : CFMM SA – Président du Directoire d'Eurodif (jusqu'au 9/12/05) – Président de : COMUF (Gabon) ; Urangesellschaft GmbH (Allemagne) ; Somaïr (Niger) ; Cogema Australia – Gérant de SMJ (jusqu'au 11/02/05) – Vice-président du Conseil de Cominak (Niger) – Membre du Conseil de surveillance d'EURODIF – Administrateur de : Eurodif Pro ; CFMM SA ; SGN ; Cominak (Niger) ; Comurhex (jusqu'au 7/03/05) ; Katco (Kazakhstan) ; Cogema Resources Canada ; SGN ; CMA (Côte d'Ivoire) (jusqu'au 1/01/05) ; COMIN (États-Unis) ; PMC (États-Unis) ; UG Canada Ltd (jusqu'au 1/02/05) ; MUL (Canada) ; Cogema Australia – Représentant permanent de : • Cogema aux conseils de : CFM SA ; Comhurex SA ; Sofidif ; Somaïr (Niger) ; • CFMM au conseil de Cominor SA • CFM SA au conseil de SMJ (jusqu'au 11/02/05) – Membre du Board de Cogema Inc. ; Cogema Deutschland

Nom, prénom ou dénomination sociale / Principale fonction Lien familial	Date de première nomination	Date du dernier renouvellement et date d'échéance du mandat	Autres fonctions exercées
<b>DUVAL Georges</b> <b>Administrateur</b> <b>Vice-président</b> <b>Directeur général délégué</b> Né le 3 mai 1946 Adresse professionnelle : Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris  <b>Frère</b> <b>d'Édouard DUVAL,</b> <b>cousin de Cyrille</b> <b>et Patrick DUVAL</b>	Assemblée générale du 21 juillet 1999  Vice-président du conseil : conseil du 13 septembre 2000  Directeur général délégué : conseil du 23 mai 2002	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003  Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés du groupe</b> – Président de : Aubert & Duval (SAS) ; Sima (SAS) ; Eramet Alliages  <b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Gérant de Sorame – Administrateur et directeur général délégué de CEIR
<b>DUVAL Édouard</b> <b>Administrateur</b> <b>Directeur des achats</b> Né le 2 décembre 1944 Adresse professionnelle : Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris  <b>Frère de</b> <b>Georges DUVAL,</b> <b>cousin de Cyrille</b> <b>et Patrick DUVAL</b>	Assemblée générale du 21 juillet 1999	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003  Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés du groupe</b> – Président de : Eramet International (SAS) ; Eramet International Tokyo Branch (SAS) ; Eramet North America Inc. – Directeur général délégué de Sima (SAS)  <b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Président du conseil de gérance de Sorame – Administrateur et directeur général délégué de CEIR
<b>DUVAL Patrick</b> <b>Administrateur</b> Né le 15 mai 1941 Adresse : c/o Eramet Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris  <b>Frère</b> <b>de Cyrille DUVAL,</b> <b>cousin de Georges</b> <b>et Édouard DUVAL</b>	Assemblée générale du 21 juillet 1999	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003  Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés du groupe</b> – Directeur général de Sima  <b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Gérant de : SCI Franroval ; SCI Les Bois de Batonceau ; SCEA Les Terres d'Orphin ; SCI de la Plaine ; Sorame – Administrateur de : Cartonneries de Gondardennes SA ; CEIR – Président-directeur général de CEIR
<b>DUVAL Cyrille</b> <b>Administrateur</b> <b>Secrétaire général d'Aubert &amp; Duval</b> Né le 18 juillet 1949 Adresse professionnelle : Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris  <b>Frère</b> <b>de Patrick DUVAL,</b> <b>cousin de Georges</b> <b>et Édouard DUVAL</b>	Assemblée générale du 21 juillet 1999	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003  Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés du groupe</b> – Directeur général délégué de Sima – Représentant permanent de la société Sima, administrateur de Metal Securities  <b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Directeur général délégué et administrateur de CEIR – Gérant de Sorame

Nom, prénom ou dénomination sociale / Principale fonction Lien familial	Date de première nomination	Date du dernier renouvellement et date d'échéance du mandat	Autres fonctions exercées
<b>GIRAUD Pierre-Noël</b> <b>Administrateur</b> Né le 8 mars 1949 Adresse professionnelle : CERNA 60, bd Saint-Michel 75272 Paris Cedex 06	Assemblée générale du 21 mai 2003	Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Administrateur de Cogema – Professeur à l'École des mines de Paris – Membre de l'Académie des Technologies
<b>HENROT François</b> <b>Administrateur</b> Né 3 juillet 1949 Adresse professionnelle : Rothschild & Cie 17, avenue Matignon 75008 Paris	Assemblée générale du 21 juillet 1999	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003 Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Associé-gérant de : Rothschild et Cie Banque – Administrateur de : Carrefour ; Pinault Printemps Redoute ; BP France ; Cogedim ; 3 Suisses ; Vallourec
<b>LEHMANN Gilbert</b> <b>Administrateur</b> <b>Vice-président</b> Né le 28 septembre 1945 Adresse professionnelle : Cogema 2, rue Paul Dautier 78141 Velizy Cedex	Coopté par le conseil du 13 décembre 2005	Ratification cooptation : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2005 Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Directeur général adjoint de Cogema – Président du conseil d'administration : Cie d'Études et de Recherches pour l'Énergie – CERE ; SEPI (Suisse) – Administrateur de : Framatome ; Sofinel ; FCI ; Cie Technique d'Assurances – CTA ; Framapar ; CNS ; Intercontrol ; Assystem ; Framatome Technologies (États-Unis) ; FC États-Unis ; Canberra (États-Unis)
<b>MAPOU Louis</b> <b>Administrateur</b> Né le 14 novembre 1958 Adresse professionnelle : STCPI Imm. Carcopino 3000 98845 Nouméa Cedex	Coopté par le conseil du 29 mars 2001 (Ratification par l'assemblée générale du 30 mai 2001)	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003 Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés du groupe</b> – Administrateur de la société Le Nickel-SLN <b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> – Président de la STCPI (Nlle-Calédonie) – Directeur général de Sofinor (Nlle-Calédonie)
<b>MARTIN Harold</b> <b>Administrateur</b> Né le 8 avril 1954 Adresse professionnelle : Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie 1, bd Vauban BP P3 98845 Nouméa Cedex	Nommé par l'assemblée générale du 11 mai 2005	Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2008	<b>Au sein de sociétés hors du groupe (en Nouvelle-Calédonie)</b> – Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie depuis mai 2004 – Membre de l'Assemblée de la Province Sud – Maire de la ville de Païta depuis 1995 – Président délégué de la SCTPI – Membre titulaire : • Conseil d'administration de l'ADECAL (Trésorier) • Comité des finances locales • Commission consultative d'évaluation des charges • Comité consultatif des mines • Comité de gestion du fonds de concours pour le soutien conjoncturel minier • Comité restreint chargé de déterminer une situation de crise dans le secteur minier – Président du comité consultatif de la Recherche – Administrateur de : Enercal ; Savexpress ; SEUR ; SEM Agglo

Nom, prénom ou dénomination sociale / Principale fonction Lien familial	Date de première nomination	Date du dernier renouvellement et date d'échéance du mandat	Autres fonctions exercées
<b>ROSSIGNOL Jacques</b> <b>Administrateur</b> Né le 6 février 1940 Adresse : c/o Eramet Tour Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris	Assemblée générale du 21 juillet 1999	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003 Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Administrateur d'Innoprocess</li> <li>– Ancien directeur général de SNECMA et d'Arianespace</li> </ul>
<b>SOMNOLET Michel</b> <b>Administrateur</b> Né le 6 février 1940 Adresse : c/o Eramet Tour Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris	Assemblée générale du 21 mai 2003	Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Ancien administrateur de Sanofi-Synthelabo</li> <li>– Ancien administrateur, vice-président et directeur général de l'administration finance de l'Oréal</li> <li>– Administrateur de : L'Oréal États-Unis ; L'Oréal Maroc</li> </ul>
<b>AREVA</b> <b>Administrateur</b> <b>Représentée par Frédéric TONA</b> <b>Représentant permanent d'AREVA au conseil d'administration</b> Né le 27 août 1947 Adresse professionnelle : A l'attention de Frédéric Tona 2, rue Paul Dautier 78141 Velizy Cedex	Cooptée par le conseil du 27 mars 2002	Ratification cooptation : assemblée générale du 21 mai 2003 Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Ancien directeur du secteur Mines-Chimie-Enrichissement d'AREVA/Cogema</li> <li>– Membre du Conseil de l'École nationale supérieure de géologie de nancy</li> </ul> <b>(entre 2000 et 1/02/2005)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Directeur : Pôle Mines Chimie de Cogema jusqu'en 2003 Secteur Mines Chimie Enrichissement de Cogema jusqu'au 31/05/2004</li> <li>– Président-directeur général : Comurhex jusqu'en 2003 CFMM et de CFM</li> <li>– Président de Somaïr (Niger)</li> <li>– Vice-président de Cominak (Niger)</li> <li>– Administrateur de : SGN ; Eurodif SA ; Eurodif Pro ; Sofidif ; Urangesellschaft (Allemagne) ; Cogema Australia Cogema Resources Canada Pathfinder Mines Corp (États-Unis) Cogema Inc. (États-Unis)</li> <li>– Représentant permanent de CFMM aux conseils de Cominor SA et SMJ</li> </ul>
<b>TREUILLE Antoine</b> <b>Administrateur</b> Né le 7 octobre 1948 Adresse professionnelle : Mercantile Capital Partners LLC 535 Madison Avenue New-York, NY10022 USA	Assemblée générale du 21 juillet 1999	Renouvellement : assemblée générale du 21 mai 2003. Date d'échéance : assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2006	<b>Au sein de sociétés hors du groupe</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Executive Managing Director de Mercantile Capital Partners LLC</li> <li>– Director et Member of the Compensation Committee de Harris Interactive (Nasdaq)</li> <li>– Director et Chairman Audit Committee de Société BIC (Bourse française)</li> </ul>

Nom, prénom ou dénomination sociale / Principale fonction Lien familial	Date de première nomination	Date du dernier renouvellement et date d'échéance du mandat	Autres fonctions exercées
<b>ANDRÉ Patrick</b> <b>Directeur général délégué</b> <b>(non administrateur)</b> Né le 23 octobre 1963 Adresse professionnelle : Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris	Nommé par le conseil du 17 septembre 2003		<b>Au sein de sociétés du groupe</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Directeur général d'Eramet Comilog Manganèse</li> <li>– Président-directeur général de Comilog France</li> <li>– Gérant de Comilog Holding</li> <li>– Président d'Erachem Mexico</li> <li>– Chairman de : Eramet Marietta Inc. (États-Unis) ; Eramet Norway (Norvège)</li> <li>– Directeur général adjoint Comilog SA (Gabon)</li> <li>– Administrateur de : Comilog US (États-Unis) ; Le Nickel-SLN ; Comilog SA (Gabon) ; Erachem Comilog (Belgique)</li> </ul>
<b>ROBERT Alain</b> <b>Directeur général délégué</b> <b>(non administrateur)</b> Né le 25 décembre 1945 Adresse professionnelle : Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75015 Paris	Nommé par le conseil du 17 septembre 2003		<b>Au sein de sociétés du groupe</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Administrateur de : Le Nickel-SLN ; Comilog SA</li> </ul>

Aucune information relevant de la partie 14 « Organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et de Direction Générale » du règlement (CE) N°809/2004 autre que celle indiquée ci-dessus ne doit être divulguée.

## 15. Rémunération totale et avantages des mandataires sociaux et Comex

### *Administrateurs – jetons de présence*

Le montant des jetons de présence versé aux mandataires sociaux d'Eramet au titre de l'année 2005 s'élève à 153 170 euros (152 220 euros en 2004) ; ce montant est inférieur à l'enveloppe globale de 180 000 euros allouée au conseil

La répartition des jetons de présence est la suivante (en euros) :

	Eramet	Autres sociétés	TOTAL 2005	TOTAL 2004
Rémy AUTEBERT	9 623	3 063	12 686	14 686
Jacques BACARDATS	7 623	10 256	17 879	19 785
Cyrille DUVAL	7 623		7 623	7 623
Édouard DUVAL	7 623		7 623	7 623
Georges DUVAL	7 623	2 300	9 923	9 923
Patrick DUVAL	7 623		7 623	7 623
Pierre-Noël GIRAUD	7 623		7 623	7 623
François HENROT	7 623		7 623	7 623
Pascal LAFLEUR	3 431		3 431	12 198
Jean-Lucien LAMY	9 717		9 717	8 623
Gilbert LEHMAN	1 906		1 906	
Louis MAPOU	10 673	1 830	12 503	14 028
Harold MARTIN	8 767		8 767	
Jacques ROSSIGNOL	10 623		10 623	8 623
Michel SOMNOLET	14 198		14 198	19 248
Frédéric TONA	12 623		12 623	8 623
Antoine TREUILLE	18 248		18 248	17 723
<b>TOTAL</b>	<b>153 170</b>	<b>17 449</b>	<b>170 619</b>	<b>171 575</b>

### *Membres du Comité exécutif « Comex »*

#### Conditions de détermination :

La rémunération des membres du « Comex » – mandataires sociaux est fixée chaque année par le conseil d'administration sur proposition du comité des rémunérations. Pour les membres du « Comex » non mandataires sociaux, les rémunérations sont fixées par la direction générale. Les propositions de rémunération s'attachent à assurer une compétitivité de ces rémunérations vis-à-vis du marché extérieur et reposent sur des comparaisons externes effectuées régulièrement par la direction des Ressources Humaines et des consultants externes.

La rémunération de chacun des membres du « Comex » comprend une partie fixe et une partie variable. La part variable est fondée sur un certain nombre de critères et objectifs précis.

La fourchette de la partie variable est de :

- 0 à 60 % pour le Président-directeur général,\*

d'administration lors de l'assemblée générale du 11 mai 2005, à répartir librement par celui-ci entre les administrateurs.

La distribution des jetons de présence au titre de l'année 2005 a été opérée sur la base d'un montant forfaitaire individuel de 7 623 euros pour la participation à l'ensemble des conseils, majoré à hauteur de 1 000 euros pour la participation aux différents comités ; une indemnité de déplacement, de 1 525 euros par conseil, a été versée par ailleurs aux administrateurs résidant à l'étranger.

Les jetons de présence versés aux mandataires sociaux d'Eramet par d'autres sociétés du groupe ont atteint globalement quant à eux 17 449 euros (19 355 euros en 2004).

- 0 à 30 % pour les mandataires sociaux,\*
- 0 à 20 % pour les autres membres du « Comex »,

\* Déterminé par le comité des rémunérations.

La moitié du bonus est acquis sur la base des objectifs atteints, soit 30 %, 15 %, 10 %. Afin d'obtenir un pourcentage supérieur, il convient de dépasser les objectifs fixés. Ces objectifs sont fondés par exemple sur :

- des résultats Sécurité très volontaristes (taux de fréquence 1),
- des résultats financiers (endettement, trésorerie, BFR, etc.),
- des résultats économiques effectifs (ROCE, résultat opérationnel...),
- l'accomplissement en temps et au budget de gros investissements ou de projets industriels majeurs,
- des résultats « managériaux »,
- des propositions de stratégie et de projets portant sur leur « zone de responsabilité ».

**Montant :**

Le détail de la répartition individuelle du montant des rémunérations nettes des charges sociales attribuées en 2005

(en euros)

	Période	Part fixe <sup>(1)</sup>	Part variable <sup>(2)</sup>	Jetons de Présence	Total
<b>Jacques BACARDATS*</b>	<b>2005</b>	<b>415 158</b>	<b>194 849</b>	<b>17 879</b>	<b>627 886</b>
Président-directeur général	2004	345 031	136 767	19 785	501 583
<b>Georges DUVAL*</b>	<b>2005</b>	<b>191 938</b>	<b>22 713</b>	<b>9 923</b>	<b>224 574</b>
Directeur général délégué	2004	190 375	24 734	9 923	225 032
<b>Alain ROBERT*</b>	<b>2005</b>	<b>207 643</b>	<b>9 797</b>	<b>10 256</b>	<b>227 696</b>
Directeur général délégué	2004	185 890	19 277	12 162	217 329
<b>Patrick ANDRE*</b>	<b>2005</b>	<b>163 824</b>	<b>21 317</b>	<b>7 956</b>	<b>193 097</b>
Directeur général délégué	2004	144 861	23 041	7 956	175 858
<b>Dominique FRANCHOT</b>	<b>2005</b>	<b>191 932</b>	<b>22 489</b>	–	<b>214 421</b>
Directeur des Ressources Humaines	2004	189 513	22 868	–	212 381
<b>Jean-Didier DUJARDIN</b>	<b>2005</b>	<b>171 987</b>	<b>13 141</b>	<b>10 256</b>	<b>195 384</b>
Directeur Administratif et Financier	2004	174 610	8 188	10 256	193 054

\* Mandataires sociaux.

(1) Salaires versés en 2005.

(2) Sommes dues au titre de l'exercice 2005 et versées en 2006. En cohérence avec la loi pour la confiance et la modernisation de l'économie du 26 juillet 2005, la part variable correspond désormais à la part de l'année N versée en N + 1. Les données 2004 ont été retraitées dans ce sens.

Les membres du « Comex » bénéficient en outre du régime collectif d'intéressement. Les sommes versées à ce titre en 2005, au titre de l'année 2004, s'élèvent individuellement à 15 000 euros dans le respect du plafond prévu par la loi.

Le montant des dix plus fortes rémunérations versées par Eramet SA au titre de l'année 2005 s'élève à 2 517 439 euros et a fait l'objet d'une certification des Commissaires aux comptes.

**Mandataires sociaux – rémunérations**

Le montant des rémunérations nettes accordées en 2005 aux mandataires sociaux s'est élevé en total à 1 739 300 euros (contre 1 643 674 euros en 2004). La répartition est la suivante :

en euros	2005	2004
Jacques BACARDATS*	627 886	501 583
Patrick ANDRE*	193 097	193 097
Rémy AUTEBERT	12 686	14 686
Cyrille DUVAL	139 607	140 141
Édouard DUVAL*	198 869	183 134
Georges DUVAL*	224 574	225 032
Patrick DUVAL	7 623	50 823
Pierre-Noël GIRAUD	7 623	7 623
François HENROT	7 623	7 623
Pascal LAFLEUR	3 431	12 198
Jean-Lucien LAMY	9 717	8 623
Gilbert LEHMAN	1 906	
Louis MAPOU	12 503	14 028
Harold MARTIN	8 767	
Alain ROBERT*	227 696	230 866
Jacques ROSSIGNOL	10 623	8 623
Michel SOMNOLET	14 198	19 248
Antoine TREUILLE	12 623	17 723
Frédéric TONA	18 248	8 623
<b>TOTAL</b>	<b>1 739 300</b>	<b>1 643 674</b>

\* Personnes bénéficiant d'un régime complémentaire spécifique.

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'engagement ou de promesse relatifs à l'octroi d'une indemnité de départ au titre de leur mandat.

aux membres du Comité exécutif « Comex » du groupe (six personnes au total) s'est élevé en total à 1 683 058 euros (1 525 237 euros en 2004) et se répartit ainsi :

**Engagements de retraite**

Eramet a mis en place, il y a plusieurs années, un régime collectif de retraite complémentaire à prestations définies pour un groupe de cadres supérieurs (fermé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001) qui remplissait des conditions restrictives d'éligibilité requises. La gestion de ce régime est assurée par une compagnie d'assurance externe (AXA).

Certains mandataires sociaux (cf. tableau ci-dessus) bénéficient, par leur contrat de travail initial en tant que salariés, ce, antérieurement à leur mandat, de ce régime de retraite complémentaire spécifique qui stipule qu'ils peuvent bénéficier en cas de possibilité de liquidation de leurs droits à la retraite chez Eramet SA (soit à partir de 60 ans) d'environ 62 à 63 % de leur salaire brut pour une ancienneté minimum de 10 ans. Cette disposition est nécessairement aléatoire, car n'intervenant qu'au moment du départ effectif en retraite ou de cessation d'activité. En effet, le revenu de substitution versé correspond à la différence entre le revenu garanti et les prestations versées au retraité, notamment par la CNAV, l'ARRCO et l'AGIRC.

Suivant le dernier calcul actuariel réalisé, la valeur actuelle de la part estimée des cinq mandataires sociaux concernés dans le montant total des engagements liés aux services passés de l'ensemble des bénéficiaires de ce régime supplémentaire de retraite s'élève à 3,9 millions d'euros à fin décembre 2005 contre 3,4 millions d'euros à fin décembre 2004.

**Rapport spécial sur l'attribution d'actions gratuites**

Conformément à l'article L. 225.197.4 – al.1 du Code de Commerce, nous vous soumettons le présent rapport précisant les opérations d'attribution gratuite d'actions, intervenues au cours de l'exercice 2005.

Ces opérations sont intervenues à la suite de l'autorisation que l'assemblée générale extraordinaire du 11 mai 2005 a donné au conseil d'administration, à hauteur d'une enveloppe globale de 40 000 actions, et pour une durée de trois ans.

Faisant usage de cette autorisation, le conseil d'administration du 13 décembre 2005 a consenti à 90 personnes (mandataires sociaux et salariés) l'attribution gratuite de 14 000 actions de la société, à émettre à titre d'augmentation de capital.

Le même conseil a arrêté un règlement du plan d'attribution qui précise les modalités d'acquisition et de détention. L'attribution ne devient effective qu'après un délai de deux ans (soit le 13 décembre 2007). Les actions ne pourront être cédées qu'après un délai de portage de deux années supplémentaires (soit à compter du 13 décembre 2009).

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux est le suivant :

Jacques Bacardats	1 000
Georges Duval	600
Alain Robert	800
Patrick André	800
Cyrille Duval	100
Édouard Duval	100
<b>TOTAL</b>	<b>3 400</b>

Le nombre d'actions attribuées à chacun des dix (en fait onze) salariés du groupe, dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé, est le suivant :

Jean-Didier Dujardin	800
Dominique Franchot	800
Marcel Abeke	300
Alain Pradoura	300
Bertrand Madelin	250
Xavier Chastel	250
Benoît Bied-Charreton	200
Philippe Gunderman	200
Didier Ventura	200
Arnaud Tissidre	200
Jean-Pierre Cescutti	200
<b>TOTAL</b>	<b>3 700</b>

Le conseil d'administration  
Paris, le 8 mars 2006

## 16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

### 16.1. Mode de fonctionnement

La direction générale de la société est organisée depuis le 3 juillet 2003 par un Comité exécutif « Comex » et par un comité de direction international depuis septembre 2004, réuni autour du Président-directeur général.

Le Comité exécutif, centre de décision pour le groupe et les branches, réunit le Président-directeur général, les trois directeurs de branche, ainsi que le directeur des ressources humaines et le directeur administratif et financier. Il associe également à échéances régulières le Président-directeur général d'Erasteel, le directeur général d'Aubert & Duval, ainsi que le Président d'Eramet International.

Le comité de direction international réunit trimestriellement les membres du Comité exécutif, le directeur général d'Erasteel, le directeur général d'Aubert & Duval, le Président d'Eramet International, le directeur général de la société Le Nickel-SLN, le directeur général de Comilog, le directeur Chine et le directeur de la stratégie.

En relation avec le Comité exécutif, les réunions mensuelles de branches sont les centres de décision du groupe. Elles permettent de suivre le reporting mensuel et de définir les choix essentiels concernant les branches.

Les trois directeurs de branche sont chacun directeur général délégué et assurent également certaines fonctions au niveau du groupe. Georges Duval (Alliages) a la responsabilité de l'ingénierie, de l'environnement et des risques industriels, Alain Robert (Nickel) suit la recherche et développement, et Patrick André supervise les achats et systèmes d'information. Les directions administration et finances et des ressources humaines, ainsi qu'Eramet International restent attachées au Président. Le rattachement des fonctions groupe au Comité exécutif renforce l'efficacité et la cohérence de leur action. L'objectif est de permettre aux fonctions transversales de remplir leurs trois missions essentielles : une mission opérationnelle, une mission de pilotage, et une mission de service aux branches. Par ailleurs, un cabinet regroupant la stratégie, la communication, le marketing et les affaires industrielles a été mis en place auprès du Président.

### 16.2. Règles d'organisation du conseil d'administration

#### *Charte de l'administrateur*

Tout nouvel administrateur élu par l'assemblée ou coopté par le conseil, qu'il soit administrateur à titre personnel ou représentant permanent d'une personne morale, adhère à une charte qui rappelle, d'une façon générale, la mission des administrateurs, les principes qui gouvernent leur action et les règles de comportement imposés par les lois en vigueur et les statuts de la société.

Cette charte, qui a été adoptée par le conseil dans sa réunion du 15 septembre 1999, insiste en particulier sur la compétence des administrateurs, leur devoir à l'information, leur présence tant aux réunions du conseil que, dans la mesure du possible, des assemblées, et leur indépendance. Les membres du conseil sont notamment invités, à tout moment, à veiller à ne pas se trouver en conflit d'intérêts, directement ou indirectement, entre la société et une société dans laquelle ils exerceraient une fonction. Une telle situation, qui doit être révélée au conseil, devrait conduire, selon le cas, soit à un refus de nomination ou à une démission (conflit structurel),

soit à l'abstention (conflit ponctuel). L'obligation de secret professionnel et de non-intervention sur les titres de la société, en cas de détention d'informations significatives non encore publiques, est également rappelée. La règle de non-intervention sur les titres de la société fait l'objet d'une procédure applicable aux mandataires sociaux et aux cadres dirigeants. Cette procédure a été approuvée par le conseil d'administration du 9 mars 2005.

### *Règlement intérieur/comités*

Le conseil devrait adopter prochainement un règlement intérieur précisant son organisation qui repose notamment sur la mise en place en son sein de différents comités.

Le conseil du 21 mai 2003, tout en modifiant leur composition compte tenu de la nomination de nouveaux administrateurs, a confirmé la reconduction des trois comités existants depuis 1999, en faisant évoluer le précédent comité des comptes en véritable comité d'audit. Confirmant son désir de voir la société devenir un exemple dans les pratiques de bonne gouvernance, en orientant ses préoccupations d'avantage sur l'avenir que sur le passé, et en suivant en cela les préconisations du rapport Bouton, il a précisé la composition, l'organisation et le fonctionnement des comités.

### *Le comité d'audit*

Ce comité a préparé sa propre charte, en vue de préciser sa composition (3 membres), son fonctionnement, ses missions, et la rémunération de ses membres. Cette charte a été adoptée définitivement par le conseil du 10 décembre 2003. Ce comité s'est donné pour mission l'examen, outre des plans d'audit internes et l'analyse des comptes semestriels et annuels, le suivi des contentieux importants, la politique de gestion des changes, le passage aux normes IAS, et l'application de la loi sécurité financière. Ce comité s'est réuni trois fois en 2005 (8 mars, 6 septembre et 12 décembre 2005).

Composition actuelle du comité : Antoine Treuille, Michel Somnolet, Rémy Autebert.

### *Le comité des rémunérations*

Composé de trois administrateurs, dont un indépendant, il peut être assisté par le directeur des ressources humaines du groupe. Ce comité s'est réuni trois fois en 2005 (12 janvier, 18 février et 7 décembre 2005).

Composition actuelle du comité : Frédéric Tona, Michel Somnolet, Jacques Rossignol.

### *Le comité de sélection*

Composé de quatre administrateurs et du Président, il propose la nomination des mandataires sociaux placés à la tête de chacune des trois branches de la société. Ce comité ne s'est pas réuni en 2005.

Composition actuelle du comité : Jacques Bacardats, Édouard Duval, Cyrille Duval, Gilbert Lehmann.

### *Réunions du conseil*

Convocations : les réunions se font, aussi souvent que nécessaire, sur convocation du Président conformément à la loi, adressée par tous moyens, y compris par la voie électronique,

à ses membres, en principe une semaine avant la date de réunion du conseil.

Déroulement des séances :

- un dossier comportant des fiches sur la plupart des points de l'ordre du jour est remis à chaque participant au conseil en début de séance,
- la réunion commence, en général, par un exposé préliminaire du Président sur les faits marquants de la période précédente, puis un état de la marche de chacune des trois branches. Un projet particulièrement important dans le cadre de la stratégie du groupe peut être présenté,
- en fin de séance, un projet de communiqué est en général soumis pour avis aux administrateurs et est publié en fin de journée pour faire part des principales évolutions de la société susceptibles d'intéresser le marché.

Procès-verbal : le procès-verbal du conseil est établi par le secrétaire du conseil (en principe, le directeur juridique de la société) et soumis par le Président à l'approbation des administrateurs lors du conseil suivant, le projet étant adressé à chaque participant (administrateurs, censeurs et délégués du comité central d'entreprise, avec la convocation et l'ordre du jour, environ une semaine avant la date de réunion du conseil).

Fonctionnement effectif du conseil d'administration : le bilan détaillé du fonctionnement du conseil d'administration au cours de l'exercice 2005 a été effectué dans le rapport du Président qui sera présent à l'assemblée générale du 27 avril 2006, en application de l'article 117 de la loi sécurité financière, désormais codifié à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce (cf. annexes).

À l'initiative du comité d'audit et sur sa proposition, le conseil d'administration du 9 mars 2005 a décidé de procéder à une évaluation de son fonctionnement.

<b>Taux de présence</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Conseil d'administration	87 %	84 %
Comité d'audit	78 %	100 %
Comité des rémunérations	89 %	100 %
Comité de sélection	NA	NA

### *Activité 2005 du comité d'audit*

Le comité d'audit a, comme traditionnellement, procédé à l'examen approfondi des comptes annuels de l'exercice 2004 et semestriels de l'exercice 2005. Il s'est penché sur les différents postes du compte de résultat, notamment des frais financiers en liaison avec la mise en place de la centrale de trésorerie et des impôts en soulignant le taux d'imposition relativement faible dû aux crédits d'impôts et à l'utilisation des reports déficitaires. Lors des séances des 6 septembre et 12 décembre 2005, le comité s'est particulièrement attaché à étudier l'impact du passage au nouveau référentiel comptable IAS/IFRS et les principales options de présentations adoptées dans ce cadre par la société. Une attention particulière est portée sur la méthode de calcul des dépréciations d'actifs et la mise en place des normes IAS 32/39. Les Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés et Ernst & Young) ont apporté leurs commentaires et leur accord sur le contenu des informations à donner notamment dans les annexes.

Le comité d'audit a revu également les différents contentieux, ainsi que les risques environnementaux. La mise en place de l'IAS 19 a été l'occasion de faire un point sur l'ensemble des engagements sociaux et d'analyser la valeur et la répartition des fonds de pensions et de commenter l'organisation d'évaluation et de contrôle des fonds de pensions.

Le comité d'audit a, par ailleurs, vérifié l'aboutissement des chantiers identifiés au cours de la période précédente dans le cadre de la cartographie des risques qui ont contribué à la qualité et à la fiabilité du contrôle interne. L'harmonisation des pratiques du groupe, le renforcement de l'application de certaines procédures comptables et de trésorerie, la prévention et la gestion des pannes éventuelles ont fait l'objet d'améliorations importantes. Le comité d'audit a recommandé qu'une politique de spot checking soit mise en place, afin de vérifier que ces procédures soient appliquées sans interruption dans tous les pays.

## 17. Salariés

### 17.1. Ressources humaines

La diversité des implantations géographiques et des métiers du groupe Eramet a nécessité la mise en place d'un système de reporting décentralisé des données sociales du groupe. Ce dispositif est opérationnel depuis 2005. Il permet aussi bien pour des entités de tailles importantes, plus de mille salariés, que pour de plus petites entités, moins de dix salariés, de fournir en consolidation centrale des données cohérentes entre elles et s'appuyant sur des définitions communes. Cet outil de reporting est aussi un outil de pilotage opérationnel pour les branches et sociétés du groupe qui va progressivement s'enrichir en fonction des besoins.

Toutefois, conformément à la réglementation du travail, en France métropolitaine et sur le territoire de Nouvelle-Calédonie, toutes les filiales du groupe établissent un bilan social. Ce bilan social est soumis pour avis aux organes de représentation du personnel que sont les comités d'entreprise. Cette obligation n'existe pas dans les autres pays.

Les activités du groupe Eramet revêtent une dimension internationale très prononcée (plus de 65 % de l'effectif du groupe travaille hors de France métropolitaine), tant au niveau production industrielle que commercialisation et gestion. La dimension internationale du management du groupe s'est vue renforcée en 2005 par la création d'un Comité exécutif International qui associe chaque semestre les membres du Comité exécutif du groupe et les dirigeants d'Eramet en Chine, au Gabon et en Nouvelle-Calédonie.

Le groupe Eramet s'inscrit dans la charte et les principes édictés par l'OIT et développe un certain nombre de valeurs :

- le dialogue social avec les partenaires sociaux, tant formalisé (politique salariale, intéressement, formation, protection sociale, gestion de l'emploi) que quotidien et informel sur les sites,

- le souci d'informer régulièrement et clairement l'ensemble du personnel (journaux d'entreprise et de sites à diffusion régulière, intranet groupe),
- l'implication du management du groupe (séminaires d'information et d'échanges, réunions avec l'encadrement du groupe et des sociétés qui le composent).

### 17.2. Projet *Leaders* : améliorer les performances

Priorité a été fixée par Eramet de développer la culture managériale au sein du groupe par le lancement d'une nouvelle dynamique qui repose sur les forces vives de sa croissance, ses équipes. Engagé en 2005, le projet *Leaders* s'inscrit comme un outil fondamental de cette démarche.

Il a pour but de mobiliser les hommes et les femmes d'Eramet pour mieux impliquer chacun dans l'amélioration des performances et changer les comportements dans le sens du développement de l'initiative.

Il accompagne l'ambition d'encourager chacun à se sentir acteur du groupe pour déplacer ensemble les frontières géographique (s'étendre à travers le monde), technique (cultiver l'excellence de nos savoir-faire), collective (jouer en équipe efficacement) et individuelle (se dépasser pour être un meilleur acteur).

La définition de ce projet repose sur une large consultation menée par un cabinet extérieur, Stratorg, auprès de l'encadrement de l'ensemble des sites du groupe. Cette enquête a permis d'établir, entre autres, un état des lieux des motivations. Des attentes fortes ont ainsi été identifiées qui font l'objet des 12 chantiers de progrès mis en place dès la fin de l'année 2005 et dont les thèmes concernent majoritairement les RH, ainsi que la communication.

#### *7 valeurs de référence*

Le groupe a pour objectif global de poursuivre un projet de croissance rentable sur le plan économique, durable sur le plan social et environnemental, et harmonieux dans ses relations avec les communautés.

Pour ce faire, Eramet a choisi de structurer son développement, et de permettre ainsi à chacun de guider son action dans le sens de ce développement autour de 7 valeurs fondamentales qui sont : le sens du client, la recherche de la performance créatrice de valeur, l'honnêteté intellectuelle et le courage, l'initiative et l'esprit d'ouverture, la remise en cause professionnelle et la mobilité, le travail en équipe et le décloisonnement, enfin, le développement des compétences (maintien, enrichissement, transmission).

#### *12 chantiers de progrès*

Le suivi et l'animation des chantiers sont pris en charge par le comité de pilotage, constitué à cet effet dès le début du projet et présidé par le président du groupe, Jacques Bacardats. Chacun de ses membres a la responsabilité d'au moins un chantier de progrès en tandem avec l'un des membres du Comité exécutif (Comex), qui en est le parrain.

Après la présentation du projet entre septembre et octobre 2005, une deuxième phase est actuellement en cours qui concerne la mobilisation de chacun et le déploiement des actions.

Les 12 chantiers sont :

1. Partager la stratégie avec les équipes,
2. Systématiser la communication interne,
3. Créer une image groupe,
4. Mieux travailler entre nationalités différentes,
5. Rebâtir notre leadership technique,
6. Définir des objectifs et mesurer les performances,
7. Clarifier la politique de rémunération,
8. Développer la mobilité,
9. Encourager l'initiative,
10. Développer le travail collectif et la transversalité,
11. Relancer la politique de recrutement,
12. Communiquer sur le projet Leaders.

À ce jour, plusieurs actions concrètes sont engagées sur l'ensemble de sites avec le souci de bien coordonner et déployer le projet *Leaders* en cohérence avec les projets spécifiques des branches et/ou des entités. Les résultats de ces actions seront présentés en septembre 2006.

### Élargissement de la démarche

Par ailleurs, une phase d'élargissement à la maîtrise a également été engagée de façon plus ciblée en fonction des problématiques et des circonstances locales.

Au total, le projet *Leaders* est donc à la fois une démarche de progrès cadrée sur quelques enjeux bien identifiés et une dynamique managériale plus large qui vise à encourager chez chacun l'exigence d'être un meilleur acteur du progrès, qu'il soit technique ou managérial, individuel ou collectif.

## 17.3. Effectifs

### Évolution des effectifs par zone géographique

Au cours des trois dernières années (2003, 2004 et 2005) les effectifs du groupe se sont accrus de 857 personnes. Toutefois cette tendance masque des disparités entre les différentes branches. Ainsi, si les branches Nickel (+ 111 personnes) et surtout Manganèse (+ 1 051 personnes) ont vu leurs effectifs croître, la branche Alliages a, par contre, vu son effectif baisser de 378 personnes.

Pour la branche Nickel, l'année 2005 montre une légère croissance des effectifs de la société Le Nickel-SLN en Nouvelle-Calédonie (+ 25), mais une diminution des effectifs à Sandouville et Grenoble.

Après la période 2002/2004, qui avait vu la branche Manganèse restructurer ses activités et donc diminuer ses effectifs, l'année 2005 marque une rupture due notamment à l'intégration des effectifs de la Setrag (transport ferroviaire au Gabon : + 1 306 personnes) dans les effectifs de la branche. En faisant abstraction de cet apport externe, les effectifs de la branche Manganèse en Afrique (Comilog SA) sont néanmoins en croissance sur l'année 2005 (+ 56), notamment pour assurer le programme d'augmentation de la capacité minière. En revanche, les effectifs ont continué à baisser sur les zones Europe (- 85) et Amérique du Nord (- 115).

Pour la branche Alliages, après les restructurations de 2004, l'année 2005 a vu une consolidation des effectifs. Si les effectifs ont globalement diminué entre 2004 et 2005 (- 280), au cours de 2005, ils se sont légèrement accrus pour Aubert et Duval (+25) et ont légèrement diminué pour Erasteel (- 18 principalement en Suède).

	France			Autres pays d'Europe			Amérique du Nord			Asie			Autres zones			TOTAL		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Holding	204	207	214	0	3	0	0	14	13	0	20	19	0	0	1	204	244	247
Branche Nickel	333	358	341	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 118	2 184	2 221	2 451	2 542	2 562
Branche Alliages	4 497	4 414	4 159	624	613	589	30	36	37	11	28	25	5	8	9	5 167	5 099	4 819
Branche Manganèse	472	152	137	696	640	570	885	885	770	1 996	2 162	2 118	1 384	1 339	2 889	5 433	5 238	6 484
<b>TOTAL</b>	<b>5 506</b>	<b>5 131</b>	<b>4 851</b>	<b>1 320</b>	<b>1 256</b>	<b>1 159</b>	<b>915</b>	<b>935</b>	<b>820</b>	<b>2 007</b>	<b>2 210</b>	<b>2 162</b>	<b>3 507</b>	<b>3 531</b>	<b>5 120</b>	<b>13 255</b>	<b>13 123</b>	<b>14 112</b>

Les effectifs indiqués sur ce tableau ainsi que les suivants sont les effectifs de fin d'année. Ils couvrent le périmètre des sociétés gérées par le groupe qui est différent du périmètre de consolidation. Les effectifs consolidés sont de 13 691 personnes.

### Répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle

La notion de catégorie socioprofessionnelle au sens français du terme est difficilement transposable à tous les pays d'implantation du groupe. Toutefois, les sociétés situées en France métropolitaine, en Nouvelle-Calédonie et au Gabon ont ces notions en commun. Compte tenu du fait que cela représente près de 70 % de l'effectif, il est apparu pertinent de conserver les définitions suivantes :

Cadres : *executive, managers, post-graduate staff, civil engineers (white collars)*.

ETAM : (employés, techniciens, agents de maîtrise) : *clerks, technicians, foremen (white collars)*.

Ouvriers : *workers (blue collars)*.

	Ouvriers			ETAM			Cadres			TOTAL		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Holding	0	0	0	83	97	93	121	147	154	204	244	247
Branche Nickel	1 542	1 592	1 600	739	772	780	170	178	182	2 451	2 542	2 562
Branche Alliages	3 128	3 080	2 890	1 598	1 543	1 498	441	476	431	5 167	5 099	4 819
Branche Manganèse	3 934	3 902	4 427	990	792	1 430	509	544	627	5 433	5 238	6 484
<b>TOTAL</b>	<b>8 604</b>	<b>8 574</b>	<b>8 917</b>	<b>3 410</b>	<b>3 204</b>	<b>3 801</b>	<b>1 241</b>	<b>1 345</b>	<b>1 394</b>	<b>13 255</b>	<b>13 123</b>	<b>14 112</b>

### Répartition des effectifs par type de contrats de travail

La technicité des métiers de la mine et de la métallurgie impose un apprentissage professionnel long. Le recours à des contrats de travail à durée courte est donc très minoritaire, soit de l'ordre de 3 % des effectifs hors Chine où la pratique du contrat court est plus répandue.

Le recours au contrat de travail à durée déterminée est généralement le préalable à une embauche à durée indéterminée.

	CDI			CDD			TOTAL		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Holding	201	277	234	3	7	13	204	244	247
Branche Nickel	2 347	2 449	2 491	104	93	71	2 451	2 542	2 562
Branche Alliages	5 099	4 978	4 693	68	121	126	5 167	5 099	4 819
Branche Manganèse	4 602	4 169	5 209	831	1 069	1 275	5 433	5 238	6 484
<b>TOTAL</b>	<b>12 249</b>	<b>11 873</b>	<b>12 627</b>	<b>1 006</b>	<b>1 290</b>	<b>1 485</b>	<b>13 255</b>	<b>13 123</b>	<b>14 112</b>

Le recours à l'intérim, dont la pratique est essentiellement spécifique à la France métropolitaine et à la Belgique, est d'une nature différente. Il représentait l'équivalent de près 630 salariés en 2005 (branche Nickel : environ 40, branche Manganèse : environ 60, branche Alliages : plus de 500). Le recours à l'intérim s'avère indispensable pour faire face à des variations brutales du carnet de commandes. La remontée plus rapide que prévue, sur 2005, de l'activité dans la branche Alliages a nécessité un appel important à l'intérim.

### Répartition des effectifs par sexe

Traditionnellement peu féminisés, les métiers de la mine et de la métallurgie demeurent principalement masculins, comme l'indique le tableau ci-dessous d'où il ressort que les femmes représentent environ 14 % de l'effectif total. C'est en Chine qu'elles sont proportionnellement les plus nombreuses : elles représentent environ le quart de l'effectif.

	Hommes			Femmes			TOTAL		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Holding	138	163	163	66	81	84	204	244	247
Branche Nickel	2 248	2 343	2 352	203	199	210	2 451	2 542	2 562
Branche Alliages	4 524	4 475	4 182	643	624	637	5 167	5 099	4 819
Branche Manganèse	4 465	4 324	5 377	968	914	1 107	5 433	5 238	6 484
<b>TOTAL</b>	<b>11 375</b>	<b>11 305</b>	<b>12 074</b>	<b>1 880</b>	<b>1 818</b>	<b>2 038</b>	<b>13 255</b>	<b>13 123</b>	<b>14 112</b>

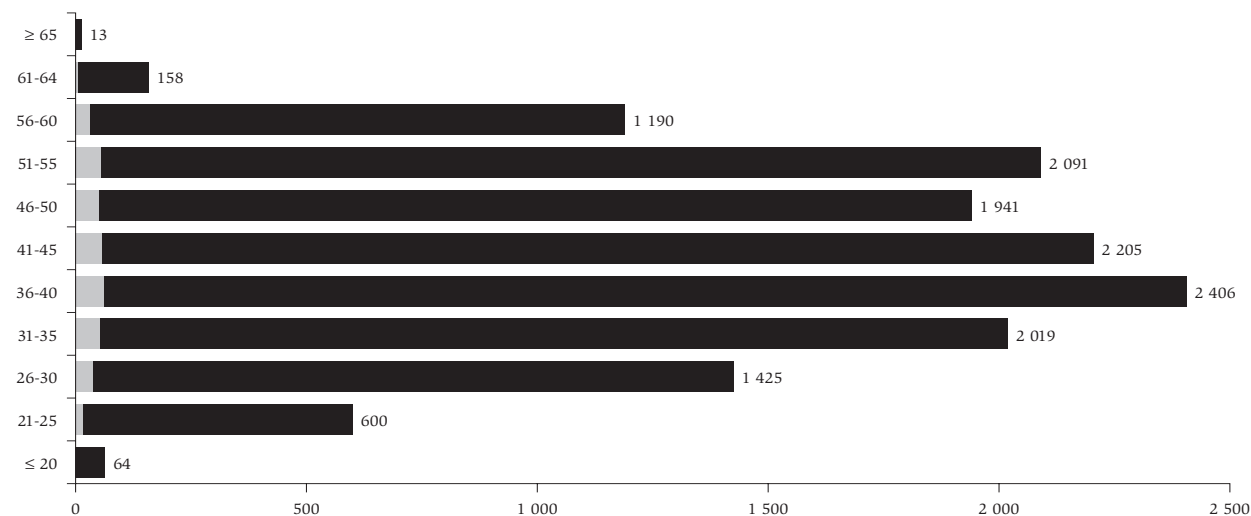
### Âge moyen et pyramide des âges

L'âge moyen, comme l'indique le tableau ci-dessous, est relativement constant par catégories professionnelles ainsi que par branches, à l'exception des ouvriers de la branche Nickel (essentiellement en Nouvelle-Calédonie) dont l'âge moyen est inférieur de près de 4 ans à ceux des autres branches et autres catégories professionnelles.

	Ouvriers			ETAM			Cadres		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Holding	0,00	0,00	0,00	45,13	38,99	45,00	46,21	38,68	46,00
Branche Nickel	38,02	37,95	38,63	43,62	46,63	43,75	42,92	42,92	42,78
Branche Alliages	41,27	40,37	41,76	43,17	41,59	43,94	42,24	44,83	45,41
Branche Manganèse	41,69	41,69	40,67	42,09	39,61	42,79	45,06	45,17	46,09
<b>TOTAL</b>	<b>40,88</b>	<b>40,52</b>	<b>40,66</b>	<b>43,00</b>	<b>41,52</b>	<b>43,47</b>	<b>43,87</b>	<b>44,04</b>	<b>45,40</b>

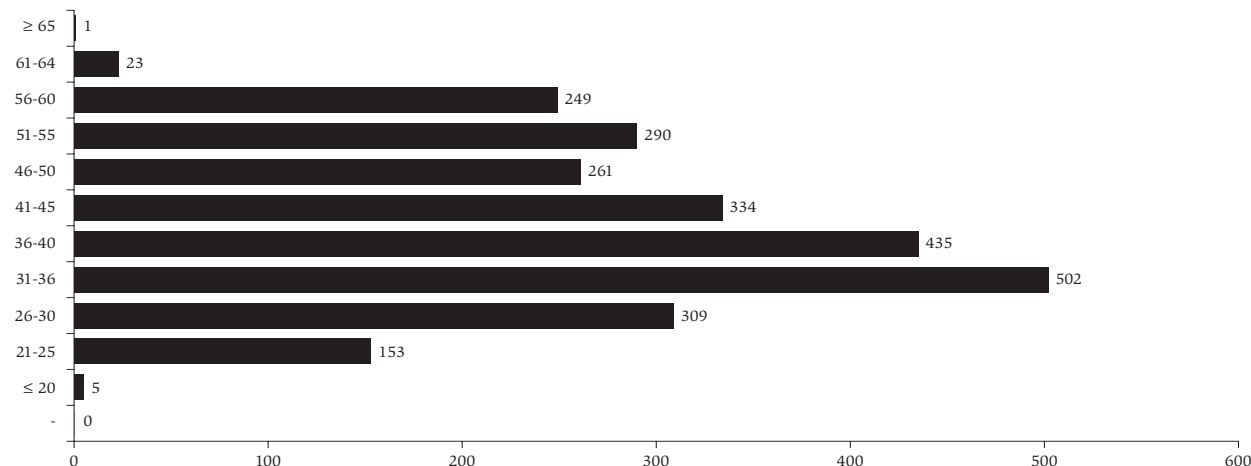
La pyramide des âges ci-dessous montre au 31 décembre 2005 une répartition des effectifs par tranches d'âge qui n'appelle pas de commentaire particulier.

### Groupe

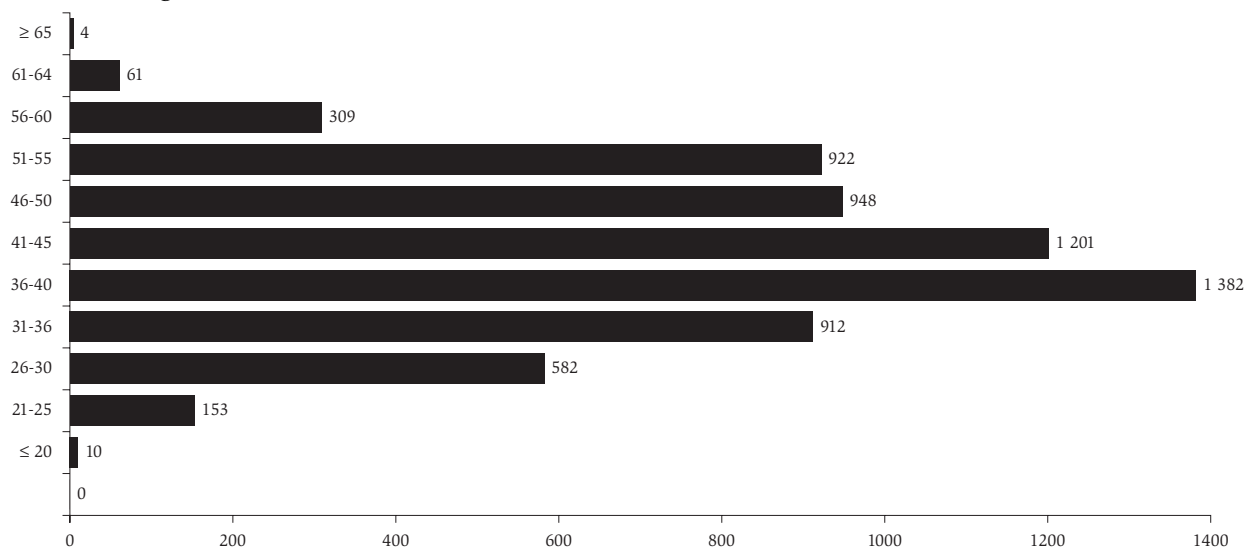


Mais, quand on analyse les pyramides des âges des différentes branches, on note des disparités significatives. Les branches Nickel et Manganèse sont relativement proches, avec une population plus jeune et une part importante des effectifs entre 30 et 40 ans. Par contre la branche Alliages a ses tranches d'âge les plus importantes au-delà de 50 ans. Pour cette dernière branche le renouvellement des effectifs sera donc important dans les dix prochaines années.

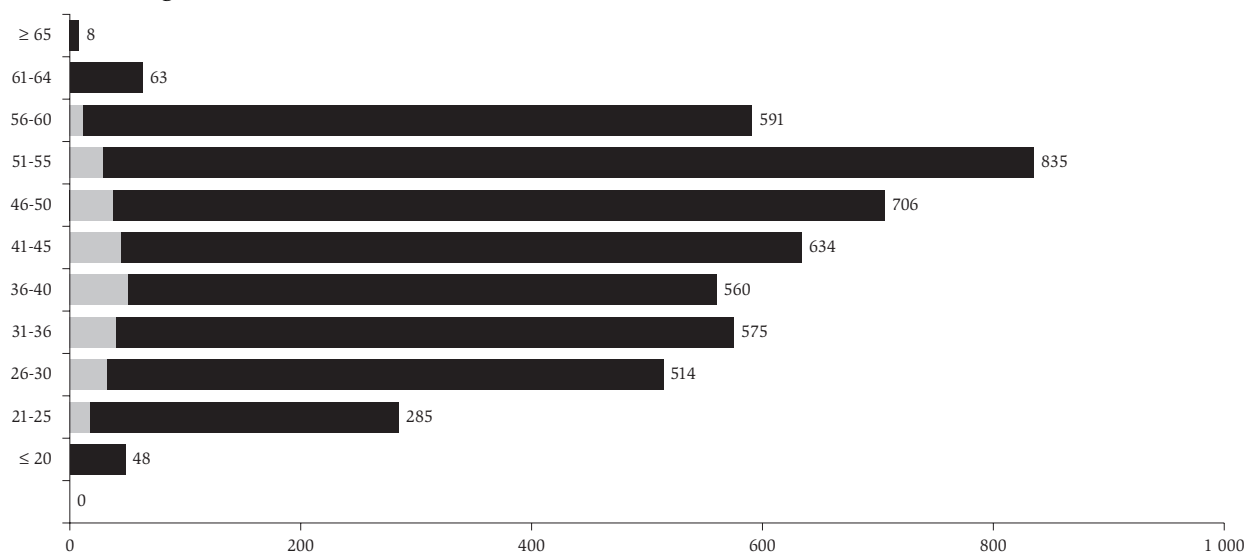
### Branche Nickel



### Branche Manganèse



### Branche Alliages



## Le turn-over et la gestion des effectifs

Le tableau ci-dessous donne une indication du turn-over par pays au sein du groupe.

Défini comme la somme des entrées et des sorties de l'année divisée par les effectifs de fin d'année, le turn-over se situe à près de 8 % en 2003, il monte à près de 16 % en 2004 du fait des restructurations pour revenir en 2005 à près de 13 %.

On notera que le taux de démissions est relativement constant et représente de 0,8 % à 1 % de l'effectif total.

### Le turn-over par pays

	Entrées									Sorties								
	Embauches extérieures			Licenciements			Retraites et préretraites			Démissions			Autres			TOTAL		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
France métropolitaine	228	265	469	74	541	104	99	178	107	69	84	85	0	0	191	401	984	871
Nouvelle-Calédonie	158	150	109	0	6	45	13	49	13	7	3	12	0	0	17	171	205	184
Europe																		
Hors France	17	44	16	6	20	1	37	84	21	26	17	19	0	0	23	60	148	61
États-Unis	29	36	45	15	8	11	33	6	20	15	26	17	0	0	11	77	50	87
Gabon	101	101	193	19	19	13	63	63	0	9	9	2	0	0	43	183	183	249
Autres	1	279	97	0	67	62	0	58	53	0	13	11	0	0	4	1	404	216
<b>TOTAL</b>	<b>534</b>	<b>875</b>	<b>929</b>	<b>114</b>	<b>661</b>	<b>236</b>	<b>245</b>	<b>438</b>	<b>214</b>	<b>126</b>	<b>152</b>	<b>146</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>289</b>	<b>485</b>	<b>1 251</b>	<b>885</b>

## 17.4. Organisation du travail et rémunération

### Temps de travail

Partout où il est implanté le groupe Eramet respecte la législation sur le temps de travail en vigueur. À titre d'indication le temps de travail est :

- en France métropolitaine : de 35 heures par semaine ;
- en Norvège : de 37 heures 30 par semaine ;
- en Nouvelle-Calédonie de 37 heures 50 par semaine ;
- en Chine, au Gabon, aux États-Unis, en Suède : de 40 heures par semaine sur 5 jours.

Généralement, le personnel posté se voit appliquer un horaire inférieur.

### Rémunérations

#### • Frais de personnel – charges sociales

Les salaires représentent la part principale de la rémunération du personnel. Le taux moyen de charges sociales ramenées aux salaires et traitements au niveau du groupe a évolué de 39 % en 2003, 42 % en 2004 et 39 % en 2005. Si, en 2005, ces charges se situent selon les sites entre 40 et 46 % en France métropolitaine ou même davantage dans des pays comme la Suède (48 %), en revanche, elles sont plus faibles en Nouvelle-Calédonie (41 %) ou au Gabon (37 %).

#### • Politique d'intéressement aux résultats

En France métropolitaine et en Nouvelle-Calédonie, des accords d'intéressement sont signés régulièrement avec les partenaires sociaux. Ils complètent, lorsqu'elles existent, les dispositions réglementaires en matière de participation.

En Suède, des dispositions équivalentes existent qui sont fondées sur le rapport entre la masse salariale et le résultat.

En 2003, le montant total des sommes versées au titre des accords d'intéressement et de participation s'est élevé à 10 951 milliers d'euros, soit plus de 3 % des salaires du groupe, mais près de

10 % des salaires des sociétés concernées par ces versements. En 2004, le montant total des sommes versées s'est élevé à 15 692 milliers d'euros, soit près de 5 % des salaires du groupe, mais près d'un peu plus de 10 % des salaires des sociétés concernées par ces versements.

En 2005, le montant total des sommes versées s'est élevé à 19 430 millions d'euros, soit près de 6 % des salaires du groupe, mais près d'un peu plus de 8 % des salaires des sociétés concernées par ces versements.

#### • Autres engagements vis-à-vis du personnel

L'ensemble des engagements de retraite, indemnités de départ, couverture médicale, prévoyance et autres engagements vis-à-vis du personnel actif ou à la retraite, sont provisionnés selon les conventions en vigueur dans chaque pays.

La partie non couverte par les sociétés d'assurance ou les fonds de pension, notamment pour les sociétés américaines et norvégiennes, est également provisionnée. Généralement, les régimes sont des régimes à prestations définies. Les engagements concernant spécifiquement ces régimes sont situés aux États-Unis (48 %), en France (21 %), en Norvège (18 %) et en Nouvelle-Calédonie (6 %). Les autres régimes sont des régimes à cotisations définies où les cotisations employeur sont constatées en charges de la période pour laquelle ils sont liés. Les principales hypothèses chiffrées utilisées pour le calcul de ces engagements sont détaillées dans les comptes consolidés (cf chapitre 20.1 – paragraphe 15.3).

Par ailleurs, un plan de retraite complémentaire concernant un groupe de dirigeants, fermé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, est lui aussi entièrement provisionné. La valeur actuarielle estimée pour ce plan au 31 décembre 2005 est de 9 millions d'euros (contre 7,5 millions d'euros au 31 décembre 2004).

#### • Plans de stock-options

Il existe des plans de deux natures différentes.

D'une part, des plans ouverts à une part très large des salariés du groupe. Ainsi, un plan ouvert en septembre 1999

a concerné 5 646 salariés. Ce plan vient à échéance en septembre 2007 : 423 450 actions du groupe Eramet ont été attribuées. Il a été créé pour accompagner le rapprochement du groupe Eramet et du groupe Sima en 1999. Ce plan offre à chaque bénéficiaire la possibilité d'acquérir à un cours prédéterminé 75 actions de la société Eramet. La forte croissance du cours de l'action sur la deuxième partie de l'année 2004 et sur l'année 2005 a incité de nombreux salariés à exercer leur droit de levée et de vente de leurs actions. Ainsi 1 132 salariés ou retraités ont bénéficié de ce dispositif en 2005.

D'autre part, il existe aussi des plans spécifiques dont les bénéficiaires sont des dirigeants du groupe. En 2005, un nouveau plan discrétionnaire a offert à 81 personnes le bénéfice de 14 000 actions gratuites.

#### • Plan d'épargne salariale

En France métropolitaine et en Nouvelle-Calédonie les salariés du groupe Eramet ont la possibilité de verser une épargne salariale soit sous forme de versements volontaires, soit sous forme de versements ponctuels. Les sommes versées au titre de l'intéressement peuvent aussi y être versées. Les sociétés du groupe participent à cette épargne sous la forme d'un abondement aux sommes versées par les salariés. Les modalités de versement de cet abondement sont variables suivant les sociétés. L'épargne est investie sous forme de Fonds Communs de Placement gérés par des institutions financières indépendantes du groupe et contrôlés par des conseils de surveillance paritaires.

## 17.5. Relations professionnelles

Le dialogue social occupe une place importante dans la vie et le fonctionnement interne de chaque société du groupe. De nombreux accords d'entreprises sont signés chaque année concernant les conditions de travail, l'emploi et les rémunérations.

Au niveau corporate, le groupe Eramet anime deux institutions représentatives du personnel : d'une part, le comité de groupe qui réunit une fois par an les trente délégués des sociétés du périmètre du droit social français et par extension du droit social néo-calédonien, et, d'autre part, le comité d'Entreprise Européen qui réunit les délégués des sociétés installées en Europe auxquels s'ajoutent là aussi des représentants néo-calédoniens, soit trente-quatre délégués au total. Les pays européens actuellement représentés au sein du comité d'Entreprise Européen sont, outre la France : la Belgique, la Suède et la Norvège. Ce comité se réunit une fois par an et son fonctionnement a été rendu plus fluide par la création d'un bureau restreint de 6 membres dont la fréquence de réunion est plus importante.

## 17.6. Formation

Dans le domaine de la formation professionnelle de ses équipes, le groupe Eramet accorde la priorité aux formations relatives, d'une part, à la sécurité et, d'autre part, au développement des compétences techniques visant à apporter une meilleure maîtrise des procédés et de leur environnement.

Toutefois, de nombreuses actions de formation concernent aussi l'utilisation des outils informatiques, des langues étrangères.

De même, les programmes d'investissements sont toujours accompagnés d'actions de formation à la conduite des nouveaux outils, très significatives.

À titre d'exemples en 2005, les actions suivantes peuvent être citées :

- Dans la branche Nickel, la poursuite de l'important effort en formation d'accompagnement du programme « 75 000 tonnes » de la société Le Nickel-SLN en Nouvelle-Calédonie. Ainsi l'automatisation de nombreuses installations dans le cadre de ce programme a-t-elle nécessité une mise à niveau des conducteurs de ces installations.
- C'est aussi cette année que la société Le Nickel-SLN a créé en partenariat avec l'Éducation nationale un diplôme de brevet professionnel de la mine dont la première promotion est sortie fin 2005. Elle permettra à l'entreprise, et plus généralement au Territoire de Nouvelle-Calédonie, de disposer d'un vivier de futurs techniciens ou agents de maîtrise susceptibles de prendre des responsabilités sur mines.
- Dans la branche Alliages, près de mille heures de formation ont été associées au programme d'investissement de la presse de 40 000 tonnes en construction à Pamiers.
- Dans la branche Manganèse et au Gabon, l'augmentation de capacité de l'usine d'enrichissement à Moanda a nécessité la venue en France de techniciens contrôle-commande et la formation sur place d'une soixantaine de personnes à l'instrumentation, la régulation et pour une partie d'entre eux à la conduite de l'installation par un système de conduite centralisée type delta V. Des efforts importants ont été consacrés à la communication de terrain.
- Dans de nombreuses usines métallurgiques ainsi qu'au Centre de Recherche de Trappes, les équipes de techniciens et d'ingénieurs se sont formées sur des logiciels de simulation permettant d'anticiper par modélisation le comportement des matériaux sous l'effet de contraintes thermiques et/ou mécaniques. La formation accompagne ici le développement des techniques
- En 2005, le projet Transfert de compétences a été initié dans le domaine de la métallurgie des aciers rapides. Il vise à capitaliser les connaissances du groupe dans ce domaine avant le départ d'un certain nombre d'experts, afin de mettre à la disposition des jeunes ingénieurs et techniciens débutants une somme théorique et technologique. Animé par des équipes franco-suédoises, il a débuté en 2005.
- En France les actions visant à renforcer et homogénéiser les pratiques dans le domaine de la sécurité se poursuivent. Des animateurs sécurité et des membres des CHSCT ont défini des procédures de consignation des installations qui seront généralisées à l'ensemble du groupe.

Globalement, en 2005, dans la continuité des années précédentes, l'effort de formation s'est situé entre 2 % et 4 % de la masse salariale selon les sociétés concernées et les catégories professionnelles.

## 17.7. Hygiène, Sécurité et Santé

### 17.7.1. Sécurité

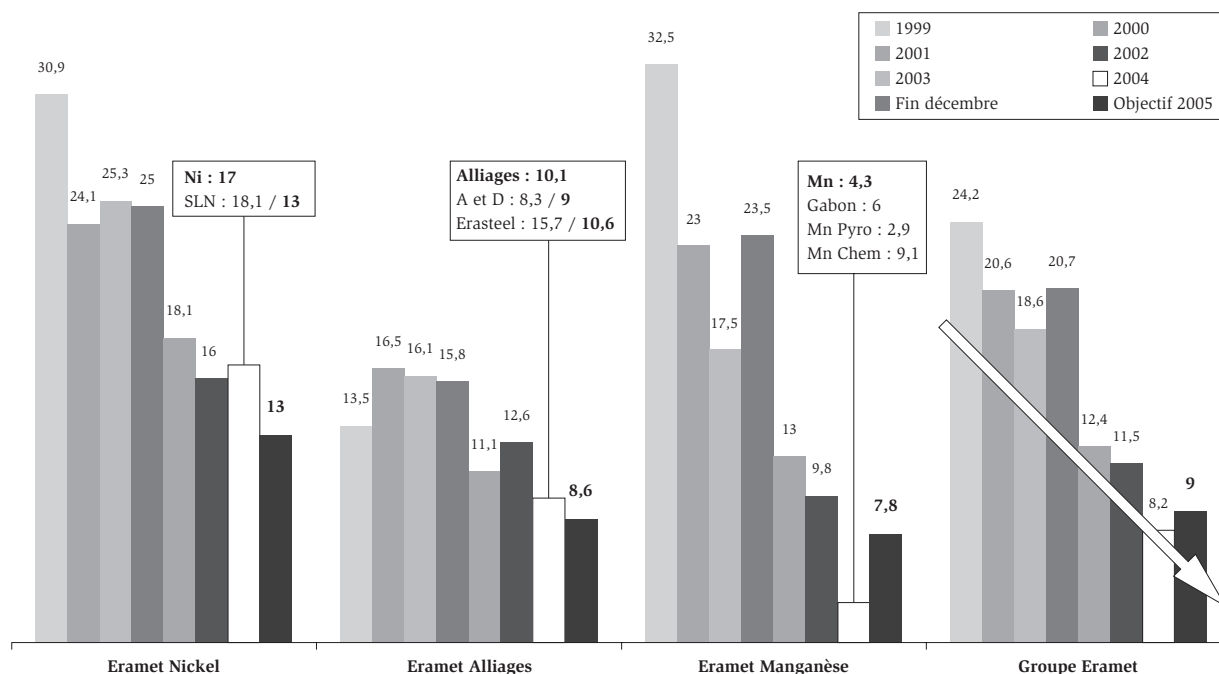
#### Évolution du taux de fréquence

Le taux de fréquence se définit comme le nombre d'accidents avec arrêt rapporté à un million d'heures travaillées.

Le graphique ci-dessous représente, sur les sept dernières années et à périmètre quasi constant (hors usines chinoises pour 2003 et 2004), l'évolution du taux de fréquence.

On note une amélioration régulière du taux de fréquence (TF) depuis 1999 (exception faite de 2002) avec une valeur groupe divisée par trois en six ans. Cette amélioration est essentielle-

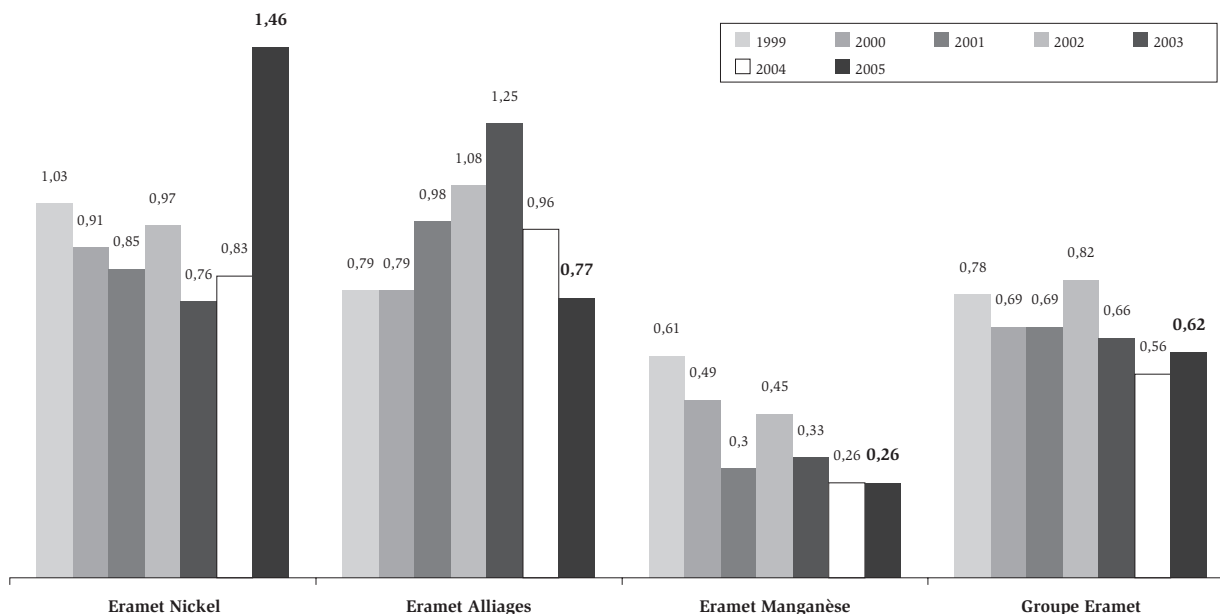
ment le résultat des actions de la branche Manganèse (qui représente par ailleurs près de la moitié des heures travaillées du groupe) et, dans une moindre mesure, de la branche Alliages. L'attention devra être portée en 2006 sur l'évolution des résultats de la branche Nickel et plus particulièrement sur ceux de la société Le Nickel-SLN.



## Évolution du taux de gravité

Le taux de gravité se définit comme le nombre de jours d'arrêt rapporté à mille heures travaillées.

Le graphique ci-dessous représente sur les sept dernières années et à périmètre quasi constant (hors usines chinoises pour 2003 et 2004) l'évolution du taux de gravité.

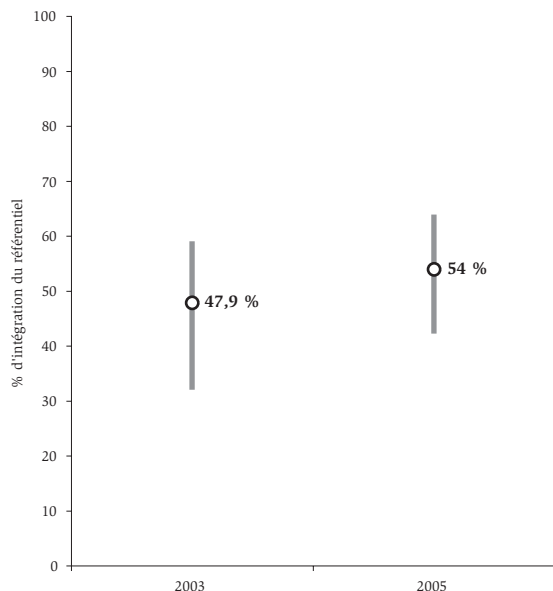


Le taux de gravité du groupe diminue sensiblement mais régulièrement (exception faite de l'année 2002) depuis six années pour atteindre cette année 2005, la valeur de 0,62 (en retrait de la valeur de 0,56 atteinte en 2004). Ce résultat est lié aux actions des trois branches et plus spécifiquement, pour les années 2004 et 2005, à celles de la branche Alliages.

### 17.7.2. Audits sécurité

Une politique d'évaluation des sites est mise en œuvre par des audits systématiques au rythme d'un tous les deux ans pour chacun des sites dans le monde entier. Ces audits sont réalisés par les auditeurs formés que sont les animateurs sécurité des sites pilotés par le coordinateur Hygiène Sécurité et Santé, selon un référentiel personnalisé pour le groupe et élaboré il y a plusieurs années en collaboration avec la société DNV sur la base à la fois du SIES (Système International d'Évaluation de la Sécurité) et de la Politique HS&S du groupe signée par le Président.

Les résultats de ces audits servent de base à la rédaction du plan d'action du groupe puis des sites pour les deux années à venir et ont par exemple permis de détecter en 2003 un risque majeur qui a fait l'objet d'une action spécifique au niveau du groupe en 2004 en vue de sa maîtrise (action planifiée, budgétée et réalisée au niveau d'un ensemble de sites pilotes, déploiement à l'ensemble des sites planifié pour 2005 et 2006).



Douze auditeurs, accompagnés du Coordinateur HS&S, ont réalisé cette année, treize audits dans :

- neuf sites déjà audités en 2003 : Sandouville (+ 13 pts), Champagnole (+ 12 pts), Gennevilliers (+ 11 pts), Sauda et Porsgrunn, Firminy, Grenoble et Dunkerque ;
- quatre sites audités pour la première fois : Laval de Cère, Owendo, Tiébaghi et Népoui.

Deux nouveaux auditeurs ont été formés lors de l'audit de Gennevilliers.

Le résultat global de ces audits se traduit par le niveau (%) d'intégration du référentiel d'audit : progression de six points de la valeur moyenne, de respectivement dix et cinq points des valeurs mini et maxi.

### 17.7.3. Hygiène et Santé

Les médecins du travail des sites du groupe (qui sont pour la plupart des médecins de services interentreprises) sont constitués en « Club Santé » et se réunissent deux fois par an pour des réflexions, des partages d'expériences, des échanges de bonnes pratiques, ou encore des travaux relatifs aux évolutions de la réglementation applicable.

En matière de risque amiante, le groupe Eramet a développé bien avant 1997 une action volontariste en supprimant l'amiante partout où cela était possible, sachant que les sites industriels d'Eramet n'ont jamais fabriqué de matériaux contenant de l'amiante. Les sources d'exposition possibles étaient le recours à des matériaux contenant de l'amiante à des fins d'isolation ou de calorifugeage des outils industriels et notamment des fours. Les dispositions légales et réglementaires prises depuis 1997 et que le groupe applique strictement, ont conforté ce qui avait été engagé. Une procédure groupe de dépistage et de suivi médical des personnels a été mise en place en 2003.

Une action spécifique qui concerne l'ensemble des sites a été développée en 2005 sous la conduite d'un groupe pilote constitué à cet effet pour traiter la problématique liée à la mise en œuvre des produits chimiques et/ou CMR (décret dit « CMR »), un problème d'hygiène et santé plus particulièrement détecté lors des audits conduits en 2004.

## 17.8. Intérêts capitalistiques des dirigeants

Certains administrateurs ont un intérêt significatif dans le capital de la société.

### 17.8.1. Intérêts indirects

Patrick Duval est Président-directeur général de CEIR, Édouard Duval est Président du conseil de gérance de SORAME, Georges, Édouard, Cyrille et Patrick Duval sont actionnaires de SORAME et CEIR.

### 17.8.2. Intérêts capitalistiques directs au 31 décembre 2005

	Actions	Droits de vote
Jacques Bacardats	100	200
Rémy Autebert	100	200
Cyrille Duval	207	412
Édouard Duval	165	321
Georges Duval	1	2
Patrick Duval	50	100
Pierre-Noël Giraud	-	-
François Henrot	1	2
Gilbert Lehmann	-	-
Louis Mapou	1	1
Harold Martin	-	-
Jacques Rossignol	100	200
Michel Somnolet	100	200
Antoine Treuille	200	400
AREVA	6 757 277	13 514 554
Frédéric Tona	1	2

Certains administrateurs exercent des fonctions dans la société :

- Jacques Bacardats (Président-directeur général),
- Georges Duval (vice-président, Directeur général délégué),
- Édouard Duval (Directeur des achats et Président d'Eramet International),
- Cyrille Duval (Secrétaire général d'Aubert & Duval).

Aucun administrateur ne détient une participation directe significative dans l'une quelconque des filiales du groupe. Aucun administrateur n'est en conflit d'intérêts au sens de l'article 16.1 du règlement CE 809/2004 et n'a conclu un contrat de service avec Eramet.

### 17.8.3. Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance

Néant.

## 17.9. Schémas d'intéressement du personnel

### 17.9.1. Contrats d'intéressement et de participation

Dispositions particulières bénéficiant aux salariés de la société mère française.

Accord intéressement :

L'accord d'intéressement actuellement en vigueur correspond à l'accord renouvelé le 30 juin 2003 pour une période de trois ans. Cet accord est arrivé à échéance à la fin de l'exercice 2005. Un nouvel accord sera proposé et discuté au cours du premier semestre 2006. Cet accord porte sur le système d'intéressement dans le cadre des articles L. 441 et suivants du code du travail. Cet accord représente un moyen permettant de mobiliser l'entreprise et son personnel sur les objectifs de performances. Il prévoit le versement d'une prime d'intéressement calculée sur la base de la marge brute d'autofinancement du groupe pour les salariés travaillant pour la holding et de la marge brute d'autofinancement de l'activité Nickel ainsi que du nombre de réclamations clients pour les salariés de la branche Nickel. Le montant global distribué ne peut dépasser annuellement 12 % de la masse des salaires bruts versés aux personnels concernés. L'intéressement est versé au personnel ayant plus de trois mois d'ancienneté au 31 décembre selon la répartition suivante : 20 % du montant uniformément entre les bénéficiaires au pro-rata du temps de présence et 80 % proportionnellement au salaire brut de référence.

Les montants de l'intéressement comptabilisé au cours des cinq dernières années sont :

Année	en milliers d'euros
2005	1 898
2004	2 080
2003	1 149
2002	515
2001	716

En cas de versement de participation calculée selon la législation en vigueur, il est déduit de la prime d'intéressement 90 % de la participation.

## 17.9.2. Plans de souscription et/ou d'achat d'actions

### *Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'actions gratuites*

Plan	Plan C	Plan D	Plan E	Plan F	Plan G	Plan H
Date de l'assemblée générale	8/06/95	27/05/98	27/05/98	21/07/99	23/05/02	11/05/05
Date du conseil d'administration	16/12/97	12/12/01	14/12/99	15/09/99	15/12/04	13/12/05
Type de plan	Souscription	Souscription	Achat	Achat	Souscription	Actions gratuites
Nombre d'otions attribuées à l'origine	104 500	153 000	166 500	423 450	130 000	14 000
Nombre de bénéficiaire à l'origine	39	61	80	5 646	81	90
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées						
par les mandataires sociaux	41 000	66 000	60 000	1 200	31 500	3 400
par les dix premiers attributaires salariés	37 000	30 000	29 000	750	27 000	3 700
Point de départ d'exercice es options	16/12/99	12/12/03	14/12/01	15/09/99	15/12/06	13/12/05
Date d'expiration	15/12/05	11/12/09	13/12/07	14/09/07	15/12/12	NA
Prix de souscription ou d'achat	33,08	32,6	54	47,14	64,63	NA
Modalités d'exercice	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Nombre d'actions souscrites au 31 /12/ 2005	94 500	37 730	113 965	284 770	0	0
Options de souscription /d'achat d'actions/actions gratuites annulées	10 000	3 000	16 500	42 410	0	0
Options de souscription/ d'achat d'actions/d'actions gratuites restantes	0	112 270	36 035	96 270	130 000	14 000

### *Informations sur les options de souscription /d'achat d'actions/Actions gratuites (mandataires sociaux)*

Options de souscription / d'achat d'actions / actions gratuites consenties à chaque mandataire social et options ou actions levées par ces derniers	Nombre d'options ou actions gratuites attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix en euros	Date d'échéance	Plan afférent
<b>Actions gratuites consenties durant l'exercice 2005 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe (liste nominative)</b>				
Jacques Bacardats	1 000	NA		H
Georges Duval	600	NA		H
Alain Robert	800	NA		H
Patrick André	800	NA		H
Cyrille Duval	100	NA		H
Édouard Duval	100	NA		H
<b>Options levées durant l'exercice 2005 par chaque mandataire social (liste nominative)</b>				
Jacques Bacardats	6 000	54,00	13 décembre 2007	E
	75	47,14	14 septembre 2007	F
Georges Duval	5 500	54,00	13 décembre 2007	E
Alain Robert	3 000	32,60	11 décembre 2009	D
	4 000	54,00	13 décembre 2007	E
Patrick André	4 000	33,08	15 décembre 2005	C
	6 000	54,00	13 décembre 2007	E
Cyrille Duval	2 000	54,00	13 décembre 2007	E
Édouard Duval	5 500	54,00	13 décembre 2007	E

## Informations sur les options de souscription /d'achat d'actions/Actions gratuites (hors mandataires sociaux)

Options de souscription / d'achat d'actions / actions gratuites consenties au dix premiers salariés non-mandataires attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées/d'actions souscrites ou achetées ou d'actions gratuites	Prix en euros	Date d'échéance	Plan afférent
Actions gratuites consenties durant l'exercice 2005 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, au dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'actions gratuites ainsi consenties est le plus élevé (information globale)	3 700	NA		H
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment levées durant l'exercice 2005,	6 200	33,08	15 décembre 2005	C
par les 10 salariés de l'émetteur et de ces sociétés,	5 000	32,60	11 décembre 2009	D
dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est plus élevé (information globale)	23 318	54,00	13 décembre 2007	E
	225	47,14	14 septembre 2007	F

## 18. Principaux actionnaires

### Pactes d'actionnaires

En vertu d'un pacte d'actionnaires du 17 juin 1999, entré en vigueur le 21 juillet 1999, la société est contrôlée majoritairement par un groupe d'actionnaires ayant déclaré agir de concert, comprenant :

- un sous-concert entre les sociétés Sorame et CEIR, en vertu d'un pacte d'actionnaires simultané entré en vigueur le 21 juillet 1999, étant précisé que Messieurs Georges, Édouard, Cyrille et Patrick Duval détenaient et détiennent ensemble plus de la moitié du capital de Sorame, sans qu'aucun d'eux n'en détienne le contrôle à lui seul, et que la quasi-intégralité du capital de CEIR est détenue par des membres de la famille Duval (sans qu'aucun d'eux n'en détienne le contrôle à lui seul),
- Areva, anciennement dénommée CEA Industries, venue aux droits et obligations de l'ERAP, signataire initial, du fait d'une substitution opérée par avenant du 27 juillet 2001 au pacte de concert du 17 juin 1999.

Le pacte du 17 juin 1999, à échéance du 30 juin 2006, sera prorogé par tacite reconduction par périodes d'un an, sauf dénonciation par les parties avec un préavis d'un mois.

Ce pacte d'actionnaires (comportant un sous-pacte entre Sorame et CEIR) constitutifs de l'action de concert a fait l'objet d'un avis préalable du conseil des marchés financiers du 18 mai 1999 sous le numéro 199CO577.

Principales dispositions du pacte :

- Clauses du sous-concert

Les signataires du sous-concert sont engagés entre eux, à la date de publication du présent document de référence, comme suit :

- concertation avant toute assemblée en vue de l'exercice concordant de leurs droits de vote pour la mise en œuvre d'une politique commune vis-à-vis d'Eramet,
- respect des engagements de stabilité conclus dans le cadre du concert élargi,
- droits de préemption réciproque.
- Clauses du concert proprement dit

Le sous-concert détiendra une participation durable d'au moins 35 % du capital d'Eramet et Areva de 30 % du capital environ. À la connaissance d'Eramet, il n'existe pas d'autre convention ou pacte.

## 19. Opérations avec les apparentés

Relève de la procédure des conventions réglementées, en raison de la présence de dirigeants communs, le contrat signé en 1985 et modifié le 21 mai 1999 par lequel la société apporte son assistance technique en matière industrielle, financière, juridique, fiscale, et de gestion des ressources humaines, à la société Le Nickel-SLN.

De la même façon, relève de cette procédure l'accord de 1985 selon lequel la société s'approvisionne auprès de la société Le Nickel-SLN.

Ces conventions sont, selon leur portée et les difficultés d'appréciation de leur incidence pour le groupe, soumises ou non aux procédures d'approbation du conseil d'administration, après analyses menées en liaison avec les Commissaires aux comptes d'Eramet.

Ces accords, qui se poursuivent, sont détaillés dans les annexes des comptes et le rapport des Commissaires aux comptes.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### 20.1 Comptes consolidés de l'exercice 2005

#### 20.1.1 Bilan, compte de résultat, annexes 2005 en normes IFRS

##### 20.1.1.1 Bilan en normes IFRS

### ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	Exercices au 31 décembre	
		2005	2004
Goodwills	4	35	35
Immobilisations incorporelles	5	72	67
Immobilisations corporelles	6	1 193	1 055
Participations dans les entreprises associées	7	11	16
Autres actifs financiers	8 & 9	62	50
Impôts différés	16	127	127
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 500</b>	<b>1 350</b>
Stocks	10	760	601
Clients et autres débiteurs	11	523	472
Créances d'impôt exigible		85	73
Instruments financiers dérivés	19	25	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	523	437
<b>Actifs courants</b>		<b>1 916</b>	<b>1 598</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>3 416</b>	<b>2 948</b>

### PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	Exercices au 31 décembre	
		2005	2004
Capital		79	79
Primes		219	218
Réserves		793	490
Écarts de conversion		18	(6)
Résultat net		377	346
	13	<b>1 486</b>	<b>1 127</b>
Intérêts minoritaires	14	499	375
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 985</b>	<b>1 502</b>
Provisions	15	352	344
Impôts différés	16	234	233
Emprunts	17	49	60
Autres dettes	18	11	–
<b>Passifs non courants</b>		<b>646</b>	<b>637</b>
Emprunts - part à court terme	17	110	89
Fournisseurs et autres créditeurs	18	552	594
Dettes d'impôt exigible		80	124
Instruments financiers dérivés	19	43	2
<b>Passifs courants</b>		<b>785</b>	<b>809</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>3 416</b>	<b>2 948</b>

Données 2004 retraitées aux normes IFRS.

### 20.1.1.2 Compte de résultat en normes IFRS

(en millions d'euros)	Notes	Exercices au 31 décembre	
		2005	2004
<b>Chiffre d'affaires</b>	20.1	<b>2 712</b>	<b>2 521</b>
Autres produits	20.2	36	93
Coût des produits vendus	21	(2 068)	(1 834)
Frais administratifs et commerciaux	21	(106)	(104)
Frais de recherche et développement	21	(32)	(33)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	21	<b>542</b>	<b>643</b>
Autres produits et charges opérationnels	22	112	(27)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>654</b>	<b>616</b>
Coût de l'endettement net	23.1	(3)	(8)
Autres produits et charges financiers	23.2	(9)	(2)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	7	2	1
Impôts sur les résultats	24	(126)	(129)
<b>Résultat net</b>		<b>518</b>	<b>478</b>
Intérêts minoritaires	14	(141)	(132)
<b>Résultat net - part du groupe</b>		<b>377</b>	<b>346</b>
Résultat de base par action (EUR)	25	14,76	13,75
Résultat dilué par action (EUR)		14,62	13,50

Données 2004 retraitées aux normes IFRS.

### 20.1.1.3 Tableau de flux de trésorerie en normes IFRS

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	518	477
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
– Amortissements et provisions	99	102
– Instruments financiers	8	–
– Impôts différés	2	6
– Résultat sur cessions d'éléments d'actif	6	(1)
– Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(2)	(1)
<b>Marge brute d'autofinancement (*)</b>	<b>631</b>	<b>583</b>
(Augmentation) ou diminution des stocks	(151)	(25)
(Augmentation) ou diminution des créances clients	25	(115)
Augmentation ou (diminution) des dettes fournisseurs	1	49
Variation des autres actifs et passifs	158	142
Produits d'intérêts reçus	4	4
Charges d'intérêts payées	(8)	(17)
Impôts payés	(182)	(103)
<b>Variation nette des actifs et passifs courants liés à l'activité</b>	<b>(153)</b>	<b>(65)</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles (*)</b>	<b>478</b>	<b>518</b>
<b>Opérations d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations	(263)	(315)
Cession d'immobilisations	11	4
Subventions d'investissement reçues	–	21
(Nouveaux) remboursements de prêts financiers	7	1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2	4
Variation des créances et dettes sur immobilisations	11	4
Incidence des variations de périmètre	5	(1)
	<b>(227)</b>	<b>(282)</b>
Indemnité minière Nouvelle-Calédonie	(124)	(10)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (*)</b>	<b>(351)</b>	<b>(292)</b>
<b>Opérations de financement</b>		
Dividendes versés aux actionnaires d'Eramet SA	(51)	(25)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(22)	(10)
Augmentations de capital	1	6
Valeur de cession / (acquisition) des actions propres	8	11
Nouveaux emprunts	61	24
Remboursements d'emprunts	(41)	(264)
Variation nette des actifs et passifs courants liés aux financements	1	–
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement</b>	<b>(43)</b>	<b>(258)</b>
Incidence des variations de cours des devises et autres	2	(4)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>86</b>	<b>(36)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	437	473
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	523	437

(\*) Dont 124 millions d'euros sans incidence sur la trésorerie du groupe, effet sur les comptes 2005 du dénouement des accords de Bercy.

Données 2004 retraitées aux normes IFRS.

Les mouvements inclus dans les valeurs de cession/(acquisition) des actions propres comprennent :

	Exercices au 31 décembre	
(en millions d'euros)	2005	2004
Acquisitions et cessions - contrat de liquidité	-	-
Levées d'options d'achat par les salariés	8	11
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>11</b>

Les incidences de variations de périmètre concernent :

	Exercices au 31 décembre	
(en millions d'euros)	2005	2004
Filiales sorties du périmètre	(3)	(1)
Intégration de Bear Metallurgical Corp.	5	-
Intégration de Setrag SA	3	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>

#### 20.1.1.4 Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Conversion	Résultat part du groupe	Total	Minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2003</b>	<b>25 577 574</b>	<b>78</b>	<b>212</b>	<b>505</b>			<b>795</b>	<b>320</b>	<b>1 115</b>
Dividendes distribués				(25)			(25)	(10)	(35)
Augmentations de capital	167 370	1	6				7		7
Écarts de conversion					(6)		(6)	(3)	(9)
Actions propres				11			11		11
Autres mouvements				(1)			(1)	(64)	(65)
Résultat net						346	346	132	478
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2004</b>	<b>25 744 944</b>	<b>79</b>	<b>218</b>	<b>490</b>	<b>(6)</b>	<b>346</b>	<b>1 127</b>	<b>375</b>	<b>1 502</b>
Affectation en réserves				346		(346)			
Dividendes distribués				(51)			(51)	(22)	(73)
Augmentations de capital	44 930		1				1		1
Écarts de conversion				(1)	24		23	6	29
Actions propres				8			8		8
Première application des normes IAS 32 & 39				37			37	16	53
Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers - IAS 32 & 39				(38)			(38)	(19)	(57)
Variations de résultat reconnues directement en capitaux propres - IFRS 2				2		(2)			
Autres mouvements								2	2
Résultat net						379	379	141	520
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2005</b>	<b>25 789 874</b>	<b>79</b>	<b>219</b>	<b>793</b>	<b>18</b>	<b>377</b>	<b>1 486</b>	<b>499</b>	<b>1 985</b>

Données 2004 retraitées aux normes IFRS.

#### Le détail des réserves concerne :

(en millions d'euros)	Actions propres	Paiements en actions	Instruments de couverture	Autres réserves	Total
<b>Au 31 décembre 2003</b>	<b>(25)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>530</b>	<b>505</b>
Dividendes distribués	-	-	-	(25)	(25)
Levées d'options d'achat par les salariés	11	-	-	-	11
Autres mouvements	-	-	-	(1)	(1)
<b>Au 31 décembre 2004</b>	<b>(14)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>504</b>	<b>490</b>
Affectation en réserves				346	346
Dividendes distribués				(51)	(51)
Levées d'options d'achat par les salariés	8				8
Première application des normes IAS 32-39 au 1 <sup>er</sup> janvier 2005				37	37
Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers - IAS 32 & 39				(38)	(38)
- Instruments dérivés sur opérations de couvertures de change				(41)	
- Instruments dérivés sur opérations de couvertures de taux					
- Instruments dérivés sur opérations de couvertures de matières premières				3	
Variations de résultat reconnus directement en capitaux propres - IFRS 2		2			2
Autres mouvements				(1)	(1)
<b>Au 31 décembre 2005</b>	<b>(6)</b>	<b>2</b>	<b>(1)</b>	<b>798</b>	<b>793</b>

Les normes IAS 32 et IAS 39 ne sont appliquées par le groupe qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 avec un impact sur les capitaux propres de 37 millions d'euros (net d'imposition différée), portant essentiellement sur les couvertures de flux de trésorerie. La contrepartie figure dans la rubrique « Instruments financiers de couverture » à l'actif ou au passif suivant qu'il s'agit de gains ou de pertes de couverture (note 19).

## 20.1.1.5 Annexes

### 1. Transitions aux normes IFRS

Le groupe Eramet applique les normes IAS/IFRS à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2005, en conformité avec le règlement 1606/2002 de la Commission européenne.

Les premiers comptes publiés selon les normes IAS/IFRS sont ceux de l'exercice 2005 présentés avec en comparatif ceux de l'exercice 2004 établis selon le même référentiel, à l'exception des normes IAS 32/IAS 39 appliquées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Le comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières (CESR) a émis le 30 décembre 2003 une recommandation relative à la communication sur la transition entre les normes comptables nationales et les IFRS, qui a été reprise en France par l'Autorité des marchés financiers (AMF) en février 2004. Les informations qui suivent constituent la mise en œuvre de ces recommandations et incluent notamment les éléments suivants :

- une note sur la première application des principes comptables IFRS par le groupe, en particulier sur les modalités d'application de IFRS 1, première adoption des IFRS, et sur les formats de présentation retenus pour le bilan et le compte de résultat ;
- une note résumant les effets des IFRS sur les principes comptables suivis par le groupe ;
- des tableaux de rapprochement entre normes françaises et IFRS pour les états suivants :
- capitaux propres aux 1<sup>er</sup> janvier, 30 juin et 31 décembre 2004,
- bilans aux 1<sup>er</sup> janvier, 30 juin et 31 décembre 2004,
- compte de résultat du premier semestre 2004 et de l'exercice 2004.
- une note de commentaires sur ces tableaux.

Les données contenues dans ce document ont été établies sur la base des normes et interprétations en vigueur à ce jour.

#### 1.1. Première application des principes comptables IFRS

##### 1.1.1. Références normatives

Les tableaux de passage présentés sont établis conformément à l'ensemble des normes IAS/IFRS et interprétations SIC/IFRIC publiées au *Journal officiel* de l'Union européenne jusqu'au 9 mars 2005 (Règlements CE 1725/2003, 707/2004, 2086/2004, 2236/2004, 2237/2004, 2238/2004 et 211/2005). Le groupe a choisi d'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 (tableau de variation des capitaux propres et note 19). Les autres normes et interprétations publiées au *Journal officiel* de l'Union européenne par la suite et applicables au 31 décembre 2005 ne viennent pas modifier de façon significative la note sur la transition.

##### 1.1.2. Application de IFRS 1, première adoption des IFRS

IFRS 1 définit les modalités d'établissement du premier bilan en IFRS. Le principe général est l'application rétrospective de toutes les normes en vigueur au 31 décembre 2005, les incidences des changements de principes comptables étant enre-

gistrées en report à nouveau à la date de transition, le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Compte tenu des difficultés pratiques posées par une application totalement rétrospective, la norme IFRS 1 prévoit des traitements optionnels ; les choix effectués par le groupe Eramet en ce domaine sont les suivants :

- **retraites et engagements similaires** : le groupe a opté pour la constatation par les capitaux propres des écarts actuels non amortis figurant au bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- **écarts de conversion** : les écarts de conversion résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaies autres que l'euro ont été figés au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et reclassés en capitaux propres. En conséquence, ils ne seront pas constatés en résultat lors des cessions ultérieures des actifs libellés en monnaie étrangère.
- **regroupement d'entreprises** : le groupe a choisi de ne pas retraiter selon les IFRS de façon rétrospective les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### 1.1.3. Évolution en 2005

Pour 2005, le groupe a préparé ses systèmes d'information et de reporting afin de suivre ses comptes de gestion et consolidés en application des normes IAS/IFRS. L'application des normes IAS 32 et 39 au 1<sup>er</sup> janvier 2005 a un impact significatif sur les comptes du groupe. La valorisation des instruments de couverture par rapport au cours de clôture conduit à comptabiliser en situation nette un montant significatif positif au 1<sup>er</sup> janvier 2005, essentiellement dû à la valorisation des instruments de couverture de change dollar par rapport au cours de clôture au 31 décembre 2004.

#### 1.1.4. Format de présentation des états financiers en IFRS

##### 1.1.4.1. Bilan

En normes françaises, le bilan du groupe Eramet reprend la présentation préconisée par le plan comptable général.

Le bilan IFRS regroupe les actifs et passifs selon deux rubriques principales, « courants » et « non courants ». La rubrique « courants » intègre les actifs et passifs relevant du cycle d'exploitation, indépendamment de leur échéance, ainsi que les autres actifs et passifs dont l'échéance est inférieure à un an à leur date d'entrée au bilan, à l'exception de la trésorerie présentée séparément. Les actifs et passifs « non courants » comprennent les autres actifs et passifs, c'est-à-dire les actifs et passifs à plus d'un an ne relevant pas du cycle d'exploitation.

##### 1.1.4.2. Compte de résultat

En normes françaises, le compte de résultat du groupe Eramet est présenté par nature de charges.

En IFRS, le compte de résultat est présenté par destination. Les charges du compte de résultat sont nécessairement classées dans le résultat opérationnel ou dans le résultat financier ; ainsi, au sein du résultat opérationnel, les autres produits et charges opérationnels doivent permettre d'identifier les éléments de nature spécifique ou non récurrents afin de déterminer le niveau du « résultat opérationnel courant ». Il n'y a pas de présentation distincte des éléments exceptionnels.

## **1.2. Effets des IFRS sur les principes comptables suivis par le groupe Eramet**

Les notes ci-dessous ont pour objet de préciser la nature des divergences qui existent à la date de publication de ce document entre les normes françaises et les IFRS, telles qu'appliquées par le groupe Eramet, ainsi que les modalités d'application des IFRS par le groupe, lorsque nécessaire.

### **1.2.1. IAS 1 - Présentation des états financiers**

Le groupe a choisi de modifier la présentation de son compte de résultat et de passer d'une présentation par nature de charges à une présentation par destination.

Les postes du bilan sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté suivant la méthode indirecte.

### **1.2.2. IAS 2 - Stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré ou du FIFO. La méthode LIFO, utilisée en principes comptables français dans l'activité Nickel, a été abandonnée car non conforme à IAS 2.

La dépréciation des pièces détachées, calculée sur une base statistique en normes comptables françaises, non admise par IAS 2, est dorénavant calculée en fonction de leur consommation dans l'année. Les stocks de pièces détachées excédant la consommation d'une année sont dépréciés en totalité.

Les pièces de rechange à caractère d'immobilisations sont reclassées en immobilisations et sont amorties dès leur utilisation effective.

### **1.2.3. IAS 12 - Impôts différés**

Conformément à IAS 12, tous les retraitements opérés dans le cadre du passage aux IFRS ont donné lieu à un calcul d'impôt différé au taux d'impôt en vigueur dans le pays considéré.

### **1.2.4. IAS 16 - Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse par composants, permettant leur amortissement selon des durées de vie différenciées pour chacun des composants d'un même actif immobilisé. Le groupe n'a pas affecté de valeur résiduelle à ses immobilisations.

L'application de IAS 16 a conduit le groupe à reclasser les subventions d'équipement reçues en déduction de la valeur brute.

### **1.2.5. IAS 17 - Contrats de location-Financement**

Certains contrats de location ont été qualifiés de location-financement au regard des critères de IAS 17. Ces contrats sont immobilisés à l'actif en contrepartie d'une dette au passif.

### **1.2.6. IAS 19 - Avantages du personnel**

Le groupe Eramet a appliqué, dans ses comptes consolidés 2004 établis selon les principes comptables français, la recommandation n°2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) qui préconise de provisionner, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, les engagements de retraite et avan-

tages similaires selon les mêmes principes que ceux retenus par la norme IAS 19. Les changements résultant de la première application de cette norme qui comprennent également la constatation des écarts actuariels non amortis au 1<sup>er</sup> janvier 2004, ont tous été imputés sur les capitaux propres d'ouverture en principes comptables français.

L'évaluation des engagements de retraite et autres avantages similaires selon les principes de IAS 19 et ceux de la recommandation n°2003-R01 du CNC a été réalisée avec le support d'un cabinet d'actuariers international.

Les écarts actuariels sont amortis, selon la méthode du « corridor », lorsqu'ils excèdent par plan 10 % de la valeur de marché des fonds ou de la valeur actualisée de l'obligation (voir note 1.4.6.).

### **1.2.7. IAS 36 - Pertes de valeurs**

Cette norme prévoit que la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au moins une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée dans le cas du groupe aux goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs nets de trésorerie actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette de l'UGT ou à la valeur de marché, une perte de valeur est enregistrée pour la différence, et est imputée en priorité sur les goodwill.

Au sein des trois grandes activités du groupe (Nickel, Manganèse, Alliages), une UGT a été constituée pour chaque unité de production.

### **1.2.8. IAS 37 - Provisions**

L'application de IAS 37 a conduit à reclasser les provisions pour grosses réparations en capitaux propres.

Conformément aux dispositions de IAS 37, les provisions pour risques à long terme pour lesquelles un échéancier a pu être établi ont fait l'objet d'une actualisation. Il s'agit essentiellement des provisions pour remise en état des sites miniers.

### **1.2.9. IAS 38 - Immobilisations incorporelles**

En application de IAS 38, les actifs - notamment les charges à répartir - ne correspondant pas aux stricts critères d'immobilisation définis par cette norme, ont été reclassés en déduction des capitaux propres.

### **1.2.10. Autres retraitements du bilan et du compte de résultat**

Les autres retraitements sont les suivants :

- en application de IFRS 3, les écarts d'acquisition négatifs (« badwill »), antérieurement classés en déduction des écarts d'acquisition, ont été repris par capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2004,

- en application de cette même norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne font plus l'objet d'un amortissement mais sont soumis à un test annuel systématique d'évaluation pour déterminer les dépréciations éventuelles (voir 2.6 ci-après). Les amortissements antérieurement pratiqués selon les normes françaises ont été reclassés en déduction de la valeur brute.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan à leur juste valeur, incluant les gains latents.

La norme IFRS 2 (comptabilisation en charges de personnel des stock-options) ne s'applique pas aux plans de stock-options en vigueur dans le groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2004, car ils ont été conclus avant le 7 novembre 2002.

## 1.2.11. Reclassements au bilan et au compte de résultat

### 1.2.11.1. Reclassements au bilan

Certains reclassements à l'actif ou au passif du bilan ont été rendus nécessaires par les IFRS, ainsi que des transferts entre l'actif et le passif. Les principaux reclassements ou transferts concernent les subventions d'équipement reclassées en déduction des immobilisations et la présentation des dettes bancaires en courant/non courant. Cette précision était toutefois présentée dans l'annexe au bilan en normes françaises.

### 1.2.11.2. Reclassements au compte de résultat

Au compte de résultat, les principaux reclassements concernent la disparition de la présentation séparée des éléments exceptionnels.

## 1.3. Tableaux de rapprochement des comptes en normes françaises et en IFRS

### Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2004

(en millions d'euros)	Notes	Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres en normes françaises</b>		<b>797</b>	<b>322</b>	<b>1 119</b>
Goodwills	1.4.1	3	1	4
Immobilisations incorporelles	1.4.2	(1)	(1)	(2)
Immobilisations corporelles	1.4.3	44	9	53
Contrats de location	1.4.3	5	–	5
Pertes de valeur	1.4.3.3	(18)	–	(18)
Stocks	1.4.4	(7)	–	(7)
Valeurs mobilières de placement	1.4.5	4	1	5
Avantages du personnel	1.4.6.1	(31)	(11)	(42)
Provisions	1.4.6.2 & 1.4.6.3	(1)	(1)	(2)
<b>Capitaux propres en normes IFRS</b>		<b>795</b>	<b>320</b>	<b>1 115</b>

### Capitaux propres au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)	Notes	Part du groupe			Intérêts minoritaires			Total
		Réserves	Résultat	Total	Réserves	Résultat	Total	
<b>Capitaux propres en normes françaises</b>		<b>769</b>	<b>342</b>	<b>1 111</b>	<b>233</b>	<b>133</b>	<b>366</b>	<b>1 477</b>
Goodwills	1.4.1	9	(4)	5	–	–	–	5
Immobilisations incorporelles	1.4.2	(2)	1	(1)	–	–	–	(1)
Immobilisations corporelles	1.4.3	44	–	44	9	(1)	8	52
Contrats de location	1.4.3	–	–	–	–	–	–	–
Pertes de valeur	1.4.3.3	(18)	–	(18)	–	–	–	(18)
Stocks	1.4.4	(8)	5	(3)	1	1	2	(1)
Valeurs mobilières de placement	1.4.5	5	–	5	1	1	2	7
Avantages du personnel	1.4.6.1	(17)	3	(14)	–	(1)	(1)	(15)
Provisions	1.4.6.2 & 1.4.6.3	(1)	(1)	(2)	(1)	(1)	(2)	(4)
<b>Capitaux propres en normes IFRS</b>		<b>781</b>	<b>346</b>	<b>1 127</b>	<b>243</b>	<b>132</b>	<b>375</b>	<b>1 502</b>

Bilan consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 2004

ACTIF	Notes	31.12.2003 normes françaises	Ajustements IFRS	01.01.2004 normes IFRS
(en millions d'euros)				
Goodwills	1.4.1	40	(5)	35
Immobilisations incorporelles	1.4.2	81	(15)	66
Immobilisations corporelles	1.4.3	876	91	967
Participations dans les entreprises associées		19	–	19
Autres actifs financiers		50	–	50
Impôts différés	1.4.7	66	37	103
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 132</b>	<b>108</b>	<b>1 240</b>
Stocks	1.4.4	596	(14)	582
Clients et autres débiteurs		390	(10)	380
Créances d'impôt exigible		21	–	21
Instruments financiers dérivés		–	4	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.4.5	463	10	473
<b>Actifs courants</b>		<b>1 470</b>	<b>(10)</b>	<b>1 460</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 602</b>	<b>98</b>	<b>2 700</b>

PASSIF	Notes	31.12.2003 normes françaises	Ajustements IFRS	01.01.2004 normes IFRS
(en millions d'euros)				
Capital		78	–	78
Primes		212	–	212
Réserves		521	(16)	505
Écarts de conversion		(14)	14	
		<b>797</b>	<b>(2)</b>	<b>795</b>
Intérêts minoritaires		322	(2)	320
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 119</b>	<b>(4)</b>	<b>1 115</b>
Provisions	1.4.6	325	58	383
Impôts différés	1.4.7	160	45	205
Emprunts		209	–	209
<b>Passifs non courants</b>		<b>694</b>	<b>103</b>	<b>797</b>
Emprunts - part à court terme		186	–	186
Fournisseurs et autres créditeurs		550	(1)	549
Dettes d'impôt exigible		53	–	53
Instruments financiers dérivés		–	–	–
<b>Passifs courants</b>		<b>789</b>	<b>(1)</b>	<b>788</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 602</b>	<b>98</b>	<b>2 700</b>

Bilan consolidé au 31 décembre 2004

ACTIF	Notes	31.12.2004 normes françaises	Ajustements IFRS	31.12.2004 normes IFRS
(en millions d'euros)				
Goodwills	1.4.1	39	(4)	35
Immobilisations incorporelles	1.4.2	67	–	67
Immobilisations corporelles	1.4.3	976	79	1 055
Participations dans les entreprises associées		16	–	16
Autres actifs financiers		50	–	50
Impôts différés	1.4.7	102	25	127
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 250</b>	<b>100</b>	<b>1 350</b>
Stocks	1.4.4	607	(6)	601
Clients et autres débiteurs		487	(15)	472
Créances d'impôt exigible		73	–	73
Instruments financiers dérivés		–	15	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.4.5	427	10	437
<b>Actifs courants</b>		<b>1 594</b>	<b>4</b>	<b>1 598</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 844</b>	<b>104</b>	<b>2 948</b>

PASSIF	Notes	31.12.2004 normes françaises	Ajustements IFRS	31.12.2004 normes IFRS
(en millions d'euros)				
Capital		79	–	79
Primes		218	–	218
Réserves		496	(6)	490
Ecart de conversion		(24)	18	(6)
Résultat net		342	4	346
		<b>1 111</b>	<b>16</b>	<b>1 127</b>
Intérêts minoritaires		366	9	375
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 477</b>	<b>25</b>	<b>1 502</b>
Provisions	1.4.6	304	40	344
Impôts différés	1.4.7	192	41	233
Emprunts		60	–	60
<b>Passifs non courants</b>		<b>556</b>	<b>81</b>	<b>637</b>
Emprunts - part à court terme		89	–	89
Fournisseurs et autres créditeurs		598	(4)	594
Dettes d'impôt exigible		124	–	124
Instruments financiers dérivés		–	2	2
<b>Passifs courants</b>		<b>811</b>	<b>(2)</b>	<b>809</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 844</b>	<b>104</b>	<b>2 948</b>

Compte de résultat au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)	Exercice 2004 normes françaises	Ajustements IFRS	Exercice 2004 normes IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 521</b>	<b>–</b>	<b>2 521</b>
Autres produits	93	–	93
Coût des produits vendus	(1 847)	13	(1 834)
Frais administratifs et commerciaux	(104)	–	(104)
Frais de recherche et développement	(33)	–	(33)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>630</b>	<b>13</b>	<b>643</b>
Autres produits et charges opérationnels	(25)	(2)	(27)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>605</b>	<b>11</b>	<b>616</b>
Coût de l'endettement net	(8)	–	(8)
Autres produits et charges financiers	–	(2)	(2)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1	–	1
Impôts sur les résultats	(123)	(6)	(129)
<b>Résultat net des activités ordinaires</b>	<b>475</b>	<b>3</b>	<b>478</b>
Intérêts minoritaires	(133)	1	(132)
<b>Résultat net</b>	<b>342</b>	<b>4</b>	<b>346</b>
Résultat par action (EUR)	13,62		13,75
Résultat dilué par action (EUR)	13,36		13,50

#### 1.4. Notes de commentaires sur les tableaux de rapprochement des bilans et du compte de résultat en normes françaises et en IFRS

##### 1.4.1. Goodwills

Conformément à IFRS 1, le groupe Eramet n'a pas retraité rétrospectivement les acquisitions réalisées antérieurement à l'adoption des IFRS. IFRS 3 a introduit le caractère non amortissable des goodwills, et IAS 36 a posé le principe d'une revue périodique de la valeur de tous les actifs, par l'utilisation de tests de dépréciation.

Les goodwills ne sont plus amortis et ont été figés pour leur valeur nette comptable figurant dans les comptes au 31 décembre 2003. Les goodwills négatifs qui figuraient en déduction du poste « écarts d'acquisition » ont été reclassés en capitaux propres, augmentant le poste en IFRS de l'ordre de 4 millions d'euros.

Les goodwills ont fait l'objet de tests de dépréciation au 1<sup>er</sup> janvier 2004, conformément à IAS 36. À ce titre, une provision de 9 millions d'euros a été constituée par capitaux propres, la valeur des immobilisations augmentant du fait de l'application de la norme IAS 16.

En normes françaises, jusqu'en 1999, les goodwills résultant de la consolidation ou de la mise en équivalence d'entités étrangères pouvaient être comptabilisés en euros au taux de change à la date d'acquisition, ou dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

En IFRS, les goodwills sont toujours comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise. En pratique, les écarts d'acquisition enregistrés antérieurement et figés en euros en normes françaises concernent essentiellement Erachem Mexico, dont la devise fonctionnelle est le dollar US.

##### 1.4.2. Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels, principalement les charges à répartir, inscrits au bilan du groupe au 31 décembre 2003 et ne répondant pas aux critères de la norme IAS 38, ont été reclassés en déduction des capitaux propres.

L'analyse des projets de recherche et développement en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'a pas identifié de frais de recherche et développement significatifs, remplissant tous les critères d'activation requis par IAS 38. En conséquence, ces frais ont été laissés en charges, comme en normes françaises.

Seules les dépenses de décapage des sites miniers ont été conservées. Elles sont amorties en fonction des tonnages extraits.

En normes françaises, jusqu'à fin 2003, les autres immobilisations incorporelles incluaient une partie des retraites étrangères à étaler sur dix ans pour 18 millions d'euros. Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, suite à l'application du règlement du CNC 2003-R01 et du communiqué CNC du 22 juillet 2004 sur les engagements de retraite et avantages similaires, les écarts actuariels ont été imputés sur les capitaux propres d'ouverture.

##### 1.4.3. Immobilisations corporelles

###### 1.4.3.1. Valeurs brutes - Approche par composants

En normes françaises, le groupe Eramet comptabilise les immobilisations à leur coût d'acquisition ou de fabrication, et les amortit sur leur durée de vie estimée. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement sont présentées à l'actif pour leur valeur vénale au moment de l'acquisition et amorties selon le même mode et les mêmes durées d'amortissement que les autres immobilisations. La qualification des contrats est réalisée conformément aux règles françaises en la matière. La dette correspondante est inscrite au passif.

En IFRS, en application de IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 17 Contrats de location, les modifications apportées sont les suivantes :

- les subventions d'équipement sont désormais comptabilisées en déduction de la valeur brute des immobilisations concernées ;
- la qualification des contrats de location-financement conformément aux règles IFRS conduit à immobiliser des contrats considérés antérieurement comme des contrats de location simple pour 8 millions d'euros dans la branche Alliages ;
- l'analyse des immobilisations par composants conduit à affiner les durées estimées d'utilisation des biens. L'impact sur les amortissements ressortant à 81 millions d'euros.

Les immobilisations continuent de figurer au bilan pour leur coût d'acquisition ou de fabrication. Les pièces de rechange à caractère d'immobilisations ont été reclassées de stocks à immobilisations.

En normes françaises, la cession des outillages fabriqués spécifiquement pour certains clients était enregistrée en produit. En IFRS, les outillages fabriqués spécifiquement pour certains clients sont immobilisés et amortis sur leur durée probable d'utilisation. Les outillages de ce type éventuellement classés en stocks en normes françaises sont reclassés en immobilisations en IFRS pour un montant de 9 millions d'euros dans la branche Alliages.

Les grosses réparations sont considérées comme un composant de l'immobilisation. Lors de la première application des IFRS, les provisions pour grosses réparations ne correspondant pas aux critères de IAS 37 ont été reprises par capitaux propres.

Une provision a été constituée lors du démarrage de l'exploitation pour la remise en état des sites miniers. Cette constitution a été opérée en contrepartie d'un composant d'immobilisation corporelle déprécié au cours de l'exploitation de la mine, en fonction des tonnages extraits.

Dans la branche Nickel, ce composant représente 14 millions d'euros de valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2004, alors que ce composant a été totalement amorti pour la branche Manganèse. Les coûts d'emprunts ne sont pas incorporés aux immobilisations, comme en normes françaises.

#### 1.4.3.2. Amortissement des immobilisations corporelles

En normes françaises, les amortissements sont calculés sur la base du coût d'acquisition ou de fabrication, sur la durée estimée d'utilisation.

En IFRS, l'amortissement est toujours calculé suivant la même méthode, sur la base du coût d'acquisition ou de fabrication, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Le groupe a considéré que les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement reste fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les principales immobilisations clés ont été analysées par composants et les durées d'amortissement ont été affinées. La charge d'amortissement est incluse dans le résultat opérationnel courant et l'éventuelle charge de dépréciation est incluse dans le résultat opérationnel.

Lors de la première application des IFRS, l'amortissement est calculé rétroactivement depuis la date d'acquisition (représentant un impact de 81 millions d'euros).

#### 1.4.3.3. Pertes de valeur

Tous les actifs ont été alloués à des unités génératrices de trésorerie « UGT » (18 UGT au total, correspondant aux différents sites de production des trois grandes activités du groupe Eramet : Nickel, Manganèse et Alliages). Les prévisions élaborées par UGT actualisée au coût du capital après impôt ont conduit dans certains cas à comptabiliser des dépréciations complémentaires. Le taux d'actualisation est un taux d'actualisation après impôt, appliqué à des flux après impôt. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés, comme demandé par la norme IAS 36. Ces dépréciations complémentaires ont concerné une UGT du secteur d'activité des alliages pour 15 millions d'euros, compte tenu de l'augmentation de la valeur comptable des immobilisations du fait de l'allongement de leur durée de vie en application de la norme IAS 16.

#### 1.4.4. Stocks

En normes françaises, les stocks sont évalués au prix de revient. En IFRS, les stocks sont évalués à leur valeur nette de réalisation. De ce fait, la méthode de valorisation des stocks a été harmonisée. La méthode LIFO utilisée dans certains pays n'est plus utilisée. Au niveau de la branche Nickel, une partie des stocks nickélifères valorisée selon la méthode LIFO a été retraitée par capitaux propres pour la remettre au coût moyen pondéré. L'impact est de 12 millions d'euros. La valorisation des stocks à la valeur nette de réalisation a conduit à compléter la dépréciation des stocks de pièces de rechange à caractère consommable. La dépréciation a été augmentée à ce titre de 23 millions d'euros.

#### 1.4.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan à leur juste valeur incluant les gains latents pour 10 millions d'euros, principalement dans la branche Nickel.

#### 1.4.6. Provisions

##### 1.4.6.1. Engagements sociaux : comptabilisation des écarts actuariels différés

Dans le cadre de la comptabilisation des engagements de retraite, tant en normes françaises qu'en IFRS, les écarts entre les estimations actuarielles et les données réelles ne sont pas systématiquement comptabilisés (méthode du « corridor »). Dans le cadre du bilan d'ouverture IFRS, tous les écarts actuariels différés à cette date ont été comptabilisés, augmentant ainsi à due concurrence les provisions comptabilisées pour ces engagements, en contrepartie d'une réduction des capitaux propres. En application de la norme IAS 19, le groupe a réalisé un inventaire exhaustif de ses engagements de retraite avec le support d'actuaire locaux, dont les travaux sont coordonnés par un actuaire centralisateur. Les engagements ont été valorisés selon la méthode actuarielle dite « des unités de crédit projetées » et avec des hypothèses actuarielles homogènes par zone économique.

Dans le cadre des options ouvertes pour la première adoption des normes IFRS, les écarts actuariels et le coût des services passés ont été intégralement reconnus au passif du bilan en contrepartie des capitaux propres.

La provision pour engagements sociaux a été augmentée de 38 millions d'euros et les écarts actuariels reconnus au bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2004 ont été comptabilisés en contrepartie des capitaux propres à hauteur de 18 millions d'euros.

##### 1.4.6.2. Provisions pour grosses réparations

Les provisions pour grosses réparations qui ne correspondaient pas aux définitions des passifs, ont été annulées par capitaux propres pour un montant de 17 millions d'euros.

##### 1.4.6.3. Provisions pour remise en état des sites miniers

Ces provisions constatées pour un montant complémentaire de 36 millions d'euros concernent les branches Nickel (en Nouvelle-Calédonie) et Manganèse (au Gabon). Les coûts de remise en état sont actualisés sur la durée restant à courir jusqu'à la date prévue de fin d'exploitation de la mine. L'actualisation de ces coûts est classée au compte de résultat au niveau des autres produits et charges financières.

En ce qui concerne les sites industriels, dans la mesure où l'arrêt d'aucune activité n'est envisagé, aucune provision pour remise en état des sites n'a été comptabilisée.

#### 1.4.7. Impôts différés

Les impacts des IFRS sur les soldes d'impôts différés au bilan sont dus à l'extension de l'assiette, compte tenu des retraitements spécifiques aux IFRS donnant lieu à impôt différé.

##### Au 1<sup>er</sup> janvier 2004

(en millions d'euros)	Notes	Passifs	Actifs	Total
<b>Impôts différés en normes françaises</b>		<b>160</b>	<b>66</b>	<b>94</b>
Goodwills	1.4.1			
Immobilisations incorporelles	1.4.2		1	(1)
Immobilisations corporelles	1.4.3	28		28
Contrats de location	1.4.3	3		3
Pertes de valeur	1.4.3.3		5	(5)
Stocks	1.4.4		4	(4)
Valeurs mobilières de placement	1.4.5	3		3
Avantages au personnel	1.4.6.1		14	(14)
Provisions	1.4.6.2 & 1.4.6.3	11	13	(2)
<b>Impôts différés en normes IFRS</b>		<b>205</b>	<b>103</b>	<b>102</b>

##### Au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)	Notes	Passifs	Actifs	Total
<b>Impôts différés en normes françaises</b>		<b>192</b>	<b>102</b>	<b>90</b>
Goodwills	1.4.1			
Immobilisations incorporelles	1.4.2		1	(1)
Immobilisations corporelles	1.4.3	28		28
Contrats de location	1.4.3			
Pertes de valeur	1.4.3.3		4	(4)
Stocks	1.4.4		1	(1)
Valeurs mobilières de placement	1.4.5	4		4
Avantages au personnel	1.4.6.1		7	(7)
Provisions	1.4.6.2 & 1.4.6.3	9	12	(3)
<b>Impôts différés en normes IFRS</b>		<b>233</b>	<b>127</b>	<b>106</b>

Conformément à IAS 12, les impôts différés actifs et passifs sont présentés séparément au bilan.

## 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

### 2.1. Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés du groupe Eramet au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont établis selon les normes comptables internationales IAS /IFRS applicables au 31 décembre 2005 telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers.

Les informations financières comparatives 2004 sur l'impact chiffré du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2004 les normes et interprétations IFRS en vigueur à la date de préparation des comptes 2005.

Le groupe Eramet a choisi d'appliquer les normes IAS 32-39 sur les instruments financiers au 1<sup>er</sup> janvier 2005 sans retrai-

tement de l'information comparative (variation des capitaux propres et note 19).

De plus, le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation la norme IFRS 6 « Prospection et évaluation de ressources minérales » dont la date d'application obligatoire sera le 1<sup>er</sup> janvier 2006. La partie des dépenses postérieures à l'acquisition est déjà traitée par l'intermédiaire de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » au niveau des frais de recherche et de développement (notes 2.8 et 5).

Les états financiers comparés anciennes normes / normes IFRS et tableaux de rapprochement au titre de l'exercice 2004 sont présentés dans le chapitre 1 - Transition aux normes IFRS. Dans le cadre de la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 et pour des raisons de comparabilité, certains reclassements ont pu être opérés au niveau du compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2004 présenté dans l'annexe au 30 juin 2005.

### 2.1.1. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Eramet doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Eramet revoit ses estimations et appréciations de manière régulière afin de prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales natures concernées par les changements d'estimation sont les provisions relatives aux avantages du personnel et les provisions pour remise en états des sites, les impôts différés et les tests de pertes de valeur.

### 2.1.2. Première application des normes IAS 32 et 39

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 le groupe Eramet applique les normes IAS 32-39 conformément à l'IFRS 1.36. Les principaux ajustements qui permettent de se conformer aux normes IAS 32 et 39 concernent les couvertures de change, notamment en dollar US, et les couvertures matières effectuées sur le nickel, le fioul et l'aluminium.

### 2.1.3. Actifs et passifs « courants » et « non courants »

La rubrique « courants » intègre les actifs et passifs relevant du cycle d'exploitation, indépendamment de leur échéance, ainsi que les autres actifs et passifs dont l'échéance est inférieure à un an à leur date d'entrée au bilan. Les actifs et passifs « non courants » comprennent les autres actifs et passifs, c'est-à-dire les actifs et passifs à plus d'un an ne relevant pas du cycle d'exploitation.

### 2.2. Périmètre et méthode de consolidation

Toutes les participations significatives dans lesquelles Eramet assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Celles dans lesquelles Eramet exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20 % du capital sont mises en équivalence (note 7). Les sociétés contrôlées conjointement (coentreprises) sont consolidées par intégration proportionnelle. Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées, leur intégration n'aurait pas d'impact significatif sur les comptes du groupe. La liste des sociétés consolidées figure dans la note 3.

### 2.3. Regroupements d'entreprises

Le groupe comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, les actifs, les passifs et les passifs éventuels d'une entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur et les écarts d'évaluation déterminés sont imputés sur les actifs et les passifs concernés, y compris pour la part des intérêts minoritaires. Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt dans la juste valeur nette des actifs, passifs, et passifs éventuels identifiables est comptabilisée à l'actif du bilan dans la rubrique « goodwill » (note 2.6).

### 2.4. Information sectorielle

Le groupe présente son information sectorielle de la façon suivante :

Premier niveau en fonction des branches d'activité, second niveau en fonction des zones géographiques : Europe, Amérique du Nord, Asie, Autres zones.

L'information sectorielle du premier niveau est déclinée en fonction des branches suivantes :

- la branche Nickel comprenant les filiales d'extraction minière, de production et de commercialisation autour du nickel et de ses applications dérivées (ferronickel, nickel haute pureté, sel de cobalt et de nickel, poudres de cobalt et de tungstène) ;
- la branche Manganèse comprenant les filiales d'extraction minière, de production et de commercialisation d'alliages de manganèse (ferromanganèse, silicomanganèse et alliages affinés) et de dérivés chimiques du manganèse (oxydes, sulfate, chlorure). La branche Manganèse comprend également les filiales de services à l'industrie dans les domaines de la récupération et le recyclage des métaux contenus dans les catalyseurs pétroliers, les piles électriques et les solutions acides issues de l'industrie électronique ;
- la branche Alliages comprenant les filiales de production et de commercialisation d'aciers spéciaux à hautes performances, de superalliages, de pièces préusinées à partir de ces matériaux ou d'aluminium et de titane.

Chacune de ces trois branches constitue une composante distincte exposée à des risques et une rentabilité qui lui sont propres. La partie Holding et élimination comprend les services centraux du groupe ainsi que les sociétés Metal Securities et Eras SA.

Les relations commerciales entre les branches sont peu significatives et les principales relations concernent essentiellement la facturation de management fees et des opérations financières.

Les autres relations concernent la société de réassurance Eras SA et la société financière Metal Securities, toutes deux consolidées par intégration globale au niveau de la branche Holding (note 3) :

- Eras SA est une société captive de réassurance qui intervient en première ligne sur certains programmes de réassurance ;
- Metal Securities est une société financière chargée de collecter la trésorerie des filiales pour en optimiser les placements auprès d'organismes financiers extérieurs au groupe.

### 2.5. Conversion des opérations et des états financiers libellés en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les dettes et créances en monnaies étrangères sont valorisées aux taux de change de clôture au titre de l'IAS 21.

Les comptes des entités étrangères sont convertis pour les comptes de bilan sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice, à l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont appliqués. Les postes du

compte de résultat ainsi que les flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de la période. Les écarts de conversion dus aux fluctuations des taux de change utilisés pour convertir les capitaux propres ainsi que le résultat net sont affectés aux réserves. Les écarts de conversion sont portés en variation des capitaux propres et répartis entre la part du groupe et les intérêts minoritaires.

## 2.6. Goodwills

L'écart de première consolidation constaté à l'occasion d'une prise de participation est affecté à la juste valeur aux postes appropriés du bilan consolidé. La partie résiduelle non affectée est portée à l'actif du bilan sous la rubrique « goodwills ». Les goodwills ne sont pas amortis selon l'IFRS 3 mais font l'objet d'un examen pour détecter une éventuelle perte de valeur. Les tests d'évaluation sont effectués régulièrement en appliquant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et établis sur une durée de cinq ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu est le coût moyen pondéré du capital du groupe. Les pertes de valeur éventuelles sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels » (note 22). Les goodwills négatifs ne sont pas reconnus et sont repris en résultat de la période au niveau de la rubrique « Autres produits et charges opérationnels » (note 22).

## 2.7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition et amorties linéairement ou en fonction des unités d'œuvre.

Les montants immobilisés au titre du domaine minier concernent les apports partiels d'actifs ou les acquisitions de permis réalisés depuis 1974. L'amortissement du domaine minier est, selon les spécificités de l'exploitation, fonction de la production annuelle rapportée aux réserves estimées à l'origine ou de la durée de concession (note 5). Les logiciels informatiques sont amortis sur des durées variables n'excédant pas cinq ans.

Les immobilisations incorporelles sont affectées à des unités génératrices de trésorerie (UGT) et font l'objet de tests d'évaluation comme pour les immobilisations corporelles. Les pertes de valeur éventuellement déterminées sont présentées dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels » (note 22) du compte de résultat.

## 2.8. Frais de recherche et de développement

Les dépenses de géologie et les autres frais de recherche sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés (note 5).

Les dépenses de décapage des sites miniers sont immobilisées et amorties en fonction des tonnages extraits.

## 2.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de fabrication (note 6). Les immobilisations corporelles sont amorties de façon linéaire sur les durées de vie ou d'utilité estimées en fonction de leurs composants.

À titre d'indication :

Constructions	entre 10 et 50 ans
Installations industrielles et minières	entre 5 et 50 ans
Autres immobilisations incorporelles	entre 2 et 10 ans

Les immobilisations corporelles font éventuellement l'objet d'une dépréciation si des circonstances particulières le justifient, sur la base de tests d'évaluation effectués en appliquant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés. Cette dépréciation est constatée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels » (note 22). Les subventions d'équipement sont comptabilisées en déduction de la valeur brute des immobilisations concernées. Les pièces de rechange à caractère d'immobilisations sont immobilisées et amorties dès leur utilisation effective. Les outillages fabriqués spécifiquement pour certains clients sont immobilisés et amortis sur leur durée probable d'utilisation. Les grosses réparations sont considérées comme un composant de l'immobilisation. Les charges des coûts d'emprunts ne sont pas incorporées aux immobilisations.

Une provision a été constituée, lors du démarrage de l'exploitation, pour la remise en état des sites miniers. Cette constitution est opérée par reconnaissance d'un composant d'immobilisation corporelle amorti linéairement au cours de l'exploitation de la mine.

Les contrats de location transférant les risques et avantages liés à la propriété (location - financement) sont comptabilisés dans les immobilisations en contrepartie d'une dette financière (note 17). Ces immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité attendue sur la même base que les actifs détenus ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Tous les actifs corporels ont été alloués à des unités génératrices de trésorerie « UGT » (18 UGT au total, correspondant aux différents sites de production des trois grandes activités du groupe Eramet : Nickel, Manganèse et Alliages). Les immobilisations corporelles font éventuellement l'objet d'une dépréciation sur la base de tests d'évaluation effectués en fonction des prévisions élaborées par UGT actualisées au coût du capital avant impôt.

## 2.10. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers regroupent les titres de participations non consolidées (notes 2.9.1 et 8) et les autres immobilisations financières (notes 2.9.1 et 9).

### 2.10.1. Titres de participations non consolidées

Les titres de participations non consolidées comprennent :

Les participations dans les sociétés contrôlées mais non consolidées sont maintenues au bilan à leur coût d'acquisition, déduction faite des éventuelles provisions pour dépréciation. Ces dépréciations sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat au niveau de la rubrique « Autres produits et charges financières » (note 23.2).

Les autres titres de participations sont considérés comme des actifs disponibles à la vente et sont comptabilisés à la juste valeur. Ces titres correspondent aux participations dans lesquelles le groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable.

Les variations de juste valeur de ces titres sont constatées en capitaux propres recyclables sauf dépréciation significative et durable. La juste valeur est évaluée en fonction du cours coté, ou, s'il n'est pas disponible, par la méthode d'actualisation des cash flow futurs.

#### 2.10.2. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent aux prêts ou aux comptes courants financiers accordés à des sociétés non consolidées. Elles sont initialement enregistrées au coût et évaluées à chaque clôture à leur coût amorti, sous déduction de provisions pour dépréciation éventuellement constituées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers » (note 23.2).

#### 2.11. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré ou du P.E.P.S. (Premier Entré Premier Sorti).

Les stocks et en-cours sont évalués au prix de revient incorporant les seuls coûts de production sans toutefois excéder la valeur de réalisation. Les coûts de sous-activité sont éliminés de la valorisation des stocks de fin d'exercice.

La dépréciation des pièces détachées non immobilisées est calculée en fonction de leur consommation dans l'année. Les stocks de pièces détachées excédant la consommation d'une année sont dépréciés en totalité.

#### 2.12. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont revalorisées au cours du dernier jour de l'exercice. Les écarts de change dégagés sont comptabilisés en résultat dans le compte différences de change.

Une créance fait l'objet d'une provision pour dépréciation dès lors qu'il est plus que probable que son recouvrement ne sera pas effectué. Cette provision dont la contrepartie est constatée au compte de résultat au niveau du « Résultat opérationnel courant » (note 21) diminue la valeur nominale.

#### 2.13. Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds de caisse et les dépôts à vue, à l'exclusion des découverts bancaires qui figurent dans les passifs financiers. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie court terme.

Les valeurs mobilières de placement de moins de trois mois sont inscrites au bilan à leur juste valeur. Pour qu'elles soient considérées comme un équivalent de trésorerie, elles doivent être facilement convertibles et soumises à un risque négligeable de changement de valeur.

#### 2.14. Engagements liés au personnel

Engagements de retraite et assimilés :

- **Définition des régimes**

- *Les régimes à prestations définies*

Les sociétés du groupe Eramet offrent à leurs employés différents avantages à long terme tels que des indemnités de fin de carrière ou tout autre avantage complémentaire postérieur

à l'emploi (régime de retraite ou régime frais de santé). Les caractéristiques de ces dispositifs varient selon les lois et réglementations en vigueur dans chaque pays et/ou chaque filiale. Dans certaines sociétés, ces engagements sont couverts pour tout ou partie par des contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance ou de fonds de pension. Dans ce cas, les engagements et les actifs en couverture sont évalués de manière indépendante. Une provision est ainsi constituée en fonction du niveau des engagements et des actifs financiers. Les engagements du groupe Eramet au titre des régimes à prestations définies se répartissent de la façon suivante : aux États-Unis (48 % des engagements), en France (21 % des engagements), en Norvège (18 % des engagements), et en Nouvelle-Calédonie (6 % des engagements).

- *Les régimes à cotisations définies*

Pour les régimes à cotisations définies accordés dans certaines filiales du groupe, les cotisations employeur sont constatées en charge de la période pour laquelle ils sont liés.

- **Principales hypothèses et méthodes actuarielles**

Les engagements du groupe sont évalués par des actuaires indépendants selon les référentiels internationaux (IFRS).

Les hypothèses actuarielles utilisées (probabilité de maintien dans le groupe du personnel actif, probabilité de mortalité, âge de départ à la retraite, évolution des salaires...) varient selon les conditions démographiques et économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est en vigueur.

Les taux d'actualisation retenus sont basés sur le taux des obligations d'État ou d'entreprises qualifiées de « Première Qualité » avec une durée équivalente à celle des engagements à la date d'évaluation.

Les taux de rendement espéré des actifs sur le long terme ont été déterminés en tenant compte, pour chaque pays, de la structure du portefeuille d'investissements.

Les écarts actuariels résultant du changement des taux d'actualisation et de rendement qui représentent plus de 10 % de la valeur actualisée des engagements ou de la juste valeur des actifs du régime sont amortis sur l'espérance de durée moyenne de vie active résiduelle des salariés du régime (principe du « corridor »).

Les coûts des modifications de régime sont étalés sur la période restante d'acquisition des droits.

Restructurations et plans sociaux :

Les coûts des restructurations et des plans sociaux sont intégralement provisionnés, lorsque le principe de ces mesures a été décidé et annoncé avant l'arrêté des comptes.

#### 2.15. Impôts différés

Le montant des impôts effectivement dus à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales ainsi que sur les retraitements pratiqués en consolidation. Les impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, déterminés par entité fiscale, sont constatés dès lors que la probabilité de leur réalisation est établie. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts de distribution non récupérables, sur les dividendes prévus au titre du dernier exercice, sont provisionnés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif du bilan (note 16).

## 2.16. Provisions

Elles sont constituées pour faire face à l'ensemble des obligations résultant d'événements passés connues à la date de clôture de l'exercice et dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les provisions pour remise en état des sites miniers sont constatées lors de l'ouverture des sites miniers. Les coûts de remise en état sont actualisés sur la durée restant à courir jusqu'à la date prévue de fin d'exploitation de la mine et les effets de la désactualisation sont classés au compte de résultat au niveau des autres produits et charges financières.

En ce qui concerne les sites industriels, dans la mesure où l'arrêt d'aucune activité n'est envisagé, aucune provision pour remise en état des sites n'est comptabilisée.

## 2.17. Comptabilisation des instruments financiers

Risques : pour gérer son risque de change, le groupe utilise des contrats de change à terme, des swaps de monnaies étrangères et, dans une moindre mesure, des options de change. Les contrats de change à terme sont comptabilisés comme des couvertures dans la mesure où ils sont identifiés comme tels. Le risque de taux est géré globalement en utilisant des swaps de taux et des contrats d'options de taux. Enfin, le groupe utilise également des contrats à terme de matières premières dans le cadre de la couverture d'achat ou de vente.

Évaluation et présentation : les dérivés sont mesurés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réévaluée. La juste valeur des contrats de change à terme est estimée à partir des conditions de marché. La juste valeur des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours. La juste valeur des dérivés de matières premières est estimée à partir des conditions de marché. Les dérivés sont présentés au bilan en actif courant ou passif courant (note 19).

Comptabilisation des opérations de couverture : le groupe identifie l'élément de couverture et l'élément couvert dès la mise en place de la couverture et documente formellement cette relation de couverture en identifiant la stratégie de couverture, le risque couvert et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

- Couverture à la juste valeur : l'élément couvert est réévalué au titre du risque couvert et l'instrument de couverture est évalué et comptabilisé pour sa juste valeur. Les variations de ces deux éléments sont enregistrées simultanément en résultat opérationnel.
- Couverture de flux futurs de trésorerie : l'élément couvert ne fait l'objet d'aucune revalorisation et seul l'instrument de couverture est réévalué à sa juste valeur. En contrepartie de cette réévaluation, la part efficace de variation de juste valeur attribuable au risque couvert est comptabilisée nette d'impôt dans les capitaux propres. Les montants accu-

mulés en capitaux propres sont recyclés au compte de résultat lorsque l'élément couvert impacte ce dernier.

- Comptabilisation des dérivés non qualifiés par la norme de couverture : la société utilise ces dérivés exclusivement pour couvrir les flux futurs de trésorerie et les variations de juste valeur sont portées immédiatement au compte de résultat financier.

## 2.18. Revenus

Les revenus sont principalement constitués par les éléments suivants :

- le chiffre d'affaires composé des ventes de marchandises, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités principales du groupe. C'est un élément du « résultat opérationnel courant » (note 21) ;
- les autres produits comprenant les autres revenus rattachés au « résultat opérationnel courant » (note 21) tels que les écarts de change sur le chiffre d'affaires, la production immobilisée, les revenus locatifs, les subventions d'exploitation et les primes d'assurance reçues ;
- les produits d'intérêts comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « coût de l'endettement net » (note 23.1) ;
- les dividendes figurant au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges financières » (note 23.2).

Les critères de reconnaissance de revenus selon leur nature correspondent :

- Chiffre d'affaires et autres produits : un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas où l'existence de différé de paiement a un effet significatif sur la détermination de la juste valeur, il en est tenu compte en actualisant les paiements futurs.
- Intérêts : les produits sont comptabilisés à hauteur des intérêts courus.
- Dividendes : les produits de participations sont comptabilisés dès lors que le groupe en tant qu'actionnaire est en droit d'en percevoir le paiement.

## 2.19. Paiement fondé sur des actions

Différents plans d'options d'achat et de souscription d'actions ont été mis en place. La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution, et au nombre d'options pour lesquelles les conditions d'acquisition des droits seront satisfaites à la fin de la période d'acquisition des droits. Pour procéder à cette évaluation, le groupe utilise un modèle mathématique de valorisation de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est étalée de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits du plan en question, le nombre d'options supposées exerçables étant revu à chaque date de clôture.

Cette dépense est constatée en charges de personnel par la contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de

l'exercice des options, le prix d'exercice reçu par le groupe est constaté en trésorerie par la contrepartie des capitaux propres. Conformément aux dispositions transitoires de la norme IFRS 2, seuls les plans d'options postérieurs au 7 novembre 2002 ont été comptabilisés selon le principe exposé ci-dessus et font l'objet d'une valorisation.

## 2.20. Résultat opérationnel courant et autres produits et charges opérationnels

Le groupe Eramet utilise notamment le résultat opérationnel courant comme indicateur de performance.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des autres produits et charges opérationnels, qui comprennent notamment l'effet :
  - des frais de restructuration,
  - des plus ou moins-values ou pertes de valeurs sur actifs,
  - des pertes de valeur sur goodwill ;
- du coût de l'endettement net ;
- des autres produits et charges financiers (dividendes, provisions sur titres, perte ou gain sur éléments de couverture) ;
- de la quote-part dans les résultats des entreprises associées ;
- des impôts sur les résultats.

## 2.21. Résultat par action

Le résultat de base par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Ce nombre moyen d'actions en circulation est calculé hors actions d'autodétention.

Le résultat dilué par action est obtenu en corrigeant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions, des effets de dilution potentiels.

## 2.22. Risques

### Risques liés à l'environnement

Lorsqu'une disposition légale ou contractuelle rend obligatoire le réaménagement des domaines miniers, une provision pour remise en état est constituée, évaluée par site à partir d'estimations des coûts de ces travaux et étalée sur la durée d'exploitation du domaine minier.

Tout autre risque environnemental existant est provisionné en fonction des coûts futurs estimés sans toutefois tenir compte des indemnités d'assurance à percevoir.

### Risques de marché

Pour gérer ses risques de taux d'intérêt et de change, le groupe utilise différents instruments financiers. La politique du groupe est de réduire son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et de change et non de spéculer. Les positions sont négociées soit sur des marchés organisés, soit sur des marchés de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang.

Les résultats dégagés sur les instruments de couverture sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats dégagés sur les éléments couverts. Toutefois, les effets latents résultant de couvertures économiques mais non qualifiées par les normes de couverture sont inscrits en résultat.

Toutes les transactions en cours à la date de clôture sont enregistrées au bilan sans aucune compensation (note 19).

### Risques de change

Lorsque l'exposition née des financements contractés par les sociétés du groupe dans des monnaies étrangères autres que leurs monnaies fonctionnelles n'est pas compensée par des recettes dans ces monnaies étrangères, le groupe peut être amené à contracter des instruments de couverture.

### Risques de taux

En fonction des conditions de marché, ainsi que des prévisions d'évolution de l'endettement financier net, la direction financière contrôle la répartition entre taux fixe et taux variable de la dette ainsi que des placements de trésorerie. Les instruments financiers utilisés sont des swaps de taux d'intérêt, caps ou floors.

## 3. Périmètre de consolidation

### 3.1. Évolution du périmètre

L'évolution du périmètre de consolidation de l'exercice 2005 est la suivante :

#### • Entrées de sociétés consolidées

**Branche Nickel** : la société néo-calédonienne Poum SAS propriétaire du massif nickélifère de Poum est intégrée globalement au 31 décembre 2005 après le dénouement des accords de Bercy (note 26). Elle est détenue à 100 % par la Société Le Nickel pour une valeur d'acquisition de 6 millions d'euros.

**Branche Manganèse** : suite à l'augmentation de capital de 13 millions d'euros, Comilog SA détient 83,88 % de Setrag SA, société qui a obtenu la concession du chemin de fer au Gabon au 1<sup>er</sup> novembre 2005. Setrag SA a été intégrée globalement au 31 décembre 2005. La société chinoise Guangxi Eramet Chemetals Ltd détenue à 100 % a été créée fin 2005 pour intégrer le projet de construction de l'usine EMD.

#### • Sorties de sociétés consolidées

**Branche Alliages** : les sociétés commerciales Erasteel Japan KK, Erasteel Korea Ltd et Erasteel Latin America détenues à 100 % par Erasteel ont été déconsolidées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005. De même, les sociétés Traitement Compression Services (TCS), Bronzavia Industries, Financière Brown Europe et sa filiale Brown Europe et Stahlschmidt GmbH sont déconsolidées au 1<sup>er</sup> janvier 2005 : elles étaient détenues au 1<sup>er</sup> janvier 2005 par Aubert & Duval et Sima, respectivement à 51 %, 100 %, 100 % et 50 %.

**Branche Manganèse** : les sociétés gabonaise Sodepal et italienne Comilog Italia détenues à 100 % par Comilog SA, sont déconsolidées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Branche Holding et Divers** : la société Port Minéralier d'Owendo Lausanne (PMOL) a été déconsolidée au 1<sup>er</sup> janvier 2005 - elle était détenue à 100 % par Eramet.

#### Modification des pourcentages de détention

**Branche Manganèse** : la société américaine Bear Metallurgical Corp. précédemment détenue et mise en équivalence à hauteur de 49,5 % est consolidée par intégration globale à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005 après l'acquisition par le groupe du solde de 50,5 % des titres pour 10 millions d'euros.

La synthèse des principales opérations de regroupements d'entreprises de l'exercice est représentée par :

	Poum SAS (Br. Nickel)		Bear Metal. Corp. (Br. Manganèse)		Setrag SA (Br. Manganèse)	
(en millions d'euros)	juste valeur	valeur comptable	juste valeur	valeur comptable	juste valeur	valeur comptable
Prix d'acquisition		6		10		13
Goodwills et (badwills) déterminés		(3)		–		–
Actifs immobilisés	10	6	9	2	8	8
Besoin en fonds de roulement	–	–	–	–	6	6
Situation nette	(9)	(6)	(12)	(7)	(15)	(15)
Provisions et impôts différés	(1)	–	(2)	–	(8)	(8)
Endettement financier net	–	–	5	5	9	9

Les impacts au niveau du compte de résultat du groupe sont peu significatifs. Aucun proforma n'a été réalisé.

L'allocation du prix d'acquisition concernant les sociétés Bear Metallurgical Corp. et Setrag SA n'est pas finalisée à la clôture de l'exercice 2005.

### 3.2. Intégration de Setrag SA, société concessionnaire du chemin de fer transgabonais

En l'absence de publication définitive des interprétations de l'IFRIC par l'IASB concernant la méthode de comptabilisation des contrats visant à confier à un tiers la gestion d'un service public, la comptabilisation de la concession du chemin de fer transgabonais a été effectuée selon le schéma ci-dessous :

Selon les termes de la convention, d'une durée initiale de trente ans, les tarifs des prestations fournies par le concessionnaire sont librement établis par ce dernier en contrepartie de quoi le concessionnaire s'engage à financer le renouvellement des investissements avec un engagement de rattrapage d'investissements sur les cinq premières années dont une partie peut être garantie par Comilog (21 millions d'euros). Ainsi, les actifs relatifs à ces investissements de renouvellement et les immobilisations achetées à l'État sont comptabilisés à l'actif du bilan et amortis selon la durée d'utilité ou sur la durée résiduelle de la concession si la durée est inférieure.

Le bilan au 31 décembre 2005 s'établit comme suit (millions d'euros) :

Immobilisations corporelles	8	Capitaux propres	15
Stock	3	Engagement personnel	8
Client	6	Dettes long terme <sup>(2)</sup>	11
Autres créances <sup>(1)</sup>	13	Fournisseurs	2
Trésorerie	9	Autres dettes	3
	<b>39</b>		<b>39</b>

(1) Les autres créances intègrent une partie de l'augmentation de capital non encore versée (6 millions d'euros) ainsi qu'une créance sur l'État concernant une partie des engagements sociaux.

(2) La dette de 11 millions d'euros payable à l'État sur une période de vingt-cinq ans correspond à l'achat des biens propres ainsi qu'à une partie du stock de pièces détachées.

### 3.3. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2005

Au 31 décembre 2005, le périmètre de consolidation inclut cinquante sociétés (au 31 décembre 2004 : cinquante-huit), quarante-huit sociétés sont intégrées globalement et deux sociétés sont mises en équivalence (au 31 décembre 2004 : cinquante-quatre et quatre).

Société	Pays	Méthode de consolidation	Pourcentages (%) de contrôle	Pourcentages (%) de intérêts
<b>Eramet</b>	<b>France</b>	<b>Consolidante</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Nickel</b>				
Société Le Nickel (Sln)	Nouvelle-Calédonie	Intégration globale	60	60
Cominc	Nouvelle-Calédonie	Intégration globale	60	60
Poum	Nouvelle-Calédonie	Intégration globale	60	60
Eramet Holding Nickel (Ehn)	France	Intégration globale	100	100
Eurotungstène Poudres (Etp)	France	Intégration globale	100	100
<b>Manganèse</b>				
Eramet Holding Manganèse (Ehm)	France	Intégration globale	100	100
Eramet Comilog Manganèse (Ecm)	France	Intégration globale	100	83,63
Eramet Marietta Inc.	États-Unis	Intégration globale	100	100
Eramet Norway A/S	Norvège	Intégration globale	100	100
Comilog, SA	Gabon	Intégration globale	67,25	67,25
Setrag SA	Gabon	Intégration globale	83,88	56,66
Comilog Holding	France	Intégration globale	100	67,25
Comilog International	France	Intégration globale	100	67,25
Comilog Lausanne	Suisse	Intégration globale	100	67,25
Port Minéralier d'Owendo SA (Pmo)	Gabon	Mise en équivalence	36,35	24,45
Unimin AG	Suisse	Intégration globale	100	67,25
Erachem Comilog SA	Belgique	Intégration globale	100	67,25
Comilog US	États-Unis	Intégration globale	100	67,25
Gulf Chemetals & Metallurgical Corp. (Gcmc)	États-Unis	Intégration globale	100	67,25
Bear Metallurgical Corp.	États-Unis	Intégration globale	100	67,25
Erachem Comilog Inc.	États-Unis	Intégration globale	100	67,25
Eramet Comilog North America Inc. (Ecna)	États-Unis	Intégration globale	100	67,25
Comilog France	France	Intégration globale	100	67,25
Comilog Dunkerque	France	Intégration globale	100	67,25
Miner Holding BV	Pays-Bas	Intégration globale	100	67,25
Erachem Mexico SA de CV	Mexique	Intégration globale	100	67,25
Comilog Asia Ltd	Hong Kong	Intégration globale	100	93,45
Comilog Asia Ferro Alloys Ltd	Hong Kong	Intégration globale	100	93,45
Guangxi Comilog Ferro Alloys Ltd	Chine	Intégration globale	70	65,42
Guilin Comilog Ferro Alloys Ltd	Chine	Intégration globale	100	93,45
Guangxi Eramet Comilog Chemicals Ltd	Chine	Intégration globale	100	93,45
Comilog Far East Development Ltd (Cfed)	Hong Kong	Intégration globale	100	93,45
<b>Alliages</b>				
Eramet Alliages	France	Intégration globale	100	100
Erasteel	France	Intégration globale	100	100
Erasteel Commentry	France	Intégration globale	100	100

Société	Pays	Méthode de consolidation	Pourcentages (%) de contrôle	Pourcentages (%) de intérêts
Erasteel Champagnole	France	Intégration globale	100	100
Erasteel Kloster AB	Suède	Intégration globale	100	100
Peter Stubs Ltd	Royaume-Uni	Intégration globale	100	100
Erasteel Ltd	Royaume-Uni	Intégration globale	100	100
Erasteel Inc.	États-Unis	Intégration globale	100	100
Erasteel GmbH	Allemagne	Intégration globale	100	100
Erasteel Italiana Srl	Italie	Intégration globale	100	100
Société Industrielle de Métallurgie Appliquée (Sima)	France	Intégration globale	100	100
Forges M. Dembiermont	France	Mise en équivalence	33,2	33,2
Interforge	France	Intégration globale	94	94
Aubert & Duval	France	Intégration globale	100	100
Airforge	France	Intégration globale	100	100
<b>Holding et divers</b>				
Eras SA	Luxembourg	Intégration globale	100	100
Metal Securities	France	Intégration globale	100	100

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation établissent des états financiers clos au 31 décembre.

#### 4. Goodwill

##### 4.1. Par nature

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Eramet Norway A/S	15	15
Peter Stubs Ltd	7	7
Eurotungstène Poudres (Etp)	6	6
Bear Metallurgical Corp.	1	-
Erachem Mexico SA	3	3
Aubert & Duval (Ad)	2	2
Autres sociétés (moins de 1 million d'euros)	1	2
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>35</b>

##### 4.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
À l'ouverture	35	35
Regroupements d'entreprises	1	-
Autres mouvements de périmètre	(1)	-
Pertes de valeur de la période	-	-
Écarts de conversion et autres mouvements	-	-
<b>À la clôture</b>	<b>35</b>	<b>35</b>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, un test de perte de valeur de 8 millions d'euros a été imputé sur le goodwill de la société Aubert & Duval (branche Alliages).

L'acquisition début juillet 2004 auprès de Cogema de 30,5 % d'Eramet Manganèse Alliages et 6,78 % de Comilog SA, a généré un goodwill supplémentaire (imputé à Eramet Marietta Inc.) de 6 millions d'euros entièrement déprécié.

L'acquisition au début du mois de décembre 2005 de 50,5 % de la société américaine Bear Metallurgical Corp. (branche Manganèse) explique les regroupements d'entreprises, alors que les autres mouvements de périmètre concernent les déconsolidations au 1<sup>er</sup> janvier 2005 des filiales non significatives (note 3).

## 5. Immobilisations incorporelles

### 5.1. Par nature

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes 31.12.2005	Valeurs nettes 31.12.2004
Domaine minier	115	(50)	65	57
Logiciels informatiques	30	(26)	4	4
Autres immobilisations incorporelles	7	(6)	1	3
En-cours, avances et acomptes	3	(1)	2	3
<b>Total</b>	<b>155</b>	<b>(83)</b>	<b>72</b>	<b>67</b>

### 5.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
À l'ouverture	67	66
Regroupements d'entreprises	10	-
Autres mouvements de périmètre	-	-
Investissements de la période	4	7
Amortissements et provisions de la période	(7)	(7)
Écarts de conversion et autres mouvements	(2)	1
<b>À la clôture</b>	<b>72</b>	<b>67</b>
- Valeurs brutes	155	192
- Amortissements et provisions	(83)	(125)

Le groupe procède à l'affectation du coût d'acquisition d'un regroupement d'entreprises à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables, notamment pour les branches Nickel et Manganèse aux domaines miniers.

Le domaine minier concerne le Gabon (branche Manganèse) et la Nouvelle-Calédonie (branche Nickel) pour respectivement 46 et 19 millions d'euros (46 et 11 millions d'euros au 31 décembre 2004). L'augmentation du domaine minier en Nouvelle-Calédonie correspond à la finalisation des accords de Bercy fin 2005 (note 26) avec l'attribution du massif de Poum pour une juste valeur de 10 millions d'euros (note 3).

### 5.3. Frais de recherche et de développement - dépenses de l'exercice

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Autres dépenses de recherche et de développement non immobilisées	32	33
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>33</b>
Pourcentage du chiffre d'affaires	1,2 %	1,3 %

Les dépenses de géologie de la branche Nickel ne sont pas immobilisées et constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

## 6. Immobilisations corporelles

### 6.1. Par nature

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes 31.12.2005	Valeurs nettes 31.12.2004
Terrains et constructions	558	(321)	237	212
Installations industrielles et minières (*)	1 987	(1 297)	690	594
Autres immobilisations corporelles	302	(215)	87	62
En-cours, avances et acomptes	179		179	187
<b>Total</b>	<b>3 026</b>	<b>(1 833)</b>	<b>1 193</b>	<b>1 055</b>
(*) dont subventions d'investissement déduites			(1)	(6)

Les subventions d'investissements classées en diminution des immobilisations concernent essentiellement les investissements stratégiques définis au point 6.3. dont le détail est le suivant :

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Presse 40 000 tonnes - Aubert & Duval	(1)	(4)
Autres	-	(2)
<b>Total</b>	<b>(1)</b>	<b>(6)</b>

## 6.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>1 055</b>	<b>967</b>
Regroupements d'entreprises	17	-
Autres mouvements de périmètre	(8)	-
Investissements de la période	227	226
Subventions d'investissement reçues	-	(4)
Cessions de la période	(5)	(3)
Amortissements et provisions de la période	(131)	(127)
Écarts de conversion et autres mouvements	38	(4)
<b>À la clôture</b>	<b>1 193</b>	<b>1 055</b>
- Valeurs brutes	3 026	2 781
- Amortissements et provisions	(1 833)	(1 726)

Des immobilisations dans la branche Manganèse, après l'exercice d'un test de perte de valeur, ont été dépréciées à hauteur de 5 millions d'euros fin 2004. Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, une dépréciation exceptionnelle de 15 millions d'euros a été constatée dans la branche Alliages afin de tenir compte des nouvelles valeurs issues de l'application de l'IAS 16 (immobilisations corporelles) et de l'IAS 36 (dépréciation d'actif).

La comptabilisation des engagements liés à la remise en état des sites miniers en Nouvelle-Calédonie (branche Nickel) a conduit à créer une composante spécifique au regard des provisions constatées (note 15.5). Le montant net de ces immobilisations ressort à 18 millions d'euros au 31 décembre 2005 (13 millions d'euros au 31 décembre 2004).

Les regroupements d'entreprises concernent les sociétés Bear Metallurgical Corp. et Setrag SA pour respectivement 9 et 8 millions d'euros (note 3). Et les autres mouvements de périmètre correspondent aux déconsolidations des sociétés non significatives (note 3).

## 6.3. Détail des principaux investissements stratégiques

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Extension production nickel (projet 75 000 tonnes) - Société Le Nickel (Sln)	20	94
Extension production manganèse (projet 3 000 000 tonnes) - Comilog SA	24	-
Usine EMD en Chine - Guangxi Eramet Chemetals Ltd	6	-
Presse 40 000 tonnes - Aubert & Duval	21	33
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>127</b>

Les principaux investissements stratégiques sont financés par utilisation de la trésorerie et endettement financier.

La valeur nette des immobilisations financées par crédit-bail et inscrites au bilan ressort à 36 millions d'euros (33 millions d'euros au 31 décembre 2004), dont 2 millions d'euros d'investissements stratégiques de la période (presse 40 000 tonnes).

#### 6.4. Tests de dépréciation

Les données et hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation des immobilisations comprises dans les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Valeur nette comptable	Valeur d'utilité ou juste valeur	Taux d'actualisation <sup>(1)</sup>	Méthode de valorisation <sup>(2)</sup>
UGT - Eramet Marietta Inc.	96	90	9 %	Flux de trésorerie actualisés
UGT - Comilog Dunkerque	2	–	9 %	Flux de trésorerie actualisés
UGT - Erasteel Kloster AB	3	–	–	Indice de perte de valeur

(1) Le taux d'actualisation utilisé est le coût moyen pondéré du capital (CMPC).

(2) Flux de trésorerie établis sur 5 ans et valeur terminale. Les taux de croissance utilisés sont ceux retenus pour les budgets et les taux de croissance à l'infini utilisés pour les valeurs terminales sont compris entre 0 % et 1 % en fonction des UGT.

### 7. Participations dans les entreprises associées

#### 7.1. Par nature

(en millions d'euros)				Quote-part des capitaux propres	
Sociétés	Pays	% détenu	Quote-part de résultats	31.12.2005	31.12.2004
Forges M. Dembiermont	France	33,2 %	–	7	8
Port Minéralier d'Owendo SA	Gabon	36,35 %	1	4	4
Bear Metallurgical Corp.	États-Unis	49,5 %	1	–	3
Stahlschmidt GmbH	Allemagne	–	–	–	1
<b>TOTAL</b>			<b>2</b>	<b>11</b>	<b>16</b>

#### 7.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>16</b>	<b>19</b>
Regroupements d'entreprises	(4)	–
Autres mouvements de périmètre	(1)	–
Investissements de la période	–	–
Cessions de la période	–	–
Quote-part de résultats de la période	2	1
Dividendes distribués	(2)	(4)
Écarts de conversion et autres mouvements	–	–
<b>À la clôture</b>	<b>11</b>	<b>16</b>

Les états financiers simplifiés (données sociales) des participations dans les entreprises associées sont présentés ci-après :

	Forges M. Dembiermont (Br. Alliages)	Port Minéralier d'Owendo SA (Br. Manganèse)
(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires	22	8
Résultat opérationnel courant	–	3
Résultat net	–	3
Actif immobilisé	41	4
Besoin en fonds de roulement	6	
Situation nette	(24)	(8)
Provisions	(2)	
Endettement financier net	(21)	4

La société Stahlschmidt GmbH, précédemment mise en équivalence à hauteur de 50 %, est sortie du périmètre au 1<sup>er</sup> janvier 2005 (notes 3 et 8).

La société Bear Metallurgical Corp. mise en équivalence à hauteur de 49,5 % jusqu'au 30 novembre 2005 est consolidée par intégration globale à compter de cette date suite à l'acquisition par le groupe du solde de 50,5 % de ses titres (note 3).

## 8. Titres de participations non consolidés

### 8.1. Par nature

	Pays	% détention	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
(en millions d'euros)					31.12.2005	31.12.2004
Société Financière Brown Europe	France	100 %	8	–	8	–
Aubert & Duval USA Inc. (ex-Htm Inc.)	États-Unis	100 %	3	–	3	3
La Petite-Faye	Nouvelle-Calédonie	100 %	2	–	2	2
Stahlschmidt GmbH	Allemagne	50 %	2	–	2	–
Aubert & Duval Mold and Die Technology	Chine	85 %	2	–	2	–
Eramet North America Inc. (ex-Lni Inc.)	États-Unis	100 %	2	(1)	1	1
SAS Extract Ion	France	50 %	1	(1)	–	1
Centre de Recherche de Trappes (CRT)	France	100 %	1	–	1	1
Sogaferro	Gabon	69,99 %	1	–	1	1
Microsteel	France	100 %	2	(1)	1	1
Traitement Compression Service (Tcs)	France	51 %	1	–	1	–
Erasteel Japan KK	Japon	100 %	1	–	1	–
Erasteel Korea Ltd	Corée du Sud	100 %	1	–	1	–
Autres sociétés (moins de 1 million d'euros)	–	–	32	(19)	13	14
<b>TOTAL</b>			<b>59</b>	<b>(22)</b>	<b>37</b>	<b>24</b>

Les titres de participations non consolidés correspondent essentiellement à des sociétés contrôlées et sont comptabilisés au bilan à leur coût d'acquisition diminués, le cas échéant, de provisions pour dépréciation déterminées sur la base de la quote-part de situation nette détenue.

Les titres de participations non consolidés incluent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 les sociétés déconsolidées en raison de leur faible impact sur les comptes du groupe (note 3). Ces titres sont valorisés à leur valeur d'équivalence à la date de déconsolidation.

## 8.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>24</b>	<b>23</b>
Regroupements d'entreprises	-	-
Autres mouvements de périmètre	12	-
Investissements de la période	5	7
Cessions de la période	(8)	(12)
Dépréciations de la période	3	(5)
Écarts de conversion et autres mouvements	1	11
<b>À la clôture</b>	<b>37</b>	<b>24</b>

Les états financiers simplifiés (données sociales) des principales sociétés contrôlées mais non consolidées au 31 décembre 2004 sont présentés ci-après :

(en millions d'euros) (base : comptes 31 décembre 2004)	Erasteel Japan KK	Erasteel Korea Ltd	Microsteel	TCS	FBE & Brown Europe	Eramet North America Inc.	Centre Rech. Trappes (CRT)
Chiffre d'affaires	4	3	7	2	11	2	7
Résultat opérationnel courant	-	-	-	-	1	-	-
Résultat net	-	-	-	-	1	-	-
Actif immobilisé	-	-	1	4	3	-	2
Besoin en fonds de roulement	1	1	2	-	5	-	-
Situation nette	(1)	(1)	(1)	(2)	(8)	(1)	(2)
Provisions	-	-	-	-	-	-	(1)
Endettement financier net	-	-	(2)	(2)	-	1	1

Ces sociétés sont principalement des entités commerciales et de recherche et de développement dont les prestations sont entièrement rattachées au groupe, et des sociétés industrielles filiales de Sima (Prestation à façon, tréfilage et étirage de produits métallurgiques).

## 9. Autres immobilisations financières

### 9.1. Par nature

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes 31.12.2005	Valeurs nettes 31.12.2004
Dépôts et cautionnements	7	-	7	13
Prêts financiers au personnel	2	-	2	2
Comptes courants - Eramet International & Japan	2	-	2	-
Placements financiers / retraites américaines	3	-	3	2
Avances financières - Chine Bayi	1	-	1	2
Créances Sonadig (Gabon)	4	(2)	2	2
Comptes courants - Microsteel	2	-	2	2
Comptes courants - Bronzavia Industries	1	-	1	-
Autres prêts et comptes courants financiers	5	-	5	3
<b>TOTAL</b>	<b>27</b>	<b>(2)</b>	<b>25</b>	<b>26</b>

Les autres immobilisations financières correspondent essentiellement à des prêts et des comptes courants financiers accordés à des sociétés non consolidées et sont évaluées au coût amorti.

Les comptes courants Bronzavia Industries sont provisionnés en totalité au passif (note 15.6).

## 9.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>26</b>	<b>27</b>
Regroupements d'entreprises	-	-
Autres mouvements de périmètre	-	-
Mouvements de trésorerie	(2)	(1)
Dépréciations de la période	4	1
Écarts de conversion et autres mouvements	(3)	(1)
<b>À la clôture</b>	<b>25</b>	<b>26</b>

## 9.3. Par devise

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Euro	15	15
Dollar américain	3	5
Franc CFA	4	4
Franc Pacifique	3	2
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>26</b>

## 9.4. Par taux d'intérêts

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Sans intérêts	15	18
Taux d'intérêts fixes	6	4
Taux d'intérêts variables	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>26</b>

## 10. Stocks

### 10.1. Par nature

(en millions d'euros)	Valeurs nettes	Valeurs nettes
	31.12.2005	31.12.2004
Matières premières	265	186
Marchandises et produits finis	229	224
En-cours et semi-finis	256	187
Consommables et pièces de rechange	10	4
<b>TOTAL</b>	<b>760</b>	<b>601</b>

## 10.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>601</b>	<b>582</b>
Regroupements d'entreprises	3	-
Autres mouvements de périmètre	(8)	-
Mouvements de fonds de roulement	156	22
Dépréciations de la période	(5)	3
Écarts de conversion et autres mouvements	13	(6)
<b>À la clôture</b>	<b>760</b>	<b>601</b>

L'augmentation des stocks concerne l'ensemble des branches du groupe et plus particulièrement au niveau de la branche Alliages du fait de la reprise sensible de l'activité de la société Aubert & Duval, notamment dans le domaine de l'aéronautique.

## 11. Clients et autres créances

### 11.1. Par nature

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes 31.12.2005	Valeurs nettes 31.12.2004
Créances clients	460	(11)	449	412
Créances fiscales et sociales	41	-	41	27
Autres créances d'exploitation	51	(25)	26	28
Charges constatées d'avance	7	-	7	5
<b>TOTAL</b>	<b>559</b>	<b>(36)</b>	<b>523</b>	<b>472</b>

### 11.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>472</b>	<b>380</b>
Regroupements d'entreprises	15	-
Autres mouvements de périmètre	14	-
Mouvements de fonds de roulement	6	102
Dépréciations de la période	-	(5)
Écarts de conversion et autres mouvements	16	(5)
<b>À la clôture</b>	<b>523</b>	<b>472</b>

Les créances clients et les autres créances sont toutes à moins d'un an d'échéance. L'évolution du poste client est essentiellement liée à l'augmentation du chiffre d'affaires. Les créances libellées en monnaies étrangères sont converties en appliquant le taux de clôture.

## 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

### 12.1. Par nature

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes 31.12.2005	Valeurs nettes 31.12.2004
Valeurs mobilières de placement	472	–	472	344
Disponibilités	51	–	51	93
<b>TOTAL</b>	<b>523</b>	<b>–</b>	<b>523</b>	<b>437</b>

### 12.2. Par devise

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Euro	453	361
Dollar américain	57	36
Yuan Ren Min Bi (Chine)	4	4
Autres devises	9	36
<b>TOTAL</b>	<b>523</b>	<b>437</b>

### 12.3. Par taux d'intérêts

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Sans intérêts	13	62
Taux d'intérêts fixes	22	59
Taux d'intérêts variables	488	316
<b>TOTAL</b>	<b>523</b>	<b>437</b>

Le poste Trésorerie comprend les rubriques disponibilités et valeurs mobilières de placement. Les valeurs mobilières de placement sont constituées principalement de fonds monétaires en euros rémunérés avec des taux variables inférieurs à 3 %. La variation d'une période à l'autre est analysée par l'intermédiaire du tableau de flux de trésorerie établi selon la méthode indirecte.

### 13. Capitaux propres

#### 13.1. Évolution du capital social

Le capital social est composé de 25 789 874 actions dont la valeur nominale est de 3,05 euros et réparti de la manière suivante :

##### Actionnariat d'Eramet SA

Répartition	Exercice 2005				Exercice 2004			
	Capital		Droits de vote		Capital		Droits de vote	
	%	Nbre titres	%	Nbre titres	%	Nbre titres	%	Nbre titres
<b>Actions nominatives</b>								
Sorame et Compagnie d'Études Industrielles du Rouvray (CEIR)	37,24	9 603 338	43,76	19 182 665	37,21	9 579 338	43,61	18 832 239
Areva	26,20	6 757 277	30,83	13 514 554	26,25	6 757 277	30,89	13 339 767
S.T.C.P.I.	5,13	1 323 471	5,96	2 614 378	5,14	1 323 471	6,05	2 614 378
Société Minière G. Montagnat	0,25	65 545	0,30	129 478	0,25	65 545	0,30	129 478
Eramet SA	0,59	151 212	-	-	1,25	321 710	-	-
Fonds Actions Eramet SA	0,18	45 220	0,21	90 440	0,21	53 220	0,24	102 510
Autres	1,91	492 421	2,16	948 641	2,01	517 741	2,39	1 034 012
<b>Total actions nominatives</b>	<b>71,50</b>	<b>18 438 484</b>	<b>83,23</b>	<b>36 480 156</b>	<b>72,32</b>	<b>18 618 302</b>	<b>83,50</b>	<b>36 052 384</b>
Autres actions au porteur	28,50	7 351 390	16,77	7 351 390	27,68	7 126 642	16,50	7 126 642
<b>Nombre total d'actions</b>	<b>100,00</b>	<b>25 789 874</b>	<b>100,00</b>	<b>43 831 546</b>	<b>100,00</b>	<b>25 744 944</b>	<b>100,00</b>	<b>43 179 026</b>
- Actions à droit de vote simple	30,04 %	7 748 202	17,68 %	7 748 202	32,28 %	8 310 862	19,25 %	8 310 862
- Actions à droit de vote double	69,96 %	18 041 672	82,32 %	36 083 344	67,72 %	17 434 082	80,75 %	34 868 164

Les sociétés Sorame, Compagnie d'Études Industrielles du Rouvray (C.E.I.R.) et Areva sont signataires d'un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert, et ayant fait l'objet d'un avis du Conseil des Marchés Financiers (C.M.F.) le 18 mai 1999 sous le n°199C0577. Les actions à droit de vote double ont été émises au cours de l'exercice 2002.

##### Dividendes

	Exercices			
	2006 (*)	2005	2004	2003
Dividendes nets	2,10	2	0,86	1
Avoir fiscal	-	-	0,43	0,50
Rémunération globale	2,10	2	1,29	1,50
<b>Distribution nette totale</b>	<b>54</b>	<b>51</b>	<b>22</b>	<b>25</b>

(\*) Dividendes proposés en distribution par le conseil d'administration du 8 mars 2006.

##### Actions autodétenues

Au 31 décembre 2005, Eramet SA détenait 166 821 actions propres (334 483 actions au 31 décembre 2004), achetées pour l'essentiel entre les années 2000 et 2002 en vertu du programme de rachat dont la note d'information a été publiée le 2 juillet 1999 et approuvée par l'assemblée générale mixte du 21 juillet 1999 et représentant 151 212 actions (321 710 actions au 31 décembre 2004). Le solde de 15 609 actions (12 773 actions au 31 décembre 2004) figurant dans les actions au porteur correspondent aux actions achetées dans le cadre d'un contrat de liquidité souscrit auprès d'Exane BNP Paribas et non encore mises au nominatif à la date d'établissement du tableau. Le montant total des rachats a été imputé sur les capitaux propres. La diminution du nombre d'actions autodétenues provient essentiellement des levées d'options d'achat d'actions effectuées par les salariés au cours de l'exercice 2005, portant sur 170 848 actions (note 13.2).

## 13.2. Options de souscription et d'achat d'actions et actions gratuites

### 13.2.1. Options de souscription et actions gratuites

(1)	Date de l'assemblée	Date du conseil	Prix de souscription	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2005	Attribuées à l'origine	Exercées ou prescrites avant le 01.01.2005	Exercées en 2005	Prescrites en 2005	Restant à exercer à compter du 01.01.2006	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2006	Échéance des plans
1	08.06.1995	16.12.1997	33,08 EUR	39	13	104 500	(77 300)	(19 200)	(8 000)			15.12.2005
2	27.05.1998	12.12.2001	32,60 EUR	61	58	153 000	(15 000)	(25 730)	-	112 270	46	11.12.2009 <sup>(2)</sup>
3	23.05.2002	15.12.2004	64,63 EUR	81	81	130 000	-	-	-	130 000	81	15.12.2012 <sup>(3)</sup>
4	11.05.2005	13.12.2005	gratuites	90	-	14 000	-	-	-	14 000	90	n/a
<b>Total</b>						<b>401 500</b>	<b>(92 300)</b>	<b>(44 930)</b>	<b>(8 000)</b>	<b>256 270</b>		

(1) Date de début des plans : 1 = 16.12.1999 ; 2 = 12.12.2003 ; 3 = 12.12.2006.

(2) Ne peuvent être exercées qu'à compter du 12.12.2003. Les actions ne peuvent être vendues avant le 14.12.2005.

(3) Ne peuvent être exercées qu'à compter du 12.12.2006. Les actions ne peuvent être vendues avant le 14.12.2008.

La levée de 44 930 options de souscription au cours de l'exercice au prix moyen de 78,93 euros a contribué à l'augmentation des capitaux propres en contrepartie de la trésorerie par la création d'autant d'actions.

### 13.2.2. Options d'achat d'actions

(1)	Date de l'assemblée	Date du conseil	Prix de souscription	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2005	Attribuées à l'origine	Exercées ou prescrites avant le 01.01.2005	Exercées en 2005	Prescrites en 2005	Restant à exercer à compter du 01.01.2006	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2006	Échéance des plans
1	21.07.1999	15.09.1999	47,14 EUR	5 646	2 452	423 450	(241 820)	(75 485)	(9 875)	96 270	1 320	14.09.2007
2	27.05.1998	14.12.1999	54,00 EUR	80	65	166 500	(35 102)	(95 363)	-	36 035	26	13.12.2007 <sup>(2)</sup>
<b>TOTAL</b>						<b>589 950</b>	<b>(276 922)</b>	<b>(170 848)</b>	<b>(9 875)</b>	<b>132 305</b>		

(1) Date de début des plans : 1 = 15.09.1996 ; 2 = 14.12.2001.

(2) Les actions ne pouvaient pas être vendues avant le 14.12.2004.

La levée de 170 848 options d'achat au cours de l'exercice au prix moyen de 79,12 euros a généré une cession des titres auto-détenus en contrepartie de la trésorerie. Le résultat de cette cession a été imputé en capitaux propres.

## 13.3. Paiements fondés sur les actions

Les paiements basés sur des actions ne concernent que des plans de stock-options et d'actions gratuites consenties au personnel. Ils représentent une charge de 2 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Les règles applicables sont communes à tous les plans :

- l'acquisition ou attribution des droits correspond à la date du conseil d'administration,
- le début de la période d'exercice fait suite à une période d'indisponibilité de deux ans à compter de la date d'attribution.

Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait sous forme d'actions. Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2. Ainsi, seuls les plans attribués lors des conseils d'administration du 15 décembre 2004 (plan n° 3, note 13.2.1) et du 13 décembre 2005 (plan n° 4, note 13.2.1.) rentrent dans l'application de la norme IFRS 2. Les justes valeurs des stock-options sont calculées selon le modèle Black & Scholes. Elles sont étalées linéairement sur la période d'acquisition des droits du plan en charges de personnel avec pour contrepartie les capitaux propres.

Valorisations de plans : les hypothèses retenues pour la valorisation du plan ont reposé sur une volatilité attendue de 40 %, un taux sans risque sur la durée du plan 2,80 % et un taux de distribution future de 3,28 %. Sur la base de ces hypothèses, les justes valeurs prises en compte pour le calcul de la charge ressortent respectivement à 20,75 euros par action pour le plan n° 3, soit un total de 3 millions d'euros et à 68,04 euros par action pour le plan n° 4, soit un total de 1 million d'euros, amortis sur une période de deux ans à partir du 15 décembre 2004 (plan n° 3) et de trois ans à partir du 13 décembre 2005 (plan n° 4).

## 14. Intérêts minoritaires

### 14.1. Par nature

(en millions d'euros)	% des minoritaires	31.12.2005		31.12.2004
		Résultat	Total	Total
Société Le Nickel (Sln)	40 %	102	376	293
Comilog SA	32,75 %	39	118	77
Guangxi Comilog Ferro Aloys Ltd	30 %	-	4	4
Interforge	6 %	-	1	1
<b>TOTAL</b>		<b>141</b>	<b>499</b>	<b>375</b>

### 14.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>375</b>	<b>320</b>
Regroupements d'entreprises	2	-
Autres mouvements de périmètre	-	(3)
Mouvements de trésorerie	-	(61)
Dividendes distribués	(22)	(10)
Résultat de la période	141	132
Première application des normes IAS 32 & 39	16	-
Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers - IAS 32 & 39	(19)	-
Écarts de conversion et autres mouvements	6	(3)
<b>À la clôture</b>	<b>499</b>	<b>375</b>

Les acquisitions de l'exercice 2004 comprennent essentiellement l'achat début juillet 2004 pour 66 millions d'euros de 30,5 % d'Eramet Manganèse Alliages et de 6,78 % de Comilog SA. Les évolutions de périmètre concernent la fermeture de la société chinoise Shaoxing Comilog Ferro Alloys Ltd.

Les regroupements d'entreprises concernent l'intégration fin 2005 de la société Setrag SA (note 3).

## 15. Provisions

### 15.1. Par nature

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Personnel	178	170
Grands contentieux	12	13
Risques environnementaux et remise en état de sites	127	119
Autres risques et charges	35	42
<b>TOTAL</b>	<b>352</b>	<b>344</b>

### 15.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>344</b>	<b>383</b>
Regroupements d'entreprises	8	-
Autres mouvements de périmètre	7	1
Dotations (reprises) de la période	(25)	(34)
Écarts de conversion et autres mouvements	18	(6)
<b>À la clôture</b>	<b>352</b>	<b>344</b>

Les dotations (reprises) de la période se décomposent comme suit:

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Dotations de la période	70	54
(Reprises) de la période - partie utilisée	(94)	(83)
(Reprises) de la période - partie non utilisée	(4)	(7)
Charges de désactualisation	3	2
<b>TOTAL</b>	<b>(25)</b>	<b>(34)</b>

### 15.3. Personnel

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Engagements de retraite et assimilés	145	131
Restructurations et plans sociaux	18	32
Autres risques et charges sociaux	15	7
<b>TOTAL</b>	<b>178</b>	<b>170</b>

**Engagements de retraite et assimilés :** toutes les sociétés du groupe ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle des engagements selon un cadre actuariel uniforme (hypothèses et méthodes) défini par le groupe conformément aux principes définis par la norme IAS 19 - Avantages du personnel. Cette évaluation est effectuée sur une base pluriannuelle (deux ou trois ans, hors événement exceptionnel nécessitant une nouvelle évaluation au cas par cas).

Les hypothèses actuarielles utilisées pour les évaluations sont les suivantes :

Au 31 décembre 2004	Europe	Amérique du Nord	Nouvelle-Calédonie	Gabon
Taux d'actualisation	5 % (5,5 %)	6,25 % (7,5 %)	4,75 %	6,5 %
Taux d'inflation	2 % (2,7 %)	3 % (3,5 %)	2 %	2,3 %
Taux d'augmentation salariale	1,5 % (3,95 %)	3 % (4,5 %)	4,5 %	3,3 %
Taux de rendement des actifs financiers de régime	5 % (7,2 %)	7,7 % (7,75 %)	5,3 %	n/a
Au 31 décembre 2005	Europe	Amérique du Nord	Nouvelle-Calédonie	Gabon
Taux d'actualisation	3,6 % (4,9 %)	5,5 % (9,8 %)	3,9 %	6,5 %
Taux d'inflation	2 % (2,7 %)	2,4 % (3,5 %)	2 %	2,3 %
Taux d'augmentation salariale	2 % (3,5 %)	3 % (4,5 %)	4,5 %	3,3 %
Taux de rendement des actifs financiers de régime	5 % (7,2 %)	7,7 % (7,75 %)	5,3 %	n/a

Les résultats de l'évaluation au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2004 sont détaillés ci-dessous :

(en millions d'euros)	Juste valeur des actifs du régime		Valeur actuarielle des obligations		Situation financière Surplus / (déficit)	
	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2004
Régimes de retraite	93	70	173	142	(80)	(72)
Indemnités de fin de carrière	39	39	67	66	(28)	(27)
Médailles et gratifications			20	13	(20)	(13)
Régimes de frais médicaux			29	24	(29)	(24)
<b>TOTAL</b>	<b>132</b>	<b>109</b>	<b>289</b>	<b>245</b>	<b>(157)</b>	<b>(136)</b>

(en millions d'euros)

	(Gains) / pertes actuarielles non reconnues		Services passés non reconnus		Provision au bilan (actif) / passif	
	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2004
Régimes de retraite	9	3			71	69
Indemnités de fin de carrière	1	1	1	1	26	25
Médailles et gratifications					20	13
Régimes de frais médicaux	1				28	24
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>145</b>	<b>131</b>

L'impact des modifications des régimes de retraite n'est pas reconnu immédiatement au bilan ; le montant provisionné de 145 millions d'euros ne comprend donc pas la totalité de l'engagement de 157 millions d'euros. En effet, pour ces régimes, les écarts actuariels nets excédant le plus haut de 10 % de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et de 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture précédente sont étalés sur la durée de vie active moyenne résiduelle des participants du régime. Les coûts des services passés en cas de modifications de régime sont étalés selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Les placements des fonds de pension sont investis de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Actions	62 47 %	56 51 %
Obligations	60 45 %	44 40 %
Autres placements	10 8 %	9 9 %
<b>TOTAL</b>	<b>132 100 %</b>	<b>109 100 %</b>

La politique de répartition des actifs des régimes de retraite dépend des pratiques des pays.

Les variations de l'exercice des avantages au personnel sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>131</b>	<b>138</b>
Regroupements d'entreprises	8	-
Autres mouvements de périmètre	-	1
Charges comptabilisées	19	11
- coûts des services rendus	8	6
- charges d'intérêts nets	13	13
- rendements des actifs de couverture	(8)	(7)
- amortissements des écarts actuariels et des services passés	6	-
- autres	-	(1)
Cotisations versées	(24)	(17)
Écarts de conversion et autres mouvements	11	(2)
<b>À la clôture</b>	<b>145</b>	<b>131</b>

**Restructurations et plans sociaux :** tous les coûts des restructurations et des plans sociaux sont intégralement provisionnés dès lors que les conditions définies par les normes IFRS sont réunies. Le détail de ces engagements est le suivant :

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Plan social Aubert et Duval	7	18
Fermeture de l'usine de Boulogne-sur-Mer - Comilog France	1	2
Autres restructurations et plans sociaux - branche Manganèse	8	11
Autres restructurations et plans sociaux - branche Alliages	2	1
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>32</b>

Et les variations de l'exercice :

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>32</b>	<b>72</b>
Regroupements d'entreprises	-	-
Autres mouvements de périmètre	-	-
Dotations (reprises) de la période	(14)	(40)
Écarts de conversion et autres mouvements	-	-
<b>À la clôture</b>	<b>18</b>	<b>32</b>

La diminution du montant des restructurations provisionnées au 31 décembre 2005 qui ressort à 18 millions d'euros (32 millions d'euros au 31 décembre 2004) s'explique par les plans sociaux réalisés en France, en Belgique et en Norvège dans les branches Alliages et Manganèse.

**Autres risques et charges sociaux :** ces provisions correspondent essentiellement à des litiges avec les salariés et les organismes sociaux.

#### 15.4. Grands contentieux

Les provisions pour grands contentieux liées à l'acquisition de Comilog SA en 1996 / 1997 sont demeurées inchangées (12 millions d'euros), le groupe estimant qu'elles devraient être suffisantes pour faire face à l'ensemble des contentieux concernés.

#### 15.5. Risques environnementaux et remise en état des sites

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Risques environnementaux	47	36
Remise en état des sites	80	83
<b>TOTAL</b>	<b>127</b>	<b>119</b>

**Risques environnementaux :** la provision se monte au 31 décembre 2005 à 47 millions d'euros (36 millions d'euros au 31 décembre 2004) et concerne essentiellement la branche Manganèse (30 millions d'euros contre 31 millions d'euros au 31 décembre 2004) et la branche Alliages (14 millions d'euros contre 5 millions d'euros au 31 décembre 2004).

Dans la branche Manganèse, des provisions ont été constituées afin de tenir les engagements en matière environnementale suivant les dispositions ou obligations réglementaires légales. À Marietta, aux États-Unis, les provisions couvrent les obligations concernant notamment les bassins de décantation. Ces provisions ont été évaluées sur la base de rapports d'experts et d'analyses techniques.

**Remise en état des sites :** les remises en état des sites miniers concernent la société Le Nickel-SLN en Nouvelle-Calédonie (branche Nickel), pour un montant de 54 millions d'euros (31 décembre 2004 : 48 millions d'euros) et la société Comilog SA au Gabon (branche Manganèse) pour un montant de 7 millions d'euros (31 décembre 2004 : 5 millions d'euros). Les coûts de remise en état font l'objet d'une actualisation sur la durée restant à courir jusqu'à la date prévue de fin d'exploitation des mines.

À Boulogne-sur-Mer des provisions ont été constituées en 2003 afin de prendre en compte les obligations réglementaires et implicites de démolition et de remise en état du site à la suite de la décision de fermeture de l'usine (note 15.3).

### 15.6. Autres risques et charges

Les autres provisions réparties dans l'ensemble des trois branches couvrent divers risques dont les coûts de fermeture de Boulogne-sur-Mer (7 millions d'euros inchangés par rapport à fin 2004) et les risques financiers Bronzavia Industries (3 millions d'euros).

### 15.7. Litiges en cours

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine de la société ou du groupe.

## 16. Impôts différés

### 16.1. Par nature

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Différence entre les valeurs fiscales et consolidées des immobilisations	43	54
Retraitement des écritures de nature fiscale	128	107
Autres différences temporaires	54	71
Instruments financiers de couverture	7	-
Autres	2	1
<b>Impôts différés passif</b>	<b>234</b>	<b>233</b>
Différences temporaires	85	90
Reports fiscaux déficitaires - (*)	12	20
Élimination des résultats sur cessions internes	18	15
Instruments financiers de couverture	12	-
Autres	-	2
<b>Impôts différés actif</b>	<b>127</b>	<b>127</b>
<b>TOTAL</b>	<b>107</b>	<b>106</b>
(*) Actifs d'impôts différés limités ou dépréciés	47	96
Actifs d'impôts différés activés	12	20

Les autres différences temporaires correspondent principalement au crédit-bail et à la valorisation des stocks des sociétés américaines.

### 16.2. Variations de l'exercice

	Passif	Actif	Nets Exercices au 31 décembre	Nets
(en millions d'euros)			2005	2004
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>233</b>	<b>127</b>	<b>106</b>	<b>102</b>
Regroupements d'entreprises	2		2	-
Autres mouvements de périmètre		(1)	1	-
Impôts différés en contrepartie des capitaux propres	8	11	(3)	-
Impôts différés résultats	(6)	(8)	2	6
Écarts de conversion et autres mouvements	(3)	(2)	(1)	(2)
<b>À la clôture</b>	<b>234</b>	<b>127</b>	<b>107</b>	<b>106</b>

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, les impôts différés actifs et passifs sont présentés séparément au bilan. À l'exception des intégrations fiscales en France (note 16.3) et aux États-Unis (note 16.4), chaque société correspond à une entité fiscale indépendante.

### 16.3. Intégration fiscale en France

Le périmètre d'intégration fiscale en France regroupe les sociétés suivantes :

Sociétés faisant partie de l'intégration fiscale	31.12.2005	31.12.2004
<b>Sociétés consolidées</b>		
Eramet SA	x	x
Erasteel SA	x	x
Erasteel Commentry	x	x
Erasteel Champagnole	x	x
Eramet Holding Nickel (Ehn)	x	x
Eramet Holding Manganèse (Ehm)	x	x
Société Industrielle de Métallurgie Avancée (Sima)		x
Aubert et Duval (ad)	x	x
Eramet Alliages	x	x
Financière Brown Europe	-	x
Brown Europe	-	x
Eurotungstène Poudres (Etp)	x	x
<b>Sociétés non consolidées</b>		
Selnic		
Eramet International	x	x
Eramet Japan	x	x
Tec Ingénierie	x	x
Eramine	x	x
Forges de Montplaisir	x	x
Supa	x	x
Microsteel	x	x
Transmet	x	x
Financière Brown Europe	x	-
Brown Europe	x	-

Les déficits fiscaux qui représentent 33 millions d'euros ont été activés en totalité, pour un actif d'impôt différé reconnu en 2005 de 11 millions d'euros. Au 31 décembre 2004, les déficits fiscaux représentaient 81 millions d'euros et n'avaient été activés que pour 50 % de leur montant, en fonction des hypothèses de récupération estimées suivant le business plan des sociétés concernées. Par ailleurs, la position nette des impôts différés de l'intégration fiscale en France ressort à un passif de 12 millions d'euros (61 millions d'euros de passifs et 49 millions d'euros d'actifs).

### 16.4. Intégration fiscale aux États-Unis

Le périmètre de l'intégration fiscale aux États-Unis comprend les sociétés suivantes :

Sociétés faisant partie de l'intégration fiscale	31.12.2005	31.12.2004
<b>Sociétés consolidées</b>		
Comilog US	x	x
Erachem Comilog Inc.	x	x
Gulf Chemetals & Metallurgical Corp. (Gcmc)	x	x
Eramet Comilog North America Inc. (Ecna)	x	x

L'intégration fiscale aux États-Unis présente une position nette d'impôts neutre (14 millions d'euros de passifs et 14 millions d'euros d'actifs). Il n'y a pas de déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2005.

## 17. Emprunts

### 17.1. Par nature

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Emprunts auprès des établissements de crédit	85	49
Découverts bancaires et banques créditrices	36	64
Dettes financières de crédit-bail	22	24
Autres emprunts et dettes financières	16	12
<b>TOTAL</b>	<b>159</b>	<b>149</b>

### 17.2. Par devise

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Euro	110	104
Dollar américain	16	22
Franc CFA	12	9
Livre sterling	1	2
Autres devises	20	12
<b>TOTAL</b>	<b>159</b>	<b>149</b>

### 17.3. Par échéance

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
À moins d'un an	110	89
Entre un an et cinq ans	33	41
Plus de cinq ans	16	19
<b>TOTAL</b>	<b>159</b>	<b>149</b>

Eramet SA bénéficie de lignes de crédit confirmées à moyen ou long terme. Le solde non utilisé de ces lignes de crédit à la date de clôture permettrait au groupe de refinancer à plus d'un an ses dettes à court terme.

Lignes de crédit non utilisées	600	451
--------------------------------	-----	-----

Les covenants bancaires sont entièrement respectés.

### 17.4. Par taux d'intérêts

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Sans intérêts	3	12
Taux d'intérêts fixes	22	43
- inférieurs à 5 %	4	13
- entre 5% et 10 %	17	28
- supérieurs à 10 %	1	2
Taux d'intérêts variables	134	94
- inférieurs à 5 %	121	80
- entre 5% et 10 %	12	13
- supérieurs à 10 %	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>159</b>	<b>149</b>

### 17.5. Dettes financières de crédit-bail

(en millions d'euros)

	Valeur nominale	Valeur actualisée
À moins d'un an	3	2
Entre un an et cinq ans	11	9
Plus de cinq ans	12	11
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>22</b>
Charges d'intérêts	-	4
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>26</b>

Les dettes financières de crédit-bail concernent essentiellement les investissements de la presse 40 000 tonnes de Pamiers (société Airforge - branche Alliages) pour 22 millions d'euros (note 6.3).

### 17.6. Trésorerie nette ou endettement financier net

#### 17.6.1. Par nature

(en millions d'euros)

	31.12.2005	31.12.2004
Emprunts et dettes financières	(159)	(149)
Valeurs mobilières de placement	472	344
Disponibilités	51	93
<b>TOTAL</b>	<b>364</b>	<b>288</b>

## 17.6.2. Tableau de flux de l'endettement

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>Activités opérationnelles</b>		
EBITDA (note 21)	694	778
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	(63)	(195)
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées (*)</b>	<b>631</b>	<b>583</b>
Variation du besoin net en fonds de roulement lié à l'activité	(153)	(65)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (*)</b>	<b>478</b>	<b>518</b>
<b>Opérations d'investissement</b>		
Investissements industriels	(231)	(240)
Investissements financiers	(32)	(75)
Cession d'immobilisations	19	15
Subventions d'investissement reçues	-	21
Variation des créances et dettes sur immobilisations (*)	(113)	(6)
Variations de périmètre et des prêts financiers	21	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2	4
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(334)</b>	<b>(281)</b>
<b>Opérations sur fonds propres</b>		
Dividendes versés	(73)	(35)
Augmentations de capital	1	6
Variation du besoin net en fonds de roulement lié aux opérations sur fonds propres	1	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations sur fonds propres</b>	<b>(71)</b>	<b>(29)</b>
Incidence des variations de cours des devises et autres	3	2
<b>Diminution (augmentation) de la trésorerie ou endettement net</b>	<b>76</b>	<b>210</b>
Trésorerie ou (endettement) net d'ouverture	288	78
Trésorerie ou (endettement) net de clôture	364	288

(\*) Dont 124 millions d'euros sans incidence sur la trésorerie du groupe, effet sur les comptes 2005 du dénouement des accords de Bercy.

## 18. Fournisseurs et autres dettes

### 18.1. Par nature

La dette de 11 millions d'euros figurant en passifs non courants correspond à la dette de Setrag SA payable à l'État gabonais sur une période de 25 ans liée à l'achat des biens propres ainsi qu'à une partie du stock de pièces détachées.

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Dettes fournisseurs	267	212
Dettes fiscales et sociales	171	148
Autres dettes d'exploitation	49	46
Dettes d'immobilisations	53	67
Dettes d'associés - dividendes	4	3
Produits constatés d'avance	19	19
Indemnité minière Poum / Konianbo (note 26)	-	99
<b>TOTAL</b>	<b>563</b>	<b>594</b>
- Passifs non courants	11	-
- Passifs courants	552	594

### 18.2. Variation de l'exercice

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>594</b>	<b>549</b>
Regroupements d'entreprises	11	-
Autres mouvements de périmètre	34	-
Mouvements de fonds de roulement	(88)	26
Écarts de conversion et autres mouvements	12	19
<b>À la clôture</b>	<b>563</b>	<b>594</b>

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en appliquant le taux de clôture. Les produits constatés d'avance comprennent l'avantage fiscal lié au financement du four n°10 / Projet 75 000 tonnes de la société Le Nickel-SLN pour 13 millions d'euros (16 millions d'euros au 31 décembre 2004) et étalée sur une durée de cinq ans.

L'indemnité minière Poum / Koniambo a été reprise en totalité au compte de résultat après le dénouement des accords de Bercy fin 2005 (notes 22 et 26).

## 19. Instruments financiers dérivés

Détail des instruments financiers inscrits à l'actif :

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Instruments financiers actifs	4	15
Instruments financiers - couverture de change	6	-
Instruments financiers - couverture de taux	-	-
Instruments financiers - couverture de matières premières	15	-
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>15</b>

	Exercices au 31 décembre	
(en millions d'euros)	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>15</b>	<b>4</b>
Instruments de couverture évalués à la juste valeur liée à la première application de la norme IAS 39	82	-
Variation des instruments de couverture de la période - capitaux propres	(58)	-
Variation des instruments de couverture de la période - résultat financier	(3)	-
Variation des instruments financiers actifs	(11)	11
<b>À la clôture</b>	<b>25</b>	<b>15</b>

Détail des instruments financiers inscrits au passif :

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Instruments financiers passifs	7	2
Instruments financiers - couverture de change	29	-
Instruments financiers - couverture de taux	1	-
Instruments financiers - couverture de matières premières	6	-
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>2</b>

	Exercices au 31 décembre	
(en millions d'euros)	2005	2004
<b>À l'ouverture</b>	<b>2</b>	<b>-</b>
Instruments de couverture évalués à la juste valeur liée à la première application de la norme IAS 39	2	-
Variation des instruments de couverture de la période - capitaux propres	30	-
Variation des instruments de couverture de la période - résultat financier	4	-
Variation des instruments financiers passifs	5	2
<b>À la clôture</b>	<b>43</b>	<b>2</b>

Les créances et les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de clôture. L'instrument de couverture est évalué et comptabilisé à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur, couvrant les actifs et les passifs, est détaillée sur la ligne « instruments financiers actifs ou passifs ».

La première application des normes IAS 32 et IAS 39 au 1<sup>er</sup> janvier 2005 constatée en capitaux propres d'ouverture a impacté le bilan selon :

#### Couverture de change

(en millions d'euros)

	01.01.2005	Couvrant	Non couvrant
Instruments financiers de couverture	82	76	6
<b>Total actif</b>	<b>82</b>	<b>76</b>	<b>6</b>
Réserves	38	35	3
Intérêts minoritaires	15	14	1
<b>Capitaux propres</b>	<b>53</b>	<b>49</b>	<b>4</b>
Impôts différés	29	27	2
Instruments financiers de couverture	-	-	-
<b>Total passif</b>	<b>82</b>	<b>76</b>	<b>6</b>

Les couvertures de taux n'ont pas d'impact au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et les couvertures de matières étaient peu significatives au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Risques de change** : les couvertures de change portent en quasi-totalité sur le dollar américain et sont destinées à couvrir la position présente et future du groupe, structurellement longue des opérations commerciales.

#### Au 31 décembre 2004

(en millions de devises)

	Chiffre d'affaires 2004			Chiffre d'affaires 2005			Chiffre d'affaires 2006 et plus		
	Montants	Devises	Cours	Montants	Devises	Cours	Montants	Devises	Cours
<b>Couvertures commerciales</b>									
Eur / Usd	159	Usd	1,2364	940	Usd	1,2351	22	Usd	1,0280
Usd / Nok	10	Usd	6,4155	-	-	-	-	-	-
Eur / Nok	97	Eur	8,2634	111	Eur	8,3866	-	-	-
Eur / Gbp	5	Gbp	0,7074	3	Gbp	0,6902	-	-	-
	1	Eur	0,7008	3	Eur	0,7018	-	-	-
Gbp / Usd	1	Usd	1,9321	5	Gbp	1,8057	-	-	-
Gbp / Sek	4	Gbp	13,0306	4	Gbp	12,9944	-	-	-
Jpy / Sek	48	Jpy	0,0667	-	-	-	-	-	-
Eur / Sek	5	Eur	9,0603	12	Eur	9,0940	-	-	-
	25	Sek	9,0145	31	Sek	9,1805	-	-	-
Usd / Sek	7	Usd	6,9016	2	Usd	6,6568	-	-	-
Eur / Jpy	2	Jpy	136,4196	-	-	-	-	-	-
<b>Couvertures financières</b>									
Eur / Usd	57	Usd	1,3174	-	-	-	-	-	-
Eur / Nok	25	Eur	8,3992	-	-	-	-	-	-

## Au 31 décembre 2005

(en millions de devises)	Chiffre d'affaires 2005			Chiffre d'affaires 2006			Chiffre d'affaires 2007 et plus		
	Montants	Devises	Cours	Montants	Devises	Cours	Montants	Devises	Cours
<b>Couvertures commerciales</b>									
Eur / Usd	187	Usd	1,2172	555	Usd	1,2620	13	Usd	1,0497
Usd / Nok	14	Usd	6,6129	3	Usd	6,5152	-	-	-
Eur / Nok	3	Eur	7,8373	90	Eur	8,2232	-	-	-
Eur / Gbp	3	Gbp	0,6921	3	Gbp	0,6876	-	-	-
	1	Eur	0,6899	3	Eur	0,7016	-	-	-
Gbp / Usd	3	Usd	1,7923	4	Usd	1,7608	-	-	-
Gbp / Sek	4	Gbp	13,3176	4	Gbp	13,6011	-	-	-
Jpy / Sek	79	Jpy	0,0686	293	Jpy	0,0690	-	-	-
Eur / Sek	81	Eur	9,1802	26	Eur	9,4079	-	-	-
	25	Sek	9,2021	-	-	-	-	-	-
Usd / Sek	10	Usd	7,4477	3	Usd	7,6769	-	-	-
Eur / Jpy	145	Jpy	138,7172	505	Jpy	133,9093	-	-	-

## Couvertures financières

Eur / Sek	37	Sek	9,4345	-	-	-	-	-	-
-----------	----	-----	--------	---	---	---	---	---	---

Au 31 décembre 2005, les gains latents liés à la différence entre les cours de clôture et les cours de couverture des opérations présentées ci-dessus s'élèvent à un passif net de 23 millions d'euros (31 décembre 2004 : actif net de 82 millions d'euros. Ce montant a été comptabilisé au 1<sup>er</sup> janvier 2005 après l'application d'IAS 32/39).

**Risques de taux :** Eramet couvre en partie son exposition au risque de taux d'intérêts, essentiellement de son endettement financier, par l'intermédiaire de swaps de taux EURIBOR 3 mois contre des taux variables et fixes de durées variant entre trois mois et trois ans. Ce dispositif est reconstitué chaque année et l'intégralité des écarts dénoués est passée en résultat financier de la période. Au 31 décembre 2005, ces instruments n'ont pas été qualifiés de couverture.

(en millions d'euros)	2005	2006	2007
Encours couverts	20	40	40
Taux moyens maximum	3,97	3,31	3,80

**Risques de matières :** au cours de l'exercice 2005, Eramet a couvert une partie du fioul destiné à la société Le Nickel-SLN et une partie des ventes de nickel. La juste valeur de clôture est de 6 millions d'euros (6 millions d'euros à l'actif et 12 millions au passif). Les achats d'aluminium de l'exercice de la société Aubert & Duval sont en partie couverts et la juste valeur fin 2005 est de 3 millions d'euros à l'actif.

## 20. Chiffre d'affaires et autres produits

### 20.1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Ventes de produits	2 659	2 507
Prestations de services	53	14
<b>TOTAL</b>	<b>2 712</b>	<b>2 521</b>

## 20.2. Autres produits

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Écarts de change sur le chiffre d'affaires	1	57
Production immobilisée	15	15
Autres	20	21
<b>TOTAL</b>	<b>36</b>	<b>93</b>

## 21. Résultat opérationnel courant / EBITDA

(en millions d'euros)	Notes	Exercices au 31 décembre	
		2005	2004
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>2 712</b>	<b>2 521</b>
Autres produits		36	93
Coût des produits vendus - hors amortissements et provisions		(1 916)	(1 699)
Frais administratifs et commerciaux - hors amortissements et provisions		(106)	(104)
Frais de recherche et développement - hors amortissements et provisions		(32)	(33)
<b>EBITDA</b>		<b>694</b>	<b>778</b>
Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé	21.1	(127)	(127)
Charges de dépréciation et provisions	21.2	(25)	(8)
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>542</b>	<b>643</b>

### 21.1. Amortissements et provisions sur actif immobilisé

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Immobilisations incorporelles	(7)	(7)
Immobilisations corporelles	(120)	(120)
<b>TOTAL</b>	<b>(127)</b>	<b>(127)</b>

### 21.2. Charges de dépréciation et provisions

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Stocks	-	3
Créances clients et autres débiteurs	-	(1)
Provisions	(25)	(10)
<b>TOTAL</b>	<b>(25)</b>	<b>(8)</b>

## 22. Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Résultats sur cessions d'éléments de l'actif	-	1
Restructurations et plans sociaux	3	4
Pertes sur tests de dépréciation	(9)	(11)
Autres éléments - produits	126	10
Autres éléments - charges	(8)	(31)
<b>TOTAL</b>	<b>112</b>	<b>(27)</b>

**Restructurations et plans sociaux** : les différents plans sociaux annoncés et engagés en France, en Belgique et en Norvège avaient conduit à constater en 2003 des provisions à hauteur de 74 millions d'euros. Les actifs non utilisés dans les branches Alliages et Manganèse avaient également été totalement dépréciés à hauteur de 55 millions d'euros et les coûts nets de fermeture et de remise en état des sites avaient fait l'objet d'une provision de 34 millions d'euros. Au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005, les coûts décaissés sur la période relatifs à ces restructurations ont fait l'objet de reprises de provisions pour respectivement 42 millions d'euros et 14 millions d'euros.

**Pertes sur tests de dépréciation** : en 2004, les performances industrielles futures estimées ont fait l'objet d'une revue sur les principaux sites. Elle a conduit à constituer une provision de 11 millions d'euros dans la branche Manganèse afin de ramener la valeur des immobilisations à leur juste valeur. En 2005, des dépréciations nettes complémentaires de 9 millions d'euros ont été comptabilisées dans les branches Manganèse et Alliages.

**Autres éléments - produits** : en 2004, la partie acquise au titre de l'indemnité Poum / Koniambo (note 26) s'élevait à 10 millions d'euros. En 2005, l'indemnité acquise ressort à 8 millions d'euros, à laquelle s'ajoute les impacts du dénouement des accords de Bercy (note 26) pour 116 millions d'euros (92 millions d'euros pour l'indemnité principale et 24 millions d'intérêts) et la reprise en résultat du goodwill lié à l'acquisition de la société Poum SAS de 2 millions d'euros (note 3.1).

**Autres éléments - charges** : au 31 décembre 2004, des provisions ont été constituées au niveau des branches Alliages et Manganèse afin de faire face à des risques et litiges environnementaux pour 19 millions d'euros, à des charges liées au renouvellement de la convention minière au Gabon pour 7 millions d'euros et à des risques sur le projet en Chine d'Erasteel. Au 31 décembre 2005, dans les branches Manganèse et Alliages des provisions complémentaires à hauteur de 6 millions d'euros au titre des risques et litiges environnementaux (crassiers et maladies professionnelles) ont été constituées. Un alignement des barèmes pour les médailles du travail entre les différents sites dans la branche Alliages a conduit à une dotation complémentaire de 1 million d'euros.

## 23. Coût de l'endettement net et autres éléments financiers

### 23.1. Coût de l'endettement net

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Produits d'intérêts	4	4
Charges d'intérêts	(8)	(17)
Produits nets des valeurs mobilières de placement	15	5
Variation de juste valeur des valeurs mobilières de placement	(8)	-
Différences nettes de conversion	(5)	-
Autres	(1)	-
<b>TOTAL</b>	<b>(3)</b>	<b>(8)</b>

## 23.2. Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Produits des participations ou dividendes	3	1
Dotations /reprises provisions financières nettes	(2)	(1)
Différences nettes de conversion	-	1
Charges de désactualisation	(3)	(2)
Autres	(7)	(1)
<b>TOTAL</b>	<b>(9)</b>	<b>(2)</b>

Les charges de désactualisation concernent les provisions pour remise en état des sites miniers. Les autres charges financières correspondent (à hauteur de -8 millions d'euros) à la partie des instruments de couverture (change/matière/taux) comptabilisés en résultat selon la norme IAS 32/39 (note 19).

## 24. Impôts sur les résultats

### 24.1. Par nature

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Impôts courants	(124)	(123)
Impôts différés	(2)	(6)
<b>TOTAL</b>	<b>(126)</b>	<b>(129)</b>

### 24.2. Taux effectif d'impôt

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Résultat opérationnel	654	616
Coût de l'endettement net et autres produits et charges financiers	(12)	(10)
<b>Résultat net avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>642</b>	<b>606</b>
Taux courant d'imposition en France (en pourcentage)	33,33 %	33,33 %
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(214)</b>	<b>(202)</b>
Effets sur l'impôt théorique :		
- des différences permanentes entre le résultat comptable et le résultat taxable	43	4
- des contributions additionnelles en France	-	(1)
- du différentiel de taux courant des pays étrangers	(4)	1
- de taux d'impôts réduits	4	1
- de crédits d'impôts	5	24
- des retenues à la source sur les distributions	(4)	(4)
- des actifs d'impôts différés non reconnus ou limités	40	48
- des éléments divers	4	-
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>(126)</b>	<b>(129)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>20 %</b>	<b>21 %</b>

Au 31 décembre 2005, comme en 2004, les actifs d'impôts différés non reconnus ou limités concernent principalement les déficits fiscaux non activés au niveau de l'intégration fiscale en France (note 16.3) et des sociétés de la branche Manganèse (Comilog SA et Erachem Comilog SA pour l'essentiel).

Dans le cadre de l'investissement en Nouvelle-Calédonie, la société Le Nickel-SLN a obtenu par arrêté gouvernemental du 16 décembre 2004 un crédit d'impôt de 23 millions d'euros imputé sur l'impôt de l'exercice 2004.

Les différences permanentes importantes de l'exercice 2005 correspondent principalement aux produits exceptionnels non taxés relatifs au dénouement de l'indemnité minière Poum/Koniambo (notes 22 et 26).

## 25. Résultat par action

	Exercice 2005			Exercice 2004		
	Résultat net	Nombre d'actions	Résultat par action	Résultat net	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat par action de base	377	25 543 203	14,76	346	25 138 630	13,75
Options de souscription	-	112 270	-	-	165 200	-
Options d'achat	-	132 305	-	-	313 028	-
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>377</b>	<b>25 787 778</b>	<b>14,62</b>	<b>346</b>	<b>25 616 858</b>	<b>13,50</b>

Le nombre d'actions de base correspond au nombre moyen pondéré de la période diminué du nombre pondéré d'actions autodétenues :

	Actions ordinaires		Actions autodétenues		Actions en circulation	
	À la clôture	Moyenne pondérée	À la clôture	Moyenne pondérée	À la clôture	Moyenne pondérée
<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2003</b>	<b>25 577 574</b>	<b>25 577 574</b>	<b>556 826</b>	<b>556 826</b>	<b>25 020 748</b>	<b>25 020 748</b>
Acquisitions et cessions - contrat de liquidité	-	-	5 769	1 772	(5 769)	(1 772)
Levées d'options de souscription par les salariés	167 370	84 830	-	-	167 370	84 830
Levées d'options d'achat par les salariés	-	-	(228 112)	(34 824)	228 112	34 824
<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2004</b>						
- moyenne pondérée	-	25 662 404	-	523 774		25 138 630
- à la clôture	25 744 944	25 744 944	334 483	334 483	25 410 461	25 410 461
Acquisitions et cessions - contrat de liquidité	-	-	3 186	(3 787)	(3 186)	3 787
Levées d'options de souscription par les salariés	44 930	11 708	-	-	44 930	11 708
Levées d'options d'achat par les salariés	-	-	(170 848)	(117 247)	170 848	117 247
<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2005</b>	<b>25 789 874</b>	<b>25 756 652</b>	<b>166 821</b>	<b>213 449</b>	<b>25 623 053</b>	<b>25 543 203</b>

Le nombre d'options de souscription et d'options d'achat non exercées au 31 décembre 2005 s'élève respectivement à 256 000 et 132 305 options (295 200 et 313 028 options au 31 décembre 2004). Seules 112 270 actions potentielles de souscription (165 200 actions au 31 décembre 2004) ont été intégrées dans le résultat net dilué par action, tenant compte de 143 730 options non exerçables à la clôture 2005 (130 000 options à fin 2004).

## 26. Dossier minier calédonien

### • Rappel des faits

Ce dossier trouvait son origine dans la revendication de la SMSP, exploitant minier calédonien contrôlé par la Province du Nord, associée au producteur de nickel canadien Falconbridge, l'un des principaux concurrents mondiaux d'Eramet, sur une partie des réserves minières de la société Le Nickel-SLN afin d'assurer l'approvisionnement d'une nouvelle usine à construire dans la Province du Nord.

L'accord trouvé en février 1998 avec les pouvoirs publics prévoyait un échange de droits miniers en cas de construction effective de l'usine du Nord, la SMSP recevant le massif de Koniambo, beaucoup plus riche, qui appartenait à la société Le Nickel-SLN et cette dernière celui, plus pauvre, de Poum, propriété de la SMSP.

Cet échange s'accompagnait d'une indemnité versée par l'État et destinée à compenser l'incidence de la différence de réserves entre les deux gisements sur l'activité de la société Le Nickel-SLN et d'Eramet.

### • Première étape

Au second semestre 1998, la société Le Nickel-SLN et la SMSP ont cédé leurs droits miniers sur Koniambo et Poum respectivement à l'entité indépendante, la SAS Poum-Koniambo, chargée de les détenir jusqu'à leur dévolution définitive. S'agissant de la cession de Koniambo, dont le prix de vente brut s'élève à 8 millions d'euros, l'opération a été enregistrée dans le résultat exceptionnel de l'exercice 1998.

L'indemnité, fixée après évaluation par les banques-conseils du groupe et de l'État, à 152 millions d'euros (125 millions d'euros pour la société Le Nickel-SLN et 27 millions d'euros pour Eramet) nets d'impôts, a été versée aux deux sociétés.

### • Seconde étape

La seconde étape devait intervenir dès que la construction de l'usine du Nord aurait été engagée par les promoteurs pour autant que cela ait lieu avant janvier 2006. Suite à l'assignation d'Eramet devant la justice française en décembre 2005, le juge a clairement acté le 28 décembre 2005 les engagements irrévocables de la société Falconbridge de construire l'usine du Nord et a autorisé la dévolution des titres miniers Koniambo. Parallèlement Le Nickel-SLN a acquis auprès de la SAS Poum-Koniambo la société Poum SAS détenant le massif de Poum pour un montant contractuel de 6 millions d'euros. Le paiement doit intervenir en 2006 dès que toutes les conditions seront réunies.

### • Comptabilisation des opérations

Conformément aux accords de 1998, la totalité de l'indemnité est définitivement acquise et été comptabilisée en autres produits et charges opérationnels pour un montant de 99,7 millions d'euros, plus les intérêts provisionnés les années antérieures pour un montant de 24,2 millions d'euros.

Dans les comptes consolidés IFRS, le massif de Poum a fait l'objet d'une évaluation basée sur la méthode des cash flow actualisés en fonction des éléments de réserves estimées au mieux de la connaissance de la société. Les hypothèses de prix, d'investissements, de prix de revient, d'actualisation, etc. ont été retenues sur la base des évaluations généralement effectuées par le groupe lors des plans stratégiques. La juste valeur retenue de 10 millions d'euros génère après impôt un badwill de 2.5 millions d'euros reconnus directement en résultat. Le dénouement de ces opérations s'élève au titre de l'année 2005 à un profit de 126 millions d'euros comptabilisé en autres produits et charges opérationnels ( note 22) et à un profit de 77 millions d'euros au niveau du résultat net part du groupe.

## 27. Engagements hors bilan

(en millions d'euros)

	31.12.2005	31.12.2004
<b>Engagements donnés</b>		
Avals, cautions et garanties	34	62
Sûretés réelles :	162	141
- Immobilisations corporelles	35	50
- Immobilisations financières	89	55
- Stocks	25	23
- Créances et autres actifs	13	13
<b>Engagements reçus</b>		
Avals, cautions et garanties	21	16
Suretés réelles	néant	néant
Lignes de crédit	600	451

La diminution sensible des avals, cautions et garanties donnés provient de la baisse des garanties bancaires faisant suite aux remboursements d'emprunts essentiellement dans la branche Manganèse. L'augmentation des sûretés réelles s'explique par la hausse des actifs financiers donnés en garantie chez Comilog SA, diminuée de la levée des engagements bancaires chez Erasteel Kloster AB.

Le tableau ci-dessus ne comprend pas les commandes courantes de l'activité (commandes reçues de clients ou passées aux fournisseurs), ainsi que les engagements sur les commandes d'immobilisations liées aux projets d'investissements stratégiques (définis dans la note 6.3). Le montant de ces commandes et engagements s'élève à 75 millions d'euros (137 millions d'euros au 31 décembre 2004).

Les engagements résultant de pactes d'actionnaires au sein de société non détenues à 100 % (engagements réciproques d'achats minoritaires intragroupe estimés sur la base des situations nettes comptables) se montent à 22 millions d'euros et concernent essentiellement la société Le Nickel-SLN.

Depuis l'augmentation de capital de Comilog SA fin 2002, l'État gabonais peut exercer le rachat de 75 302 actions représentant 3,23 % du capital au prix de souscription avant fin 2005. À la date d'arrêté des comptes, l'État gabonais n'a effectué aucun rachat d'actions.

## 28. Transactions avec les parties liées

À la connaissance du groupe, il n'y a aucune transaction avec des actionnaires détenant plus de 5 % du capital. Les transactions réalisées avec les parties liées en 2005 sont détaillées comme suit :

	Exercices au 31 décembre
(en millions d'euros)	2005
<b>Chiffre d'affaires</b>	
- Filiales contrôlées non consolidées	23
- Entreprises associées	1
<b>Coût des produits vendus et frais administratifs et commerciaux</b>	
- Filiales contrôlées non consolidées	(35)
- Entreprises associées	(8)
<b>Coût de l'endettement net</b>	
- Filiales contrôlées non consolidées	-
- Entreprises associées	-

Les éléments de l'actif et du passif issus des relations avec les parties liées inscrits au bilan 2005 sont détaillés comme suit :

	Exercices au 31 décembre
(en millions d'euros)	2005
<b>Clients et autres débiteurs</b>	
- Filiales contrôlées non consolidées	7
- Entreprises associées	-
<b>Fournisseurs et autres créditeurs</b>	
- Filiales contrôlées non consolidées	8
- Entreprises associées	1
<b>Actifs financiers (dettes financières) nets</b>	
- Filiales contrôlées non consolidées	(2)
- Entreprises associées	-

Eramet n'accorde aucune garantie sur la dette des parties liées.

En 2005, les rémunérations nettes des charges sociales, avantages et charges sociales attribuées aux administrateurs et membres du Comité exécutif compris dans le résultat net du groupe sont détaillés comme suit :

	Exercices au 31 décembre
(en millions d'euros)	2005
<b>Avantages à court terme</b>	
- Rémunérations fixes	1 666
- Rémunérations variables	284
- Jetons de présence	199
<b>Autres avantages</b>	
- Avantages postérieurs à l'emploi	555
- Rémunérations payées en actions	457
<b>TOTAL</b>	<b>3 161</b>

## 29. Rémunération des organes d'administration et de direction

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Rémunération des 10 personnes les mieux rémunérées	2,5	2,5
Jetons de présence versés aux administrateurs	0,1	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>

Rémunération des organes d'administration et de direction : ces rémunérations ne concernent que la société mère, Eramet SA.

## 30. Effectif et charges de personnel

### 30.1. Effectif moyen par secteur d'activité

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Nickel	2 551	2 484
Manganèse	5 147	5 361
Alliages	4 555	4 961
Holding et divers	100	92
<b>TOTAL</b>	<b>12 353</b>	<b>12 898</b>

### 30.2. Effectif de clôture par secteur d'activité

(en millions d'euros)	31.12.2005	31.12.2004
Nickel	2 562	2 542
Manganèse	6 484	5 238
Alliages	4 542	4 720
Holding et divers	103	96
<b>TOTAL</b>	<b>13 691</b>	<b>12 596</b>

### 30.3. Charges de personnel par nature

(en millions d'euros)	Exercices au 31 décembre	
	2005	2004
Salaires et traitements	(336)	(315)
Intéressements et participations	(19)	(16)
Autres charges sociales	(131)	(134)
Avantages du personnel	5	6
Paie fondée sur des actions	(2)	-
<b>Total</b>	<b>(483)</b>	<b>(459)</b>
Charges de personnel intérimaire	(26)	(15)
<b>Charges de personnel - compte de résultat</b>	<b>(509)</b>	<b>(474)</b>
Masse salariale sur le chiffre d'affaires (y compris intérim)	19 %	19 %
Coût moyen du personnel (hors intérim)	(39)	(36)

## 31. Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture.

## 32. Informations sectorielles

### 32.1. Par secteur d'activité

(en millions d'euros)

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding et éliminations	Total
<b>EXERCICE 2005</b>					
Chiffre d'affaires externe	766	1 134	811	1	2 712
Chiffre d'affaires intrasecteur	8	1		(9)	
Chiffre d'affaires	774	1 135	811	(8)	2 712
Marge brute d'autofinancement	355	223	59	(6)	631
Résultat opérationnel courant	243	264	47	(12)	542
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-	-	112
Résultat opérationnel	-	-	-	-	654
Coût de l'endettement net	-	-	-	-	(3)
Autres produits et charges financiers	-	-	-	-	(9)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	2
Impôts sur les résultats	-	-	-	-	(126)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	(141)
Résultat net	-	-	-	-	377
Charges sans décaissement de trésorerie	(59)	(21)	(29)	4	(105)
- amortissements	(51)	(39)	(36)	(3)	(129)
- provisions	(8)	16	11	6	25
- pertes de valeur	-	(7)	(2)	-	(9)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	68	94	66	3	231
<b>Total bilan actif (courant et non courant)</b>	<b>1 446</b>	<b>1 146</b>	<b>1 057</b>	<b>(233)</b>	<b>3 416</b>
<b>Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)</b>	<b>422</b>	<b>528</b>	<b>718</b>	<b>(237)</b>	<b>1 431</b>
<b>EXERCICE 2004</b>					
Chiffre d'affaires externe	759	1 103	659		2 521
Chiffre d'affaires intrasecteur	6			(6)	
Chiffre d'affaires	765	1 103	659	(6)	2 521
Marge brute d'autofinancement	321	240	21	1	583
Résultat opérationnel courant	309	326	16	(8)	643
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-	-	(27)
Résultat opérationnel	-	-	-	-	616
Coût de l'endettement net	-	-	-	-	(8)
Autres produits et charges financiers	-	-	-	-	(2)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	1
Impôts sur les résultats	-	-	-	-	(129)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	(132)
Résultat net	-	-	-	-	346
Charges sans décaissement de trésorerie	(76)	(5)	(28)	3	(106)
- amortissements	(51)	(44)	(36)	(2)	(133)
- provisions	(3)	40	6	(6)	37
- pertes de valeur	-	(5)	-	-	(5)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	139	39	60	2	240
<b>Total bilan actif (courant et non courant)</b>	<b>1 371</b>	<b>1 013</b>	<b>890</b>	<b>(326)</b>	<b>2 948</b>
<b>Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)</b>	<b>520</b>	<b>556</b>	<b>586</b>	<b>(216)</b>	<b>1 446</b>

### 32.2. Par zone géographique

(en millions d'euros)

	Europe	Amérique du Nord	Asie	Autres zones	Total
<b>Chiffre d'affaires (destination des ventes)</b>					
<b>Exercice 2005</b>	<b>1 358</b>	<b>614</b>	<b>666</b>	<b>74</b>	<b>2 712</b>
Exercice 2004	1 251	500	673	97	2 521
<b>Investissements industriels (incorporels et corporels)</b>					
<b>Exercice 2005</b>	<b>98</b>	<b>21</b>	<b>10</b>	<b>102</b>	<b>231</b>
Exercice 2004	79	16	2	143	240
<b>Total bilan actif (courant et non courant)</b>					
<b>Exercice 2005</b>	<b>2 006</b>	<b>369</b>	<b>115</b>	<b>926</b>	<b>3 416</b>
Exercice 2004	1 524	269	82	1 073	2 948

Les autres zones comprennent le Gabon et la Nouvelle-Calédonie.

## 20.1.2. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2005 - Exercice clos au 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Eramet relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2004 retraitées selon les mêmes règles, à l'exception des normes IAS 32 et IAS 39 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, ne sont appliquées par la société qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est indiqué dans les notes 2.15 et 16 relatives aux impôts différés de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les déficits reportables dès lors que leur probabilité de récupération est établie. Dans le cadre de nos appréciations des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été amenés à revoir les estimations retenues par le groupe sur ces éléments et avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation de leur caractère raisonnable.

Le groupe comptabilise des provisions au titre du coût actualisé des remises en état de sites prévues en fin d'exploitation des mines, comme il est mentionné dans la note 15.5 « Risques environnementaux et remise en état des sites » de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par le groupe et à nous assurer de l'approbation de ces données et hypothèses par la direction.

Comme décrit dans la note 26 « Dossier minier calédonien » de l'annexe aux comptes consolidés, l'exercice 2005 est marqué par le dénouement des accords dits « de Bercy » ayant conduit le groupe à comptabiliser un produit d'un montant de 126 M€ (inclus dans les autres produits et charges opérationnels) et à enregistrer par conséquent les droits miniers du massif de Poum pour leur juste valeur estimée à 10 M€. Nos travaux ont consisté à nous assurer de la correcte comptabilisation de ces éléments et à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde cette estimation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 23 mars 2006

Les Commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit  
François CARREGA

Deloitte & Associés  
Nicholas L.E. ROLT

## 20.2 Comptes sociaux de l'exercice 2005

### 20.2.1. Commentaires sur les comptes sociaux

(en millions d'euros)	2005	2004	2003
Chiffre d'affaires	843	828	658
Résultat d'exploitation	23	17	13
Résultat financier	186	147	(141)
Résultat net	247	154	(162)
Effectif moyen	325	306	297

Le chiffre d'affaires est en légère augmentation de 2 %. Les ventes de nickel sont en baisse de 4,7 % à 57,2 milliers de tonnes. En revanche, les prix ont augmenté d'environ 8 %, compensés par une parité au dollar moins favorable.

Le résultat d'exploitation s'établit à 23 millions d'euros contre 17 millions d'euros en 2004.

Le résultat financier de 186 millions d'euros contre 141 millions d'euros s'explique par les dividendes reçus des trois branches (Nickel : 26,4 millions d'euros – Manganèse : 130,2 millions d'euros - et Alliages : 3,7 millions d'euros). Une reprise de provision des titres de Sima à hauteur de 20 millions d'euros a été comptabilisée. En 2004, le résultat financier provenait essentiellement de reprise de provision sur titres concernant le Manganèse.

Après reprise de provision pour hausse des prix de 31 millions d'euros et de la reprise du solde de l'indemnité minière à hauteur de 16 millions et un intéressement de 1,9 million d'euros, le résultat net ressort à 247 millions contre un résultat de 154 millions d'euros en 2004.

### 20.2.1.1 Bilan

			31.12.2005	31.12.2004	31.12.2003
Actif (en milliers d'euros)	Brut	D.A.P.	Net	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	4 339	3 865	474	353	119
Fonds commercial	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours	616	0	616	1 189	181
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>4 955</b>	<b>3 865</b>	<b>1 090</b>	<b>1 542</b>	<b>300</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	1 131	0	1 131	1 131	1 131
Constructions	18 103	10 892	7 211	6 808	7 109
Installations techniques, matériel et outillage industriels	42 194	35 978	6 216	3 861	4 037
Autres	6 327	3 681	2 646	2 188	2 209
Immobilisations en cours	443	0	443	491	54
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>68 198</b>	<b>50 551</b>	<b>17 647</b>	<b>14 479</b>	<b>14 540</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations	1 016 712	84 736	931 976	846 009	720 145
Créances rattachées à des participations	327 591	0	327 591	235 000	0
Titres de l'activité du portefeuille	0	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	6 481	15	6 466	14 262	20 717
Autres	1 837	0	1 837	2 043	896
<b>Sous-total</b>	<b>1 352 621</b>	<b>84 751</b>	<b>1 267 870</b>	<b>1 097 314</b>	<b>741 758</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 425 774</b>	<b>139 167</b>	<b>1 286 607</b>	<b>1 113 335</b>	<b>756 598</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
<b>Stocks et en-cours</b>					
Matières premières	22 016	0	22 016	26 258	22 575
Autres approvisionnement	4 096	2 487	1 609	2 972	2 702
En-cours de production	5 235	0	5 235	4 560	5 746
Produits intermédiaires et finis	15 777	0	15 777	13 924	11 481
Marchandises	34 417	0	34 417	20 379	66 260
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>15 875</b>	<b>0</b>	<b>15 875</b>	<b>970</b>	<b>2 714</b>
<b>Créances d'exploitation</b>					
Créances clients	54 735	394	54 341	77 328	58 552
Autres	0	0	0	123	525
Créances diverses	29 445	9 351	20 094	14 023	14 752
Capital souscrit-appelé, non versé	0	0	0	0	0
<b>Comptes courants financiers avec le groupe</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 443</b>	<b>145 338</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>3 330</b>	<b>0</b>	<b>3 330</b>	<b>1 832</b>	<b>958</b>
<b>COMPTE DE RÉGULARISATIONS</b>					
Charges constatées d'avance	1 752	0	1 752	458	33
<b>TOTAL</b>	<b>186 678</b>	<b>12 232</b>	<b>174 446</b>	<b>192 269</b>	<b>331 641</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0		0	980	1 598
Écarts de conversion actif	20		20	109	5 580
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 612 472</b>	<b>151 399</b>	<b>1 461 073</b>	<b>1 306 693</b>	<b>1 095 418</b>

	31.12.2005	31.12.2004	31.12.2003
<b>Passif</b> (en milliers d'euros)	<b>avant répartition</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	78 659	78 522	78 012
Primes d'émission, de fusion, d'apport	219 080	217 744	212 323
Réserve légale	7 852	7 640	7 640
Réserves réglementées	53 529	53 529	54 888
Autres réserves	200 311	199 708	199 708
Report à nouveau	155 501	52 522	239 629
Résultat de l'exercice	246 770	154 347	(162 552)
<b>Sous-total : situation nette</b>	<b>961 702</b>	<b>764 011</b>	<b>629 648</b>
Subventions d'investissement	25	47	68
Provisions réglementées	22 967	54 895	42 895
<b>TOTAL</b>	<b>984 694</b>	<b>818 954</b>	<b>672 611</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
Provisions pour risques	0	1 585	2 840
Provisions pour charges	7 987	16 070	9 195
<b>TOTAL</b>	<b>7 987</b>	<b>17 655</b>	<b>12 035</b>
<b>DETTES</b>			
<b>Dettes financières</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	610	30 000	213 305
Emprunts et dettes financières divers	55 139	10 057	11 430
Comptes courants passif avec le groupe	320 511	292 631	65 390
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>	<b>1 308</b>	<b>1 001</b>	<b>93</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 427	109 039	88 699
Dettes fiscales et sociales	10 088	10 537	7 153
Autres	0	0	0
<b>Dettes diverses</b>			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 059	425	280
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0	0	0
Autres dettes	3 250	1 411	2 664
<b>Comptes de régularisation</b>			
Produits constatés d'avance	0	12 950	14 750
<b>TOTAL</b>	<b>468 392</b>	<b>468 051</b>	<b>403 769</b>
Écarts de conversion passif	0	2 034	7 003
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 461 073</b>	<b>1 306 693</b>	<b>1 095 418</b>

### 20.2.1.2 Compte de résultat

(en milliers d'euros)

	31.12.2005	31.12.2004	31.12.2003
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Ventes	795 301	779 239	611 598
Produits des activités annexes	47 647	49 173	46 813
<b>Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>842 948</b>	<b>828 412</b>	<b>658 411</b>
Production stockée (déstockée)	2 528	1 186	2 428
Production immobilisée	59	47	15
Subventions d'exploitation	20	12	8
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	6 366	4 232	2 907
Autres produits	2 425	120	162
<b>Sous-total B</b>	<b>11 398</b>	<b>5 597</b>	<b>5 520</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>854 346</b>	<b>834 009</b>	<b>663 931</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises	624 456	568 464	507 668
Variations de stocks	(14 037)	45 880	(37 365)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	128 350	121 715	102 027
Variations de stocks	3 690	(3 974)	(5 604)
Achats et charges externes	48 342	40 459	44 184
Impôts, taxes et versements assimilés	3 196	3 075	2 971
Salaires et traitements	17 516	17 950	16 863
Charges sociales	8 271	8 621	8 261
Dotations aux amortissements	6 934	3 862	3 893
Dotations aux provisions sur actif circulant	2 880	2 653	874
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 414	7 702	6 013
Autres charges	631	388	712
<b>TOTAL</b>	<b>831 643</b>	<b>816 795</b>	<b>650 497</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>22 703</b>	<b>17 214</b>	<b>13 435</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>185 572</b>	<b>147 207</b>	<b>(154 693)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>208 276</b>	<b>164 421</b>	<b>(141 259)</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>36 264</b>	<b>(10 208)</b>	<b>3 068</b>
Participations des salariés et intéressement	(1 898)	(2 080)	(1 149)
Impôts sur les résultats	4 128	2 214	(23 212)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>246 770</b>	<b>154 347</b>	<b>(162 552)</b>

### 20.2.1.3 Tableau de flux

(en millions d'euros)

	31.12.2005	31.12.2004	31.12.2003
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net des sociétés intégrées	247	154	(163)
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:	(60)	(109)	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	187	45	(163)
Variation du besoin net en fonds de roulement lié à l'activité	(43)	47	(50)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>144</b>	<b>92</b>	<b>(213)</b>
<b>Opérations d'investissements</b>			
Acquisition d'immobilisations	(74)	(6)	(3)
Cession d'immobilisations	12	13	0
Augmentation des charges à répartir, variation des créances et dettes sur immobilisations	0	0	1
<b>Sous-total</b>	<b>(62)</b>	<b>7</b>	<b>(2)</b>
Indemnité minière Nouvelle-Calédonie	(15)	(1)	(2)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(77)</b>	<b>6</b>	<b>(4)</b>
<b>Opérations sur fonds propres</b>			
Dividendes versés aux actionnaires d'Eramet SA	(51)	(25)	(25)
Augmentations de capital	1	6	10
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations sur fonds propres</b>	<b>(50)</b>	<b>(19)</b>	<b>(15)</b>
Autres mouvements	0	0	0
<b>DIMINUTION (AUGMENTATION) DE L'ENDETTEMENT NET</b>	<b>17</b>	<b>79</b>	<b>(17)</b>
Trésorerie (endettement) nette d'ouverture	(65)	(144)	(127)
Trésorerie (endettement) nette de clôture	(48)	(65)	(144)

#### 20.2.1.4 Annexes aux comptes sociaux

##### *Faits caractéristiques de l'exercice*

###### **Chiffre d'affaires**

Sur l'année, le chiffre d'affaires du nickel est en légère hausse de 1 %, due à l'érosion du cours du LME sur la fin de l'année. Par ailleurs, les mouvements sociaux en Nouvelle-Calédonie ont perturbé les livraisons du 4<sup>e</sup> trimestre 2005.

###### **Résultat financier**

- Le résultat financier est essentiellement composé des dividendes perçus (Nickel : + 26,5 millions d'euros, Manganèse : + 133,7 millions d'euros et Alliages + 3,8 millions d'euros).
- L'amélioration du secteur aéronautique et un début de reprise du secteur de l'énergie nucléaire ont contribué au redressement de la branche Alliages. Par conséquent, une reprise de provision pour dépréciation de titres (+ 20 millions d'euros) a été constatée sur le groupe Sima.

###### **Résultat exceptionnel**

- L'intégralité de la soulté sur l'échange des massifs Poum/Koniombo a été reprise en résultat (+ 15,9 millions d'euros).

###### **Bilan**

- Les principales opérations concernent la souscription à 100 % de l'augmentation de capital EHM (+ 66 millions d'euros), la hausse du prêt consenti à Sima (+ 92,3 millions d'euros).
- La société a cédé une grande partie de ses actions propres pour répondre aux importantes levées d'options exercées cette année. Le nombre d'actions propres s'établit à 166 821 au 31 décembre 2005.
- Eramet a émis des billets de trésorerie pour un montant de 55 millions d'euros.

###### **Normes**

- En application du règlement CRC 2002-10, l'approche par composant a été mise en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, avec un impact non significatif dans les capitaux propres.

##### *Principes, règles et méthodes comptables*

###### **Rappel des principes**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et selon les règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

###### **Changement de méthode**

Le règlement n° 2002-10 du CRC a entraîné les changements de méthodes suivants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

- Revue des durées d'amortissement de certaines immobilisations aboutissant à une diminution des amortissements

économiques compensées par une augmentation des amortissements dérogatoires ;

- Annulation par les capitaux propres de la provision pour gros entretien. Les dépenses de gros entretien sont dorénavant comptabilisées soit en charges, soit en immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de dépenses de remplacement.

###### **Règles et méthodes appliquées aux différents postes du bilan et du compte de résultats**

- Immobilisations corporelles et incorporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine de la société et tient compte des frais nécessaires à leur mise en état d'utilisation. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation. Les immobilisations non utilisées ou dont la valeur vénale est inférieure à la valeur comptable sont, en règle générale, dépréciées par dotations exceptionnelles aux amortissements ou aux provisions.

L'amortissement économiquement justifié est l'amortissement linéaire. Cet amortissement est calculé selon la durée d'utilité.

Les durées d'usage des d'amortissement des immobilisations corporelles sont, sauf cas exceptionnel, les suivantes :

- constructions : entre 20 et 30 ans ;
- installations techniques : entre 12 et 20 ans ;
- matériel et outillage : entre 3 et 10 ans ;
- installations, agencements et aménagements : entre 5 et 10 ans ;
- matériel de transport : entre 5 et 8 ans ;
- matériel de bureau, informatique et mobilier : entre 3 et 8 ans.

L'impact de l'écart entre les durées d'usage et d'utilité est constaté via un amortissement dérogatoire.

- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les prêts sont inscrits à leur valeur nominale. Les titres sont estimés à leur valeur d'usage, qui tient compte à la fois de la valeur d'actif net et des perspectives de rentabilité. Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Stocks

Les stocks de produits nickelifères sont évalués au prix de revient calculé selon la méthode « premier entré, premier sorti ». Lorsque la valeur ainsi obtenue est supérieure à la valeur de réalisation nette (prix de vente moins frais de vente), il est pratiqué une provision correspondant à cette différence. Les matières consommables sont évaluées au prix de revient calculé selon la méthode du prix moyen pondéré.

- Créances et dettes

Les créances et les dettes en devises sont revalorisées au cours du dernier jour de l'exercice, ou au cours de couverture à terme, le cas échéant.

Les pertes ou gains latents de change résultant des revalorisations au cours du dernier jour sont portés au bilan en compte « Écarts de conversion ». Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Les provisions pour dépréciation des créances clients sont évaluées client par client en fonction du risque estimé.

- Valeurs mobilières de placement

Elles sont valorisées au coût d'acquisition et font l'objet de provisions pour dépréciation si leur valeur liquidative est inférieure. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

- Provisions pour risques et charges

Elles tiennent compte de l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

- Indemnités et allocations relatives au personnel

Eramet offre à ses employés différents avantages à long terme tels que des indemnités de fin de carrière ou tout autre avantage complémentaire postérieur à l'emploi (médailles du travail).

Certains engagements sont couverts pour tout ou partie par des contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance. Dans ce cas, les engagements et les actifs en couverture sont évalués de manière indépendante. Une provision est ainsi constituée en fonction du niveau des engagements et des actifs financiers.

Les engagements d'Eramet sont évalués par des actuaires indépendants. Les hypothèses actuarielles utilisées (probabilité de maintien chez Eramet du personnel actif, probabilité de mortalité, âge de départ à la retraite, évolution des salaires...) varient selon les conditions démographiques et économiques prévalant dans le pays. Les taux d'actualisation retenus sont basés sur le taux des obligations d'Etat ou d'entreprises qualifiées de « Première Qualité » avec une durée équivalente à celle des engagements à la date d'évaluation. Les taux de rendement espéré des actifs sur le long terme ont été déterminés en tenant compte, pour chaque pays, de la structure du portefeuille d'investissements.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour les évaluations sont les suivantes :

	2004	2005
Taux d'actualisation	4,75 %	3,90 %
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires	4,50 %	4,50 %
Taux de rendement des actifs financiers de régime	5,30 %	5,30 %

## 20.2.1.5 Notes annexes

### 1. Immobilisations

	Valeurs d'acquisition			
	01.01.2005	Acquisitions	Cessions, mises hors service et régularisations	31.12.2005
(en milliers d'euros)				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	2 620	1 874	(155)	4 339
Immobilisations en cours	1 275	1 177	(1 836)	616
Sous-total	3 895	3 051	(1 991)	4 955
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 131	0	0	1 131
Constructions	17 160	962	(19)	18 103
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 372	3 830	(8)	42 194
Autres	5 507	1 172	(352)	6 327
Immobilisations en cours	491	5 178	(5 226)	443
Sous-total	62 661	11 142	(5 605)	68 198
Immobilisations financières				
Participations <sup>(1)</sup>	951 032	66 000	(320)	1 016 712
Créances rattachées à des participations <sup>(2)</sup>	235 000	92 591	0	327 591
Autres titres immobilisés <sup>(3)</sup>	14 277	0	(7 796)	6 481
Autres	5 393	0	(3 556)	1 837
Sous-total	1 205 702	158 591	(11 672)	1 352 621
TOTAL	1 272 258	172 784	(19 268)	1 425 774

(1) & (2) Eramet a entièrement souscrit à l'augmentation de capital de EHM (+ 66,0 millions d'euros) et augmenté le prêt consenti à Sima (+ 92,3 millions d'euros).

(3) La ligne « Autres titres immobilisés » concerne les actions propres qui ont été cédées pour répondre aux levées d'options (- 8,0 millions d'euros).

	Amortissements et provisions					Valeurs nettes	
	01.01.2005	Dotations aux amortis- sements	Dotations et reprises de provisions	Cessions, mises hors service et régularisations	Application règlement CRC 2002-10	31.12.2005	31.12.2005
(en milliers d'euros)							
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	2 267	1 752		(154)		3 865	474
Immobilisations en cours	86		(86)			0	616
<b>Sous-total</b>	<b>2 353</b>	<b>1 752</b>	<b>(86)</b>	<b>(154)</b>		<b>3 865</b>	<b>1 090</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains	0	0				0	1 131
Constructions	10 352	559		(19)		10 892	7 211
Installations techniques, matériel et outillage industriels <sup>(1)</sup>	34 511	1 764	(1 143)	(93)	(204)	34 835	6 216
Autres	3 319	649		(287)		3 681	2 646
Immobilisations en cours	0					0	443
<b>Sous-total</b>	<b>48 182</b>	<b>2 972</b>	<b>(1 143)</b>	<b>(399)</b>	<b>(204)</b>	<b>49 408</b>	<b>17 647</b>
<b>Immobilisations financières</b>							
Participations <sup>(2)</sup>	105 023		(20 287)			84 736	931 976
Créances rattachées à des participations	0					0	327 591
Autres titres immobilisés	15		0			15	6 466
Autres	3 350		(3 350)			0	1 837
<b>Sous-total</b>	<b>108 388</b>	<b>0</b>	<b>(23 637)</b>	<b>0</b>		<b>84 751</b>	<b>1 267 870</b>
<b>TOTAL</b>	<b>158 923</b>	<b>4 724</b>	<b>(24 866)</b>	<b>(553)</b>	<b>(204)</b>	<b>138 024</b>	<b>1 286 607</b>

(1) L'application du règlement n° CRC 2002-10 nous a conduit à revoir les durées d'amortissement d'une partie de nos immobilisations. L'incidence se traduit par une diminution des amortissements comptabilisés compensée par une augmentation des amortissements dérogatoires du même montant.

(2) La provision sur titres Sima a été reprise partiellement (+ 20 millions d'euros), compte tenu du redressement amorcé de la branche.

## 2. État des échéances des créances

(en milliers d'euros)	Montant brut	À 1 an au plus	À plus de 1 an
Créances rattachées à des participations <sup>(1)</sup>	327 591	327 591	0
Autres immobilisations financières	1 837	1 837	0
Créances clients et comptes rattachés	54 735	54 735	0
Autres	0	0	0
Créances diverses	29 445	24 379	5 066
Capital souscrit-appelé, non versé	0	0	0
Charges constatées d'avance	1 752	1 752	0
Comptes courants financiers	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>415 360</b>	<b>410 294</b>	<b>5 066</b>

(1) Eramet consent un prêt à Sima, (+ 327 millions d'euros) dont le financement est assuré en interne.

### 3. Disponibilité

Uniquement composée de comptes bancaires débiteurs.

### 4. Comptes de régularisation actif et produits à recevoir

(en milliers d'euros)	Montant brut
Créances diverses	0
Valeurs mobilières de placement	0
Disponibilités	0
Charges constatées d'avance <sup>(1)</sup>	1 752
Charges à répartir	0
Écarts de conversion actif	19
<b>TOTAL</b>	<b>1 771</b>

(1) La moitié des charges constatées d'avance concerne la mise en place du nouveau crédit syndiqué.

### 5. Situation nette

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions (1)	Capital	Réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total	Répartition par action en euros
<b>Situation nette au 31 décembre 2003</b>	<b>25 577 574</b>	<b>78 012</b>	<b>714 188</b>	<b>(162 552)</b>	<b>629 648</b>	<b>24,62</b>
Distribution de dividendes			(24 555)		(24 555)	
Affectation au report à nouveau et aux réserves			(162 552)	162 552	0	
Retenue à la source			(1 359)		(1 359)	
Augmentations de capital en espèces	167 370	510	5 420		5 930	
Augmentations de capital par incorporation de réserves					0	
Apport en numéraire					0	
Dividendes en action					0	
Augmentations de capital en nature					0	
Résultat de l'exercice 2004				154 347	154 347	
<b>Situation nette au 31 décembre 2004</b>	<b>25 744 944</b>	<b>78 522</b>	<b>531 142</b>	<b>154 347</b>	<b>764 011</b>	<b>29,68</b>
Distribution de dividendes			(51 155)		(51 155)	
Affectation au report à nouveau et aux réserves			154 347	(154 347)	0	
Retenue à la source			0		0	
Autres opérations <sup>(3)</sup>			603		603	
Augmentations de capital en espèces <sup>(2)</sup>	44 930	137	1 336		1 473	
Résultat de l'exercice 2005				246 770	246 770	
<b>Situation nette au 31 décembre 2005</b>	<b>25 789 874</b>	<b>78 659</b>	<b>636 273</b>	<b>246 770</b>	<b>961 702</b>	<b>37,29</b>

(1) Le capital est réparti comme suit :

	2005	2004
AREVA	26,20 %	26,25 %
SORAME / CEIR	37,24 %	37,21 %
STCPI	5,13 %	5,14 %
Divers	31,43 %	31,40 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(2) L'augmentation de capital concerne exclusivement les programmes de levées d'options pour lesquels Eramet autodétient ses actions. Au 31 décembre 2005, le nombre d'actions propres s'élève à 166 821 actions.

(3) Reprise de provision pour gros entretien par capitaux propres en application du règlement n° 2002-10.

## 6. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

(en milliers d'euros)

	01.01.2005	Dotations	Reprises	31.12.2005
Matières premières				
Autres approvisionnements <sup>(1)</sup>	572	2 487	(572)	2 487
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients <sup>(2)</sup>	0	394	0	394
Autres				
Créances diverses	1 463	9 351	(1 463)	9 351
<b>TOTAL</b>	<b>2 035</b>	<b>12 232</b>	<b>(2 035)</b>	<b>12 232</b>

(1) Les stocks de pièces de rechange ont été provisionnés à 100 % pour les références dont la consommation est inférieure à un an de stock.

(2) Cette provision concerne un client provisionné à 50 %.

## 7. Provisions passif

(en milliers d'euros)

	01.01.2005	Dotations	Reprises			31.12.2005
			Application du règlement CRC n° 2002-10	Utilisées au cours de l'exercice	Non utilisées au cours de l'exercice	
Provisions pour hausse des prix <sup>(1)</sup>	51 914	0			(31 498)	20 416
Amortissements dérogatoires <sup>(2)</sup>	2 981	560	204		(1 194)	2 551
Provisions pour reconstitution des gisements miniers						
<b>Total provisions réglementées</b>	<b>54 895</b>	<b>560</b>	<b>204</b>	<b>0</b>	<b>(32 692)</b>	<b>22 967</b>
Perte de change						
Personnel <sup>(3)</sup>	12 634	3 458			(8 181)	7 911
Grosses réparations	676	0			(600)	76
Risques sectoriels						0
Impôts	2 760	217			(2 977)	0
Autres provisions pour risques	1 585	0		(1 585)		0
Autres provisions pour charges						0
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>17 655</b>	<b>3 675</b>		<b>0</b>	<b>(13 343)</b>	<b>7 987</b>
<b>TOTAL PROVISIONS PASSIF</b>	<b>72 550</b>	<b>4 235</b>	<b>204</b>	<b>0</b>	<b>(46 035)</b>	<b>30 954</b>

(1) La provision pour hausse des prix a été reprise pour sa quote-part arrivée à échéance.

(2) Voir note 1 sur les amortissements.

(3) Eramet provisionne les engagements retraite et assimilés selon l'évaluation actuarielle réalisée par un cabinet extérieur.

## 8. État des échéances et des dettes

(en milliers d'euros)

	Montant net	À 1 an au plus	À plus de 1 an et 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	610	610		
Emprunts et dettes financières divers <sup>(1)</sup>	375 650	375 650		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 308	1 308		
Fournisseurs et comptes rattachés	76 427	76 427		
Dettes fiscales et sociales	10 088	10 088		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 059	1 059		
Autres dettes diverses	3 250	3 250		
Produits constatés d'avance	0	0		
<b>TOTAL</b>	<b>468 392</b>	<b>468 392</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Le financement d'Eramet est assuré en partie par la société Metal Securities, filiale à 87,92 % d'Eramet. Le montant au 31 décembre 2005 est de + 320 millions d'euros (contre 181,1 millions d'euros au 31 décembre 2004). D'autre part, Eramet a émis des billets de trésorerie pour 55 millions d'euros.

## 9. Comptes de régularisation passif et charges à payer

(en milliers d'euros)

	Montant brut
Emprunts et dettes financières divers	48
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 576
Dettes fiscales et sociales	6 868
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	379
Autres dettes diverses	618
Produits constatés d'avance	0
Écarts de conversion passif	0
<b>TOTAL</b>	<b>28 489</b>

## 10. Éléments concernant les entreprises liées

(en milliers d'euros)

	Montant net
<b>Bilan</b>	
Participations	931 976
Créances clients et comptes rattachés	1 335
Créances diverses	14
Créances financières	327 289
Emprunts et dettes financières diverses	320 511
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 978
Autres dettes	1 777
<b>Compte de résultat</b>	
Produits financiers	8 982
Charges financières	8 388

Sont considérées comme liées les entreprises sur lesquelles Eramet détient une participation qui lui permet d'exercer une influence notable.

## 11. Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	Total	France	Etranger
Ventes	795 301	33 825	761 476
Produits des activités annexes	47 647	11 531	36 116
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>842 948</b>	<b>45 356</b>	<b>797 592</b>

(1) Le chiffre d'affaires comprend une différence de change positive de 1,7 million d'euros qui est le résultat des couvertures 2005, soit un taux moyen du dollar à 1,26.

## 12. Résultat financier

(en milliers d'euros)	2005	2004
Participations <sup>(1)</sup>	173 015	23 892
Autres dividendes et intérêts	859	791
Reprises sur provisions <sup>(2)</sup>	20 287	138 776
Différences de change	1 658	1 428
Produits nets sur cessions de VMP	8 708	0
<b>Produits financiers</b>	<b>204 519</b>	<b>164 887</b>
Dotations aux amortissements et provisions	0	(9 200)
Intérêts et charges assimilées	(10 917)	(8 481)
Différences de change	(8)	0
Charges nettes sur cessions de VMP	(8 030)	
<b>Charges financières</b>	<b>(18 955)</b>	<b>(17 681)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>185 572</b>	<b>147 206</b>

(1) La majeure partie du résultat financier est constituée du dividende perçu des branches Nickel (+ 26,5 millions d'euros) et Manganèse (+ 133,7 millions d'euros).

(2) La reprise de provision concerne la société Sima.

## 13. Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	2005	2004
Produits sur opérations de gestion	16 214	1 800
Produits sur opérations en capital	21	121
Reprises sur provisions et transfert de charges	45 819	1 245
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>62 054</b>	<b>3 166</b>
Charges sur opérations de gestion	(6 814)	(1)
Charges sur opérations en capital	(6 805)	(215)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(12 171)	(13 158)
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>(25 790)</b>	<b>(13 374)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>36 264</b>	<b>(10 208)</b>

La majeure partie du résultat exceptionnel est constituée de la reprise de la quote de provision pour hausse des prix (+ 31,5 millions d'euros) et par la reprise de l'indemnité minière à hauteur de 15,9 millions d'euros (1,3 millions d'euros au titre de l'année et 11,6 millions d'euros suite au dénouement de l'opération hors intérêts).

#### 14. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

(en milliers d'euros)

##### Accroissement de la base imposable

- provisions réglementées	22 967
- écarts de conversion actif à la clôture de l'exercice	19
- charges à répartir	0

##### Allègement de la base imposable

- provisions non déductibles dans l'exercice de comptabilisation	(7 775)
- charges à payer	(1 543)
- écarts de conversion passif à la clôture de l'exercice	0
- produits financiers latents	0

**Accroissement net de la base imposable** **13 668**

**Accroissement de l'impôt futur** **4 784**

(à 35 %)

##### Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(en milliers d'euros)

	Montant brut	Impôt dû	Résultat net
Résultat courant	208 276		208 276
Résultat exceptionnel	36 264		36 264
Participation et intéressement des salariés	(1 898)		(1 898)
Effets de l'intégration fiscale		4 128	4 128
<b>TOTAL</b>	<b>242 642</b>	<b>4 128</b>	<b>246 770</b>

##### Intégration

Toutes les filiales françaises détenues à au moins 95 % sont intégrées fiscalement, Eramet étant la société tête de groupe. La convention retenue est celle de la neutralité fiscale.

Le groupe Eramet a renouvelé en 2002 son option pour le régime de l'intégration fiscale pour une durée de cinq exercices.

#### 15. Effectif fin de période

	2005	2004
Cadres	98	89
ETAM	228	217
<b>TOTAL</b>	<b>326</b>	<b>306</b>

## 16. Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)

	31.12.2004	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2007	31.12.2008
<b>Engagements donnés</b>					
Avals, cautions et garanties	227	227			
Sûretés réelles	Néant	Néant			
<b>Engagements reçus</b>					
Avals, cautions et garanties	16	384			
Sûretés réelles	Néant	Néant			
<b>Engagements réciproques</b>					
Couverture de change		615 209	301 772		
Couverture matière			136 409	52 957	45 959
Lignes de crédit		450 966	600 000		

Le tableau ci-dessus ne comprend pas les commandes courantes de l'activité, ni les engagements sur les commandes d'immobilisations liées aux projets d'investissements.

### Risque de taux :

Eramet couvre en partie son exposition au risque de taux d'intérêts, essentiellement de son endettement financier, par l'intermédiaire de swaps de taux EURIBOR 3 mois contre des taux variables et fixes de durées variant entre trois mois et trois ans. Ce dispositif est reconstitué chaque année et l'intégralité des écarts dénoués est passée en résultat financier de la période. Au 31 décembre 2005, ces instruments n'ont pas été qualifiés de couverture.

(en millions d'euros)	2005	2006	2007	2008
En-cours couverts	20	40	40	
Taux maximum	3,9700	3,3100	3,8000	

### Risque de change :

Les couvertures portent en quasi-totalité sur le dollar américain et sont destinées à couvrir la position présente et future du groupe, structurellement longue des opérations commerciales.

(en millions de devises)	2006	2007	2008
<b>Opérations commerciales</b>			
Eur / Usd			
Montants	356	Néant	Néant
Devises	Usd		
Taux	1,2620		
<b>Opérations non commerciales</b>			
Eur / Usd			
Montants	Néant	Néant	Néant
Devises			
Taux			

## 17. Crédit-bail immobilier

(en milliers d'euros)

**Montant**

### **Immobilisations en crédit-bail**

Terrains	683
Constructions	4 199
Dotations aux amortissements de l'exercice <sup>(1)</sup>	168
Dotations aux amortissements cumulées <sup>(1)</sup>	1 652

### **Engagements de crédit-bail**

Redevances payées :	de l'exercice	473
	cumulées	5 238
Redevances restant à payer :	jusqu'à 1 an	447
	plus de 1 an à 5 ans	636
	plus de 5 ans	0
Prix d'achat résiduel		0,15

(1) Si le bien avait été acquis.

## 18. Dossier minier calédonien

### *Rappel des faits*

Ce dossier trouvait son origine dans la revendication de la SMSP, exploitant minier calédonien contrôlé par la Province du Nord, associée au producteur de nickel canadien Falconbridge, l'un des principaux concurrents mondiaux d'Eramet, sur une partie des réserves minières de la société Le Nickel-SLN, afin d'assurer l'approvisionnement d'une nouvelle usine à construire dans la Province du Nord.

L'accord trouvé en février 1998 avec les pouvoirs publics prévoyait un échange de droits miniers en cas de construction effective de l'usine du Nord, la SMSP recevant le massif de Koniambo, beaucoup plus riche, qui appartenait à la société Le Nickel-SLN et cette dernière celui, plus pauvre, de Poum, propriété de la SMSP.

Cet échange s'accompagnait d'une indemnité versée par l'Etat et destinée à compenser l'incidence de la différence de réserves entre les deux gisements sur l'activité de la société Le Nickel-SLN et d'Eramet.

### *Première étape*

Au second semestre 1998, la société Le Nickel-SLN et la SMSP ont cédé leurs droits miniers sur Koniambo et Poum respectivement à l'entité indépendante, la SAS Poum-Koniambo, chargée de les détenir jusqu'à leur dévolution définitive.

L'indemnité, fixée après évaluation par les banques-conseils du groupe et de l'Etat, à 27 millions d'euros nets d'impôts, a été versée à Eramet.

### *Seconde étape*

La seconde étape devait intervenir dès que la construction de l'usine du Nord aurait été engagée par les promoteurs pour autant que cela ait lieu avant janvier 2006. Suite à l'assignation d'Eramet devant la justice française en décembre 2005, le juge a clairement acté le 28 décembre 2005 les engagements irrévocables de la société Falconbridge de construire l'usine du Nord et a autorisé la dévolution des titres miniers Koniambo.

### *Comptabilisation des opérations*

Conformément aux accords de 1998, la totalité de l'indemnité est définitivement acquise et a été comptabilisée en autres produits exceptionnels pour un montant de 12,95 millions d'euros (1,35 million au titre de 2005 et 11,6 millions pour le solde de l'opération) plus les intérêts provisionnés les années antérieures pour un montant de 2,95 millions d'euros.

## 19. Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture.

## 20. Consolidation des états financiers de la société.

Elle est consolidée dans le groupe Eramet, dont elle est la société mère.

## 21. Rémunération des organes d'administration et de direction

(en millions d'euros)	2005	2004	2003
Rémunération des 10 personnes les mieux rémunérées	2,5	2,5	2,4
Jetons de présence versés aux administrateurs	0,1	0,1	0,1

## 22. Options des organes d'administration et de direction

### Options de souscription et actions gratuites

(1)	Date de l'assemblée	Date du conseil	Prix de souscription	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2005	Attribuées à l'origine	Exercées ou prescrites avant le 01.01.2005	Exercées en 2005	Prescrites en 2005	Restant à exercer à compter du 01.01.2006	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2006	Échéance des plans
1	08.06.1995	16.12.1997	33,08 EUR	39	13	104 500	(77 300)	(19 200)	(8 000)			15.12.2005
2	27.05.1998	12.12.2001	32,60 EUR	61	58	153 000	(15 000)	(25 730)	-	112 270	46	11.12.2009 (2)
3	23.05.2002	15.12.2004	64,63 EUR	81	81	130 000	-	-	-	130 000	81	15.12.2012 (3)
4	11.05.2005	13.12.2005	gratuites	90	-	14 000	-	-	-	14 000	90	n/a
<b>Total</b>						<b>401 500</b>	<b>(92 300)</b>	<b>(44 930)</b>	<b>(8 000)</b>	<b>256 270</b>		

(1) Date de début des plans : 1 = 16.12.1999 ; 2 = 12.12.2003 ; 3 = 12.12.2006.

(2) Ne peuvent être exercées qu'à compter du 12.12.2003. Les actions ne peuvent être vendues avant le 14.12.2005.

(3) Ne peuvent être exercées qu'à compter du 12.12.2006. Les actions ne peuvent être vendues avant le 14.12.2008.

La levée de 44 930 options de souscription au cours de l'exercice au prix moyen de 78,93 euros a contribué à l'augmentation des capitaux propres en contrepartie de la trésorerie par la création d'autant d'actions.

### Options d'achats d'action

(1)	Date de l'Assemblée	Date du Conseil	Prix de souscription	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2005	Attribuées à l'origine	Exercées ou prescrites avant le 01.01.2005	Exercées en 2005	Prescrites en 2005	Restant à exercer à compter du 01.01.2006	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2006	Échéance des plans
1	21.07.1999	15.09.1999	47,14 EUR	5 646	2 452	423 450	(241 820)	(75 485)	(9 875)	96 270	1 320	14.09.2007
2	27.05.1998	14.12.1999	54,00 EUR	80	65	166 500	(35 102)	(95 363)	-	36 035	26	13.12.2007 (2)
<b>TOTAL</b>						<b>589 950</b>	<b>(276 922)</b>	<b>(170 848)</b>	<b>(9 875)</b>	<b>132 305</b>		

(1) Date de début des plans : 1 = 15.09.1996 ; 2 = 14.12.2001.

(2) Les actions ne pouvaient pas être vendues avant le 14.12.2004.

La levée de 170 848 options d'achats au cours de l'exercice au prix moyen de 79,12 euros a généré une cession des titres auto-détenus en contrepartie de la trésorerie.

### Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros ou devises sauf XAF en millions)

	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part de capital détenue	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus remboursés	Prêts et avances consentis et non remboursés	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice (perte) du dernier exercice clos
	Devise	Devise	%	EUR	EUR	EUR	EUR	Devise	Devise
<b>I - Renseignements détaillés sur chaque titre</b> (valeur brute supérieure à 1 % du capital de la société)									
<b>a) Filiales (détenues à au moins 50 % du capital)</b>									
Erasteel SAS	EUR	15 425	134 698	100,00	143 169	143 169	3 760	27 792	7 054
Eramet North America	USD	1 201	817	100,00	1 344	492		2 363	(60)
Eras	EUR	1 264	1 264	100,00	1 250	1 250		0	0
Tec Ingénierie	EUR	525	1 004	100,00	838	838	300	10 353	1 057
Eramet Holding Nickel	EUR	227 104	243 726	100,00	229 652	229 652	26 543	0	24 289
Sima	EUR	53 000	108 225	100,00	234 584	150 700	327 291	4 475	(2 583)
Eramet Holding Manganèse	EUR	341 770	315 800	100,00	341 769	341 769	130 214	0	110 863
Centre de Recherche de Trappes	EUR	1 410	1 846	100,00	1 161	1 161		8 359	(37)
Metal Securities	EUR	38	23	87,92	66	66		0	(289)
<b>b) Participations (détenues entre 10 et 50 %)</b>									
Comilog	XAF	40 812	81 810	26,77	61 874	61 874	3 477	186 979	31 982
<b>II - Renseignements globaux sur les autres titres</b> (valeur brute au plus égale à 1 % du capital de la société)									
a) Filiales françaises	EUR				187	187			
b) Filiales étrangères	EUR								
c) Participations	EUR				818	818	38		
<b>TOTAL</b>					<b>1 016 712</b>	<b>931 976</b>	<b>327 591</b>	<b>164 032</b>	

### 20.2.2. Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux 2005 - Exercice clos au 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Eramet, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la

mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose les changements de méthode comptable résultant de la première application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, des règlements CRC n° 2002-10 et n° 2004-06 relatifs aux actifs.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### *Changements comptables*

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

### *Autres appréciations*

Votre société a comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 des provisions pour dépréciation des titres de participation comme précisé dans votre annexe aux comptes sociaux en « Note 1 Immobilisations » et dans le « Tableau des filiales et participations ». Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 23 mars 2006

Les Commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit  
François CARREGA

Deloitte & Associés  
Nicholas L.E. ROLT

## 20.2.3. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées 2005 - Exercice clos au 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### *Avec la société Le Nickel-SLN*

#### **a. Nature et objet**

Un contrat d'assistance technique, modifiant et remplaçant le précédent, a été signé le 21 mai 1999 par lequel votre société apporte à la société Le Nickel-SLN une assistance en matière industrielle, financière, fiscale et de gestion des ressources humaines.

#### *Modalités*

Le montant facturé à ce titre s'est élevé à 10 368 000 € pour l'année 2005.

#### **b. Nature et objet**

La convention de commercialisation conclue en 1985 entre votre société et la société Le Nickel-SLN s'est poursuivie en 2005.

#### *Modalités*

En application de cette convention, la société Le Nickel SLN a réalisé un chiffre d'affaires de 656 041 336 € avec votre société qui a perçu à ce titre une marge commerciale de 1,5% du prix de vente à ses propres clients ainsi qu'une redevance forfaitaire destinée à couvrir les frais fixes de transformation de la matte de Nickel, encourus par votre société pour le compte de SLN.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 23 mars 2006

Les Commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit  
François CARREGA

Deloitte & Associés  
Nicholas L.E. ROLT

## 20.2.4. Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

	2001	2002	2003	2004	2005
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	75 406 248 EUR	76 396 531 EUR	78 011 601 EUR	78 522 079 EUR	78 659 116 EUR
b) Nombre d'actions émises	24 723 360	25 048 043	25 557 574	25 744 944	25 789 874
<b>Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	512 967	543 158	658 411	828 412	842 948
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	258 714	40 038	81 846	48 989	190 611
c) Impôts sur les bénéfices	1 187	291	(23 212)	2 214	4 128
d) Participation des salariés	0	0	0	0	0
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	246 886	15 712	(162 552)	154 347	246 770
f) Montant du dividende proposé	28 185	25 048	24 970	51 490	54 159
<b>Résultat par action (en euros)</b>					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	10,51	1,61	2,29	1,82	7,23
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	9,99	0,63	(6,36)	6,00	9,57
c) Dividende proposé par action	1,14	1,00	0,86	2,00	2,10
<b>Personnel</b>					
a) Nombre de salariés	274	288	302	306	326
b) Montant de la masse salariale (en milliers d'euros)	14 208	18 038	16 863	17 950	17 516
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (en milliers d'euros)	6 733	7 341	8 261	8 621	8 271

## 20.3. Comptes sociaux et consolidés des exercices 2004 et 2003

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003 établis selon les règles et principes comptables français et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 qui figurent dans le document de référence de la société enregistré auprès de l'AMF le 25 janvier 2005 sous le n° R.05-007 en page 76 et suivantes ;
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004 établis selon les règles et principes comptables français et le rapport des Commissaires aux Comptes relatifs aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004 qui figurent dans le document de référence de la société enregistré auprès de l'AMF le 2 septembre 2005 sous le n° R.05-115 en page 77 et suivantes ;
- les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2003 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 qui figurent dans le document de référence de la société enregistré auprès de l'AMF le 25 janvier 2005 sous le n° R.05-007 en page 109 et suivantes ;

- les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2004 et le rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2004 qui figurent dans le document de référence de la société enregistré auprès de l'AMF le 2 septembre 2005 sous le n° R.05-115 en page 111 et suivantes.

Les deux documents de référence cités ci-dessus sont disponibles sur les sites internet de la société ([www.eramet.fr](http://www.eramet.fr)) et de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

## 20.4. Assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006 - texte des résolutions

### Première résolution (Comptes annuels 2005)

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005, approuve les comptes dudit exercice tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### Deuxième résolution (Comptes consolidés 2005)

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés de l'exercice clos

le 31 décembre 2005, approuve lesdits comptes consolidés tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### Troisième résolution (Conventions réglementées)

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du code de commerce, approuve ce rapport ainsi que les opérations qui s'y trouvent visées.

### Quatrième résolution

#### (Affectation du résultat - Fixation du dividende)

L'assemblée générale, approuve l'affectation du bénéfice telle qu'elle est proposée par le conseil d'administration.

Le résultat de l'exercice écoulé s'élève à 246 769 672,46 euros

Auquel s'ajoute le report à nouveau au 31 décembre 2005(\*) 155 501 412,35 euros

L'assemblée générale décide d'affecter à la réserve légale : 13 703,65 euros

Il restera : 402 257 381,16 euros

L'assemblée générale décide de mettre en distribution un montant de 2,10 euros par action, soit, pour 25 789 874 actions composant le capital à la date de l'assemblée, une somme de : 54 158 735,40 euros

Laissant un report à nouveau de : 48 098 645,76 euros

Le paiement du dividende sera effectué à compter du 1<sup>er</sup> juin 2006.

Si, au moment du paiement du dividende, de nouvelles actions ont été créées suite à des levées d'options de souscription par les salariés bénéficiaires, le montant du dividende correspondant à ces actions viendra automatiquement minorer le report à nouveau.

L'assemblée générale, agissant en qualité d'assemblée générale ordinaire, prend acte de ce que les dividendes par action mis en paiement au titre de l'année écoulée et des trois exercices précédents sont, ou ont été, les suivants :

	2002	2003	2004	2005
Nombre d'actions rémunérées	25 048 043	25 577 574	25 744 944	25 789 874
Dividende net	1,00 €	0,86 €	2,00 €	2,10 €
Avoir fiscal	0,50 € (**)	0,43 € (**)	-	-
Rémunération globale	1,50 €	1,26 €	2,00 €	2,10 €

(\*) Le report à nouveau au 31 décembre 2005 intègre les 366 452 euros correspondant au montant du dividende voté mais non versé au titre des actions autodétenues par Eramet à la date de l'assemblée du 11 mai 2005).

(\*\*) Sur la base d'un avoir fiscal à 50 %.

### Cinquième résolution

#### (Ratification de la cooptation d'un administrateur)

L'assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de Monsieur Gilbert Lehmann, intervenue lors du conseil du 13 décembre 2005, en remplacement de Monsieur

Jean-Lucien Lamy, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006 et devant se tenir en 2007.

### Sixième résolution

#### (Autorisation d'opérer sur les titres de la société)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la note d'information concernant les opérations sur les titres de la société, faisant usage de la faculté prévue par l'article

L 225-209 du Code de Commerce, autorise le conseil d'administration à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite de 5 % du capital social, en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF,
- de leur conservation ou de leur remise à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ou à l'occasion d'émission de titres donnant accès au capital,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions aux salariés de la société et/ou des sociétés dont 50 % du capital sont détenus, directement ou indirectement, par Eramet,
- de leur annulation, en conformité avec la dixième résolution de l'assemblée générale mixte du 11 mai 2005 autorisant, pour une durée de vingt-quatre mois, la réduction du capital de la société.

Les achats, cessions, transferts ou échanges de ces actions pourront être effectués par tous moyens, y compris, le cas échéant, via des instruments dérivés, et la part maximale pouvant être acquise ou transférée sous forme de bloc de titres pourra atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé. Le paiement pourra être effectué de toutes manières.

Le prix maximum d'achat ne pourra excéder 170 euros par action et le prix minimum de vente être inférieur à 25 euros par action.

Cette autorisation est donnée pour une durée qui prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2006.

Sur la base du nombre d'actions composant le capital social au 28 février 2006, l'investissement théorique maximal s'élèverait, en retenant un cours de 170 euros par action, à 219 213 929 euros.

En vue d'assurer l'exécution de cette résolution, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration, qui pourra les déléguer, à l'effet de :

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres des achats et ventes d'actions,
- effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF,
- remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

### Septième résolution (Pouvoirs)

L'assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts ou formalités nécessaires.

## 20.5. Politique de distribution des dividendes

### 20.5.1. Modalités de paiement de dividendes

Le paiement de dividendes se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale, ou à défaut par le conseil d'administration dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet de répétition. Le paiement du dividende peut faire l'objet du versement d'un acompte, avant la date de l'assemblée en fixant le montant, sur décision du conseil d'administration dans les conditions fixées à l'article L. 232-12 alinéa 2 du Code de Commerce.

Il peut être proposé à l'actionnaire, en tout ou partie, d'opter pour le paiement en actions nouvelles de la société, dans les conditions de l'article L. 232-18 alinéa 1 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions en vigueur en France, le délai de prescription des dividendes non réclamés est de cinq ans à compter de leur date de mise en paiement.

Les sommes non réclamées sont versées à l'État français dans les vingt premiers jours de janvier de chaque année suivant celle de la prescription, conformément aux dispositions des articles L. 27 et R 46 du Code du Domaine de l'État.

### 20.5.2. Affectation et répartition des résultats/Modalités de paiement des dividendes (article 25 des statuts)

« Sur les bénéfices nets, tels que définis par la loi, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve prévu par la loi, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Sur le bénéfice distribuable, l'assemblée générale ordinaire peut effectuer le prélèvement de toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reporté à nouveau sur l'exercice

suivant, soit pour être porté à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, dont elle détermine l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en est un, est réparti uniformément entre toutes les actions.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales, ou en numéraire. »

### 20.5.3. Politique de distribution de dividendes

#### 20.5.3.1. Politique suivie

##### Modalités de versement

La société ne distribuant pas usuellement d'acompte, les dividendes sont versés annuellement après la tenue de l'assemblée appelée à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice écoulé (généralement vers la mi-juin).

Il est parfois proposé, sur option de l'actionnaire, une distribution mixte, en numéraire et en actions. Ainsi, au cours des cinq dernières années, la société a-t-elle, au titre de l'exercice 1999, proposé le versement en numéraire de 0,60 euro, le solde, soit 0,54 euro pouvant faire l'objet d'une attribution d'actions nouvelles ; au titre de l'exercice 2001, elle a proposé à nouveau aux actionnaires le versement en numéraire de 0,60 euro, le solde soit 0,54 euro pouvant faire l'objet d'une attribution d'actions nouvelles ; enfin, au titre de l'exercice 2002, elle a proposé le versement de 0,50 euro en numéraire, le solde, soit 0,50 euro, pouvant faire l'objet d'une attribution d'actions nouvelles.

Le paiement du dividende au titre des exercices 1998, 2000, 2003, 2004 et 2005 n'a pas fait l'objet d'une proposition d'option.

##### Montant du dividende

Depuis plusieurs années, la société s'est efforcée de verser un dividende régulier et significatif sans tenir compte nécessairement des effets cycliques des matières premières.

#### 20.5.3.2. Dividendes versés sur les derniers exercices

Les dividendes versés sur les cinq derniers exercices sont les suivants :

	2005	2004	2003	2002	2001
Nombre d'actions rémunérées	25 789 874	25 744 944	25 577 574	25 048 043	24 723 360
Résultat net part du groupe	377 M€	346 M€	(107 M€) **	6 M€ **	(3) M **
Dividendes nets par action	2,10 €	2,00 €	0,86 €	1,00 €	1,14 €
Avoir fiscal par action	-	-	0,43€ *	0,50 € *	0,57 €
Rémunération globale par action	2,10 €	2,00 €	1,29 €	1,50 €	1,71 €
Distribution nette totale	54,2 M€	51,4 M€	21,9 M€	25 M€	28,1 M€

\* Sur la base d'un avoir fiscal à 50 %.

\*\* En normes françaises.

#### 20.5.3.3. Perspectives

La société envisage de poursuivre la politique engagée au cours des exercices précédents (y compris en ce qui concerne l'option pour le paiement partiel en actions).

## 20.6. Honoraires des Commissaires aux comptes

### 20.6.1. Organisation du contrôle externe

Par décision de l'assemblée générale du 21 mai 2003, les mandats des Commissaires aux comptes ont été renouvelés pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'approbation des comptes de l'année 2008.

Depuis plusieurs années, le groupe demande en priorité aux Commissaires aux comptes de la société de procéder à l'audit des principales filiales à travers le monde. Cependant pour des raisons historiques ou pratiques, d'autres cabinets interviennent suivant la répartition suivante :

(en milliers d'euros)	2005	2004
Ernst & Young	1 598	1 917
Deloitte & Associés	463	364
Autres	567	200
<b>TOTAL</b>	<b>2 628</b>	<b>2 481</b>

### 20.6.2. Honoraires versés aux différents auditeurs

L'inventaire complet des honoraires au titre de l'année 2004 et 2005 par nature de prestations versées aux différents cabinets est le suivant :

(en milliers d'euros)	2005			2004		
Audit	Ernst & Young	Deloitte & Associés	Autres	Ernst & Young	Deloitte & Associés	Autres
Certification des comptes et commissariat aux comptes	1 184	385	480	1 525	286	154
- Missions accessoires	234	58	22	252	-	-
<b>Sous-total (1)</b>	<b>1 418</b>	<b>443</b>	<b>502</b>	<b>1 777</b>	<b>286</b>	<b>154</b>
Autres prestations :						
- Juridique, fiscal, social	81	-	28	55	12	25
- Technologie de l'information	0	-	-	-	20	18
- Audit interne	6	-	9	59	45	-
- Autres	93	20	28	26	1	3
<b>Sous-total (2)</b>	<b>180</b>	<b>20</b>	<b>65</b>	<b>140</b>	<b>78</b>	<b>460</b>
<b>TOTAL (1) + (2)</b>	<b>1 598</b>	<b>463</b>	<b>567</b>	<b>1 917</b>	<b>364</b>	<b>200</b>

## 21. Informations complémentaires

### 21.1. Capital social

#### 21.1.1. Capital souscrit

##### *Montant et titres représentatifs*

Le capital social, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2006, s'élève à 78 659 115,70 euros, représenté par 25 789 874 actions d'une valeur nominale de 3,05 euros, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

##### *Évolution effective du capital depuis le début de l'exercice 2006*

Du fait des levées d'options exercées depuis le début de l'exercice, le capital a d'ores et déjà évolué comme suit :

Exercice 2005	Nombre d'options exercées/ nombre d'actions créées	Nombre d'actions après exercice	Montant du capital (en euros)
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2005		25 744 944	78 522 079,20
Au 31 décembre 2005	44 930	25 789 874	78 659 115,70
Au 31 mars 2006	59 050	25 848 924	78 839 218,20

##### *Droits attachés aux actions*

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part égale à la quotité du capital social qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, libéré et non libéré, du montant nominal et des droits des actions de catégories différentes.

Chaque action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera fait masse, le cas échéant, entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toute taxation susceptible d'être prise en charge par la société.

Capital souscrit non encore libéré : néant.

#### 21.1.2. Titres non représentatifs du capital

##### 21.1.2.1. Parts de fondateurs, certificats de droit de vote

Néant.

##### 21.1.2.2. Autres titres

La société n'a pas émis d'autres instruments financiers – qui seraient en cours de validité – non représentatifs du capital, mais susceptibles de donner accès à terme ou sur option, au capital. Des autorisations existent toutefois pour ce faire sur décision du conseil (voir ci-dessus). Il n'en a pas été fait usage à ce jour.

### 21.1.3. Évolution du capital social

Année	Opération	Montant en euros	Prime d'émission ou d'apport	Montant du capital après l'opération	Nombre d'actions créées*	Nombre d'actions après l'opération
2000	Levées d'options	986 656		74 491 456	323 602	24 431 596
	Païement du dividende en actions	677 898		75 169 354	222 336	24 653 932
2001	Levées d'options	138 509	–	75 307 863	45 428	24 699 360
	Passage à l'euro	25 184,83	–	75 333 048	0	24 699 360
2002	Levées d'options	73 200	–	75 406 248	24 000	24 723 360
	Païement du dividende en actions	989 216	–	76 395 464	324 333	25 047 693
2003	Levées d'options	1 067,5	–	76 396 531	350	25 048 043
	Païement du dividende en actions	1 605 004	–	78 001 535	526 231	25 574 274
2004	Levées d'options	520 544	–	78 522 079	3 300	25 577 574
					167 370	25 744 944
2005 **	Levées d'options	137 037	–	78 659 116	44 930	25 789 874
2006 ***	Levées d'options	180 102	–	78 839 218	59 050	25 848 924

\* Les levées d'options réalisées dans le courant de l'exercice « n » entraînent une augmentation du capital pour l'exercice « n + 1 ».

\*\* Au 31 décembre 2005.

\*\*\* Au 31 mars 2006.

### 21.1.4. Évolution de la répartition au cours des trois dernières années

La répartition du capital n'a pas été modifiée de façon significative au cours des trois dernières années, ni même depuis la substitution, en 2001, d'Areva à Cogema, cette dernière étant venue elle-même aux droits de l'ERAP en 1999.

La société n'a pas été informée, depuis la clôture de l'exercice 2005, d'une modification significative de l'actionnariat. Les évolutions susceptibles de se produire relèvent de l'exercice des options attribuées dans le cadre des plans d'options, ou de l'acquisition automatique des droits de vote doubles pour les titres inscrits au nominatif depuis plus de deux ans.

### 21.1.5. Dernière répartition connue du capital

La dernière répartition connue de la société, à la date du 31 décembre 2005, résulte d'une étude faite à cette même date par l'établissement bancaire en charge de la tenue du registre des titres, des déclarations de franchissement de seuil depuis cette date (M&G Investments Management Ltd), ainsi que de l'exercice des levées d'options demeurant en cours de validité par leurs bénéficiaires à la date du 31 décembre 2005.

Au 31 décembre 2005 (incorporant les actionnaires détenant – ou susceptibles de détenir – au moins 1 % du capital ou des droits de vote, et connus de la société)

Principaux actionnaires	Nombre de titres	Pourcentage en capital	Nombre de voix	Pourcentage en droits de vote
<b>SORAME*</b>				
(Société de Recherche et d'Applications Métallurgiques)	7 818 919	30,32 %	15 613 838	35,62 %
<b>CEIR*</b>				
(Compagnie d'Études Industrielles de Rouvray)	1 783 996	6,92 %	3 567 992	8,14 %
Autres personnes physiques du concert :	423	0,002 %	835	0,002 %
Cyrille, Georges, Édouard et Patrick Duval				
<b>Total sous-concert SORAME/CEIR</b>	<b>9 603 338</b>	<b>37,24 %</b>	<b>19 182 665</b>	<b>43,76 %</b>
<b>AREVA*</b>	<b>6 757 277</b>	<b>26,20 %</b>	<b>13 514 554</b>	<b>30,83 %</b>
<b>Total concert (sous-concert/AREVA)</b>	<b>16 360 615</b>	<b>63,44 %</b>	<b>32 697 219</b>	<b>74,60 %</b>
<b>STCPI</b>				
(Société Territoriale Calédonienne de Participations Industrielles)	1 323 471	5,13 %	2 614 378	5,96 %
Société Minière G. MONTAGNAT	65 545	0,25 %	129 478	0,30 %
Personnel (Fonds Actions Eramet)	45 220	0,18 %	90 440	0,21 %
Autodétention Eramet**	151 212	0,59 %	0	0,00 %
Mandataires sociaux (hors concert)	702	0,003 %	1 103	0,003 %
Divers actionnaires nominatifs	491 719	1,91 %	947 538	2,16 %
<b>Total titres au nominatif</b>	<b>18 438 484</b>	<b>71,50 %</b>	<b>36 480 156</b>	<b>83,23 %</b>
Carlo Tassara International				
(Société du groupe de M. Romain Zaleski)*	3 521 259	13,65 %	3 521 259	8,03 %
MG Investments Management LTD	1 288 127	4,99 %	1 288 127	2,94 %
BRGM	356 044	1,38 %	356 044	0,81 %
Autres titres au porteur	2 185 960	8,48 %	2 185 960	4,99 %
<b>Total titres au porteur***</b>	<b>7 351 390</b>	<b>28,50 %</b>	<b>7 351 390</b>	<b>16,77 %</b>
<b>TOTAL TITRES</b>	<b>25 789 874</b>	<b>100,00 %</b>	<b>43 831 546</b>	<b>100,00 %</b>

\* Les sociétés SORAME, CEIR et AREVA sont signataires d'un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert, et ayant fait l'objet d'un avis du C.M.F. le 18 mai 1999 sous le n° 199C0577.

\*\* Si l'on tient compte des titres achetés au titre du contrat de liquidité souscrit auprès d'Exane BNP Paribas et non encore mis au nominatif à la date d'établissement du tableau, le total des titres contrôlés par Eramet doit être majoré de 11 973 actions (mais de 0 droit de vote), soit un total de 147 884 actions.

\*\*\* Au vu des dernières déclarations de franchissements de seuils, recoupées avec la dernière enquête TPI.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement plus de 1 % du capital ou des droits de vote de la société. Hormis l'autodétention rappelée dans le tableau ci-dessus, il n'existe pas d'autres titres d'autocontrôle. À la connaissance de la société, les membres du personnel et du conseil d'administration détiennent moins de 3 % du capital et des droits de vote de la société, étant précisé que les titres donnant accès au capital ont été consentis aux personnels et dirigeant comme précisé au chapitre 17.2.

## 21.1.6. Plan d'options

### 21.1.6.1. Autorisations conférées au conseil d'administration

L'assemblée générale de la société a autorisé, à différentes reprises, le conseil d'administration à émettre des options au profit des salariés.

L'assemblée du 8 juin 1995 a autorisé le conseil d'administration à consentir des options ; cette autorisation a été remplacée pour la partie non utilisée par l'autorisation conférée par la cinquième résolution de l'assemblée du 27 mai 1998. Les options consenties sur la base de l'autorisation de 1995 ont toutes été levées ou sont toutes prescrites au 31 décembre 2005.

L'assemblée du 27 mai 1998, par sa cinquième résolution, a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, aux membres du personnel et dirigeants de la société, et éventuellement des sociétés dont 50 % au moins du capital sont détenus, directement ou indirectement par Eramet, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles ou à l'achat d'actions existantes de la société.

Modalités : prix de souscription ou d'achat des actions à fixer par le conseil, étant entendu qu'il devra être au moins égal à la valeur minimale définie par la législation en vigueur, soit à cette date 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil ; nombre maximum d'actions susceptibles d'être émises dans ce cadre : 350 000 actions ; délai d'exercice de l'option : 8 ans ; durée de l'autorisation : 5 ans, soit jusqu'au 26 mai 2003.

L'assemblée du 21 juillet 1999, par sa vingt-deuxième résolution, a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, aux salariés de la société, et éventuellement des sociétés dont 50 % au moins du capital sont détenus, directement ou indirectement par Eramet, des options

d'achat d'actions existantes provenant d'achats effectués par la société.

Modalités : prix de souscription des actions à fixer par le conseil, étant entendu qu'il devra être au moins égal à la valeur minimale définie par la législation en vigueur et à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil ; nombre maximum d'actions susceptibles d'être émises dans ce cadre : 500 000 actions ; délai d'exercice de l'option : 8 ans ; durée de l'autorisation : 5 ans, soit jusqu'au 20 juillet 2004.

L'assemblée du 23 mai 2002, par sa vingt et unième résolution, a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, aux salariés de la société et éventuellement des sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, à plus de 50 %, des options donnant droit à la souscription ou l'achat d'actions nouvelles de la société.

Modalités : prix de souscription des actions au jour de la création des options : à fixer par le conseil, étant entendu qu'il devra être au moins égal à la valeur minimale définie par la législation en vigueur et en référence à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil ; nombre maximum d'actions susceptibles d'être émises dans ce cadre : 500 000 actions ; date limite de levée d'options : 8 ans ; durée de l'autorisation : 38 mois, soit jusqu'au 22 juillet 2005. Le conseil d'administration du 15 décembre 2004 a fixé le prix de souscription à 64,63 euros, 130 000 actions sont susceptibles d'être émises dans ce cadre ; date limite de levée d'option : 8 ans – terme de l'exercice du plan –, soit jusqu'au 14 décembre 2012.

### 21.1.6.2. Possibilité d'utiliser les autorisations en période d'offre publique

Il a été proposé à l'assemblée générale du 11 mai 2005 (dix-huitième résolution) de renouveler cette délégation pour la durée fixée par la loi.

### 21.1.6.3. Plans d'options effectivement consenties

#### Options de souscriptions

(1)	Date de l'assemblée	Date du conseil	Prix de souscription	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2005	Attribuées à l'origine	Exercées ou prescrites avant le 01.01.2005	Exercées en 2005	Prescrites en 2005	Restant à exercer à compter du 01.01.2006	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2006	Échéance des plans
1	08.06.1995	16.12.1997	33,08 EUR	39	13	104 500	(77 300)	(19 200)	(8 000)			15.12.2005
2	27.05.1998	12.12.2001	32,60 EUR	61	58	153 000	(15 000)	(25 730)	-	112 270	46	11.12.2009 (2)
3	23.05.2002	15.12.2004	64,63 EUR	81	81	130 000	-	-	-	130 000	81	15.12.2012 (3)
4	11.05.2005	13.12.2005	gratuites	90	-	14 000	-	-	-	14 000	90	n/a
<b>Total</b>						<b>401 500</b>	<b>(92 300)</b>	<b>(44 930)</b>	<b>(8 000)</b>	<b>256 270</b>		

(1) Date de début des plans : 1 = 16.12.1999 ; 2 = 12.12.2003 ; 3 = 12.12.2006.

(2) Ne peuvent être exercées qu'à compter du 12.12.2003. Les actions ne peuvent être vendues avant le 14.12.2005.

(3) Ne peuvent être exercées qu'à compter du 12.12.2006. Les actions ne peuvent être vendues avant le 14.12.2008.

### Options d'achats d'action

(1)	Date de l'assemblée	Date du conseil	Prix de souscription	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2005	Attribuées à l'origine	Exercées ou prescrites avant le 01.01.2005	Exercées en 2005	Prescrites en 2005	Restant à exercer à compter du 01.01.2006	Nombre de bénéficiaires au 01.01.2006	Échéance des plans
1	21.07.1999	15.09.1999	47,14 EUR	5 646	2 452	423 450	(241 820)	(75 485)	(9 875)	96 270	1 320	14.09.2007
2	27.05.1998	14.12.1999	54,00 EUR	80	65	166 500	(35 102)	(95 363)	-	36 035	26	13.12.2007 <sup>(2)</sup>
<b>TOTAL</b>						<b>589 950</b>	<b>(276 922)</b>	<b>(170 848)</b>	<b>(9 875)</b>	<b>132 305</b>		

(1) Date de début des plans : 1 = 15.09.1996 ; 2 = 14.12.2001.

(2) Les actions ne pouvaient pas être vendues avant le 14.12.2004.

### 21.1.6.4. Dilution potentielle résultant de la levée de la totalité des options émises et non encore levées

Dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des options en cours de validité non encore levées au 31 décembre 2005, et à raison d'une action pour une option, 256 270 actions (dont 130 000 options émises en décembre 2004 et exerçables au 15 décembre 2006) seraient créées, avec effet de porter :

Nombre d'actions : 26 046 144 actions  
 Capital à un montant : 79 440 739 euros  
 Nombre des droits de vote à : 44 087 816 droits de vote

### 21.1.7. Tableau récapitulatif des autorisations financières

#### Tableau récapitulatif des autorisations financières existantes

			Utilisation des autorisations existantes
<b>Augmentations de capital autorisées</b>			
A – Par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses et/ou de bons de souscription avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.(Art. L. 225-129 CC)			
Par l'AGE	21 mai 2003 (13 <sup>e</sup> résolution)	11 mai 2005 (14 <sup>e</sup> résolution)	NA
B – Par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses et/ou de bons de souscription, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.			
Par l'AGE	21 mai 2003 (15 <sup>e</sup> résolution)	11 mai 2005 (16 <sup>e</sup> résolution)	NA
C – Par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres dont la capitalisation serait admise.			
Par l'AGE	21 mai 2003 (14 <sup>e</sup> résolution)	11 mai 2005 (15 <sup>e</sup> résolution)	NA
A/B/C			
Montant nominal maximum	12 000 000 €	24 000 000 €	NA
Durée de la délégation au CA	26 mois (21 juillet 2005)	Durée légale	
<b>Limitation du montant des émissions (total A + B)</b>			
Par l'AGE		11 mai 2005 (17 <sup>e</sup> résolution)	NA
Montant maximum		24 000 000 €	
<b>Attribution d'actions gratuites</b>			
(art. L. 225-197-1 et L. 225-197-2 CC)			11 mai 2005
Nombre total maximum			40 000 actions
Durée de l'autorisation			38 mois
Utilisées en 2005			14 000
Solde disponible			26 000

## 21.1.8. Descriptif du programme de rachat d'actions

### 21.1.8.1. Bilan du programme de rachat 2005

L'assemblée générale mixte du 11 mai 2005 a autorisé la société à racheter ses propres actions dans la limite de 5 % du capital social (note d'information visée par l'AMF sous le numéro 05-228 en date du 7 avril 2005). Cette autorisation expire lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2005.

Sur la base de cette autorisation, la société avait racheté, à la date du 28 février 2006, 49 234 actions, soit 0,19 % du capital, au prix unitaire moyen de 82,59 euros. Aucune action n'a été annulée au cours des 24 derniers mois. À titre indicatif, la société détenait directement, au 28 février 2006, 147 884 actions (0,57 % du capital).

Les 147 884 titres détenus par Eramet ont été affectés à l'animation du cours par un prestataire de services dans le cadre d'un contrat de liquidité.

### 21.1.8.2. Finalités du programme de rachat 2006

La résolution proposée à l'assemblée générale ordinaire d'Eramet du 27 avril 2006 s'inscrit dans la limite maximale légale et vise à autoriser un programme de rachat d'actions propres portant au maximum sur 5 % du capital social de la société.

Eramet utilisera le programme de rachat d'actions selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

- l'animation du cours par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF ;
- la conservation de ces actions ou de leur remise à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ou à l'occasion d'émission de titres donnant accès au capital ;
- l'attribution d'options d'achat d'actions aux salariés de la société et/ou des sociétés dont 50 % du capital sont détenus, directement ou indirectement, par Eramet ;
- l'annulation de ces actions, en conformité avec la dixième résolution de l'assemblée générale mixte du 11 mai 2005 autorisant, pour une durée de vingt-quatre mois, la réduction du capital de la société.

### *Cadre juridique*

La mise en œuvre de ce programme, qui s'inscrit dans le cadre législatif créé par la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 (article L. 225-209 du Code de Commerce) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, sera proposée à l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises en matière ordinaire (voir sixième résolution au chapitre 19.3).

### *Modalités de réalisation du programme*

Les achats, cessions, transferts ou échanges pourront être effectués par tous moyens, par intervention sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition de blocs de titres ou via des instruments dérivés (l'objectif en ce cas étant d'amé-

liorer la trésorerie de la société). L'utilisation de produits dérivés sera faite afin de couvrir des positions optionnelles prises par ailleurs au travers de ventes de puts.

### *Prix*

- prix maximum d'achat : 170 euros.
- prix minimum de vente : 25 euros.
- montant maximal payable par la société – montant théorique :
  - 219 213 929 euros, pour 1 289 494 actions représentant 5 % du capital de la société,
  - 194 073 649 euros pour 1 141 610 actions représentant 4,43 % du capital, compte tenu des actions déjà détenues par la société.

### *Durée et calendrier du programme de rachat*

La validité du programme est limitée à une durée qui prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2006.

Il est précisé par ailleurs que, en vertu de la dixième résolution proposée à l'assemblée générale mixte du 11 mai 2005, le conseil d'administration est autorisé, pour une période de vingt-quatre mois à compter du 11 mai 2005, à réduire le capital par annulation d'actions dans la limite de 5 % du capital social.

### *Financement du programme*

Le rachat des actions sera financé sur les ressources propres de la société, et par la voie de l'endettement pour les besoins additionnels qui excéderaient sa capacité d'autofinancement.

### *Incidence théorique du programme sur la situation financière de la société*

Le tableau ci-après présente, à titre indicatif, l'incidence qu'aurait le programme d'achat sur les comptes de la société, (comptes consolidés au 31 décembre 2005). Pour le calcul, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Rachat de 4,43 % (soit 1 141 610 actions) du nombre d'actions composant le capital au 28 février 2006.
- Prix de rachat de 96,27 euros par action, moyenne des cours du mois de février 2006.
- Frais financiers : 5,5 % avant impôt.
- Taux d'imposition de 35 %.

Sur ces bases, l'incidence théorique du programme de rachat d'actions en année pleine serait la suivante :

En millions d'euros (sauf indication contraire)	Comptes consolidés 31/12/05	Rachat de 4,43 % du capital	Pro forma après rachat de 4,43 % du capital	Effet du rachat en %
Capitaux propres part du groupe	1 486	(110)	1 376	(7,40) %
Capitaux propres totaux	1 985	(110)	1 875	(5,54) %
Trésorerie nette	364	(114)	250	(31,28) %
Résultat net part du groupe	377	(4)	373	(1,04) %
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors autodétention)	25 543 203	(1 141 610)	24 401 593	(4,47) %
Résultat net par action	14,76	0,53	15,29	3,59 %
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors autodétention), ajusté de l'effet des instruments dilutifs (*)	25 787 778	(1 141 610)	24 646 168	(4, 43) %
Résultat net dilué par action	14,62	0,52	15,14	3,54 %

(\*) Le potentiel de souscription et d'achats d'actions par les salariés à travers les plans d'options est de 244 575 actions.

### *Régimes fiscaux des rachats*

Pour le cessionnaire : le rachat par Eramet de ses propres titres en vue de leur annulation ultérieure n'a pas d'incidence sur son résultat imposable. La revalorisation des titres constatée, le cas échéant, entre la date du rachat et celle de leur annulation ne génère pas de plus-value du point de vue fiscal.

Seul le rachat par Eramet de ses propres titres, sans annulation ultérieure, aurait une incidence sur son résultat imposable dans la mesure où les titres seraient ensuite cédés ou transférés à un prix différent du prix de rachat.

Pour le cédant : les rachats étant effectués sur le fondement de l'article L. 225-209 du Code de Commerce, les gains réalisés à cette occasion seront soumis au régime des plus-values selon les dispositions de l'article 112-6 du Code Général des Impôts. Le régime fiscal décrit ci-après s'applique aux résidents français en France et peut être différent pour les non-résidents.

Les gains réalisés par les personnes morales seront soumis au régime des plus-values professionnelles prévu par l'article 39 duodecies du Code Général des Impôts.

Les gains réalisés par les personnes physiques seront soumis au régime des gains de cession de valeur mobilière ou de droits sociaux, c'est-à-dire une imposition au taux proportionnel de 16 % (27 % avec les prélèvements sociaux), en vertu de l'article 150-0-A du Code Général des Impôts, lorsque

le seuil annuel de cession est dépassé (seuil actuel : 15 000 euros).

Les actionnaires non résidents ne sont pas, en général, soumis à l'imposition en France.

Il est rappelé que ces informations ne constituent qu'un résumé du régime fiscal actuellement applicable et que la situation particulière des cédants doit être étudiée avec leur conseiller fiscal.

## **21.2. Actes constitutifs des statuts**

### **21.2.1. Objet social (article 3 des statuts)**

« La société a pour objet en tous pays la recherche et l'exploitation des gisements miniers de toute nature, la métallurgie de tous métaux et alliages et leur négoce.

À cet effet, elle intervient directement, ou indirectement par voie de participation, dans les activités suivantes :

- la recherche, l'acquisition, l'amodiation, l'aliénation, la concession et l'exploitation de toutes mines et carrières de quelque nature que ce soit,
- le traitement, la transformation et le commerce de tous minerais, substances minérales et métaux, ainsi que de leurs sous-produits, alliages et tous dérivés,
- la fabrication et la commercialisation de tous produits dans la composition desquels entrent les matières ou substances susvisées,

- plus généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus, ou encore propres à favoriser le développement des affaires sociales.

Pour réaliser cet objet, la société pourra notamment :

- créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter directement ou indirectement tous établissements industriels et commerciaux, toutes usines, tous chantiers et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels,
- obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays,
- et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter, directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. Elle pourra agir, directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, directement ou indirectement en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet. Elle pourra prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toutes sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères, de nature à favoriser le développement de ses propres affaires. »

## 21.2.2. Exercice social (article 24 des statuts)

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

## 21.2.3. Assemblée générale

### 21.2.3.1. Modes de convocation et conditions d'admission (articles 21, 22 et 23 des statuts)

**Composition** : l'assemblée générale est composée de tous les actionnaires de la société, quel que soit le nombre de leurs actions.

**Convocations** : l'assemblée générale est convoquée et délibère dans les conditions prévues par le Code de Commerce, et les articles 21 à 23 des statuts.

Les réunions ont lieu au siège social, ou tout autre lieu du même département précisé dans l'avis de convocation.

**Conditions d'admission** : tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux assemblées soit en y assistant personnellement, soit en s'y faisant représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Les titulaires d'actions nominatives doivent toutefois justifier d'une inscription nominative sur le registre des actions ; les titulaires d'actions au porteur, doivent, quant à eux, avoir déposé aux lieux indiqués par l'avis de convocation, le certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée. Ces formalités doivent, dans les deux cas, avoir été accomplies cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les actionnaires ont également la faculté de voter par correspondance dans les conditions fixées par l'ar-

ticle L. 225-107 du Code de Commerce et de l'article 131-1 du décret modifié du 23 mars 1967, au moyen d'un formulaire devant parvenir à la société trois jours au moins avant la date de réunion.

Actions indivises, démembrées, données en gage ou sous séquestre :

En l'absence de dispositions statutaires autres, et en application des dispositions de l'article L. 225-110 du Code de Commerce, tout titulaire d'une action indivise, d'une action démembrée – nu-propriétaire et usufruitier, d'une action donnée en gage ou sous séquestre, est convoqué et peut assister à l'assemblée, sous réserve du respect des dispositions légales ou statutaires ci-dessous en ce qui concerne l'exercice du droit de vote.

### 21.2.3.2. Conditions d'exercice du droit de vote (articles 8 et 21 des statuts)

Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sous réserve des droits de vote doubles attachés à certaines actions. L'assemblée générale extraordinaire réunie le 21 juillet 1999 a en effet conféré, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2002, à chaque action entièrement libérée pour laquelle il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, un droit de vote double.

Les actions attribuées gratuitement, au titre d'une incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission, à raison d'actions anciennes bénéficiant d'un droit de vote double, confèrent également un droit de vote double à l'issue d'un délai de deux ans.

Le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis, de par la loi, tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession ou de donation familiale.

Conformément à la loi, le droit de vote double ne peut être supprimé que par décision de l'assemblée générale extraordinaire et après ratification de l'assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

Actions indivises, démembrées, données en gage ou sous séquestre :

En l'absence de dispositions statutaires autres, et en application des dispositions de l'article L. 225-110 du Code de Commerce, le droit de vote est exercé par l'usufruitier en assemblée générale ordinaire, par le nu-propriétaire en assemblée générale extraordinaire, par l'un des indivisaires ou par un mandataire unique s'agissant des copropriétaires d'actions indivises et par le propriétaire de titres remis en gage ou sous séquestre.

Limitation statutaire des droits de vote : néant.

Conditions de caducité : néant, hormis la décision de l'assemblée générale extraordinaire ou du transfert des titres du nominatif au porteur.

## 21.2.4. Transmission des actions

Depuis la suppression de la clause d'agrément opérée par l'assemblée du 15 juin 1994, les actions s'échangent librement sous réserve du respect des règles applicables aux sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé.

## 21.2.5. Identification des actionnaires

### 21.2.5.1. Franchissement des seuils/ Déclaration d'intention

**Déclarations légales :** en application des articles L. 233-7 à L. 233-11 du Code de Commerce, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, venant à posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital de la société et/ou des droits de vote, est tenue d'informer, dans un délai de cinq jours de bourse, l'Autorité des Marchés Financiers et la société – par lettre recommandée avec demande d'avis de réception – du nombre total d'actions et/ou de droits de vote en sa possession. Les mêmes personnes sont également tenues d'informer la société dans un délai de cinq jours, lorsque leur participation devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

Enfin, cette obligation d'information est complétée par l'obligation légale de déclaration, dans les dix jours de bourse, des objectifs poursuivis au cours des douze mois à venir pour toute personne franchissant, à la hausse comme à la baisse, les seuils précités du dixième ou du cinquième.

En cas de non-respect de ces obligations de déclaration, il est fait application des dispositions de l'article L. 233-14 dudit code.

**Déclarations statutaires complémentaires :** depuis la modification de l'article 9 des statuts par l'assemblée du 15 juin 1994, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou à cesser de détenir une fraction égale à 1 % du capital et/ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la société dans un délai de dix jours, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège social de la société, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus.

Le défaut de cette déclaration entraîne la privation du droit de vote pour les actions ou droit de vote excédant la fraction qui aurait dû être déclarée pour une période de deux ans, pour une durée de deux ans courant à compter de la régularisation et sur simple demande, lors d'une assemblée, d'un ou de plusieurs actionnaires détenant 5 % du capital ou des droits de vote d'une assemblée.

### 21.2.5.2. Titres au porteur identifiables

Conformément à l'article L. 228-2 du Code de Commerce et à l'article 9 des statuts, la société peut recourir à tout moment auprès d'Euroclear SA à la procédure d'identification des détenteurs de titres au porteur appelée « titre au porteur identifiable » (TPI).

## 21.2.6. Titres au porteur

Au 31 décembre 2005, la répartition entre titres au nominatif et titres au porteur est la suivante :

	Au 31 décembre 2005	Au 31 décembre 2004
Titres inscrits au nominatif	18 438 484 (71,50 %)	18 618 302 (72,32 %)
Titres au porteur	7 351 390 (28,50 %)	7 126 642 (27,68 %)
<b>TOTAL</b>	<b>25 789 874 (100 %)</b>	<b>25 744 944 (100 %)</b>

### *Contrat de liquidité*

Afin de garantir une liquidité minimale à tout moment de son titre, la société a mis en œuvre depuis le 18 juillet 2003, avec la société Exane BNP Paribas, un contrat de liquidité, qui a été communiqué à l'entreprise de marché Euronext Paris et à la Commission des Opérations de Bourse. Ce contrat de liquidité est conforme à la charte AFEI.

### *Titres nantis*

Néant.

### *Évolution prévisible des droits de vote*

Les droits de vote doubles, qui sont attachés aux actions inscrites au nominatif depuis plus de deux ans, ont pour l'essentiel été créés en 2002.

Au 31 décembre 2005, un total de 94 388 actions nominatives, inscrites depuis moins de deux ans, ne bénéficie pas du droit de vote double. Dans cette hypothèse, les droits de vote doubles se trouveraient portés à un nombre de 36 574 544 auxquels doivent être ajoutés les droits de vote simples des actions au porteur, soit 7 351 390 droits supplémentaires à la date du 31 décembre 2005.

Les actions autodétenues par la société (au nombre de 151 212 au 31 décembre 2005) sont privées de droit de vote.

### 21.2.7. Synthèse des conventions rendues publiques

Date	Décision AMF n°	Objet
03/08/1999	199C1045	Déclaration de franchissement de seuil (ERAP – CEIR – SORAME). Déclaration d'intentions. Nomination de 5 personnes qualifiées comme administrateurs. Rappel : dérogation à l'obligation de dépôt d'un projet d'offre publique.
29/12/1999	199C2064	Déclaration de franchissement de seuil. Cogema se substitue à l'ERAP.
30/12/1999	199C2068	Déclaration de franchissement de seuil. AFD se substitue à l'ERAP.
25/07/2001	199C0921	Projet d'avenant à la convention entre actionnaires : reclassement des titres Eramet détenus par Cogema chez CEA Industrie.
12/09/2001	201C1140	Déclaration de franchissement de seuil. Avenant à la convention entre actionnaires suite à la substitution de Cogema par Areva.
20/12/2004	204C1559	Déclaration de franchissement de seuil et déclaration d'intention. Substitution de la société Maaldrift BV par la société Carlo Tassara International.
14/02/2006	206C0296	Déclaration de franchissement de seuil de la société M&G Investments Management Limited de 5,0034 % du capital et 2,98 % des droits de vote.

### 21.3. Modifications du capital social

Les modifications du capital interviennent selon les modalités fixées par les lois et les règlements.

#### *Réductions du capital par annulation de titres autorisées*

L'assemblée générale mixte du 11 mai 2005 a autorisé, par sa dixième résolution, le conseil d'administration à procéder sur sa seule décision à l'annulation en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions de la société détenues par celle-ci au titre des autorisations d'achat d'actions de la société. Cette autorisation est valable 24 mois à compter de l'assemblée, dans la limite de 5 % du capital social.

#### *Capital autorisé non encore émis*

##### • Augmentation(s) de capital réservée(s) aux salariés

L'assemblée générale du 11 mai 2005, par sa onzième résolution, conformément aux dispositions des articles L. 225-29-6 et L. 225-138 du Code de Commerce et L. 443-5 du Code du Travail, a délégué au conseil, avec possibilité de subdéléguer, les pouvoirs nécessaires pour augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximal nominal de 500 000 euros, par l'émission d'actions nouvelles de numéraire réservées aux salariés et anciens salariés de la société, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou à un plan par-tenarial épargne salariale volontaire.

– Prix de souscription : à fixer conformément aux dispositions de l'article 443-5 du Code du Travail,

– Durée : 26 mois à compter de l'assemblée.

##### • Augmentation(s) du capital par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses et/ou de bons de souscription d'actions avec maintien du droit de souscription des actionnaires

L'assemblée générale du 11 mai 2005, par sa quatorzième résolution, et en application des dispositions de l'article L. 225-129.1 du Code de Commerce, a délégué au conseil le pouvoir d'augmenter, sur ses seules décisions, le capital social, d'un montant nominal maximum de 24 000 000 euros, par l'émission, successive ou simultanée, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quote-part du capital.

*Cette délégation pourra être utilisée selon les conditions et modalités ci-après :*

##### • Émission par la société, sous la forme :

a) D'actions en procédant :

- soit à l'émission d'actions nouvelles à souscrire contre espèces ou par compensation de créances, avec ou sans prime d'émission,
- soit par voie d'incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou primes d'émission alors existantes, à effectuer par distribution d'actions gratuites ou par élévation du nominal des actions existantes,
- soit par mise en œuvre simultanée de plusieurs de ces procédés.

b) De valeurs mobilières autres que des actions donnant droit, directement ou indirectement, par conversion,

échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution, à tout moment ou à dates fixes, de titres qui, à cet effet, seront émis en représentation d'une quote-part du capital social. Ces valeurs pourront prendre la forme d'obligations convertibles, d'obligations à bons de souscription d'actions, d'obligations remboursables en actions, ou toute autre forme qui ne serait pas incompatible avec les dispositions légales en vigueur.

Ces valeurs mobilières pourront être émises soit en euros, soit en monnaies étrangères, soit en unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, à concurrence d'un montant nominal maximal total de 24 000 000 euros ou de la contre-valeur de ce montant déterminée au jour de la décision de procéder à l'émission de telles valeurs mobilières.

- c) De bons qui confèrent le droit de souscrire à des titres représentant une quote-part du capital social de la société, étant précisé que l'émission de ces bons pourra avoir lieu, soit par souscription contre espèces, soit par attribution gratuite et que, par ailleurs, ces bons pourront être émis seuls ou attachés, tant à des actions qu'à des valeurs mobilières visées aux a) et b) ci-dessus émises simultanément. Les propriétaires d'actions existantes lors de l'émission contre espèces des titres visés aux a), b) et c) ci-dessus auront, à titre irréductible et proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux, un droit préférentiel de souscription à ces titres. Le conseil pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre irréductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leur demande.

L'assemblée décide que la somme revenant immédiatement ou susceptible de revenir à la société pour chacun des titres représentant une quote-part du capital, émis ou créés par souscription, conversion, échange, exercice des bons ou de toute autre manière en application des autorisations données en b) et c), sera au moins égale à la moyenne des cours de l'action de la société, constatée pendant dix jours de bourse consécutifs choisis pendant les vingt précédant le jour du début de l'émission des actions ou des valeurs mobilières ou bons qui donnent accès au capital, après, le cas échéant, correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence de date de jouissance. Autres modalités : dates et modalités des émissions, fixation des prix et des taux d'intérêts, montants à émettre, formes des valeurs mobilières, dates de jouissance, même rétroactives, conditions de remboursement et/ou de rachat, ajustements divers : pouvoirs délégués au conseil, avec faculté de subdélégation à son Président.

• **Augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou autres, dont la capitalisation serait admise**

L'assemblée générale du 11 mai 2005, par sa quinzième résolution, a délégué au conseil le pouvoir d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de réserves, de bénéfices ou autres, dont la capitalisation serait admise, soit encore par la conjugaison avec une

augmentation de capital en numéraire réalisée en vertu de la treizième résolution, et sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'augmentation de la valeur nominale des actions existantes, soit en combinant les deux opérations.

Montant nominal maximum : 24 000 000 euros.

Autres modalités : pouvoirs délégués au conseil, avec faculté de subdélégation à son Président.

• **Augmentation(s) du capital par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses et/ou de bons de souscription d'actions avec suppression du droit de souscription des actionnaires**

L'assemblée générale du 11 mai 2005, par sa seizième résolution, et en application des dispositions de l'article L. 225-129.1 du Code de Commerce, a délégué au conseil le pouvoir d'augmenter le capital social, d'un montant nominal maximum de 24 000 000 euros, par l'émission, successive ou simultanée, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quote-part du capital.

*Cette délégation pourra être utilisée selon les conditions et modalités suivantes :*

• **Émission par la société, sous la forme :**

- a) D'actions nouvelles à souscrire contre espèces ou par compensation de créances, avec ou sans prime d'émission.
- b) De valeurs mobilières autres que des actions donnant droit, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution, à tout moment ou à dates fixes, de titres qui, à cet effet, seront émis en représentation d'une quote-part du capital social. Ces valeurs pourront prendre la forme d'obligations convertibles, d'obligations à bons de souscription d'actions, d'obligations remboursables en actions, ou toute autre forme qui ne serait pas incompatible avec les dispositions légales en vigueur.

Ces valeurs mobilières pourront être émises soit en euros, soit en monnaies étrangères, soit en unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, à concurrence d'un montant nominal maximal total de 24 000 000 euros ou de la contre-valeur de ce montant déterminée au jour de la décision de procéder à l'émission de telles valeurs mobilières.

- c) De bons qui confèrent le droit de souscrire à des titres représentant une quote-part du capital social de la société, étant précisé que ces bons pourront être émis seuls ou attachés, tant à des actions qu'à des valeurs mobilières visées aux a) et b) ci-dessus, émises simultanément.

Les titres visés aux a) et b) ci-dessus pourront être émis pour rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange portant sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de Commerce.

Montant nominal des titres créés en vertu des émissions prévues aux b) et c) ci-dessus : les émissions visées ci-dessus ne pourront, en tout état de cause, avoir pour effet

d'augmenter le capital social d'un montant nominal supérieur à 24 000 000 euros pour les émissions visées au b), et supérieur à 24 000 000 euros pour les émissions visées au c), montant auquel s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des titres à émettre pour préserver les droits des propriétaires de valeurs mobilières visées aux b) et c) ci-dessus.

- **Émissions par une ou des sociétés dont Eramet détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, effectuées par ces sociétés, en une ou plusieurs fois, soit en euros, soit en monnaies étrangères, soit en unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, sur le marché français ou sur le marché international :**

- a) D'obligations à bons de souscription d'actions de la société Eramet.
- b) De valeurs mobilières donnant droit, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution, à tout moment ou à dates fixes, de titres qui, à cet effet, seront émis en représentation d'une quote-part du capital de la société Eramet ; ces valeurs mobilières pourront prendre la forme d'actions à bons de souscription d'actions, d'obligations convertibles en actions, d'obligations remboursables en actions, ou toute autre forme qui ne serait pas incompatible avec les lois en vigueur.

Montant nominal des titres créées en vertu des émissions prévues aux a) et b) ci-dessus : les émissions visées ci-dessus ne pourront, en tout état de cause, avoir pour effet d'augmenter le capital social d'un montant nominal supérieur à 24 000 000 euros, montant auquel s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des titres à émettre pour préserver les droits des propriétaires de bons visés aux a) et b) et des valeurs mobilières visées au b) ci-dessus.

- **Droit de priorité**

Le conseil pourra, toutefois, conférer aux actionnaires pour les émissions effectuées sur le marché français, pendant une durée et selon les modalités qu'il fixera, un délai de priorité pour souscrire les actions, valeurs mobilières et bons émis, sans donner lieu à création de droits négociables et cessibles.

- **Mode de détermination du prix de souscription des titres**

L'assemblée générale décide que la somme revenant immédiatement ou susceptible de revenir ultérieurement à la société :

- 1) pour chacune des actions émises en application de la délégation conférée au (a) du paragraphe I ci-dessus ;
- 2) pour chacun des titres représentant une quote-part du capital émis ou créés par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière en application de la délégation donnée aux (b) des paragraphes I et II ci-dessus ;
- 3) et pour l'exercice de chacun des bons émis en application des délégations données au (c) du paragraphe I et aux (a) et (b) du paragraphe II ci-dessus ;

devra être au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation (éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %), après, le cas échéant, correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence de date de jouissance, étant précisé que le prix des bons émis seuls devra, par titre représentatif du capital à créer, être tel que la somme de ce prix et du prix d'exercice de chaque bon soit au moins égale à 105 % de cette moyenne.

- **Limitations du montant global des émissions autorisées**

L'assemblée générale du 11 mai 2005, par sa dix-septième résolution, a proposé de limiter les augmentations de capital pouvant résulter de l'utilisation des délégations comportant autorisation d'émission d'actions, d'autres valeurs mobilières et bons, données aux résolutions 14 à 16, à un montant nominal total maximum de 24 000 000 euros, auquel s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital supplémentaires, rendues nécessaires pour la réservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit, d'une manière quelconque, à l'attribution de titres représentant une quote-part du capital, ainsi que des porteurs de bons de souscription d'actions. Le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale extraordinaire en cas de non-utilisation de ces délégations.

L'émission de valeurs mobilières autres que des actions autorisées par les résolutions 14 et 16 ne pourra conduire à une augmentation de capital d'une valeur nominale supérieure à 24 000 000 euros ; sur ce montant, s'imputera, le cas échéant, la contre-valeur en euros des émissions de valeurs mobilières libellées en monnaies étrangères ou en unités de compte fixée par référence à plusieurs monnaies.

- **Possibilité d'utiliser les autorisations en période d'offre publique**

L'assemblée générale du 11 mai 2005, par sa dix-huitième résolution, a proposé de conférer au conseil, pour la durée, la possibilité de faire usage, dans le cadre des dispositions légales, des diverses délégations qui lui ont été conférées par les quatorzième et seizième résolutions « au cas où interviendraient une ou des offres publiques d'achat ou d'échange portant sur les valeurs mobilières émises par la société ».

## 22. Contrats importants

À ce jour, Eramet n'a pas conclu de contrats importants conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du groupe, autres que ceux conclus dans le cadre normal de ses affaires.

S'agissant de contrats conclus dans le cadre normal de ses affaires, il est prié de se référer notamment aux chapitres suivants :

- aux contrats financiers mentionnés au chapitre 4,
- à l'occasion d'offre d'achat au chapitre 12.1.4.

## 23. Informations provenant des tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Sans objet.

## 24. Documents accessibles au public

### 24.1. Politique de l'information

#### 24.1.1. Nom du responsable de l'information

Responsable : Monsieur Philippe Joly.

Qualité : Responsable de la Communication Financière.

Adresse : Eramet

Tour Maine – Montparnasse

33, avenue du Maine

75 755 Paris Cedex 15

Téléphone : 33 01 45 38 42 02

#### 24.1.2. Modalité de la communication

Périodicité : conformément à la réglementation, Eramet publie ses résultats semestriels et annuels et diffuse son chiffre d'affaires trimestriel.

Diffusion de l'information : outre les publications légales dans les publications financières, les derniers communiqués sont mis à la disposition du public sur le site internet de la société.

Site internet de la société : <http://www.eramet.fr>.

De surcroît, en vertu d'un contrat signé le 2 novembre 2004 avec l'AMF, tous les communiqués de la société, à compter de cette date, seront également disponibles, dès leur diffusion, sur le site de l'AMF – Site internet de l'AMF : <http://www.amf-france.org>.

#### 24.1.3. Calendrier : dates clés de l'exercice 2006

##### *Rappel calendrier 2005*

Publication du chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> trimestre : mardi 10 mai 2005 (après bourse).

Assemblée générale : mercredi 11 mai 2005.

Publication du chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre : mercredi 3 août 2005 (avant bourse).

Publication des résultats du 1<sup>er</sup> semestre : jeudi 8 septembre 2005 (avant bourse).

Publication du chiffre d'affaires des neuf premiers mois : jeudi 3 novembre 2005 (après bourse).

Publication du chiffre d'affaires de l'année 2005 : jeudi 2 février 2006 (avant bourse).

##### *Calendrier 2006*

Publication des résultats annuels 2005 : jeudi 9 mars 2006 (avant bourse).

Assemblée générale : jeudi 27 avril 2006.

Publication du chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> trimestre : mercredi 3 mai 2006 (avant bourse).

Publication du chiffre d'affaires du 2<sup>e</sup> trimestre : mardi 1<sup>er</sup> août 2006 (avant bourse).

Publication des résultats du 1<sup>er</sup> semestre : jeudi 7 septembre 2006 (avant bourse).

Publication du chiffre d'affaires des 9 premiers mois de l'année : vendredi 3 novembre 2006 (avant bourse).

Publication du chiffre d'affaires de l'année 2006 : jeudi 1<sup>er</sup> février 2007 (avant bourse).

### 24.2. Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, comptes sociaux et consolidés, rapports des contrôleurs légaux ainsi que tous les documents mis à la disposition des actionnaires peuvent être consultés au siège social de la société.

Toutes les données indiquées dans ce document et dont la source n'est pas précisée de façon spécifique, sont issues des données et du reporting internes de la société.

Toutes les copies des documents présents à l'intérieur de ce document de référence peuvent être consultées soit sur le site d'Eramet (<http://www.eramet.fr>), soit par demande auprès du directeur juridique de la société, à son siège social : Tour Maine Montparnasse – 33, avenue du Maine 75015 Paris.

#### 24.2.1. Liste des communiqués de presse

##### 24.2.1.1. Année 2006

**3 mai 2006** : Eramet - chiffre d'affaires en hausse de 4,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2006.

Perspectives favorables pour l'exercice 2006.

**2 mai 2006** : Eramet acquiert le contrôle de Weda Bay et doublera, à terme, la production de sa branche Nickel.

**27 avril 2006** : Eramet - Allocution du Président à l'assemblée générale du 27 avril 2006.

**27 avril 2006** : Eramet - Assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006.

Un dividende de 2,10 euros par action contre 2,00 euros par action au titre de l'exercice 2004.

**28 mars 2006** : Eramet - Informations sur l'offre d'acquérir Weda Bay Minerals.

**15 mars 2006** : Eramet offre d'acquérir Weda Bay Minerals.

**9 mars 2006** : Eramet - résultats annuels 2005.

Résultat net part du groupe en hausse de 9 % à 377 millions d'euros.

La marge opérationnelle courante reste élevée, à 20 %.

**2 février 2006** : Eramet - chiffre d'affaires annuel en hausse de près de 8 % en 2005.

Un marché mieux orienté début 2006.

**12 janvier 2006** : Lettre d'information aux actionnaires d'Eramet.

Le dossier Koniambo n'est pas refermé.

#### 24.2.1.2. Année 2005

**29 décembre 2005** : Eramet - L'inquiétant silence de Falconbridge sur son engagement irrévocable.

**23 décembre 2005** : Eramet - Nouvelle-Calédonie.

**23 décembre 2005** : Nouvelle-Calédonie - Oui, à l'usine du Nord de la Nouvelle-Calédonie.

Oui, au respect loyal des accords de Bercy. Non, aux faux-semblants.

**13 décembre 2005** : Eramet renforce son activité de recyclage des catalyseurs pétroliers grâce à deux investissements de sa filiale Gulf Chemical & Metallurgical Corporation (GCMC).

**13 décembre 2005** : Eramet - Lettre aux Actionnaires.

**3 novembre 2005** : Eramet - chiffre d'affaires du 3<sup>e</sup> trimestre 2005.

Cumul des 9 premiers mois : chiffre d'affaires en hausse de 10 %.

**8 septembre 2005** : Eramet - le résultat net part du groupe s'établit à 196 millions d'euros.

Il progresse de 56 % et représente 14 % du chiffre d'affaires. Poursuite des grands programmes d'investissements.

**8 septembre 2005** : Eramet - Informations sur la transition aux normes IFRS.

Comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2005.

**3 août 2005** : Eramet : forte progression du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2005 (+ 17,4 %).

Perspectives favorables confirmées pour l'année 2005.

**11 mai 2005** : Eramet - assemblée générale mixte du 11 mai 2005. Allocution du Président.

**11 mai 2005** : Eramet - assemblée générale mixte du 11 mai 2005 Un dividende de 2,00 euros/action contre 0,86 euro/action au titre de l'exercice 2003.

Des perspectives favorables pour l'année 2005. Nouvel investissement pour accroître la capacité de production de minerai de manganèse à 3,5 millions de tonnes.

**10 mai 2005** : Eramet - forte progression du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2005 (+ 20,4 %).

Perspectives favorables pour l'année 2005.

**10 mars 2005** : Eramet - résultats annuels 2004. Un résultat net part du groupe record à 342 millions d'euros.

Résultat d'exploitation multiplié par 5 à 630 millions d'euros. Forte hausse du dividende à 2,00 euros/action.

**8 février 2005** : Eramet - au 4<sup>e</sup> trimestre 2004, chiffre d'affaires en forte hausse (+ 40 %).

Résultats du 2<sup>e</sup> semestre 2004 en forte progression par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2004 - perspectives favorables pour 2005.

#### 24.2.2. Liste des publications au B.A.L.O.

##### *Année 2006*

- Avis d'approbation des comptes sans modification : 8 mai 2006,
- Nombre de droits de vote à l'assemblée générale : 8 mai 2006,
- Comptes annuels 2005 : 12 avril 2006,
- Avis de convocation à l'assemblée générale : 10 avril 2006,
- Avis de réunion à l'assemblée générale : 24 mars 2006,
- Chiffre d'affaires au 31 décembre 2005 : 10 février 2006.

##### *Année 2005*

- Chiffre d'affaires au 30 septembre 2005 : 9 novembre 2005,
- Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2005 : 26 octobre 2005,
- Comptes semestriels 2005 : 28 septembre 2005,
- Avis de publication du document de référence 2004 : 21 septembre 2005,
- Chiffre d'affaires au 30 juin 2005 : 12 août 2005,
- Avis d'approbation des comptes sans modification : 20 mai 2005,
- Nombre de droits de vote à l'assemblée générale : 18 mai 2005,
- Chiffre d'affaires au 31 mars 2005 : 13 mai 2005,
- Comptes annuels 2004 : 27 avril 2005,
- Avis de convocation à l'assemblée générale : 22 avril 2005,
- Avis de réunion à l'assemblée générale : 6 avril 2005,
- Chiffre d'affaires au 31 décembre 2004 : 14 février 2005.

## 25. Informations sur les participations

Les entreprises dans lesquelles Eramet détient une fraction significative du capital sont décrites dans le chapitre 6 « Aperçu des activités ». Le périmètre de consolidation figure dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 (chapitre 20.1). L'identification et les coordonnées de toutes les sociétés figurent en chapitre 28.

## 26. Liste des rapports

### 26.1. Rapports internes à la société

	Chapitre
Rapport du conseil d'administration sur les actions gratuites	15.
Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne	27.1.

### 26.2. Rapports externes à la société

	Chapitre
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2005	20.1.2.
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux 2005	20.2.2.
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	20.2.3.
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur le contrôle interne	27.2.

## 27. Rapport du Président du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes – Exercice 2005

(Art. 117 loi LSF du 1/08/03)

### 27.1. Rapport du Président du conseil d'administration – Exercice clos au 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de Président du conseil d'administration de la société, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport prévu par l'article 117 de la Loi de Sécurité Financière du 1<sup>er</sup> août 2003. Ainsi que la loi le prévoit, ce rapport portera, en premier lieu, sur la préparation et l'organisation des travaux du conseil d'administration. Il traitera ensuite des procédures de contrôle interne. Il indiquera enfin, le cas échéant, les limitations des pouvoirs du Président-directeur général.

#### I – Travaux du conseil d'administration

En 2005, le conseil d'administration s'est réuni quatre fois, les 9 mars, 11 mai, 7 septembre et 13 décembre, en applica-

tion d'un calendrier fixé lors du dernier conseil de l'année précédente.

Ces conseils ont délibéré sur les opérations sociales suivantes :

- Le conseil du 9 mars a eu pour objet d'arrêter les comptes 2004 de la société et de convoquer l'assemblée générale annuelle des actionnaires le 11 mai 2005.
- Le conseil du 11 mai a suivi l'assemblée générale des actionnaires. Il a en particulier accueilli un nouvel administrateur, Monsieur Harold Martin, Président du Congrès de Nouvelle-Calédonie, en remplacement de Monsieur Pascal Lafleur, révoqué par l'assemblée générale des actionnaires qui précédait.
- Le conseil du 7 septembre a arrêté les comptes du premier semestre ainsi que les documents de gestion prévus par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1984.
- Le conseil du 13 décembre a pris acte de la démission de Monsieur Jean-Lucien Lamy et a coopté Monsieur Gilbert Lehmann, Directeur général adjoint de Cogema, en le nommant également vice-président. Il a fait l'objet d'une présentation du budget 2006. il a enfin décidé un programme de distribution d'actions gratuites.

En outre, lors de chacun de ces conseils, le Président a fait un exposé préliminaire sur les principaux faits marquants qui ont affecté la vie du groupe. Chaque directeur de branche a présenté ensuite les activités de sa branche. Des projets d'investissements particulièrement importants (production de 3,5 millions de tonnes de minerai au Gabon ; usine EMD en Chine) ont été soumis au conseil du 9 mars et à celui du 13 décembre (Gulf Chemicals).

Un exposé sur le suivi des accords de Bercy de 1998 a également été présenté par le Président à chaque conseil.

Enfin, le conseil s'est appuyé sur les travaux des comités qu'il a désignés en son sein :

**A – Le comité d'audit** se réunit en général la veille du conseil : il s'est réuni trois fois en 2005. Les sujets suivants ont été traités :

1. Au comité du 8 mars, un exposé sur la politique d'équilibre de la trésorerie, un exposé sur la politique de provisions, un exposé sur les contentieux et les comptes 2004 ont été présentés. Une proposition d'autoévaluation du conseil a été faite.
2. Au comité du 6 septembre, ont été examinés les comptes du premier semestre 2005, ainsi que les principales questions posées par le passage aux normes IFRS.
3. Au comité du 12 décembre, les deux thèmes abordés ont été l'amélioration du reporting de fin d'année et le programme d'actions d'audit.

**B – Le comité des rémunérations** s'est réuni trois fois, les 12 janvier, 18 février et 7 décembre 2005 : en janvier et février, il a fixé les rémunérations des mandataires sociaux, arrêté les bonus 2004 et les objectifs 2005 pour ces personnes. En décembre, il a examiné et débattu de leur rémunération 2006. Il a également arrêté les bonus 2005 en se fondant sur un examen détaillé des résultats estimés et des actions mises

en œuvre, branche par branche et au niveau du groupe. Il a déterminé enfin les objectifs 2006.

Afin de tenir compte des changements intervenus dans la composition du conseil d'administration au cours de l'année 2005, le conseil du 13 décembre a remplacé Monsieur Jean-Lucien Lamy par Monsieur Gilbert Lehmann au comité de sélection et par Monsieur Michel Somnolet au comité des rémunérations.

Le conseil d'administration, lors de sa séance du 9 mars, a approuvé la procédure sur les modalités de détention des actions Eramet et d'intervention sur le marché de ces actions. Cette procédure avait été présentée au comité d'audit du 14 décembre 2004 ; elle a été remise à chaque membre du conseil.

À chaque séance, les membres du conseil d'administration reçoivent un dossier comportant des fiches sur la plupart des points à l'ordre du jour.

En fin de séance, en particulier lorsque le conseil arrête les comptes, un projet de communiqué de presse est soumis aux administrateurs et est publié (en ligne avec l'AMF) pour faire connaître au marché les principaux éléments, marquant l'évolution de la société et du groupe.

Le procès-verbal de chaque conseil est établi par le secrétaire et soumis par le Président à l'approbation des administrateurs lors du conseil suivant, le projet étant adressé à chaque participant (administrateurs, censeurs et représentants du CCE) avec la convocation et l'ordre du jour, environ une semaine avant la date de réunion prévue.

Les séances du conseil se tiennent, en général, au siège de la société (Tour Maine-Montparnasse). Le conseil du 7 septembre s'est exceptionnellement tenu à Porsgrunn, en Norvège, où la société possède deux importantes unités industrielles de la branche manganèse.

## II – Procédures de contrôle interne :

La société a engagé début 2004 une démarche d'évaluation progressive de son système de contrôle interne, dont la première étape a consisté en l'élaboration d'une cartographie des risques. Ce projet a été conduit en réalisant des interviews des principaux responsables des différents processus de l'entreprise, de façon à mesurer leur exposition aux risques, et le degré de maîtrise du contrôle interne associé. Le résultat de cette cartographie a permis de déterminer le plan d'action d'amélioration devant être conduit en 2004 et au-delà. Les plans d'audit sont élaborés à partir de cette cartographie.

Les travaux réalisés en 2004 et 2005 n'ont pas révélé de défaillances graves ou d'insuffisances graves sur l'organisation du contrôle interne.

### 1. Objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne.

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez Eramet ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels respectent les politiques définies par les organes sociaux, par

les lois et règlements applicables, et les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,

- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société,
- d'assurer la protection des actifs contre les différents risques de pertes résultant du vol, de l'incendie, d'activités irrégulières ou illégales et de risques naturels.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

### 2. Description synthétique des procédures de contrôle mises en place.

#### a) Les acteurs du contrôle interne

Eramet, du fait de ses activités diversifiées, est organisé en trois branches autonomes disposant chacune de l'ensemble des services nécessaires à son fonctionnement (direction, production, ventes, achats, finances...). Le siège, outre sa fonction de direction générale assure les missions d'assistance ou de contrôle nécessaires à la cohésion de l'ensemble. Les principaux acteurs du contrôle interne sont :

- Le Comité exécutif (Comex) qui est composé du Président-directeur général, des trois directeurs généraux délégués, directeurs de chacune des branches Nickel, Manganèse et Alliages, du directeur administratif et financier et du directeur des ressources humaines. Centre de décision du groupe, il se réunit tous les quinze jours. Un comité de direction international, comprenant en plus les directeurs généraux des sociétés Aubert & Duval, Comilog, Erasteel et Le Nickel-SLN, le directeur de la zone Chine ainsi que le Président de la société Eramet International traite plus particulièrement des sujets d'organisation. Il se réunit quatre fois par an.
- La direction de l'audit interne, rattachée au directeur administratif et financier. À partir d'un plan d'audit validé annuellement par le Comex, elle réalise au sein des différentes unités du groupe les missions définies dans le plan et déclenchées par le Président. Elle rend compte trimestriellement au Comex et annuellement au comité d'audit du résultat de ses missions, et de l'avancement des plans d'action qui en résultent.
- La direction du plan et du contrôle de gestion groupe, rattachée au directeur administratif et financier. Elle définit l'architecture du contrôle de gestion Eramet, et suit les projets de systèmes de gestion des branches pour assurer leur cohérence avec les objectifs du groupe. Elle définit pour le groupe et aide à mettre en place au niveau branche et dans chaque entité les indicateurs clés pertinents pour chacun de ces niveaux. Elle assure le reporting groupe.
- La direction juridique, rattachée au directeur administratif et financier. Centre de service, elle fournit à l'ensemble du

groupe une assistance juridique, dans tous les domaines relevant de ses compétences.

- La direction finances, trésorerie et assurances, rattachée au directeur administratif et financier. Centre de service, elle gère pour l'ensemble du groupe la couverture des risques de change d'une part, la gestion des moyens financiers (placements et emprunts) d'autre part, ainsi que la mise en place et le suivi de l'ensemble des contrats d'assurance souscrits par le groupe.
- Le département fiscal, dans la direction comptabilité, fiscalité et consolidation, rattachée au directeur administratif et financier. Centre de service, il assiste les différentes filiales du groupe dans leurs obligations fiscales respectives et remplit celles de la société mère.
- La direction environnement et risques industriels, rattachée au directeur général délégué, directeur de la branche alliages. Elle assiste les différentes branches dans la maîtrise et la réduction de l'impact environnemental du groupe, pour assurer la pérennité des activités, produits et marchés de celui-ci au regard des évolutions réglementaires, politiques et de société.
- La direction des relations humaines groupe et de l'hygiène et sécurité, rattachée au Président-directeur général. Elle gère les ressources humaines au sein de la société et assure la cohérence des politiques sociales au sein des différentes entités du groupe. Elle coordonne les politiques hygiène et sécurité au sein du groupe et formalise la dimension « santé » via un réseau de correspondants dans les sites.
- Plus généralement, chaque niveau hiérarchique de l'entreprise, dans son domaine de compétence est responsable de la définition, de la mise en œuvre et du pilotage des éléments de contrôle interne.

*b) Informations synthétiques sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société.*

- Chartes existantes : le comité d'audit, l'audit interne, la direction juridique, le contrôle de gestion, le département fiscal ont publié chacun une charte. Ces chartes ont pour but de préciser les règles de fonctionnement de ces différents comités ou départements et de formaliser les échanges avec leurs différents interlocuteurs.
- Délégations de signature, pouvoirs : les trois directeurs de branche, directeurs généraux délégués, disposent de tous les pouvoirs que leur donne la loi. Le directeur administratif et financier dispose d'un pouvoir donné par le Président-directeur général, lui permettant d'effectuer toute opération dans le domaine financier. Le Directeur de l'usine d'Eramet à Sandouville dispose d'un pouvoir donné par le Président-directeur général lui permettant d'effectuer toute opération nécessaire au fonctionnement de l'usine, ainsi que de pouvoirs en matière d'hygiène et sécurité. Pour le fonctionnement des comptes bancaires, des délégations de signature ont été données à une liste restreinte de salariés de l'entreprise, la signature à deux étant requise pour tout règlement, et des plafonds ayant été définis pour chaque groupe de signataires.
- Maîtrise des risques : une cartographie des principaux risques majeurs a été réalisée début 2004, en vue de détec-

ter les points de progrès et servir de base au plan d'audit annuel. L'approche par branches et par grands processus a permis de classer les risques par grands thèmes (stratégiques, opérationnels, support...), ainsi que les processus eux-mêmes en fonction de leur importance vis-à-vis de l'atteinte des objectifs stratégiques de l'entreprise.

- Systèmes d'information : la fonction Système d'Information groupe a pour mission de renforcer la cohérence de ces systèmes au sein du groupe, et d'assister les différentes filiales. Elle a mis en place un réseau mondial et une messagerie unique groupe. Un renforcement de la sécurité à l'aide d'audits de certains systèmes a été effectué, ainsi que la mise en place d'outils spécifiques. La détermination d'un standard bureautique (matériel et progiciels) est en cours. Plusieurs projets de renforcement des systèmes de gestion sont en cours dans les différentes branches, dont en particulier la mise en place d'applications intégrées permettant notamment en matière d'achats un meilleur contrôle des engagements et une séparation des tâches sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.
- Organisation générale des procédures : Eramet a formalisé et diffusé sur l'ensemble de la société et ses filiales des manuels de procédures internes qui concernent les investissements, la couverture des risques de change, les procédures de gestion (budget, plan, prévisions, analyses d'écart...), le manuel de consolidation et les règles comptables communes, les voyages et déplacements/notes de frais, les procédures financières en matière de trésorerie.
- Contrôle juridique et opérationnel exercé par la société mère sur les filiales :
  - Chaque branche, du fait de la diversité des métiers, est gérée de manière autonome. Elle dispose de son propre comité de direction, qui prend l'ensemble des décisions relevant de son niveau.
  - Le directeur administratif et financier est administrateur en son nom propre, ou en tant que représentant permanent de la société, dans les principales filiales d'Eramet. La direction juridique, qui lui est rattachée, assure le secrétariat du conseil pour les principales sociétés (Le Nickel-SLN, Comilog SA), et intervient en conseil pour les opérations importantes pouvant être initiées dans les filiales.
  - Réunions de gestion : des réunions mensuelles sont organisées avec le management de chaque branche pour examiner les résultats du mois, l'analyse des écarts par rapport au budget, et les plans d'action en résultant. Des comités gestion/comptabilité, trésorerie ont de même lieu mensuellement, réunissant respectivement comptables, contrôleurs de gestion, trésoriers des différentes branches avec ceux de la société tête de groupe pour traiter des sujets communs et assurer la nécessaire coordination. Des réunions spécifiques ont lieu tous les mois pour traiter de tous les sujets ventes, comptabilité, trésorerie, assurances..., avec les branches. Enfin, des réunions spécifiques budget, prévisions, plan sont de même organisées avec les mêmes participants que les réunions branche pour traiter ces sujets.
  - Information systématique en cas de décisions stratégiques : la procédure investissement prévoit l'instruction de tous les

dossiers dépassant un certain montant en réunion branche suivant des modalités précises (dossier de présentation, nombre de réunions de validation...). Les dossiers d'investissements sont contrôlés et validés sur le plan technique par la direction technique rattachée au Président-directeur général et, sur le plan économique, par la direction administrative et financière. Dans le cas de dossier à caractère stratégique, celui-ci est présenté au conseil d'administration de la société Eramet.

- Information sur les engagements donnés/reçus : indépendamment de la procédure ci-dessus, le reporting inclus dans la consolidation trimestrielle prévoit l'information sur ces engagements. Par ailleurs, la direction juridique intervient en appui pour tous les contrats d'importance lors de leur négociation ou en cas de contentieux.

#### *c) Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de la société mère*

- Organisation de la fonction comptable au sein du groupe : La direction comptabilité – fiscalité – consolidation au sein de la direction administrative et financière est organisée en cinq services : comptabilité générale, comptabilité tiers et de gestion, comptabilité banques, fiscalité et consolidation. Elle assure la tenue des comptes de la société, émet ses déclarations fiscales, ainsi que toutes celles se rapportant à l'intégration fiscale et publie les comptes sociaux et consolidés d'Eramet. La nécessaire coordination avec les filiales est assurée par le comité comptabilité/gestion qui réunit tous les mois les directeurs financiers, comptables et contrôleurs de gestion des principales filiales.
- Systèmes d'information comptable : la comptabilité est tenue dans le progiciel intégré Baan. Outre le module comptable, celui-ci dispose d'un module ventes qui lui est interfacé. Les autres opérations (achats / paie) du fait de leur faible nombre ne sont pas interfacées. Le logiciel de trésorerie est partiellement interfacé. Le groupe utilise le logiciel de consolidation Magnitude de la société Cartesis.
- Principaux acteurs du contrôle interne impliqués dans le contrôle de cette information :
  - La comptabilité valide mensuellement le chiffre d'affaires de la société. Elle reçoit de la direction des ressources humaines les écritures de paie. Enfin, les factures d'achats doivent être approuvées par un signataire autorisé, dont la comptabilité détient une liste. Les règlements sont émis par la trésorerie et font l'objet d'une double signature.
  - La trésorerie groupe centralise le risque de change et assure la couverture de ce risque pour l'ensemble des sociétés.
  - Le contrôle de gestion publie les informations de contrôle budgétaire aux responsables concernés. Il organise le cycle budgétaire, ainsi que les prévisions (3/an). Il assure les comparaisons entre budget et réalisé, ainsi que les analyses d'écarts.
  - La consolidation coordonne et contrôle les consolidations des différentes branches et fournit un appui technique en cas de besoin. Elle assure la consolidation finale du groupe.
  - Le comité gestion/comptabilité permet d'assurer la nécessaire coordination entre la société et ses filiales.

- Le comité d'audit, comme évoqué ci-dessus, analyse les comptes semestriels et annuels, suit les contentieux importants, la politique de gestion des changes et les plans d'audit interne. Il examine aussi le passage aux normes IFRS et l'application de la Loi sur la Sécurité Financière.

- Références générales : le manuel de consolidation comprend les règles comptables communes à l'ensemble du groupe et une liasse de consolidation unique. Il définit les méthodes d'évaluation utilisées par le groupe et précise pour les sous-paliers de consolidation les règles à respecter. Les arrêtés comptables sont mensuels, à l'exception des mois de janvier et juillet. Les consolidations comptables sont trimestrielles.
- Contrôle de la trésorerie et du financement : la trésorerie groupe, outre son rôle pivot dans la gestion du risque de change met en place les moyens de financement pour les principales filiales du groupe et réalise les placements financiers. Elle centralise les prévisions de trésorerie des principales sociétés et les assiste dans la mise en place des moyens de paiement sur les pays à risque. Le groupe a créé fin 2004 une Société de Trésorerie Participante, Metal Securities, dont l'objet est de servir de pivot de trésorerie central pour l'ensemble des sociétés du groupe.
- Contrôle budgétaire et de gestion : la publication du contrôle budgétaire de la société est mensuelle. Le reporting avec comparaison Budget/Réalisé est mensuel et comprend une consolidation de gestion. Le budget de la société et du groupe est déterminé en fin d'année pour l'année suivante, et trois prévisions sont faites en cours d'année. Ces budgets et prévisions, ainsi que les plans d'action associés font l'objet de validations formelles par le management de la branche et le Président-directeur général dans des réunions branche spécifiques. Ceux du groupe sont validés par le Comité exécutif.
- Procédures d'élaboration de la consolidation des comptes : ainsi que précisé ci-dessus, le manuel de consolidation est diffusé à l'ensemble des filiales et comprend règles comptables communes et liasse de consolidation. La saisie des liasses de consolidation dans le logiciel Équilibre est assurée par chaque filiale, et la consolidation au niveau branche est assurée par chacune d'entre elles sous le contrôle et avec l'assistance du service de consolidation central. Ce dernier assure ensuite la consolidation groupe. La consolidation est trimestrielle, avec estimation pour les arrêtés en cours d'année des éléments à caractères annuels (impôts, provisions...).
- Liaison avec les Commissaires aux comptes : la revue des comptes par les auditeurs est semestrielle et fait l'objet de réunions de validation auxquelles participent les auditeurs des principales filiales.

#### *d) Autres dispositifs contribuant au contrôle interne du groupe*

La direction environnement et risques industriels a été mise en place en 2003, et anime les plans de prévention et les actions de sécurité dans ces domaines au sein du groupe.

### **3. Principales actions réalisées en 2005.**

- La société Eramet a créé une Société de Trésorerie Participante fin 2004, dans le but de servir de pivot de tré-

sorerie central pour l'ensemble des sociétés du groupe. Les procédures financières de trésorerie ont été revues en conséquence avec une mise en œuvre en début 2005.

- Un nouveau progiciel de gestion de Trésorerie, commun pour l'ensemble du groupe a été implémenté dans le courant de l'année.
- La société a établi durant l'année 2004 un document de référence basé sur les comptes 2003 qui a obtenu le 25 janvier 2005 le visa de l'AMF. Un nouveau document de référence basé sur les comptes 2004 a reçu le visa de l'AMF le 2 septembre 2005.
- Le déploiement des normes IFRS a conduit à un renforcement des normes et procédures comptables groupe et à une normalisation de celles-ci au sein des différentes sociétés. Celui-ci a été conduit par un groupe de travail baptisé ERANORM composé des principaux comptables des différentes sociétés pour permettre la mise en œuvre de ces nouvelles normes dès début 2005. Le groupe a présenté le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et les comptes au 30 juin 2005 suivant les normes IAS/IFRS lors de leurs publications.
- La refonte du système de reporting groupe a été entreprise avec l'adoption d'un nouveau progiciel de consolidation et de reporting. La partie financière est opérationnelle et le déploiement des indicateurs opérationnels est en cours.
- La mise en œuvre de moyens de commercialisation unifiés pour la branche Manganèse et une amélioration des systèmes d'information commerciaux.

#### 4. Plan d'action pour 2006.

Les principales actions prévues pour cette année 2006 concernent :

- En lien avec le déploiement des nouvelles applications de trésorerie, la poursuite du développement des interfaces avec les applications comptables et l'évolution pour les paiements vers des protocoles sécurisés de liaison avec les banques.
- La poursuite de la modernisation des systèmes d'information des différentes branches.
- La révision de la cartographie des risques et l'élaboration d'un plan d'audit pluriannuel en lien avec celle-ci.

### III – Limitations de pouvoirs du Président-directeur général :

Le Président-directeur général exerce ses pouvoirs conformément à la loi et dans les limites de l'objet social. Aucune limitation à ces pouvoirs n'a été imposée par le conseil d'administration de la société.

Paris, le 8 mars 2006.

Le Président du conseil d'administration

## 27.2. Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du conseil d'administration – Exercice clos au 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Eramet et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 23 mars 2006

Les Commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit

François CARREGA

Deloitte & Associés

Nicholas L.E. ROLT

## 28. Liste et adresses des filiales consolidées au 31 décembre 2005

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>Allemagne</b>						
<b>Erasteel GmbH</b>						
Auf dem Sand 27 Postfach 430 D - 40704 Hilden Allemagne 49 (0) 2103 49 05 0			✓		IG	100,00 %
<b>Belgique</b>						
<b>Erachem Comilog SA</b>						
Rue du Bois 7334 Saint Ghislain Belgique		✓			IG	67,25 %
<b>Chine</b>						
<b>Comilog Asia Ltd.</b>						
Unit 1201, Huaneng Union Tower n° 139 Yin Cheng Dong Road, Pudong 200120 Shanghai P.R.C. 86-21 6881-0241		✓			IG	93,45 %
<b>Comilog Far East Development Ltd.</b>						
Unit 1201, Huaneng Union Tower n° 139 Yin Cheng Dong Road, Pudong 200120 Shanghai P.R.C. 86-21 6881-0241		✓			IG	93,45 %
<b>Guangxi Eramet Comilog Chemicals</b>						
Room 2612-26F China Bank Tower 200 Yincheng Road Central Pudong Shanghai 200120 Chine P.R. 86 21 6100 6161		✓			IG	93,45 %
<b>Guangxi Comilog Ferro Alloys Ltd.</b>						
Fenghuang Town, Laibin County, Guanqxi Province, 546102 Chine (86) 7724 812 288		✓			IG	65,42 %
<b>Guilin Comilog Ferro Alloys Ltd.</b>						
Unit 1201, Huaneng Union Tower n° 139 Yin Cheng Dong Road, Pudong 200120 Shanghai P.R.C. Chine 86-21 6881-0625		✓			IG	93,45 %

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>États-Unis</b>						
<b>Bear Metallurgical Corp.</b>						
302 Midway Road – P.O. Box 2290 Freeport Texas 77541 États-Unis 1-979 233 7882		✓			IG	67,25 %
<b>Comilog US</b>						
610 Pittman Road MD 21226 Baltimore-Maryland États-Unis 1-410 636 71 26		✓			IG	67,25 %
<b>Erachem Marietta Inc.</b>						
P.O. Box 299 State Route 7 – South Marietta, Ohio 45750-0299 États-Unis 1-740 374 1000		✓			IG	100,00 %
<b>Erachem Comilog Inc.</b>						
610 Pittman Road Baltimore-Maryland MD 21226-1788 États-Unis 1-410 789 8800		✓			IG	67,25 %
<b>Eramet Comilog North America Inc.</b>						
P.O. Box 1198 Airport Office Park Building 4, Suite 300, 333 Rouser Road Coraopolis, PA 15108 États-Unis 1-412 262 6200		✓			IG	67,25 %
<b>Erasteel Inc.</b>						
95 Fulton street Boonton NJ 07005 – 1909 États-Unis 1-973 335 8400			✓		IG	100,00 %
<b>Gulf Comilog and Metallurgical Corp.</b>						
302 Midway Road – P.O. Box 2290 Freeport Texas 77541 États-Unis 1-979 233 7882		✓			IG	67,25 %
<b>France</b>						
<b>Airforge</b>						
75, bd de la Libération BP 173 09102 Pamiers Cedex France 33 (0) 4 77 40 36 47 33 (0) 5 61 68 44 24/22			✓		IG	100,00 %

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>France</b>						
<b>Aubert &amp; Duval</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 44 10 24 00			✓		IG	100,00 %
<b>Comilog Dunkerque</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 53 91 24 05		✓			IG	67,25 %
<b>Comilog Holding</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 45 38 24 87		✓			IG	67,25 %
<b>Comilog International</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 45 38 24 87		✓			IG	67,25 %
<b>Eramet</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 45 38 41 20					Consolidante	
<b>Eramet Alliages</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 44 10 24 67			✓		IG	100,00 %
<b>Eramet Comilog Manganèse</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 44 10 24 67		✓			IG	83,63 %
<b>Eramet Holding Nickel</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 45 38 41 20	✓				IG	100,00 %

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>France</b>						
<b>Eramet Holding Manganèse</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 45 38 24 87		✓			IG	100,00 %
<b>Erasteel</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 45 38 63 00			✓		IG	100,00 %
<b>Erasteel Commentry</b>						
1, place Martenot – BP 1 03600 Commentry France 33 (0) 4 70 28 78 00			✓		IG	100,00 %
<b>Erasteel Champagnole</b>						
23, rue Georges-Clemenceau BP 104 39300 Champagnole France 33 (0) 3 84 52 64 44			✓		IG	100,00 %
<b>Eurotungstene Poudres</b>						
9, rue André-Sibellas BP 152X 38042 Grenoble Cedex 9 France 33 (0) 4 76 70 54 54	✓				IG	100,00 %
<b>Forges M. Dembiermont</b>						
4, rue Jules-Campagne 59330 Hautmont France 33 (0) 3 27 69 73 73			✓		MEQ	33,20 %
<b>Interforge</b>						
Z.I. de la Maze – BP 75 63501 Issoire France 33 (0) 4 73 89 07 83			✓		IG	94,00 %
<b>Metal Securities</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 40 88 20 55				✓	IG	100,00 %
<b>S.I.M.A.</b>						
Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 France 33 (0) 1 40 88 20 55			✓		IG	100,00 %

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>Gabon</b>						
<b>Comilog SA</b>						
<b>Compagnie minière de l'Ogooué</b>						
Z.I. de Moanda						
BP 27-28		✓			IG	67,25 %
Gabon						
241-66 10 00						
<b>PMO</b>						
<b>Compagnie minière de l'Ogooué</b>						
Z.I. de Moanda						
BP 27-28		✓			MEQ	24,45 %
Gabon						
241-66 10 00						
<b>SETRAG</b>						
BP 578						
Libreville		✓			IG	56,66 %
Gabon						
00241708049						
<b>Hong-Kong</b>						
<b>Comilog Asia Ferro Alloys Ltd.</b>						
Unit 1402, Toxer one, Lippo Centre						
89, Queensway, Admiralty		✓			IG	93,45 %
Hong-Kong						
852-2 529 60 60 46						
<b>Comilog Asia Ltd.</b>						
Unit 1402, Toxer one, Lippo Centre						
89, Queensway, Admiralty		✓			IG	93,45 %
Hong-Kong						
852-2 529 31 99						
<b>Comilog Far East Development Ltd.</b>						
Unit 1402, Toxer one, Lippo Centre						
89, Queensway, Admiralty		✓			IG	93,45 %
Hong-Kong						
852-2 529 31 99						
<b>Italie</b>						
<b>Erasteel Italian Srl</b>						
Viale Leonardo Da Vinci, 97						
20090 Trezzano Sul Naviglio (Mi)			✓		IG	100,00 %
Italie						
39-02 48 46 37 55						
<b>Luxembourg</b>						
<b>Eras SA</b>						
6 B Route de Trève						
L-2633 Luxembourg				✓	IG	100,00 %
Luxembourg						
<b>Mexique</b>						
<b>Industrias Sulfamex / Erachem Mexico</b>						
Carretera Tampico – Valles km. 28						
Tamos, Panuco, Vert.						
CP 92018 Mexico		✓			IG	67,25 %
Mexique						
52-1 210 27 62						

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>Norvège</b>						
<b>Eramet Norway A/S</b>						
N – 4201 Sauda						
Norvège		✓			IG	100,00 %
1-410 789 8800						
<b>Eramet Norway A/S</b>						
P.O. Box 82 – N-3901						
Porsgrunn		✓			IG	100,00 %
Norvège						
47 35 56 18 00						
<b>Nouvelle-Calédonie</b>						
<b>Cominc</b>						
BP E5						
98848 Nouméa Cedex	✓				IG	60,00 %
Nouvelle-Calédonie						
687-24 55 55						
<b>Société</b>						
<b>Le Nickel – SLN</b>						
BP E5						
98848 Nouméa Cedex	✓				IG	60,00 %
Nouvelle-Calédonie						
687-24 55 55						
<b>Poum SAS</b>						
98848 Nouméa Cedex						
Nouvelle-Calédonie	✓				IG	60,00 %
687-24 55 55						
<b>Pays-Bas</b>						
<b>Miner Holding BV</b>						
Rokin 55						
Amsterdam		✓			IG	67,25 %
Pays-Bas						
<b>Royaume-Uni</b>						
<b>Erasteel Ltd</b>						
371, Coleford Road						
Darnall						
UK – Sheffield S9 5NF			✓		IG	100,00 %
Royaume-Uni						
44 (0) 114 261 04 10						
<b>Peter Stubs Ltd</b>						
Causeway Avenue						
WA4 6QB Warrington			✓		IG	100,00 %
Royaume-Uni						
44 (0) 1925 41 3870						
<b>Suède</b>						
<b>Erasteel Kloster AB</b>						
Box 100						
815 82 Söderfors			✓		IG	100,00 %
Suède						
46 (0) 293 17 000						

	Nickel	Manganèse	Alliages	Holding	Méthodes d'intégration	Pourcentage d'intérêts
<b>Suisse</b>						
<b>Comilog Lausanne</b>						
Avenue C.F. -Ramuz 43						
1009 Pully		✓			IG	67,25 %
Suisse						
41 21 - 729 45 03						
<b>Unimim AG</b>						
Industriestrasse 47						
6304 Zug		✓			IG	67,25 %
Suisse						

## 29. Charte de l'environnement

### Maîtriser et réduire l'impact environnemental des activités industrielles du groupe

Industriel responsable, le groupe Eramet exerce son activité en veillant à en limiter autant que possible l'impact sur la santé et l'environnement, tant interne qu'externe, dès lors que le coût de cet effort reste économiquement supportable.

### Maîtriser les risques et impacts liés aux produits commercialisés

L'environnement dans le groupe Eramet comprend un volet spécifique lié aux risques et impacts potentiels découlant des caractéristiques et de l'utilisation de ses produits. La gestion maîtrisée et raisonnable de ces risques constitue l'une de ses priorités.

### Promouvoir une logique d'amélioration continue

Le groupe inscrit son action dans une logique d'amélioration continue de sa performance environnementale. Cet engagement constitue l'une de ses responsabilités, au même titre que la préservation de la sécurité et de la santé des salariés, le respect des engagements commerciaux ou la recherche de technologies optimisées au meilleur coût.

### Intégrer l'environnement à toutes les étapes de la vie du groupe

Cette volonté d'intégrer l'environnement dans le fonctionnement du groupe s'exprime à toutes les étapes de la vie de l'entreprise :

- lors de la conception et du démarrage d'une nouvelle activité, d'un projet ou d'un investissement,
- tout au long de l'exploitation quotidienne des installations,
- lors de la cessation d'activité.

### Respecter rigoureusement la réglementation

Le respect rigoureux des textes réglementaires applicables aux sites constitue la première garantie d'une prise en compte responsable de leur impact. Toute situation de non-conformité ne peut être que temporaire, justifiée et connue de l'administration compétente.

### Se connaître pour progresser et communiquer

Connaître précisément la réalité de son impact est une nécessité. Savoir anticiper et évaluer les progrès comme les difficultés est indispensable au pilotage d'une politique. Communiquer sur les résultats obtenus devient une obligation réglementaire. En mettant en place un Système d'Information pour l'Environnement (SIE), le groupe Eramet se donne les moyens nécessaires pour répondre à son ambition.

### Anticiper les évolutions réglementaires dans une logique de développement durable

Le champ réglementaire dans lequel évolue le groupe Eramet en matière d'environnement est multiple, complexe et en croissance. Se donner les moyens de le connaître, d'en anticiper les évolutions et d'agir pour faire connaître nos réalités dans une logique de développement durable qui préserve notre compétitivité constitue l'un de nos devoirs.

### Contribuer au développement des connaissances scientifiques

Les connaissances scientifiques relatives aux impacts sanitaires ou environnementaux des activités du groupe sont complexes et évolutives. Le groupe Eramet contribue au développement des recherches et connaissances liées à son activité.

## 30. Données environnementales

### Les différents sites

#### AUBERT & DUVAL – FIRMINY

Le site industriel d'Aubert & Duval Firminy comprend quatre ateliers principaux :

- une aciérie électrique équipée d'un four à arc de 40 tonnes, d'un four poche de 40 tonnes pour l'élaboration des aciers alliés et d'un affinage sous vide pour celle des aciers inoxydables ; elle produit en moyenne 22 000 tonnes d'acier par an ;

- une forge où sont implantés une presse de 4 500 tonnes, plusieurs fours de chauffage et des outils de parachèvement ;
- un atelier de traitement thermique pourvu de 10 fours à sole mobile, de 3 fours verticaux et de bûches de trempe ;
- un atelier d'usinage équipé principalement de tours horizontaux, de foreuses et de scies à ruban pour la production de pièces de grande longueur, jusqu'à 20 mètres.

Les marchés de l'usine de Firminy se répartissent principalement en 4 lignes de produits :

- ligne « Pièces Forgées Unitaires » pour l'industrie pétrolière, le nucléaire et l'agro alimentaire,
- ligne « Artillerie » pour les tubes d'armes,
- ligne « Mandrins » destinés aux laminaires à tubes type MPM,
- ligne « Outillages ».

Cette dernière constitue le pivot du projet de développement du site – « Firminy 2008 » – qui prévoit de porter la production annuelle d'acier à 30 000 tonnes et la fabrication des blocs d'aciers d'outillage à 8 000 tonnes. Pour cela, un nouvel atelier dédié à leur parachèvement a été mis en production courant 2005 et se compose :

- d'un four de traitement thermique,

- d'un tour parallèle d'ébauche,
- de trois scies à ruban,
- d'une aire de contrôle.

Sur le plan réglementaire, un arrêté préfectoral complémentaire a été délivré le 22 juin 2005 prescrivant plus particulièrement une surveillance des eaux souterraines et superficielles, ainsi que la réalisation d'un dossier de cessation d'activité de l'ancienne forge.

Suite à une pollution répétée des eaux de l'Ondaine, deux mises en demeure ont été établies au cours de l'année 2005 (§ Sols).

### • Énergie

La reprise de l'activité durant l'année 2004 et 2005 est à l'origine de la forte augmentation des consommations par rapport à 2003. L'évolution de la consommation d'énergie en 2005 correspond à l'augmentation d'activité du site et plus particulièrement celle de l'aciérie.

Un dispositif de délestage du four à arc a été mis en place en vue d'optimiser la souscription RTE.

En 2005, Firminy a été site pilote dans le cadre de l'opération « Économie d'énergie » lancée par le groupe Eramet.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité + fuel + gaz	MWh	111 065	128 465	134 600

### • Gaz à effet de serre

L'aciérie de Firminy fait partie des trois aciéries électriques du groupe Eramet incluses dans le périmètre d'application de la Directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre. Les quotas attribués au site pour la période 2005-2007 devraient correspondre à ses prévisions d'activité.

### • Eau

La mise en place de réseaux séparatifs est presque achevée, ce qui a notamment permis d'optimiser avec succès en 2004

l'exploitation du séparateur d'hydrocarbures installé en 2003 sur le réseau d'eaux industrielles.

L'évolution des consommations en eau s'explique par :

- une augmentation de l'activité du site,
- une augmentation de la puissance des chaudières,
- des dysfonctionnements des bûches de trempes à l'eau qui ont imposé des vidanges suite à des chutes de pièces,
- de nombreux appoints d'eau froide suite à des pannes de réfrigérants.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	20 000	22 000	32 000
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	14 000	15 000	16 800

Les rejets aqueux communiqués en 2005 sont calculés à partir de quatre prélèvements réalisés en cours d'année. Cette méthode d'évaluation est plus précise et plus représentative de l'activité du site. Les données 2003 et 2004 étaient surévaluées.

Rejets aqueux	Unité	2003	2004	2005
Nickel	kg	4	4	1,7
Chrome total	kg	4	4	3,3
Fer	kg	20	25	10
Cadmium	kg	2	2	1,7
MEST	t	0,6	0,6	0,3
DCO	t	2,8	3	1,7

## • Air

Les fours de forge et de traitement thermique sont alimentés en gaz naturel peu polluant, hormis la production de CO<sub>2</sub>.

L'attention du site se porte principalement sur les émissions de poussières de l'aciérie, située en zone urbaine, qui sont trop importantes. Le four à arc est équipé d'un filtre à manches depuis de nombreuses d'années et une action de remise à niveau technique et de fiabilisation a été entreprise depuis 2002 pour pérenniser l'installation.

Rejets atmosphériques	Unité	Limite réglementaire	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t		15 333	18 000	20 725
SO <sub>2</sub>	t		0,05	0,055	0,09
NO <sub>x</sub>	t		15,7	16,9	18,7
Poussières totales	t	3,3	11	15	15,5
Poussières Fer	t		3,63	4,95	5,1
Poussières Nickel	t		0,099	0,135	0,14

## • Déchets

L'augmentation ponctuelle du volume des déchets dangereux en 2005 est liée au nettoyage de la bache de trempe à huile de 450 m<sup>3</sup> (traitement d'une partie de l'huile usée ainsi que des battitures grasses et eaux de lavages).

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	102	155	374
Déchets non dangereux	t	120	125	130
Recyclage métal	t	5 990	8 050	8 200
Laitiers + réfractaires	t	~ 5 900	~ 6 600	6 500

## • Sols

Des infiltrations d'huile ont été constatées dans la rivière Ondaine, qui traverse le site au niveau des ateliers de traitement thermique et d'usinage. Elles constituent le problème majeur d'environnement du site de Firminy.

Durant l'année 2004, une démarche d'investigations avait été conduite avec l'aide de la société CSD/AZUR. Elle avait permis de situer et de quantifier l'importance de la pollution des sols. Un programme d'actions a été entrepris simultanément au niveau des bâches à huile et des machines-outils afin de supprimer les sources de pollution.

Un système de trop-plein a été mis en place avec récupération des écoulements ainsi que l'installation de bacs de rétention. Il est à noter la mise en place de bacs de rétention complémentaires au niveau du stockage des huiles.

La phase de dépollution par pompage débutera en 2006 et devrait se poursuivre sur plusieurs années.

Suite à l'Étude Simplifiée des Risques (ESR) réalisée en 2001, une Étude Détaillée des Risques (EDR) a été lancée conjointement avec une étude hydrogéologique du site.

Les travaux de sécurisation du crassier du Layat, propriété d'Aubert & Duval Firminy, situé hors du site et non exploité depuis plusieurs décennies, ont débuté en 2005.

## AUBERT & DUVAL – GENNEVILLIERS

Le site est situé dans l'agglomération parisienne depuis 1919. L'établissement Aubert & Duval de Gennevilliers est spécialisé dans le traitement thermique des aciers. Le site est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, soumise à autorisation.

Il est composé de divers ateliers :

- traitement thermique (fours à rouleaux, fours à cloches, fours à puits),
- parachèvement,
- traitement à façon (cémentation, nitruration...),
- centre de distribution d'acier en barres.

Les produits vendus sont destinés à l'aéronautique, au nucléaire, à l'énergie, à l'automobile, notamment la Formule 1, à la défense, à l'outillage et au médical.

Le site d'Aubert & Duval Gennevilliers a procédé en 2003-2005 à une demande de régularisation administrative de son arrêté préfectoral d'exploitation en réactualisant les études de dangers et d'impact. L'arrêté d'exploitation qui est actuellement en cours de révision devrait être validé au cours du premier semestre 2006.

## • Énergie

La consommation d'énergie augmente légèrement avec le niveau de production. Une modification du contrat d'alimentation du site en électricité a conduit à la suppression de la consommation de fuel domestique depuis 2004.

Énergie	Unité	2003	2004	2005
Électricité + gaz + fuel*	MWh	26 835	22 689	23 174

\* La différence avec les valeurs indiquées dans les rapports de gestion de 2003 et 2004 provient de la non-intégration des données correspondant au gaz de ville utilisé pour le chauffage des fours.

## • Eau

Les principales installations consommatrices d'eau sont les bains de trempe à l'eau et les circuits de refroidissement des huiles de trempe.

La baisse de la consommation d'eau industrielle en 2005 est liée à l'arrêt de la ligne de traitement thermique des fours de forges. L'augmentation de la consommation d'eau potable est due aux essais de trempe au polymère (substitution méthylène glycol) ainsi qu'aux modifications des cycles de déconcentration des circuits de tours aéroréfrigérantes.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	15 083	13 224	16 618
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	36 518	32 372	28 093

## • Air

Les rejets atmosphériques du site proviennent essentiellement des différentes opérations de traitements thermiques et de parachèvement. Aucune mesure n'est à ce jour demandée dans le cadre de l'arrêté d'autorisation d'exploitation du site.

Les valeurs indiquées dans le rapport de gestion 2004 représentaient la quantité de poussières récupérée par les filtres installés sur les grenailleuses.

## • Déchets

L'arrêt progressif, puis total fin 2003, de l'atelier de rectification a induit l'arrêt de la production de boues, ce qui explique la forte baisse des déchets dangereux depuis cette date.

La diminution des quantités de déchets non dangereux est essentiellement liée à la fin des chantiers de restructuration des bâtiments et bureaux.

Les déchets d'amiante ou de fibre céramique réfractaire (FCR) sont conditionnés et pris en charge, de manière analogue, par un centre d'enfouissement technique agréé de classe 1.

Au fur et à mesure de travaux sur les fours, les FCR sont à leur tour remplacées par de la fibre « bio ».

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	173	115	100
Déchets non dangereux	t	144	160	119
dont métal	t	ND	71,1	43
dont bois carton	46	43	24	

ND : Données non disponibles

## • Sécurité industrielle

L'année 2005 a été une année de sécurité industrielle :

- après une étude de dangers en 2003 sur le stockage et emploi d'ammoniac sur le site, de nouvelles conditions de stockage, en conteneurs de plus petite capacité, et la révision des conditions de manipulation ont permis de diminuer les risques d'impacts,
- obtention de la certification APSAD N4-R4 incendie,
- suite à une étude technico-économique, mise en place d'un programme de substitution du méthylène glycol grâce à un nouveau procédé de traitement thermique de barres pour l'activité « trempe à froid »,
- réalisation d'un dossier technique amiante élargi aux fours et équipements de traitement thermique.

## AUBERT & DUVAL – IMPHY

Même si on trouve la présence d'une forge vers 1580, le démarrage industriel du site remonte à 1755 avec l'exploitation de la forge d'Imphy par le marquis Dubourg de Bozas. Actuellement le site Aubert & Duval d'Imphy est spécialisé dans la production et la transformation d'aciers spéciaux et de superalliages.

La particularité du site est la production de poudres métalliques de très haute valeur ajoutée pour des applications de rechargement ou de compaction (aéronautique et pièces spécifiques verrerie & marine...).

L'année 2004 avait été marquée par l'arrêt des activités de forgeage (presse et ses six fours de chauffage) et de trai-

tement thermique (cinq fours) qui faisaient partie historiquement des fondamentaux du site.

Deux fours de traitement thermique ont été conservés pour des adoucissements et détensionnements d'électrodes ou lingots refondus.

L'année 2005 est la première année de fonctionnement avec la nouvelle configuration comprenant trois unités de production :

- l'élaboration spéciale (refusion et préparation d'électrodes),
- la production de poudres métalliques,
- la boucle froide (usinage et CND).

Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter a été délivré en 2005, suite à une régularisation administrative.

#### • Énergie

Les fours de refusion ainsi que les fours à induction des poudres sont alimentés électriquement.

Le fuel est utilisé uniquement pour les engins de manutention.

La forte diminution des besoins en gaz est liée à l'arrêt progressif des fours de forge puis de traitements thermiques. Le chauffage des ateliers représente maintenant la part la plus importante de la consommation en gaz.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité	MWh	16 051	18 824	16 938
Fuel	MWh	275	203	218
Gaz	MWh	32 500	25 300	10 940

#### • Eau

La très nette baisse de consommation d'eau industrielle en 2005 est directement liée à l'arrêt complet des activités de forgeage, ce qui explique aussi la forte baisse des rejets aqueux.

La baisse des besoins en eau potable s'explique par une baisse significative de l'effectif du site d'Imphy en 2005.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m³	35 398	34 824	26 705
Eau industrielle	m³	954 484	853 788	97 093

Rejets aqueux	Unité	2003	2004	2005
Nickel	kg	151	93	11
Chrome	kg	34	26	3
Fer	kg	278	146	22
MEST	t	10,1	5,9	0,22
DCO	t	11,7	10,9	1,3

#### • Prévention de la légionellose

Un nettoyage ainsi qu'une désinfection complète des circuits a été réalisée au cours de la période d'arrêt d'activité du site. Aucun dépassement supérieur à 100 000 UFC/l n'a été observé en 2005.

Il est à noter l'arrêt de la tour aéroréfrigérante de la presse suite à l'arrêt de l'activité de la forge en 2005.

#### • Air

La diminution régulière et progressive des rejets CO<sub>2</sub> s'explique par la diminution du volume de production et l'arrêt des fours de forge et de traitement thermique en fin d'année 2004. Cette valeur est corrélée avec la baisse de consommation de gaz.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	11 800	9 200	4 000

#### • Déchets

Le nettoyage et la désinfection des tours aéroréfrigérantes ont généré une quantité importante de résidus acides suite à l'incident constaté en septembre 2004. Trente-cinq tonnes de déchets dangereux supplémentaires avaient ainsi été comptabilisées en 2004 par rapport à l'année 2003.

La baisse du volume de déchets dangereux en 2005 s'explique par une forte diminution de mélange huile + eau qui n'est plus générée depuis l'arrêt de la presse.

L'augmentation des déchets non dangereux en 2005 s'explique par une évolution des gravats dans le cadre du démantèlement d'ateliers.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	133	166	107
Déchets non dangereux	t	175	142	170
dont recyclage bois papier	t	40	50	52
Recyclage Métal*	t	2500	2 200	1 600

\* Ces valeurs reflètent la quantité de produits métalliques issus des procédés du site (chutes d'extrémités, meulures, copeaux...) qui sont recyclés à l'intérieur du groupe Eramet ou valorisés en externe.

## AUBERT & DUVAL – ISSOIRE

L'usine Aubert & Duval d'Issoire, créée en 1939, est spécialisée dans le matriçage de pièces moyennes et grandes en alliages d'aluminium destinées essentiellement au marché aéronautique. L'usine dispose de deux presses à matriçer de 20 000 tonnes et 4 600 tonnes, et de deux presses à forger de 10 000 tonnes et 1 200 tonnes.

Au cours de l'année 2005 la rationalisation des productions s'est poursuivie (transfert de la partie titane à l'usine de Pamiers et de l'aluminium à l'usine d'Issoire).

En 2005 le tri sélectif a été entièrement réorganisé; et l'utilisation du chrome + 6 a été arrêtée (arrêt de la chaîne d'oxydation anodique chromique).

Une refonte de l'arrêté d'autorisation d'exploiter est en cours d'examen. Une enquête publique a été réalisée en juillet 2005. Une version définitive de l'arrêté devrait être disponible en 2006.

### • Énergie

La consommation d'énergie électrique est restée stable en 2005 bien que l'évolution de la production ait été favorable. Seul les besoins en fuel (chariots automoteurs) ont progressé.

La mise en place d'un plan de réduction des consommations d'énergie doit se poursuivre activement sur 2006.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité	MWh	15 947	16 153	16 467
Fuel	MWh	793	793	965
Gaz	MWh	14 009	14 441	15 275

### • Eau

La consommation d'eau a été optimisée pendant les dix dernières années sur les chaînes de traitement de surface (mise en place d'une régulation de débit d'eau de rinçage).

L'abandon de l'utilisation de l'eau industrielle (fourniture ALCAN) dès 2004 s'explique par la recherche d'une qualité d'eau compatible avec les procédés utilisés.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m³	27 274	30 633	29 335
Eau industrielle	m³	453	0	0

Les rejets de métaux ont continué de diminuer en 2005 suite à la mise en place d'un plan d'action dédié (action de réduction d'utilisation du chlorure ferrique à la station de traitement).

La diminution sensible des rejets (métaux, DCO, MEST) est directement liée à la surveillance des performances de la station de traitement.

Une unité d'ultrafiltration remplacera prochainement la station de traitement des effluents des deux installations de ressuage.

Rejets aqueux	Unité	Limite réglementaire	2003	2004	2005
Métaux totaux	kg		58	47	24
Nickel	kg		1,6	0,1	0,0
Chrome total	kg	20	2,8	3,9	1,8
Fer	kg		28	8,8	7,5
MEST	t	1	0,276	0,267	0,098
DCO	t	4,4	0,714	0,644	0,200

### • Air

Les rejets atmosphériques sont liés à l'utilisation des fours à gaz de réchauffage, chaînes de décapage, engins de manutentions ainsi que le chauffage des ateliers.

Les valeurs sont stables ces trois dernières années.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	1 156	1 191	1 260
SO <sub>2</sub>	t	0,294	0,294	0,35
NO <sub>x</sub>	t	5,32	5,45	5,7
Poussières totales	t	0,1	0,07	0,07

### • Déchets

Le faible chiffre 2003 est lié à un report d'enlèvements sur 2004, tant en ce qui concerne les déchets non dangereux que les métaux.

Pour des raisons économiques, une plus grande quantité de copeaux a été recyclée en 2005 (volonté de diminuer les stocks dormants)

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	96	181	187
Déchets non dangereux	t	1 000	1 198	1 627
dont recyclage métal	t	840	1 041	1 490
dont recyclage bois papier	t	83	71	61

### • Sols

Les sols sont protégés, la zone de la déchetterie a été goudronnée intégralement. Tous les fûts et citernes sont sur rétentions.

### • Management

La gestion de l'environnement repose sur la mise en place, depuis l'année 2000, du système de management environnemental.

Une réorganisation du tri sélectif des déchets dans tous les ateliers avec mise en place de bennes pour les déchets souillés s'est opérée en 2005.

La standardisation des points de collecte, l'organisation des moyens de manutention ainsi qu'une campagne d'affichage relative au tri sont venus compléter l'engagement du management en matière de tri sélectif.

## AUBERT & DUVAL – LES ANCIZES

L'origine de l'activité industrielle du site des Ancizes remonte au début des années 1917 avec la construction d'une voie ferrée franchissant sur le viaduc des Fades, la vallée de la Sioule. Ce viaduc, ainsi que la construction de l'usine hydroélectrique des Fades, ont été à l'origine de la construction de l'usine des Ancizes par la Compagnie hydrométallurgique d'Auvergne.

Le site industriel a commencé par produire des ferroalliages ainsi que des aciers au carbone.

Ce n'est qu'en 1926, que la société Aubert & Duval, spécialiste des aciers spéciaux, s'intéressa à l'usine des Ancizes.

Le site devient rapidement non seulement le principal site de production Aubert & Duval, mais aussi une usine d'aciers très spéciaux regroupant sur un même lieu des moyens

d'élaboration, de transformation et de parachèvement parmi les plus puissants d'Europe.

L'aciérie des Ancizes se distingue par sa maîtrise de l'ensemble des processus de fabrication des aciers :

- la recherche,
- l'élaboration des aciers et superalliages,
- la transformation à chaud par laminage et forgeage,
- le traitement thermique,
- le parachèvement,
- les contrôles destructifs et non destructifs,
- les laboratoires d'analyses,
- la fonderie d'aciers spéciaux.

Par le biais de la démarche d'assurance qualité du site, la gestion de l'environnement est définie par une procédure interne contenant les dispositions d'organisation et de gestion qui récapitulent les actions menées afin de prévenir les risques environnementaux.

Un nouvel arrêté préfectoral délivré en décembre 2005 autorise la société Aubert & Duval à succéder à la mairie des Ancizes-Comps dans l'exploitation partielle sur le territoire communal du centre de stockage de déchets de classe 2 et en définit les modalités de gestion.

### • Énergie

Les fours d'aciérie sont électriques et les fours de réchauffage et de traitement thermique sont principalement alimentés en gaz naturel.

L'utilisation du fuel domestique est exclusivement réservée au fonctionnement des véhicules roulants, au chauffage domestique de bâtiments ainsi qu'au fonctionnement occasionnel des groupes électrogènes.

L'évolution des consommations est en relation directe avec le niveau de production du site.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Total énergie	MWh	265 274	302 453	338 617
Électrique	MWh	102 799	116 179	131 009
Fuel	MWh	1 803	2 260	2 568
Gaz	MWh	160 672	184 014	205 040

#### • Gaz à effet de serre

L'aciérie des Ancizes fait partie des 3 aciéries électriques d'Eramet incluses dans le périmètre d'application de la Directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre. Les quotas attribués au site pour la période 2005-2007 ont été légèrement dépassés en 2005 suite à une augmentation de l'activité du site.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	321 575	315 882	321 575
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	40 460	47 973	40 460

Un programme pluriannuel de maîtrise de la pollution accidentelle a été engagé et porte, d'une part, sur le regroupement des six points de rejets aqueux en un seul exutoire et, d'autre part, sur la disconnexion du cours d'eau « la Viouze » des deux étangs. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un recyclage intégral des eaux de refroidissement et de l'amélioration de la qualité du cours d'eau.

Rejets aqueux	Unité	2003	2004	2005
Nickel	kg	23	23	9
Manganèse	kg	35	10	33
Fer	kg	160	216	72
MEST	t	8,6	11,5	0,76
DCO	t	6,4	13,6	5,1

La présence de métaux dans les rejets aqueux provient principalement des eaux de lessivage des surfaces du site ainsi que du contact avec les battitures générées lors des opérations de laminage.

#### • Air

Un programme important de captage et de dépoussiérage des émissions de fumées des fours électriques S40 et S60 a été initié en août 2005 et sera opérationnel dès novembre 2006. Cet investissement réduira considérablement les émissions atmosphériques issues des activités de l'aciérie conformément

#### • Eau

Les principaux postes consommateurs d'eau industrielle sont les fours électriques, le laminoir et la forge. L'utilisation de l'eau potable est destinée essentiellement à un usage sanitaire ainsi que pour l'appoint dans les circuits de refroidissement des fours à induction et pour l'alimentation de l'atelier d'attaque macrographique.

Les teneurs en éléments présents dans les rejets aqueux énoncées en 2005 sont issues d'un nouveau programme de surveillance caractérisé par des mesures et analyses mensuelles plutôt que semestrielles, offrant ainsi une meilleure représentativité de l'impact des activités du site sur le milieu naturel.

ment aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2004.

L'augmentation des rejets de poussières totales est liée à l'activité de l'aciérie et plus particulièrement au volume de lingots élaborés à l'air. Le rejet de CO<sub>2</sub> est proportionnel à la quantité d'acier liquide élaboré à l'air.

L'évolution des quantités indiquées de SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COV en 2005 s'explique par une meilleure caractérisation des différentes sources d'émission de rejets gazeux en intégrant :

- le coke de houille, de brai,
- les chaudières de chauffage des bâtiments.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
Poussières totales*	t	186	215	254
CO <sub>2</sub>	t	33 779	40 317	45 591
SO <sub>2</sub>	t	0,29	0,37	1,43
NO <sub>x</sub>	t	43,4	39,7	53,8
COV	t	4,58	3,63	5,33
HCl	t	0,014	< 20	0,46

\* Données extrapolées à partir du volume d'activité de l'aciérie.

## • Déchets

D'importants travaux de réaménagement de la déchetterie interne ont été engagés en 2005. Le gestionnaire du parc contribuera à l'amélioration du tri à la source en contrôlant la conformité des déchets à leur arrivée sur la déchetterie et en orientant le personnel du site vers les casiers de stockage à déchets adéquats.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	1 028	505	1 007
Déchets non dangereux	t	3 648	6 213	4 170
Recyclage métal interne	t	22 374	26 070	26 026
Recyclage bois carton, plastique	t	341	286	528
Déchet décharge Ancizes	t	12 784	12 538	15 590

Le recyclage métal correspond aux déchets générés par les activités industrielles du site et recyclés en interne.

## AUBERT & DUVAL – PAMIER

Aubert & Duval Pamiers a pour vocation industrielle de concevoir, de fabriquer et de commercialiser des pièces forgées, matricées, en aciers spéciaux, en alliages de titane et en superalliages de très haute qualité. Son savoir-faire est centré sur la transformation des matériaux, forgeage, matriçage, laminage, traitements thermiques, usinage, contrôle des procédés et des produits.

## • Management

Le site est engagé, avec l'aide du dispositif régional de Plan Environnement Entreprise (PEE), dans la démarche de certification ISO14001.

La phase 1 concernant l'état des lieux et la définition du plan d'action se termine.

La deuxième phase, qui débutera début 2006, concerne la mise en place du système de gestion environnemental (SGE).

Le site s'est fixé comme objectifs la mise en place du SGE et l'obtention de la certification ISO14001 fin 2006.

Les actions de communication internes se poursuivent régulièrement à travers des « Info environnement » et des « Flash environnement ».

Le renouvellement de l'autorisation d'exploitation est en cours d'étude par les autorités préfectorales. Le dossier doit être présenté au conseil département d'hygiène au cours du premier trimestre 2006.

Une attention particulière est portée à la gestion financière des déchets par un suivi mensuel. Le partenariat avec un société spécialisée permettra, dès 2006, d'observer une réduction

La variation d'élimination des déchets dangereux est issue d'une part :

- à une nouvelle campagne de sensibilisation du personnel à l'identification des déchets dangereux ainsi qu'au tri à la source,
- au déstockage des déchets produits en 2004 éliminés en 2005.

tion des coûts de gestion/ traitement par une prise en charge globale des déchets par cette société.

## • Énergie

### Gaz :

Le programme de renouvellement des fours de process alimentés au gaz naturel se poursuit.

En 2004, deux investissements majeurs ont été accordés dans cette logique pour le remplacement d'un four ancien, d'une part, et pour la rationalisation des moyens de chauffage des pilons à forger, d'autre part.

### Électricité :

Il est à noter l'arrêt d'un four électrique de re-fusion sous laitier (ESR) au cours de l'année 2005.

La quantité totale d'électricité indiquée en 2005 intègre les besoins de la société Airforge. En effet, Aubert & Duval Pamiers fournit l'énergie électrique pour les activités de laminage, découpe..., ce qui occasionne une croissance des consommations malgré l'arrêt d'un four électrique.

### Air comprimé :

La consommation d'air comprimé (énergie motrice des gros pilons d'estampage) a été fortement réduite grâce aux actions conjointes des opérateurs de production et des agents de maintenance.

L'isolement systématique du réseau d'air, hors fonctionnement des pilons, est désormais la règle.

L'achat d'un moyen de détection des fuites du réseau a été réalisé pour la recherche préventive régulière des pertes d'air, afin de les réduire.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Total	MWh	110 204	116 625	134 484
Électricité	MWh	30 886	32 140	36 752
Fuel	MWh	1 320	1 360	1 300
Gaz	MWh	77 998	83 125	96 432

## • Eau

Un très important projet avait été lancé en 2004 avec le double objectif :

- de réduire le nombre d'exutoires d'eau de surface vers le milieu naturel pour limiter les risques de pollution et améliorer la surveillance des rejets (exigence réglementaire) ;
- de diminuer la consommation d'eau industrielle prélevée dans l'Ariège, par re-circulation des eaux de process (économie).

Ce projet a été présenté à la DRIRE.

Le calendrier de réalisation de ce projet doit encore être affiné et les contraintes budgétaires relatives aux investissements en 2006 risquent d'en décaler, temporairement, le démarrage.

Un accident de pollution avec dispersion d'huile hydraulique usagée de la presse 22 milliers de tonnes dans le milieu naturel est à déplorer en 2005.

Il a pour origine une erreur humaine favorisée par l'absence de dispositif de séparation, retenue ou filtration sur les rejets vers le milieu naturel.

Le nettoyage des conduits pollués a été réalisé immédiatement et le suivi spatio-temporel de la qualité des rejets a été accentué pour s'assurer du retour aux normes.

Les modifications nécessaires des réseaux et des procédures à l'origine de la pollution ont été effectuées.

Il demeure que la mise en service de séparateurs d'hydrocarbures sur ces rejets est une priorité qu'il conviendra d'examiner même si le projet général de réduction des exutoires est temporairement reporté.

En l'absence de méthode indicative pour réaliser les prélèvements dans les rejets d'eaux de surface, la méthodologie décrite dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses a été retenue. Cette décision permet d'assurer la cohérence des mesures dans le temps et étudier l'évolution des indicateurs environnementaux. De ce fait, il faut considérer l'année 2005 comme étant la première année de référence au regard des valeurs indiquées dans le cadre des rejets aqueux.

Néanmoins, il faut noter que les relevés ne donnent qu'une indication statistique des rejets réels, par suite de l'influence des paramètres extérieurs (température, pluviométrie, lixiviation...) et des conditions d'activité au moment des mesures. La diminution de la consommation d'eau potable s'explique par une meilleure réactivité quant à la détection de fuites et par un plus faible nombre de ruptures de canalisation lors des épisodes de gel en 2005.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	34 328	40 878	33 970
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	3 706 220	3 898 190	3 848 019

Rejets	Unité	2003	2004	2005
Métaux	kg	2 726	185	370
dont Chrome	kg	28,01	4,11	12
dont Fer	kg		37,6	240
Hydrocarbures	kg	37,4	618	171
MES	t	0,148	19,35	12,2
DCO	t	0,085	60,1	60,7

## • Lutte contre la légionellose

Depuis l'arrêt de la tour aéroréfrigérante nécessaire au refroidissement du circuit hydraulique de la presse à matricer de 22 milliers de tonnes, le site n'a rencontré aucune difficulté particulière vis-à-vis de ce thème.

Le refroidissement est désormais obtenu par une circulation d'eau industrielle perdue.

Ce procédé donne satisfaction et supprime le panache de vapeur et de gouttelettes d'eau caractéristique d'une tour aéroréfrigérante ouverte.

Le risque de dispersion de *Legionella* a donc disparu.

## • Air

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	13 138	15 400	16 288
SO <sub>2</sub>	t	0,117	0,141	0,163
NO <sub>x</sub>	t	17,2	18	20,8

L'évolution des rejets atmosphérique est liée à l'augmentation d'activité du site et des besoins énergétiques.

### • Déchets

La collecte sélective selon huit axes s'est poursuivie en 2005. Le nouveau contrat de gestion globale des déchets du site a été signé.

Ce nouveau contrat inclut la réalisation d'une station de traitement des déchets dangereux liquides produits par les activités industrielles (bains acides, bains alcalins, mélanges eau/hydrocarbures...).

Cela permettra des gains économiques substantiels et supprimera les risques liés au transport routier des produits à éliminer en centres agréés.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Dangereux	t	1 261	1 584	1 844
Non dangereux	t	279	219	580
dont papier bois, plastique	t	226	173	312
Recyclage métal	t	0,18	0	0

### • Bruit

L'arrêt de la tour aéroréfrigérante de la presse à matricer de 22 milliers de tonnes a également eu comme conséquence favorable de supprimer le point d'émergence sonore nocturne identifié lors de l'étude préalable au renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La cartographie des bruits a été complétée pour tenir compte de l'évolution des activités (implantations nouvelles ou déplacements d'installations).

## COMILOG DUNKERQUE

Site industriel construit en 1978 pour la production de ferrosilicium, l'usine Comilog de Dunkerque s'est adaptée à

Ces installations seront opérationnelles mi-2006.

Les meulures contenant du nickel sont désormais revendues selon leur teneur.

La valorisation des déchets de bois produits (environ 200 tonnes / an) reste un sujet d'étude à explorer. En effet, la quantité de bois générée est liée majoritairement au volume d'activité, car en relation avec le conditionnement des matières premières livrées (caisses, palettes...).

Le volume de déchets dangereux est directement lié au niveau de production.

l'évolution du marché et orientée en 1988 vers la fabrication d'un nouvel alliage, le silico-manganèse.

Ce ferroalliage réunit à la fois les propriétés du ferro-silicium et du ferro-manganèse, utilisé pour désoxyder l'acier et améliorer ses propriétés mécaniques.

Les ressources naturelles importées proviennent principalement du Gabon et arrivent par bateau à proximité de l'usine.

### • Énergie

Le procédé principal du site de Dunkerque est basé sur l'utilisation du four de réduction

(35 MW). La diminution de la consommation de propane est due à la diminution du nombre de coulées (le propane est utilisé pour chauffer le sable des rigoles de coulées).

La diminution de la consommation d'électricité est due à la baisse de production de silico-manganèse.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité	MWh	275 192	264 197	236 282
Fuel	MWh	3 091	3 032	2 510
Gaz	MWh	204	230	142

### • Eau

L'eau potable est utilisée pour produire de l'eau déminéralisée et réaliser des appoints pour le process ainsi que pour un usage sanitaire. Il n'y a pas de rejets d'eau de process.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m³	32 212	38 846	35 075

L'augmentation de la DCO peut être en relation avec le lessivage des sols lors des prélèvements. Le très faible débit de rejets estimés (~ 11 m³/jour), influence fortement la représentativité des valeurs extrapolées.

Rejets aqueux	Unité	2003	2004	2005
Manganèse et composés	kg	6,64	9,32	11,2
MEST	t	0,13	0,05	0,17
DCO	t	0,63	0,62	1,06

\* Valeurs extrapolées calculées à partir des valeurs réglementaires et des débits moyens rejetés, sur une base de 365 jours de fonctionnement.

## • Air

Les fumées du four sont aspirées au travers de plusieurs ventilateurs et transférées pour traitement dans un dépoussiéreur à manches. La réduction des émissions de poussières est directement liée à une meilleure gestion des compartiments filtrants.

La diminution de rejet CO<sub>2</sub> est en relation avec la baisse d'activité en 2005 ; en effet, des arrêts pour incidents techniques ont immobilisé l'outil de production durant 58 jours.

La diminution des émissions de SO<sub>2</sub> est liée à la nature des matières premières utilisées en 2005.

Il est à noter que le site a rencontré des dysfonctionnements du système de filtration des gaz du four 35 MW (dégradation de manches filtrantes au cours du 4<sup>e</sup> trimestre).

Rejets	Unités	Limite réglementaire	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t		81 933	82 840	76 003
SO <sub>2</sub>	t		14	26	11
NO <sub>x</sub>	t	289	48	43	37
Poussières totales	t	58	13	12	11
Plomb et composés	t	2,89	0,11	0,08	0,14
Mn + Co + Cu + Cr + Zn + Sb + Sn + nickel + V	t	14,4 <sup>(1)</sup>	7,33	5,23	6,6

(1) Sur la base d'une limite réglementaire de rejet inférieure à 5 mg/Nm<sup>3</sup>.

## • Déchets

Un système de tri des déchets a été mis en place sur le site. Les poussières et battitures sont consommées en interne et non évacuées.

La quantité de déchets dangereux en 2005 provient essentiellement de l'évacuation du mélange d'eau et d'huile suite à l'incendie du transformateur électrique secondaires du four 35 MW en février 2005.

Une prise en charge ponctuelle de déchets non dangereux d'électrodes de carbone (114 tonnes) augmente le volume en 2005.

Pour rappel, la forte valeur de déchets non dangereux en 2003 était liée à l'évacuation de la totalité de la décharge historique du site.

La diminution des laitiers et battitures est liée à la diminution d'activité en 2005.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	19,9	69,5	48,4
dont Pyralène et composés pollué PCB	t	15,6	8,8	0
Déchets non dangereux	t	1 025 <sup>(4)</sup>	403 <sup>(4)</sup>	682
dont métal	t	216	154	192
dont papier, bois	t	27,8	3,4	1,6
Laitiers <sup>(2)</sup>	t	50 796	55 282	37 968
Poussières <sup>(3)</sup>	t	5 852	5 236	4 398

(2) Les Laitiers sont valorisés en externe comme remblai.

(3) Les poussières générées sont recyclées dans le four de production.

(4) Les volumes indiqués dans le rapport de gestion de 2004 n'incluaient pas les métaux recyclés.

Il est à noter que le site n'est pas producteur de battitures. Celles-ci sont achetées et intégrées dans le cadre des procédés de fabrication.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Battitures <sup>(4)</sup>	t	4 449	4 417	4 079

## COMILOG GABON – MOANDA

Le site industriel et minier de Comilog Gabon est constitué de trois activités :

- extraction et traitement : plateau Bangombé à Moanda,
- élaboration aggloméré de manganèse : CIM à Moanda,
- chargement maritime : port d'Owendo à Libreville.

L'activité de Comilog comprend l'extraction, le traitement et l'acheminement vers ses clients de minerai de manganèse.

Les faits marquants du site industriel et minier de Comilog Moanda pour l'année 2005 sont les suivants :

- missions de la cellule de pilotage et de gestion du programme SYSMIN huitième FED,
- projets « Cellule Environnement et réhabilitation Moulili »,
- projet « Sondages Okouma et Bangombé ».
- terrassement et travaux de réalisation des bassins industriels N° 1 et 2 pour le stockage des fines de la laverie.
- \* il s'agit de la réalisation des bassins industriels de stockage de boues d'ultrafines sous forme de pulpes. Cette réalisation qui se poursuivra en 2006, permettra l'arrêt complet des rejets de boues dans la Moulili.
- lancement d'un avant-projet sommaire (APS) sur le stockage des grenues (sables) 150µm – 1 mm.

\* Deux solutions sont étudiées :

- le stockage des grenues en dépôt dans le bassin versant n°2 de la Moulili,

- l'essorage des grenues et le stockage en verse,
- le broyage des grenues et le stockage en carrière.

- lancement du projet d'aménagement des stations-service des mines, préhomogénéisation, et gare minéralière.

Le projet consiste à étudier les conditions/solutions pour assurer la collecte de tous les hydrocarbures provenant de différentes sources.

La réalisation de nouveaux caniveaux de collecte et de bacs de rétention, ainsi que la construction de séparateurs d'hydrocarbures pour limiter les rejets directs dans le milieu naturel sont prévus.

De plus, Comilog s'est engagée dans une démarche de type SME (Système de Management Environnemental) qui s'inspire du contenu et de l'esprit de la norme ISO 14001 avec les principaux objectifs suivants :

- conformité aux législations et réglementations en vigueur,
- prévention de la pollution,
- amélioration continue.

Cet engagement est basé sur une démarche de progrès constant qui implique une analyse et une planification des actions environnementales, une identification des exigences légales, un choix des objectifs et cibles, une mise en place des procédures et des contrôles périodiques permettant d'apprécier et d'évaluer l'efficacité des performances environnementales.

### • Énergie

La consommation énergétique est presque totalement basée sur les besoins en carburant des engins d'extraction et de transport. L'augmentation depuis 2002 est directement liée à la capacité de production, qui est passée de 1 855 milliers de tonnes en 2002 à 2 750 milliers de tonnes en 2005.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité + fuel	MWh	49 090	67 003	69 783

### • Eau

L'action de contrôle et d'analyse des eaux de surface, de rejets ou de procédés est inscrite dans le PAE (Plan d'Actions Environnemental). Elle fait l'objet de contrôles périodiques sur la base d'un plan de prélèvements comportant dix-huit points figurant sur une carte régulièrement mise à jour.

Les différentes analyses périodiques des eaux de surface de la vallée de la Moulili, des eaux de rejets et de procédés des usines de traitement de Comilog sont réalisées en interne et par le laboratoire DGEL du ministère des Mines.

Les valeurs obtenues aux différents points de prélèvements sont comparées aux valeurs guide de la Banque Mondiale ou de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m³	800 000	800 000	590 000
Eau industrielle	m³	3 200 000	4 000 000	4 800 000

Les données indiquées en 2003 et 2004 avaient été estimées, ce qui explique la différence avec les données 2005 qui proviennent d'évaluation quantitative.

## • Air

Le contrôle de l'air ambiant de Comilog constitue une préoccupation majeure. Pour répondre à cette exigence du PAE, Comilog a confié au LECES une étude technico-économique en vue de l'implantation d'un réseau de mesures de poussières autour des usines de ses trois sites. Un appel d'offres est en cours.

D'ores et déjà, des analyses des rejets gazeux du CIM sont régulièrement effectuées par le LECES France.

L'augmentation des rejets de poussières de manganèse est directement liée aux dysfonctionnements de l'électrofiltre de l'usine.

Rejets	Unités	2003	2004 <sup>(2)</sup>	2005
CO <sub>2</sub> <sup>(1)</sup>	t	13 293	18 144	18 897
SO <sub>2</sub>	t	1 047	1 425	1 416
NO <sub>x</sub>	t	1 132	1 541	853
COV	t	43	59	174
Poussières de manganèse	t	157	214	505

(1) Valeurs calculées à partir des volumes de gasoil consommés associés aux facteurs de conversions suivants : 1 t gasoil = 42 GJ et 1 GJ = 75 kg CO<sub>2</sub>.

(2) Valeurs extrapolées en fonction du tonnage d'aggloméré avec comme données de référence l'année 2003.

## • Déchets

La gestion des déchets solides et liquides classés par types figure parmi les priorités de Comilog. On retiendra notamment :

- les huiles usagées, collectées, stockées dans des cuves tampons de 10 m<sup>3</sup> (six cuves pour l'ensemble des trois sites) et régulièrement expédiées pour incinération à la cimenterie de CIMGABON de N'TOUM,
- les batteries de VL/PL, collectées et entreposées dans un local prévu à cet effet. La solution de recyclage reste à l'étude,
- les matières toxiques en quantités dispersées (MTQD), et conditionnées en caisses, sont en attente d'expédition soit à CIMGABON, soit vers une filière extérieure pour incinération,
- les ferrailles, pneus et caoutchouc, collectés, transportés et stockés après tri dans un parc de 2,6 hectares prévu à cet effet en vue d'un recyclage futur.

Déchets	Unité	2004	2005
Total dangereux	t	55,7	30,7
dont PCB	t	20	0
dont toxiques	t	0,7	0,7
dont huiles	t	35	30

## • Sols

Les sols contaminés par divers rejets d'huiles ont subi un traitement biologique pour une dépollution complète.

Les résultats d'analyses sont satisfaisants et mettent en évidence une concentration en Hydrocarbures totaux (HCT) mesurée inférieure à la valeur seuil.

## • Bruit

Le contrôle permanent du bruit sur les zones de travail à risques en dehors du CIM (Complexe Industriel de Moanda) s'inscrit dans le même contexte. Des équipements font actuellement l'objet d'examen par Comilog et les experts SYSMIN

Les actions correctives ont été entreprises et des mesures seront réalisées en 2006 pour s'assurer de leur efficacité.

L'augmentation des rejets de Composés Organiques Volatils (COV) est due au changement de la cadence de la chaîne de combustion suite à l'accroissement de la production (variation du taux de combustion au CIM). Néanmoins, la concentration en COV rejetée reste inférieure à la réglementation.

Un prélèvement annuel est réalisé, en sortie de cheminée, pour évaluer la quantité de rejets NO<sub>x</sub>. Cette faible fréquence induit une incertitude dans la représentativité des rejets NO<sub>x</sub> en 2005.

huitième FED en vue d'une acquisition prochaine d'appareils de mesure de bruit.

Quelques valeurs ponctuelles obtenues au CIM varient entre 70 et 80 dB, légèrement au-dessus de la norme de la Banque Mondiale (seuil 70 dB). Ces points sont situés dans des zones non fréquentées habituellement par le personnel. En cas d'intervention, des consignes particulières sont appliquées.

## ERACHEM COMILOG TERTRE

Erachem Comilog produit depuis 1964 des sels et oxydes de manganèse utilisés principalement par l'industrie agrochimique et électronique. Au début des années 1980, les activités de l'entreprise ont été diversifiées afin de produire des oxydes de cuivre et de zinc en valorisant divers déchets en provenance de l'industrie électronique et du recyclage des piles usées.

Sa localisation géographique sur le zoning industriel de Tertre est justifiée par l'existence sur ce site depuis les années 1930 d'une importante activité de production d'engrais avec laquelle Erachem Comilog a développé en étroite synergie industrielle ses divers processus de chimie ammoniacale, sulfurique et nitrrique.

Depuis août 2002, Erachem Comilog est devenue entreprise Seveso – seuil haut, suite à la prise en considération par la législation européenne du caractère dangereux pour l'environnement de certaines substances et préparations, en l'occurrence principalement les solutions aqueuses à base de sulfate de manganèse.

Les faits marquants de l'année 2005 chez Erachem Comilog ont été :

- la consolidation du plan de réduction des coûts de l'ensemble de l'activité initié en 2004, avec en particulier le passage de divers ateliers de la voie sulfate en voie nitrate,
- des améliorations significatives correspondantes en matière d'efficacité énergétique et de réduction des quantités de déchets générés,

- la recertification ISO 14001 – Version 2004 des activités de valorisation cuivre,
- la finalisation et la remise aux autorités concernées du « Rapport de Sécurité » Seveso,
- et la signature d'un important et nouveau contrat de fourniture à partir de 2006 de sulfate de manganèse.

## • Énergie

Dans le cadre du protocole de Kyoto ayant pour objet la réduction des émissions de gaz à effet de serre, Erachem Comilog a signé en juin 2003 un accord sectoriel de la Chimie belge avec les autorités régionales compétentes ayant pour

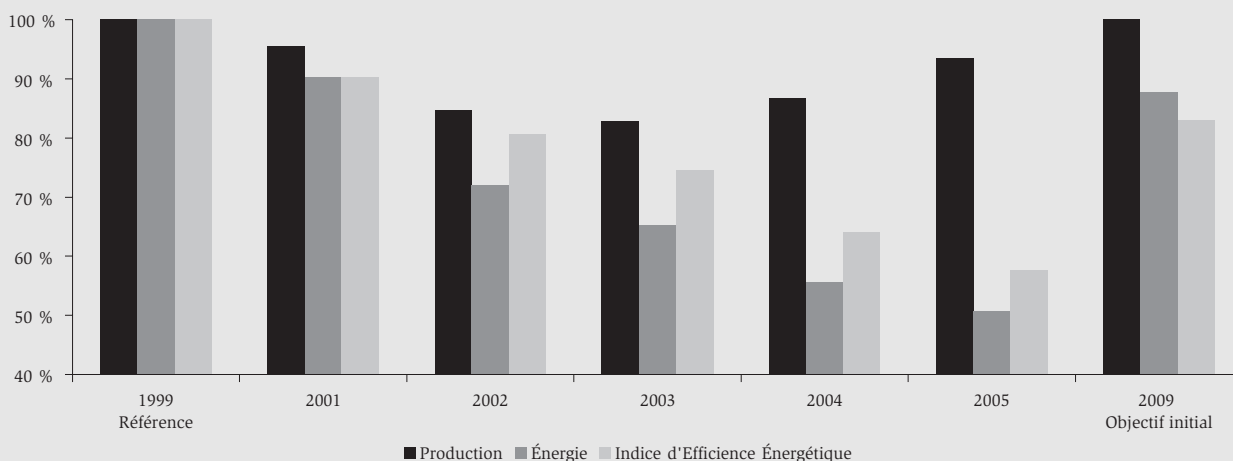
objectif l'amélioration de l'efficacité énergétique de Erachem de 17 % à l'horizon 2009 par rapport aux données de référence de 1999.

Début 2005 à l'initiative d'Eramet, Erachem a défini différentes nouvelles actions complémentaires d'économie d'énergie avec comme objectif une diminution globale de 10 % de ses consommations par rapport à 2004.

La conjonction et la mise en œuvre progressive de ces deux plans d'améliorations ont dès aujourd'hui permis d'atteindre et de dépasser largement ces objectifs de réduction des consommations énergétiques globales et spécifiques :

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité + Vapeur + Fuel + Gaz + Charbon	MWh	170 868	141 529	124 577

## Indicateur consommation énergétique



## • Eau

Erachem Comilog dispose d'un seul point de rejet d'eaux usées sans réseaux internes séparatifs. Ce point unique de rejet en eaux de surface fait l'objet d'un autocontrôle hebdomadaire sur la base de prélèvement d'échantillons moyens journaliers proportionnels aux débits rejetés.

En 2005, Erachem a connu un incendie de chlorate de soude. Le plan d'urgence interne a été immédiatement mis en œuvre

et l'accident a pu être rapidement maîtrisé sans blessé ni dégâts. Les eaux d'extinction ont été contenues et traitées dans le bassin de rétention prévu à cet effet.

L'évolution des rejets aqueux en 2004 et 2005 s'explique principalement par le passage de la voie sulfate à la voie nitrate, et divers incidents ponctuels, survenus suite au plan de restructuration technique correspondant des ateliers de production (évolution Mn en particulier).

L'évolution des rejets chlorure est liée à la difficulté de valoriser en externe le chlorure d'ammonium et nécessite, de ce fait, la décomposition de ce composé pour valoriser l'ammoniac.

Rejets aqueux	Unité	Limite réglementaire	2003	2004	2005
Manganèse	kg	109 500	25 550	44 557	62 750
Chlorure	t	2 920	1 163	1 120	1 616
Cuivre	kg	2 738	149	334	394
Azote total	t	365	188	219	235
MES	t	58	28	56	42
DCO	t	219	10	21	27

MES : Matières en suspension – DCO : Demande chimique en oxygène.

### • Air

Les rejets atmosphériques du site sont directement liés aux divers ateliers de production, de séchage et de transfert de poudres fines de sels et oxydes métalliques. Ils sont traités et filtrés par des dépoussiéreurs ou par des installations de lavage et d'absorption de gaz.

Les rejets en CO<sub>2</sub> sont en très nette diminution suite à la mise en œuvre du plan d'amélioration de l'efficacité énergétique et à la suppression correspondante des consommations de gaz naturel comme agent de réduction du minerai de manganèse.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	19 721	13 326	10 736
COV	t	0,18	0,16	0,20
Cl <sub>2</sub> (équivalent HCl)	t	0,26	0,08	0,08
Manganèse	t	22	23	21
Poussière PM10	t	6,2	6,4	6,1

### • Déchets

Les déchets dangereux générés correspondent à des résidus de purification des solutions valorisées par l'Unité Recyclage. Ils sont collectés, inertés et mis en CET (Centre d'Enfouissement Technique) externe par une filière agréée d'élimination.

Les déchets mis en CET interne correspondent aux gangues de minerai de manganèse résultant de l'attaque sulfurique ou nitrique du minerai. Il est à noter que le passage progressif depuis 2004 de la voie sulfate à la voie nitrate a permis une diminution significative de ce type de déchets (- 37 % de réduction à ce jour par rapport à 2003) alors que le niveau de production global de l'activité a été en légère augmentation.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Dangereux	t	70	81	67
Déchets non dangereux	t	157	154	158
Déchets stocké en décharge interne	t	8 768	7 557	5 556

### • Management HSE

Depuis septembre 2001, Erachem Comilog dispose d'un système de management environnemental certifié ISO 14000 pour ses activités de valorisation de déchets cuivre. Ce SME a été en septembre 2005 recertifié conforme à la nouvelle norme ISO 14000 – version 2004.

Erachem a également en 2005 adapté ce système de management afin d'y intégrer progressivement, pour l'ensemble de ses activités, les analyses et les plans d'action correspondants en matière de gestion des aspects :

- hygiène, santé et sécurité,
- Seveso, risques industriels et assurances,
- économies d'énergie,
- déchets mis en CET internes.

En 2005, Erachem Comilog n'a fait l'objet d'aucune plainte de voisinage et a poursuivi sa participation avec les autorités et les riverains dans la Commission Sécurité – Environnement de la zone industrielle de Tertre.

## ERAMET SANDOUILLE

L'usine du Havre-Sandouville exploite une chaîne de raffinage destinée à traiter un concentré de nickel (matte) produit par une de ses filiales (Société Le Nickel-SLN à Nouméa).

À partir de cette matte de nickel de base, l'usine produit, entre autres :

- du nickel métal de haute pureté,
- du chlorure de nickel cristallisé.

Le nickel métal est utilisé en sidérurgie pour la fabrication d'alliages spéciaux, d'inox, de pièces de monnaie.

### • Maîtrise des risques industriels

Le site Eramet de Sandouville a poursuivi en 2005 l'amélioration de son système de gestion de la sécurité mis en place dans le cadre de la directive Seveso II. Cette amélioration a été validée pour la première fois, par l'obtention du niveau de reconnaissance 3 du système ISRS.

Le site réalise périodiquement des exercices pour évaluer et améliorer les procédures liées au risque industriel en relation avec les autorités locales.

### • Management

Une réflexion du site et de ses acteurs autour de la notion de développement durable a été conduite durant l'année 2005. La mobilisation générale, opérée en 2004 pour inciter l'ensemble des salariés à développer leur regard horizontal au-delà du quotidien et à signaler rapidement les dysfonctionnements, a été développée en 2005 avec succès.

Fort de cette mobilisation d'entreprise et avec le support du nouvel arrêté préfectoral d'exploitation, le site engage une démarche de management environnemental avec la volonté d'être certifié ISO14001 au cours du premier semestre 2006.

## • Énergie

Le procédé d'électrolyse utilisé pour la fabrication du nickel reste le poste principal de consommation d'énergie électrique. La légère augmentation des besoins est liée à la capacité de production qui a augmenté elle aussi pour l'année 2005. L'utilisation de fuel est liée à la production de vapeur.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité + fuel + gaz	MWh	76 445	83 492	85 067

## • Eau

Les productions d'eau adoucie et d'eau déminéralisée constituent les principaux secteurs de consommation d'eau. La consommation d'eau a été en augmentation en 2005. Ceci est dû aux pilotes pour la mise au point de nouveaux produits. Un groupe de travail « consommer moins » analyse ce point pour proposer un plan d'action.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m³	16 197	3 558	4 488
Eau industrielle	m³	585 848	603 628	695 954

Rejets aqueux	Unité	Limites réglementaires	2003	2004	2005
Nickel	t	1,06 <sup>(1)</sup>	0,28	0,26	0,47
MES	t	7,08 <sup>(1)</sup>	2,44	3,14	3,26
DCO	t	92,1 <sup>(1)</sup>	52,9	39,6	45,1

(1) Valeur calculée sur la base de 295 jours / an de fonctionnement.

MES : Matières en suspensions DCO : Demande chimique en oxygène.

La mise en service d'un nouveau bassin de récupération des effluents de l'usine a contribué à la diminution depuis 2003 des rejets de nickel.

Des incidents ponctuels en 2005 ont été rencontrés (débordements de cuves, pannes de pompes...) qui ont été à l'origine de présence de solvant à la station des effluents.

Ces dysfonctionnements ont été analysés et maîtrisés, des actions correctives sont en cours pour éviter le retour de tels incidents.

## • Air

La matte de nickel (matière première) est finement broyée pour être plus facilement réactive lors des phases d'attaque chimique. Cette étape du procédé génère des poussières qui sont traitées par des filtres avant rejet.

La diminution constante des rejets de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) depuis 2003 correspond à l'utilisation progressive, puis totale, de fuel à très basse teneur en soufre.

Les rejets chlore en 2005 sont inférieurs à ceux de 2003, bien que le niveau d'activité ait progressé. En effet, suite au changement de capteurs chlore en 2003, la prise en compte de la

sensibilité et de l'incertitude de mesure des nouveaux capteurs influence la valeur calculée.

La baisse significative des rejets chlore du 2<sup>e</sup> semestre 2005 fait suite à une très nette amélioration de l'étanchéité des cellules d'électrolyse.

L'augmentation des rejets de poussières de nickel correspond, elle, à un dysfonctionnement des manches filtrantes au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2005.

Suite à ce constat, un plan d'action avec changement des manches, et maintenance préventive a été mis en place.

Rejets atmosphériques	Unité	Limite réglementaire	2003 <sup>(2)</sup>	2004 <sup>(2)</sup>	2005
SO <sub>2</sub>	t	1 192	60,8	54,1	53,8
CO <sub>2</sub>	t		7 746	8 892	8 640
NO <sub>x</sub>	t	175	17,9	19,9	20,0
COV <sup>(3)</sup>	t	112	88	84,6	92,5 <sup>(4)</sup>
Cl <sub>2</sub> (équivalent HCl)	t	1,44	0,52	0,32	0,14
Poussières de nickel	t	0,72	0,29	0,32	0,47

(2) Valeur calculée sur la base de 334 jours / an de fonctionnement.

(3) La valeur indiquée est déduite du bilan matières.

(4) Valeur estimée en cours d'évaluation.

## • Déchets

Le volume de déchets dangereux, principalement constitués de bétons et de terres polluées, varie en fonction de la nature des travaux réalisés lors de l'arrêt technique. Cette année un nouveau stockage de soufre a été construit en réhabilitant une ancienne installation, ce qui a entraîné l'évacuation de nombreux bétons et gravats.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Dangereux (4)	t	246	515	808
Déchets non dangereux (5)	t	202	257	187
Dont recyclage métal	t	63	108	60

(4) (5) Hors hydroxyde de fer et soufre.

## • Sous-produits

Une quantité important de soufre impur est obtenue par le traitement physico-chimique de la matte de nickel broyée. Ce sous-produit est valorisé par une entreprise extérieure pour fabriquer de l'acide sulfurique. Le nickel contenu est récupéré pour être valorisé sur le site.

## ERASTEEL CHAMPAGNOLE

Le site, implanté dans le Jura sur la commune de Champagnole, a été créé en 1911.

L'usine Erasteel de Champagnole reçoit des billettes et des couronnes des sites de Commentry (France) et de Söderfors (Suède). Les billettes et le fil machine sont préparés et laminés pour obtenir des barres de sections rectangulaires. Celles-ci subissent des traitements thermiques de mise à niveau des qualités métallurgiques désirées puis passent dans un atelier de finition pour subir, par étirage et calibrage, la mise en forme souhaitée.

L'usine Erasteel de Champagnole fait partie de la branche Alliages du groupe Eramet depuis 1993.

## • Management

Le système de management de la qualité est certifié conformément à l'ISO 9001, version 2000, pour ces deux activités

depuis 2001. En 2005, la direction de Champagnole a poursuivi sa volonté d'intégrer l'environnement et la sécurité au système de management de la qualité. Cette démarche sera renforcée en 2006 par l'intégration d'un apprenti en formation qualifiante « Coordonateur de système de management QSE ».

Sur le plan réglementaire, deux nouveaux arrêtés préfectoraux, obtenus en 2005, définissent les conditions de réhabilitation de la zone dite du « Chalet » ainsi que le réaménagement de l'ancien crassier.

La révision de l'arrêté préfectoral d'exploitation est toujours en cours d'instruction.

## • Énergie

L'énergie électrique est utilisée pour le chauffage des produits par induction ainsi que pour les fours de réchauffage et de recuit.

Le fuel et le gaz sont utilisés pour le chauffage des bâtiments et les engins de manutention, ainsi que pour l'adoucissement des produits à transformer.

La diminution de la consommation de fuel s'explique par le remplacement de ce combustible par du gaz de ville.

L'augmentation de la consommation d'énergie électrique est directement liée au niveau de production.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité	MWh	6 331	6 545	7 445
Fuel	MWh	207	219	102
Gaz	MWh	423	454	557

## • Eau

L'eau industrielle est utilisée majoritairement pour le refroidissement de la ligne de laminage et du four de recuit.

L'excès de consommation en eau industrielle rencontré en 2003 est, depuis deux ans, maîtrisé. Ce dysfonctionnement était directement lié à des problèmes techniques, qui avaient imposé des fonctionnements transitoires en circuit ouvert des tours aéroréfrigérantes.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	1 418	920	906
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	85 900	45 600	46 460

Une augmentation de la fréquence d'échantillonnage des rejets aqueux (4 en 2005 contre 1 en 2004) permet de mieux évaluer la quantité réelle de rejet généré.

Rejets	Unité	2002	2004	2005
Fer	kg		9,58	11,0
Chrome	kg		0,45	0
MEST	t		1,41	2,41
DCO	t		5,93	7,65

#### • Air

Bien que le site ne soit soumis à aucune obligation réglementaire de surveillance de ses rejets atmosphériques, la totalité des rejets atmosphériques susceptibles de contenir des poussières sont traités.

Un système de filtration par dépoussiéreur à cassettes (installé en 2003) limite les rejets atmosphériques de poussières métalliques provenant de la machine à forger.

Les grenailleuses et tronçonneuses sont équipées de séparateurs cyclones.

Rejets	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	150	160	149

#### • Déchets

L'augmentation du niveau de métal recyclé s'explique par l'augmentation de l'activité du site en 2005. De plus, une opération ponctuelle d'évacuation de gravats et terre végétale a augmenté la quantité de déchets non dangereux.

Suite à des dysfonctionnements du circuit d'eau du laminoir, une prise en charge d'eau polluée, en tant que déchet dangereux, est venu augmenter la quantité générée en 2005.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	2,93	34,5	41,3
Déchets non dangereux	t	166	180	278
Dont métal recyclé	t	144	154	224

Erasteel Champagnole recycle ainsi plus de 70 % des déchets produits.

#### • Sols

Une étude simplifiée des risques (ESR) réalisée en 2000-2001 a mis en évidence deux zones nécessitant une étude détaillée des risques (EDR) :

- la zone de l'ancien « crassier », où l'usine de Champagnole déversait principalement les laitiers de fusion des coulées,
- une zone polluée au chlorure de baryum située à proximité d'un ancien atelier de traitement thermique.

#### • Zone crassier

Cette zone, aujourd'hui clôturée, a été cédée à la commune de Champagnole après l'arrêt des activités de l'aciérie en 1985.

Une EDR a été réalisée en 2004 sur la base d'un usage futur du site déterminé en coopération avec la mairie de Champagnole. Cette solution, satisfaisante du point de vue de l'environnement, prévoyait le busage de la rivière coulant au fond du talweg, le remblaiement de la zone et la réalisation d'une plate-forme municipale.

Les travaux de busage ont démarré courant du 4<sup>e</sup> trimestre 2005. L'ensemble des travaux sera terminé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

#### • Pollution BaCl<sub>2</sub>

La zone concernée a été cédée à un garage voisin qui y a installé un chalet dont l'usage, défini par le permis de construire, est de type gardiennage.

Suite à l'EDR (Étude Détaillée des Risques) réalisée en 2004, le conseil départemental d'hygiène a décidé dans sa séance du 16 décembre 2004 :

- l'enlèvement et le traitement de la partie polluée sur environ 20 m<sup>3</sup>,
- la mise en place de servitudes d'utilité publique sur les terrains concernés.

L'ensemble des travaux prévus a été réalisé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2005

#### • Prévention de la légionellose

Les analyses mensuelles imposées par l'arrêté préfectoral de mai 2004 sont intégrées. Un nouvel arrêté préfectoral a été délivré dans ce cadre en 2005.

Un suivi des installations (suivi du traitement des eaux...) a été formalisé au cours de l'année 2005 pour prévenir tout risque de dérive de prolifération des légionelles. Une analyse de risque de développement de la légionelle est programmée début 2006.

## ERASTEEL COMMENTRY

Le site occupé par Erasteel Commentry est le siège d'une activité industrielle (sidérurgie) qui remonte à 1846. Aujourd'hui l'usine est spécialisée dans la fabrication de barres, de fils ronds et de tôles en acier rapide.

Ces produits sont utilisés pour la fabrication d'outils de coupe et de sciage et de pièces d'usure. Les installations sont également utilisées pour la transformation de tôles pour l'aéronautique et l'espace. Les activités présentes sur le site sont variées : élaboration de l'acier, transformation à chaud et à froid, parachèvement et finition ; il en résulte une grande diversité des métiers.

### • Management

Située dans le centre-ville de Commentry, Erasteel mène depuis de nombreuses années des actions pour préserver l'environnement.

En 2003, Erasteel Commentry s'est engagée dans un processus de mise en place d'un système de management de l'environnement suivant la norme ISO 14001.

Le système de management environnemental de Commentry a été certifié ISO 14001 suite à l'audit réalisé en décembre 2004.

Le premier audit de suivi s'est déroulé avec succès au mois de décembre 2005, suivant le référentiel de la version 2004.

La vision claire des engagements définis dans la politique, le processus de veille réglementaire, la mise en œuvre d'un référentiel de compétences et une bonne maîtrise opérationnelle des installations, ont été les points forts mis en évidence.

Le POI (plan d'organisation interne) a été révisé au cours de l'année 2005.

Un premier exercice de déclenchement du POI sera réalisé en 2006.

### • Énergie

La consommation d'énergie du site est essentiellement liée à l'utilisation des fours de fusion, de réchauffage et de traitement thermique.

Un diagnostic des fours a permis d'identifier des pistes de progrès en matière de consommation énergétique.

Un programme de passage des fours fuel au gaz a été activement mis en œuvre en 2005, avec la modification de quatre fours. Le passage au gaz s'accompagne également de la mise en place d'un dispositif de récupération d'énergie et d'une modification des portes des fours pour un gain énergétique total estimé à 20 %.

Le programme se poursuivra en 2006 et en 2007 par la transformation de l'ensemble des fours de l'usine au gaz.

L'augmentation de la consommation de fuel s'explique par l'augmentation de l'activité amont (aciérie, forgeage...) en 2005 du site. Le ratio (t fuel / t lingot) diminue depuis 2004.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Électricité	MWh	40 719	41 014	48 271
Fuel total	MWh	38 695	39 998	44 823
Gaz	MWh	64 028	67 353	78 625

### • Gaz à effet de serre

L'aciérie de Commentry fait partie des trois aciéries électriques d'Eramet incluses dans le périmètre d'application de la Directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre. Les quotas attribués au site pour la période 2005-2007 devraient correspondre à ses prévisions d'activité. Les quotas attribués au site pour la période 2005-2007 ont été légèrement dépassés en 2005 suite à une augmentation de l'activité du site.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	22 822	23 858	27 790

### • Eau

Le site a mis en place depuis janvier 2004 une autosurveillance de son point de rejet principal. Les analyses sont effectuées mensuellement. Des actions vont être lancées en 2006 pour évaluer les solutions techniquement réalisables afin de diminuer les rejets en polluant.

L'augmentation de la consommation en eau potable s'explique par l'arrêt d'utilisation d'eau industrielle sur une tour aéroréfrigérante suite à des développements de flore interférente.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	41 046	44 158	51 743
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	167 925	196 692	204 363

Les valeurs de rejet des métaux données pour 2003 correspondent à des estimations. Les quantités 2004 et 2005 sont calculées en fonction des débits moyens mesurés aux deux points de rejets soumis à autosurveillance et fonction des volumes de production.

Une dégradation de la qualité des rejets aqueux (MEST) est observée depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2005. Une analyse des causes a été engagée pour en trouver l'origine.

Rejets	Unité	2003	2004	2005
Fe + Zn + Mo + Al	kg	1 000	356	413
Cobalt	kg		21	24,5
Fer	kg		128	164
Manganèse	kg		10	12,6
MEST	t	6	2,37	4,2
DCO	t	14	11,35	12,4

Le circuit de traitement des effluents du laminoir Gros Mill a été modifié pour améliorer le piégeage des hydrocarbures :

- raccordement de l'égout à un bassin équipé d'une cloison siphonée,
- déplacement du séparateur d'hydrocarbures au niveau de ce bassin

#### • Air

L'évolution des rejets, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COV et poussières est directement liée à l'évolution du niveau de production.

Rejet atmosphérique	Unité	2003	2004	2005
SO <sub>2</sub> <sup>(1)</sup>	t	54	55	62
NO <sub>x</sub>	t	8	9	11,9
COV <sup>(2)</sup>	t	7	7,4	9,6
Poussières totales <sup>(3)</sup>	t	21	23	32

(1) Calculé par bilan.

(2) Bilan entrée sortie.

(3) Les valeurs communiquées dans le rapport de gestion 2004 étaient basées sur une extrapolation à partir d'un coefficient d'émission de : 150 g de poussières / tonne d'acier en l'absence de mesures réelles de poussières diffuses.

#### • Déchets

En 2005 la démarche de tri sélectif des déchets dangereux s'est poursuivie.

L'évolution du tonnage de déchets dangereux relevé en 2005 correspond à l'élimination de boues de lagune après séchage (200 tonnes).

Trois transformateurs ont été éliminés en 2005 (dont deux contaminés PCB).

L'importante quantité de déchets non dangereux est liée au démontage de l'ancien laminoir à tôles, qui impacte 758 tonnes de métal.

#### • Décharge interne

L'augmentation des déchets stockés à la Grande Tranchée correspond à l'apport de remblais inertes destinés à maintenir la plate forme inférieure hors d'eau.

3 000 m<sup>3</sup> ont été déplacés et 2 640 m<sup>3</sup> en provenance de chantiers extérieurs ont été stockés.

Le stockage de déchets inertes issus du procédé de fabrication (laitiers et réfractaires usagés) est en augmentation de 26 % par rapport à 2004 pour une augmentation d'activité de 38 %.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	428	431	619
Déchets non dangereux	t	991	483	1 436
dont recyclage métal	t	757	295	1 156
dont recyclage papier bois	t	105	72	78

## EUROTUNGSTENE – GRENOBLE FRANCE

Située au cœur de l'agglomération grenobloise depuis 1947, l'usine Eurotungstene produit des poudres métalliques à base de cobalt et de tungstène destinées au marché des outils diamantés et des carbures cimentés. Usine résolument tournée vers l'international, elle exporte plus de 95 % de sa fabrication. L'année 2005 a permis à Eurotungstene d'obtenir non seulement le renouvellement de son autorisation d'exploiter en vigueur mais aussi l'autorisation de produire sa nouvelle gamme de poudres « Keen® ».

Le nouvel arrêté d'exploiter, signé en juillet 2005 par le préfet de l'Isère, est le fruit d'une collaboration efficace et d'un

dialogue constructif avec les différentes autorités de tutelle. Il met un terme à plus de deux ans de procédure dont une enquête publique.

Parallèlement, l'usine a terminé la mise en place des mesures compensatoires prévues avec les autorités et qui lui incombaient :

- extension du réseau de diffusion de mousse à la totalité du stockage d'acide chlorhydrique,
- extension du réseau d'eau incendie,
- nouveaux systèmes de détection de fumée dans le magasin produits finis,
- nouvelle protection physique des citernes d'hydrogène.

### • Énergie

La consommation énergétique totale (électricité et gaz naturel) du site est stable depuis 2004.

Energie	Unité	2003*	2004*	2005
Total électricité	MWh	9 993	10 536	10 587
Total énergies	MWh	18 019	16 865	16 659

\* Changement de périmètre suite à l'acquisition de la société CERMeP, mi-2003.

### • Eau

Les principales utilisations d'eau industrielle proviennent du lavage des gaz de procédés ainsi que de la production d'eau déminéralisée.

L'augmentation des besoins en eau, industrielle et potable, est liée à une augmentation de production.

Consommations	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m³	26 474	15 356	19 079
Eau industrielle	m³	396 969	408 683	414 107

Les résultats des analyses effectuées sur les rejets aqueux de l'entreprise sont nettement en deçà des maxima réglementaires. Une étude de faisabilité technico-économique de séparation des réseaux est en cours de finalisation.

La variation de la DCO en 2005 provient d'un changement du mode d'évaluation de ce rejet :

- jusqu'en 2004 inclus, le flux annuel était calculé à partir de l'extrapolation des résultats d'analyse de deux échantillons moyens sur vingt-quatre heures.
- en 2005, le flux annuel est calculé en prenant en compte l'ensemble des données journalières.

La valeur 2005 est donc plus représentative de la réalité du rejet, qui reste de toute façon très inférieure à la limite définie dans l'arrêté préfectoral d'Eurotungstene.

Rejets aqueux	Unité	2003 <sup>(1)</sup>	2004 <sup>(2)</sup>	2005
Cobalt	kg	516	142	160
Fer	kg	134	95	100
MEST	t	6,4	1,2	2,6
DCO	t	11,5	9,9	49

(1) Flux annuel estimé à partir des analyses moyennes sur 24 heures, extrapolées à 329 j/an.

(2) Flux annuel estimé à partir des analyses moyennes sur 24 heures, extrapolées à 365 j/an.

## • Air

Les quantités de CO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub> rejetées sont obtenues par calculs en partant de la consommation d'énergie. Elles restent stables sur 2004 et 2005.

Le regroupement de nombreuses cheminées courant 2005 et l'installation d'un étage de filtration absolue en 2004 sur tous les dépoussiéreurs, en aval des filtres à manches existants, a permis d'obtenir une baisse très nette des rejets en poussières.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
Cobalt (poussières)	t	0,1	0,12	0,005
CO <sub>2</sub> (gaz)	t	1 647	1 174	1 246
SO <sub>2</sub> (gaz)	t	0	0	0
NO <sub>x</sub> (gaz)	t	84	1,2	1,3

## • Déchets

Le tri sélectif, instauré depuis quelques années, permet la valorisation des déchets par recyclage, diminuant ainsi le prélèvement des ressources naturelles et l'engorgement des différents centres d'enfouissement techniques.

L'augmentation des déchets non dangereux, et plus particulièrement la quantité de métal recyclé, s'explique par le démantèlement d'installations :

- anciens fours à vis,
- poste de dépotage matières premières,
- anciennes chaudières vapeur.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Dangereux	t	31	12	19
Non dangereux	t	164 *	195	427
dont recyclage métal	t	84 *	105	333

\* Valeur différente dans le rapport 2003 suite à une inversion des résultats des années 2001 et 2003.

## • Sécurité industrielle

Des investissements importants liés à l'amélioration de la sécurité industrielle du site ont été menés durant l'année. Ils ont contribué à augmenter la maîtrise des risques liés aux produits mis en œuvre par la réalisation de mesures compensatoires :

- extension du réseau de diffusion de mousse à la totalité du stockage d'acide chlorhydrique,
- extension du réseau d'eau d'incendie,
- mise en place de systèmes de détection de fumées dans le magasin « produits finis »,
- amélioration des protections physiques des citernes d'hydrogène.

## LE NICKEL-SLN – SITE DE DONIAMBO NOUVELLE-CALÉDONIE

Située en zone urbaine en périphérie de Nouméa, l'usine SLN (Société Le Nickel) de Doniambo produit du ferronickel et de la matte de nickel. Acteur industriel majeur du Territoire, le Nickel-SLN poursuit une politique environnementale active en se fixant notamment comme objectif principal la réduction des ses émissions de poussières et l'amélioration de la qualité de l'air.

L'exploitation de l'usine de Doniambo est soumise à la réglementation environnementale de la Nouvelle-Calédonie essentiellement inspirée de celle de la métropole.

Les résultats des actions de fond engagées depuis quelques années sont en nette progression.

Sur le site de Doniambo, le respect de l'arrêté régissant l'activité industrielle a amené le site à équiper la quasi-totalité des cheminées de dispositifs de mesure continue d'opacité des fumées. Après les investissements lourds réalisés en 2004-2005, plusieurs investissements concernant la filtration des fumées sont planifiés. Ainsi, le renouvellement des électrofiltres des fours rotatifs sera entrepris en 2006 et 2007.

Il est à noter la constitution en 2005 de l'association SCAL-AIR, réseau de qualité de l'air de la ville de Nouméa, avec la participation active de la société Le Nickel-SLN et en collaboration avec les collectivités.

## • Énergie

De nombreuses perturbations dans l'alimentation minière de l'usine ont provoqué des phases transitoires peu favorables au ratio de consommation énergétique (kWh ramenés au kg de nickel produit), en augmentation entre 2004 et 2005.

## • Eau

Si du fait d'efforts permanents et grâce à la sensibilisation des usagers, la consommation en eau potable est, cette année encore, en sensible diminution, celle en eau industrielle a par contre augmenté du fait de deux facteurs :

- la mise en service de l'atelier de traitement des poussières avec mouillage de celles-ci ;
- la prévention de la légionellose qui a nécessité à plusieurs reprises une vidange des installations permettant un traitement efficace et rapide du problème.

Consommation	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	315 929	231 320	174 533
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	986 376	1 059 396	1 233 030

La détermination des rejets métalliques reste imprécise du fait du caractère très ponctuel de mesures fortement influencées par les conditions de prélèvement. Néanmoins, une meilleure récupération des scories dans le canal sud a permis de limiter sensiblement les rejets aqueux.

Rejets aqueux	Unité	2003	2004	2005
Métaux	t	177	302	116
Nickel	t	12,7	52,8	10,4
MES	t	7 380	11 670	2 356
DCO	t	99*	64	92

\* La valeur transmise dans le rapport 2003 était erronée.

MES : Matières en suspension. DCO : Demande chimique en oxygène.

#### • Air

La baisse sensible de la quantité de poussières de nickel rejetées s'explique par une augmentation du taux d'efficacité de la filtration des fumées et par un meilleur fonctionnement de l'exutoire de l'atelier de traitement des poussières.

Il est à noter que la quantité de rejets canalisés a baissé de 35 % par rapport à la moyenne des quatre années précédentes. Directement liées au niveau de production, les quantités de SO<sub>2</sub> émises ont été en baisse en 2005 suite à la mise en application de la politique de passage en fuel très bas soufre en cas de constat instantané de pics d'émissions. Ce passage a été optimisé par la mise en œuvre d'un accroissement des conditions de réactivité (seuils-météo).

Rejets atmosphériques	Unité	Limite réglementaire	2003	2004	2005
SO <sub>2</sub>	t		26 000	23 854	20 796
CO <sub>2</sub>	t		2 011 470	1 667 400	1 957 886
NO <sub>x</sub>	t		2 887	2 285	3 958
COV	t		< 10,4	< 8,3	< 9,3
HCl	t		22	20	21
Poussières totales	t	1 438	1 415	1 098	1 142
dont nickel et composés	t		40	44	33

L'augmentation sensible des volumes de NO<sub>x</sub> en 2005, provient d'un mauvais réglage des brûleurs de la centrale thermique lors des mesures réalisées dans le cadre du bilan rejets. Cette valeur, vraisemblablement surévaluée, donnera lieu à des contrôles en 2006.

#### • Gestion des scories

Le traitement pyrométallurgique du minerai génère une très grande quantité de scories.

Ce sous-produit est utilisé dans la limite des besoins (20 % du total produit) comme matière première pour le remblai des voiries et le BTP. Le reste est stocké.

Lors de la fusion, 1 tonne de minerai produit 110 kg de fer-nickel et 750 kg de scories.

Le niveau de production de scories est lié au volume de l'activité.

Scories (t)	2003	2004	2005
Déchets stockés en décharge interne			
+ scories <sup>(1)</sup>	2 035 000	1 900 000	2 059 000

(1) Scories de pré-affinage, de désulfuration, scories Bessemer et scories de fusion (96 % du total).

#### • Gestion des déchets

La valeur élevée de déchets dangereux générés en 2005 s'explique par la prise en charge d'un fond de tank à fuel (100 tonnes), lors d'une opération d'entretien. Ces déchets ont été mélangés et dosés avec du minerai pour être ensuite coïncinés dans les fours électriques.

De plus, 50 tonnes de déchets dangereux proviennent d'incidents de fabrication. Ils ont été traités par procédé biophysique avant d'être dirigés vers un centre d'enfouissement technique (CET).

La fermeture d'un dépôt interne de déchets a permis une meilleure connaissance et gestion des déchets non dangereux. Ceux-ci sont désormais totalement dirigés vers le CET municipal.

On notera dans ce chapitre l'importance du recyclage de scrap métalliques de haute qualité, intégré au procédé, et qui permet la valorisation significative de matières premières secondaires.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	24,3 <sup>(2)</sup>	20,7 <sup>(2)</sup>	170
Déchets non dangereux	t	868	1 373	1 790
Recyclage Métal	t	17 000	16 500	16 600
PCB et produits pollués	t	235	2 285	2 083

(2) Principalement des batteries électriques.

### • Situation administrative

Une procédure d'actualisation de l'arrêté d'exploitation est toujours en cours.

De nombreuses études et réalisations ont été conduites durant l'année 2005, parmi lesquelles :

- diagnostic technique amiante (bureau Véritas),
- fermeture de la décharge interne,
- définition d'un procédé de traitement des boues sodiques,
- procédure de coïncinération des boues d'hydrocarbures,
- procédure de constitution de la verse à scories.

### • Mines, faits marquants

En ce qui concerne l'exploitation minière, un important volet administratif traité dans le cadre de la loi organique du 19 mars 1999 a fait l'objet de nombreuses réunions qui permettront de formaliser dès 2006 une nouvelle réglementation prenant en compte dans la plupart de ses articles, l'aspect environnemental.

Ainsi, toute campagne de sondage ou ouverture de carrière devra faire l'objet d'une étude d'impact et une charte d'exploitation minière traitera de façon formelle des méthodes d'exploitation (verses à stériles, pistes, etc.), des principes et conception des ouvrages de gestion des eaux, ainsi que des dispositions de fermeture de chantier dont l'aspect réhabilitation.

Ces volets ont été anticipés depuis plusieurs années par la société Le Nickel-SLN. Dans cette continuité, le service DEM a ainsi procédé cette année à :

- l'élaboration du guide pratique des techniques de protection de l'environnement,
- la réalisation de plans de gestion des eaux sur le centre de Kouaoua,
- la mise en route opérationnelle de la structure « projet de réaménagement des sites miniers »,
- le montage du dossier pour la mise en verse de stériles sur le versant Pouembout de la mine de Népoui – Kopéto.

D'un point de vue des réalisations sur le terrain, on retiendra :

- le réaménagement du creek Kabar à Kouaoua, la mise en sécurité du barrage ADEO à Népoui, la mise à niveau des chantiers périphériques à PORO et enfin la plantation de quinze hectares de semis hydrauliques et la pose de 10 000 plants sur l'ensemble des quatre centres miniers.
- tous ces efforts sont perturbés par la nature elle-même ; que ce soit au niveau du climat avec les dégâts importants occasionnés par le cyclone Kerry sur deux barrages à Kouaoua ou par le monde animal avec des cerfs gourmands de jeunes pousses.

## MARIETTA

### • Protection de l'environnement / programmes d'intervention d'urgence

L'usine Eramet de Marietta (EMI) est l'un des plus importants sites mondiaux de production de ferroalliages de manganèse. EMI participe au comité local de planification des secours du comté de Washington (LEPC : Local Emergency Planning Committee), ainsi qu'à l'organisation industrielle d'urgence de la vallée centrale de l'Ohio (COVIEO : Central Ohio Valley Industrial Emergency Organization). Ces organismes existent pour sensibiliser la communauté et l'industrie aux risques associés à l'exploitation des installations industrielles de la région, et pour prévoir les mesures à prendre dans le cas peu probable d'un accident ou de rejets accidentels.

Chaque année, EMI dépense plus de 5 millions de dollars dans l'exploitation de systèmes de réduction des émissions qui captent la plupart des rejets et limitent leur impact hors du site. Les déchets de procédés sont collectés et entreposés dans des bassins situés sur le site. Les bassins sont contrôlés avec une grande attention afin de s'assurer de l'absence de contact avec l'environnement.

En 2005, EMI a travaillé avec la population environnante afin de déterminer l'origine d'odeurs désagréables signalées périodiquement par une communauté située à six kilomètres au nord-est du site.

Une évaluation a été réalisée au terme de laquelle les composants de gaz de cheminée issus d'un procédé suspect de l'usine ont été identifiés et comparés à des seuils d'odeurs reconnus. Bien que l'évaluation ait démontré que ce procédé suspect ne pouvait être l'unique cause des odeurs, EMI s'est engagée dans un processus d'études complémentaires pour déterminer la contribution éventuelle, si elle existe, des rejets autorisés d'EMI, à ce problème d'odeurs.

EMI est la seule industrie locale qui continue à être à l'écoute des problèmes du voisinage sur ce sujet. Le coût des études déjà réalisées est d'environ 10 000 dollars.

Par ailleurs, en 2005, EMI a dépensé approximativement 40 000 dollars pour réaliser des études d'ingénierie sur la diminution des rejets d'ammoniac.

Le renouvellement de l'autorisation de rejet des eaux usées de l'usine pourrait s'accompagner d'une obligation de réduction des émissions d'ammoniac dans l'eau, de l'ordre de 50 %.

Si les études existantes, complétées de celles conduites en 2006, démontrent la faisabilité, tant technique qu'économique, d'une réduction de ces rejets, des investissements significatifs pourraient être nécessaires sur une période de trois à quatre ans.

## • Énergie

Les trois fours à arc ainsi que l'atelier d'électrolyse du chrome sont les plus importants consommateurs d'énergie électrique. Les fours de préchauffage et de séchage utilisent le gaz comme source d'énergie.

Consommation	Unité	2003	2004	2005
Energie <sup>(1)</sup>	MWh	808 267	818 456	835 550

(1) Dont environ 70 000 MWh redistribués vers d'autres sociétés proches du site.

## • Eau

Le site possède un réseau séparatif pour les eaux sanitaires et les eaux de refroidissement.

Les effluents aqueux sont regroupés et rejetés, après traitement, dans le milieu naturel (la rivière Ohio). Les valeurs mesurées montrent des teneurs en polluants très inférieures aux limites autorisées.

De 2001 à 2005, l'usine a diminué sa consommation d'eau filtrée et augmenté ses achats d'eau industrielle.

La consommation d'eau industrielle n'a augmenté que de 3 % entre 2004 et 2005. Il s'agit d'une valeur mesurée qui reflète l'usage effectif. La quantité utilisée n'est que très peu dépendante du niveau de production du site et devrait rester relativement constante d'une année sur l'autre.

Consommation	Unité	2003	2004	2005
Eau potable				
(achetée en bouteilles plastique)	m <sup>3</sup>		121	125
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	184 095	219 454	225 857

L'usine continue à maîtriser la concentration en chrome +6 en ajoutant du sulfate de fer (FeSO<sub>4</sub>) au système de recyclage.

Rejets aqueux	Unité réglementaires	Limites	2003	2004	2005
Chrome	t	0,63	0,068	0,050	0,044
Manganèse <sup>(1)</sup>	t	70,4	8,84	16,52	12,05
Plomb	t		0,184	0,109	0,089
MES	t	299	17	13	21
Ammoniac	t		493	453	464

(1) Hors manganèse contenu dans les eaux de ruissellement pluviales.

## • Air

Les émissions de CO<sub>2</sub> sont calculées à partir du bilan de production (HCFMn + MCFMn + LCFMn + SiMn) en tenant compte de facteurs de corrélation CO<sub>2</sub> spécifiques.

Dans l'atelier chrome du site, la quantité d'ammoniac utilisée et rejetée varie selon le nombre de cellules en activité.

Le nombre moyen de cellules en fonctionnement est en augmentation depuis les trois dernières années.

Les estimations d'émissions de poussières de manganèse proviennent de mesures ponctuelles aux cheminées. Les mesures sont effectuées sur une base annuelle, comme l'exige le titre V du permis air du site. Les émissions de poussières de manganèse ont diminué en 2005.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	213 000	206 000	199 000
SO <sub>2</sub>	t	5,4	5,3	5,1
NO <sub>x</sub>	t	16,4	16,2	16
COV	t	312	338	343
Ammoniac	t	300	382	444
Poussières totales	t	564	521	428
dont manganèse	t	225	211	155

La solution ammoniacale est utilisée comme support électrolytique permettant le dépôt de métal dans les procédés de l'atelier d'électrolyse du chrome (production de sulfate d'ammonium ferreux et élaboration de tôles chrome).

## • Déchets

La quantité de déchets générée varie de façon significative d'une année sur l'autre en raison de l'impact des projets, parmi lesquels les opérations de maintenance, de construction et de démolition.

La quantité de déchets non dangereux est liée à des opérations d'assainissement réalisées sur le site.

Déchets	Unité	2003 *	2004	2005
Déchets dangereux	t	46	77	80
Déchets non dangereux	t	682	848	706

\* Les chiffres indiqués l'année dernière étaient en tonnes US

## PORSGRUNN & SAUDA

Eramet Norway est l'opérateur de deux usines en Norvège. L'une de ces usines, Eramet Norway Sauda (ENS) est située à Sauda, au sud-ouest du pays. ENS est le principal employeur privé de sa communauté. La population de Sauda est d'environ 5 000 personnes, mais diminue depuis plusieurs années. À part l'usine, les entreprises de la région appartiennent pour la majorité au secteur tertiaire, sauf quelques ateliers mécaniques et un fabricant de verre de sécurité. L'usine a été créée au début des années 1920. Le choix de son implantation géographique a été motivé par la proximité de centrales hydroélectriques. L'usine a toujours produit des alliages de manganèse.

L'autre usine, Eramet Norway Porsgrunn (ENP), se trouve à Porsgrunn, au sud-est de la Norvège. L'usine est située près du grand site industriel de Norsk Hydro à Herøya. Dans la région de Grenland (dont fait partie Porsgrunn), plusieurs sites industriels importants produisent notamment des engrais, des produits pétrochimiques et du ciment. L'usine a démarré vers 1920 et produit différents types de ferroalliage depuis cette date.

ENS aujourd'hui exploite deux fours électriques servant à produire du ferromanganèse haut carbone (HC FeMn), ainsi qu'une raffinerie pour produire des alliages de ferromanganèse affinés à moyenne ou faible teneur en carbone (MC FeMn et LC FeMn) à partir du HCFeMn. La production totale d'ENS est d'environ 220 000 tonnes.

ENP utilise deux fours pour produire du silicomanganèse (SiMn) et du HC FeMn. L'entreprise affine le SiMn pour réduire sa teneur en carbone et produire ainsi du LC SiMn. Elle exploite

également une raffinerie pour le HCFeMn. Au total, la production annuelle d'ENP est de 170 000 tonnes environ.

Sur les sites, les activités incluent la manipulation de matières premières, la coulée d'alliages issus des fours, la coulée d'alliages issus de la raffinerie, la coulée de scories issues des fours, le concassage et la mise en forme de produits finis, la collecte et le traitement de déchets (par ex. : poussières de filtres et boues du traitement des eaux).

Les aspects environnementaux les plus importants des usines sont les suivants :

- émissions de poussières diffuses et canalisées issues de la manipulation des matériaux, des fours, du traitement du métal liquide et des scories, de la mise en forme et du concassage,
- bruit (continu et discontinu) des usines ayant une influence sur le voisinage (bruit provenant de sources fixes et des véhicules),
- émissions dans l'air de HAP et métaux sous forme de gaz ou de particules,
- émissions de CO<sub>2</sub> dans l'air,
- émissions de HAP, de particules et de composés inorganiques (métaux, zinc, etc.), dans la mer,
- dépôts de boue dans les décharges proches des usines.

Le système de management environnemental d'Eramet Norvège a été certifié ISO 14001 suite à l'audit conduit le 6 juin 2005.

## • Énergie

Les fours électriques sont les principaux postes utilisant l'énergie électrique. Les fours de préchauffage sont alimentés en fuel ou en propane.

Consommation	Unité	2003	2004	2005
Électricité + gaz + fuel	MWh	1 079 000	1 088 000	1 022 000

### • Eau

Les deux usines ont connu des problèmes d'augmentation des quantités de métaux contenues dans les rejets en mer en 2005. Un nouveau traitement des eaux à l'usine de Sauda résoudra ce problème en 2006.

À l'usine de Porsgrunn, des améliorations sur le contrôle de matières premières et sur le traitement des eaux de l'usine sont en cours de mise en œuvre.

Consommation	Unité	2003	2004	2005
Eau potable	m <sup>3</sup>	193 000	179 000	151 263
Eau industrielle	m <sup>3</sup>	14 406 000	16 106 000	16 777 000

Rejets aqueux	Unité	2003	2004	2005
Cadmium	kg	0,5	1,2	1,7
Chrome	kg	0,9	1,2	3,7
Zinc	kg	81,6	784	568
Plomb	kg	5,30	26	38
Manganèse	kg	305	334	529
HAP	kg	7	6	11,3
MES	t	3,4	2,5	3,3

### • Air

La spécialisation de l'usine de Sauda dans un seul produit a contribué à une augmentation des émissions de poussières diffuses. Cependant, les émissions globales de poussières se sont améliorées grâce à la mise en place d'un nouveau filtre sur les cheminées centrales des fours.

Les émissions de poussières diffuses restent encore un problème majeur à l'usine de Sauda.

La situation sera nettement améliorée dès que les travaux en cours dans les nouvelles unités logistiques du bâtiment four seront terminés.

Rejets atmosphériques	Unité	2003	2004	2005
CO <sub>2</sub>	t	356 000	391 900	356 000
SO <sub>2</sub>	t	38	44	36
NO <sub>x</sub>	t	17	18	16
Poussières totales	t	53	44	68
Plomb	t	0,11	0,06	0,06

### • Déchets

La diminution des déchets non dangereux est également due à la spécialisation de l'usine de Sauda dans la fabrication de FeMn (aucune production de scories SiMn).

Pour l'usine de Porsgrunn, une nouvelle solution de retraitement des boues doit être installée dès janvier 2006. Cela mettra fin au transport de ces déchets vers le site de Sauda.

Déchets	Unité	2003	2004	2005
Déchets dangereux	t	7 324	11 700	10 197
Déchets non dangereux	t	124 558 <sup>(1)</sup>	85 685 <sup>(2)</sup>	81 564
Dont déchets bois générés	t	84	223	263
Dont déchets métal générés	t	84	3 497	1 435

(1) Valeurs incluant les scories provenant de la production de silicomanganèse pour ENS et ENP.

(2) Valeurs incluant les scories provenant de la production de silicomanganèse pour ENP.

## ERAMET

Tour Maine-Montparnasse  
33, avenue du Maine  
F-75755 Paris Cedex 15

Tél. : (33) 01 45 38 42 42  
Fax : (33) 01 45 38 41 28  
[www.eramet.fr](http://www.eramet.fr)